

ASSEMBLY
OF
WESTERN EUROPEAN UNION

ASSEMBLÉE
DE
L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE

PROCEEDINGS ACTES OFFICIELS

THIRD SESSION

Second Part

October 1957

IV

Assembly Documents

TROISIÈME SESSION

Deuxième Partie

Octobre 1957

IV

Documents de Séance

W. E. U.

U. E. O.

STRASBOURG



ASSEMBLY
OF
WESTERN EUROPEAN UNION

ASSEMBLÉE
DE
L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE

PROCEEDINGS ACTES OFFICIELS

THIRD SESSION

Second Part

October 1957

IV

Assembly Documents

TROISIÈME SESSION

Deuxième Partie

Octobre 1957

IV

Documents de Séance

W. E. U.

U. E. O.

STRASBOURG



The *Proceedings* of the second part of the Third Ordinary Session of the Assembly of W. E. U. comprise two volumes :

Volume IV : Assembly Documents.

Volume V : Orders of the Day and Minutes of Proceedings, Official Report of Debates, General Index.

Les *Actes officiels* de la deuxième partie de la troisième session ordinaire de l'Assemblée de l'U. E. O. comportent deux tomes :

Tome IV : Documents de séance.

Tome V : Ordres du jour et procès-verbaux, Compte rendu des débats, Index général.

TABLE OF CONTENTS

	Page
List of Representatives and Substitutes	10
Documents :	
56. Budget of the Assembly of Western European Union for the Financial Year 1957 — Draft Supplementary Estimate submitted on behalf of the Committee on Budgetary Affairs and Administration by Mr. Edwards, Chairman and Rapporteur	11
57. Draft Budget of the administrative expenditure of the Assembly for the Financial Year 1958 submitted on behalf of the Committee on Budgetary Affairs and Administration by Mr. Edwards, Chairman and Rapporteur	17
58. Agenda of the Second Part of the Third Ordinary Session — 10th - 15th October	46
59. Accounts of the administrative expenditure of the Assembly for the Financial Year 1956 — The Auditor's Report	47
60. Draft Order of Business of the Second Part of the Third Ordinary Session — 10th - 15th October	58
61. The Policy of Member States of Western European Union — Report submitted on behalf of the General Affairs Committee by Mr. Willey, Rapporteur	61
62. The Unification of European Assemblies — Report submitted on behalf of the General Affairs Committee by M. van der Goes van Naters, Chairman and Rapporteur	65
63. Responsibility of Western European Union in the field of military policy — Report submitted on behalf of the Committee on Defence Questions and Armaments by M. de la Vallée Poussin, Rapporteur	82
64. State of European security — Report submitted on behalf of the Committee on Defence Questions and Armaments by M. Fens, Rapporteur	88
65. Communication from the Council in reply to the Recommendations adopted by the Assembly during the First Part of the Third Ordinary Session	93
66. Guided Missiles — Report for information submitted on behalf of the Committee on Defense Questions and Armaments by Lord Stonehaven, Rapporteur	101

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Liste des Représentants et des Suppléants	10
Documents :	
56. Budget de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale pour l'exercice financier 1957 — Prévision de crédits supplémentaires présentée au nom de la commission des Affaires budgétaires et de l'Administration par M. Edwards, président et rapporteur	11
57. Projet de budget des dépenses administratives de l'Assemblée pour l'exercice financier 1958 présenté au nom de la commission des Affaires budgétaires et de l'Administration par M. Edwards, président et rapporteur	17
58. Ordre du jour de la deuxième partie de la troisième session ordinaire — 10 au 15 octobre	46
59. Comptes relatifs aux dépenses administratives de l'Assemblée pour l'exercice financier 1956 — Rapport du Commissaire aux comptes	47
60. Projet de calendrier de la deuxième partie de la troisième session ordinaire — 10 au 15 octobre	58
61. La politique de l'Union de l'Europe Occidentale — Rapport présenté au nom de la commission des Affaires Générales par M. Willey, rapporteur	61
62. Unification des assemblées européennes — Rapport présenté au nom de la commission des Affaires Générales par M. van der Goes van Naters, président et rapporteur	
63. Responsabilités de l'Union de l'Europe Occidentale dans le domaine de la politique militaire — Rapport présenté au nom de la commission des Questions de Défense et des Armements par M. de la Vallée Poussin, rapporteur	82
64. Etat de la sécurité européenne — Rapport présenté au nom de la commission des Questions de Défense et des Armements par M. Fens, rapporteur	88
65. Communication du Conseil en réponse aux recommandations adoptées par l'Assemblée au cours de la première partie de la troisième session ordinaire	93
66. Engins téléguidés — Rapport d'information présenté au nom de la commission des Questions de Défense et des Armements par Lord Stonehaven, rapporteur	101

TABLE OF CONTENTS

	Page
67. Motion to approve the final accounts of the Assembly for the Financial Year 1956 presented by Mr. Edwards, Chairman of the Committee on Budgetary Affairs and Administration.....	112
68. Administration of Western European Union — Report submitted on behalf of the Committee on Budgetary Affairs and Administration by M. Molter, Rapporteur	113
69. Action taken in national Parliaments in support of the Recommendations adopted by the Assembly during the First Part of the Third Ordinary Session — Report submitted on behalf of the Working Party for liaison with national Parliaments by M. Moutet, Rapporteur	116
70. Nuclear Explosions — Report submitted on behalf of the Committee on Defence Questions and Armaments by General Corniglion-Molinier, Rapporteur	126
71. Activities of the Standing Armaments Committee — Reply to the Communication from the Council relating to Recommendation No. 10 — Report submitted on behalf of the Committee on Defence Questions and Armaments by M. P. H. Teitgen, Rapporteur	130
72. Modification of Rule 27 of the Rules of Procedure — Report submitted on behalf of the Committee on Rules of Procedure and Privileges by M. Wahl, Rapporteur	132
73. Examination of Credentials — Report submitted on behalf of the Credentials Committee by M. Pünder, Chairman and Rapporteur ..	135
74. State of European security — Revised draft Recommendation submitted on behalf of the Committee on Defence Questions and Armaments by M. Fens, Rapporteur	136
75. Installation of the organs of Western European Union whose seat is in Paris — Report submitted on behalf of the Committee on Budgetary Affairs and Administration by M. Bichet, Rapporteur	137

	Page
67. Motion d'approbation des comptes définitifs de l'Assemblée pour l'exercice financier 1956 présentée par M. Edwards, président de la commission des Affaires budgétaires et de l'Administration	112
68. Administration de l'Union de l'Europe Occidentale — Rapport présenté au nom de la commission des Affaires budgétaires et de l'Administration par M. Molter, rapporteur.....	113
69. Action entreprise au sein des parlements nationaux afin d'assurer la mise en œuvre des recommandations adoptées par l'Assemblée pendant la première partie de la troisième session ordinaire — Rapport présenté au nom du groupe de travail chargé de la liaison avec les parlements nationaux par M. Moutet, rapporteur	116
70. Explosions nucléaires — Rapport présenté au nom de la commission des Questions de Défense et des Armements par le général Corniglion-Molinier, rapporteur.....	126
71. Activités du Comité permanent des Armements — Réponse à la communication du Conseil relative à la Recommandation n° 10 — Rapport présenté au nom de la commission des Questions de Défense et des Armements par M. P. H. Teitgen, rapporteur	130
72. Modification de l'article 27 du Règlement — Rapport présenté au nom de la commission du Règlement et des Immunités par M. Wahl, rapporteur	132
73. Vérification des pouvoirs — Rapport présenté au nom de la commission de Vérification des Pouvoirs par M. Pünder, président et rapporteur	135
74. Etat de la sécurité européenne — Projet de recommandation révisé présenté au nom de la commission des Questions de Défense et des Armements par M. Fens, rapporteur	136
75. Installation des organes de l'Union de l'Europe Occidentale dont le siège est à Paris — Rapport présenté au nom de la commission des Affaires budgétaires et de l'Administration par M. Bichet, rapporteur	137

LIST OF REPRESENTATIVES BY COUNTRIES

LISTE DES REPRÉSENTANTS PAR PAYS

BELGIUM BELGIQUE

Representatives — Représentants

MM. BOHY Georges	Soc.
DEHOUSSE Fernand	Soc.
HEYMAN Henri	Soc. Chr.
MOTZ Roger	Libéral
ROLIN Henri	Soc.
STRUYE Paul	Soc. Chr.
VAN CAUWELAERT J. Frans	Soc. Chr.

Substitutes — Suppléants

MM. DE KINDER Roger	Soc.
de la VALLEE POUSSIN E.	Soc. Chr.
JANSSENS Charles	Libéral
LEFEVRE Théodore J. A. M.	Soc. Chr.
le HODEY Philippe	Soc. Chr.
MOLTER Adolf	Soc.
VAN REMOORTEEL William	Soc.

FRANCE FRANCE

Representatives — Représentants

MM. CORNIGLION-MOLINIER E.	Rép. soc.
de FÉLICE Pierre	Radical-Soc.
GABORIT Roger	Radical-Soc.
JAQUET Gérard	Soc.
KALENZAGA Christophe	Indép. Outre-mer
LE BAIL Jean	Soc.
LEGENDRE Jean	Indép. paysan
de MENTHON François	M. R. P.
MINJOZ Jean	Soc.
de MOUSTIER Roland	Rép. indép.
MOUTET Marius	Soc.
PERNOT Georges	Rép. indép.
PEZET Ernest	M. R. P.
PLAISANT Marcel	Rass. gauches rép.
RADIUS René	Rép. soc.
REYNAUD Paul	Rép. indép.
SENGHOR Léopold Sédar	Indép. Outre-mer
TEITGEN Pierre-Henri	M. R. P.

Substitutes — Suppléants

MM. ALRIC Gustave	Rép. indép.
BICHET Robert	M. R. P.
BONNEFOUS Edouard	U. D. S. R.
CHABAN-DELMAS Jacques	Rép. soc.
CHARPENTIER René	M. R. P.
CONTE Arthur	Soc.
COURANT Pierre	Indép. paysan

MM. DEBRE Michel	Rép. soc.
DEVINAT Paul	Radical-Soc.
LABORBE Jean	Paysan
LAINGO Ralijaona	Rass. d'Outre-mer
LEMAIRE Maurice	Rép. soc.
LONGCHAMBON Henri	Rass. gauches rép.
NININE Jules	Soc.
Mme PIERRE-BROSSOLETTE G.	Soc.
MM. PINTON Auguste	Rass. gauches rép.
RINCENT Germain	Soc.
TEMPLE Emmanuel	Indép. paysan

FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

Representatives — Représentants

MM. BECKER Max	F.D.P.
ERLER Fritz	S.P.D.
FURLER Hans	C.D.U.
GERSTENMAIER Eugen	C.D.U.
HAASLER Horst	C.D.U.
KALBITZER Hellmut	S.P.D.
KIESINGER Kurt-Georg	C.D.U.
KOPF Hermann	C.D.U.
LEVERKUEHN Paul	C.D.U.
von MERKATZ Hans-Joachim	D.P.
MOMMER Karl	S.P.D.
PAUL Ernst	S.P.D.
PÜNDER Hermann	C.D.U.
Mme REHLING Luise	C.D.U.
MM. SCHMID Carlo	S.P.D.
SCHÜTZ Hans	C.S.U.
SEIDL Franz	C.S.U.
.....	S.P.D.

Substitutes — Suppléants

MM. ALTMAIER Jakob	S.P.D.
BIRKELBACH Willi	S.P.D.
Fürst von BISMARCK Otto	C.D.U.
M. EVEN Johannes	C.D.U.
Gräfin FINCKENSTEIN Eva	C.D.U.
MM. GERNS Heinrich	C.D.U.
HÖFLER Heinrich	C.D.U.
JACOBS Peter	S.P.D.
LÜCKER Hans-August	C.S.U.
MARX Franz	S.P.D.
Mme MAXSEIN Agnes	C.D.U.
M. METZGER Ludwig	S.P.D.
Mme MEYER-LAULE Emmy	S.P.D.
MM. OESTERLE Josef	C.S.U.
REIF Hans	F.D.P.
SERRES Günther	C.D.U.
WAHL Eduard	C.D.U.
Mme WEBER Helene	C.D.U.

ITALY
ITALIE

Representatives — Représentants

MM. AZARA Antonio	Dém. Chr.
BADINI CONFALONIERI V.	Libéral
BETTIOL Giuseppe	Dém. Chr.
BOGGIANO PICO Antonio	Dém. Chr.
CANEVARI Emilio	Soc. Dém.
CINGOLANI Mario	Dém. Chr.
CODACCI PISANELLI G.	Dém. Chr.
DARDANELLI Giuseppe	Libéral
DE VITA Francesco	Républicain
GALLETTO Bortolo	Dém. Chr.
GONELLA Guido	Dém. Chr.
Marchese LUCIFERO d'APRIGLIANO	Monarchiste
MM. MONTINI Lodovico	Dém. Chr.
NACUCCHI Nicola	Monarchiste
SANTERO Natale	Dém. Chr.
SPALLICCI Aldo	Républicain
TREVES Paolo	Soc. Dém.
.....	Dém. Chr.

Substitutes — Suppléants

MM. BASILE Guido	Libéral
CARMAGNOLA Luigi	Soc. Dém.
CERULLI IRELLI Giuseppe	Dém. Chr.
Mme CONCI Elisabetta	Dém. Chr.
MM. COTTONE Benedetto	Libéral
DE BOSIO Francesco	Dém. Chr.
EBNER Antonio	Groupe mixte
GIARDINA Camillo	Dém. Chr.
JANNUZZI Onofrio	Dém. Chr.
MATTEOTTI Giancarlo	Soc. Dém.
PAOLUCCI Raffaele	Monarchiste
PECORARO Antonio	Dém. Chr.
SIBILLE Giuseppe	Dém. Chr.
STORCHI Ferdinando	Dém. Chr.
TARTUFOLI Amor	Dém. Chr.
TURANI Daniele	Dém. Chr.
VEDOVATO Giuseppe	Dém. Chr.
ZERBI Tommaso	Dém. Chr.

LUXEMBOURG
LUXEMBOURG

Representatives — Représentants

MM. van KAUVENBERGH Adrien	Soc.
MARGUE Nicolas	Chr. Soc.
SCHAUS Eugène	Libéral

Substitutes — Suppléants

MM. GREGOIRE Pierre	Chr. Soc.
KRIER Antoine	Soc.
SCHAFFNER Robert	Libéral

NETHERLANDS
PAYS-BAS

Representatives — Représentants

MM. BLESHEUVEL B. W.	Anti-Révolution.
FENS J. J.	Pop. Cath.
van der GOES van NATERS de GOU L.	Travailliste Pop. Cath.
KORTHALS H. A.	Libéral
SCHMAL J. J. R.	Chr. Hist.
VOS H.	Travailliste

Substitutes — Suppléants

MM. DUYNSTEE A. E. M.	Pop. Cath.
GOEDHART F. J.	Travailliste
de GROOTH G.	Libéral
LICHTENAUER W. F.	Chr. Hist.
PATIJN C. L.	Travailliste
RIP W.	Anti-Révolution.
SCHUIJT W. J.	Pop. Cath.

UNITED KINGDOM
ROYAUME-UNI

Representatives — Représentants

Sir Robert BOOTHBY	Conservateur
Mr. R. C. BROOMAN-WHITE	Conservateur
Mr. Knox CUNNINGHAM	Conservateur
Rt. Hon. L. John EDWARDS	Travailliste
Rt. Hon. Hugh T. N. GAITSKELL	Travailliste
Mr. Charles L. HALE	Travailliste
Mr. John HAY	Conservateur
Mr. Arthur HOLT	Libéral
Rt. Hon. Dame Flor. HORSBRUGH	Conservateur
Sir James HUTCHISON	Conservateur
Président de l'Assemblée	
Mr. Gilbert LONGDEN	Conservateur
Rt. Hon. Hilary A. MARQUAND	Travailliste
Mr. Godfrey NICHOLSON	Conservateur
Mrs. Harriet SLATER	Travailliste
Viscount STONEHAVEN	Conservateur
Mr. William WILKINS	Travailliste
Mr. Frederick T. WILLEY	Travailliste
Rt. Hon. Kenneth G. YOUNGER	Travailliste

Substitutes — Suppléants

Mr. Christopher ARMSTRONG	Conservateur
Mr. F. M. BENNETT	Conservateur
Dr. Alfred D. D. BROUGHTON	Travailliste
Mr. Harold J. FINCH	Travailliste
Mr. Peter KIRK	Conservateur
Marquess of LANSDOWNE	Conservateur
Mr. George M. LAWSON	Travailliste
Mr. James RAMSDEN	Conservateur
Lord REA	Libéral
Mr. Charles ROYLE	Travailliste
Mr. Ronald S. RUSSELL	Conservateur

**Budget of the Assembly of Western European Union
for the Financial Year 1957¹**

DRAFT SUPPLEMENTARY ESTIMATE²
submitted on behalf of the Committee on Budgetary Affairs and Administration³
by Mr. Edwards, Chairman and Rapporteur

TABLE OF CONTENTS

Summary of Estimates for the Supplementary Budget.
Allocation of Expenditure under Heads and Sub-heads.
Explanatory Memorandum.

**Summary of Estimates for the Supplementary
Budget for the Financial Year 1957**

Details	Supplementary Estimate for 1957 (French francs)
<i>Head I</i> : Expenditure for Staff	870,000
<i>Head II</i> : Expenditure relating to temporary personnel.....	3,250,000
<i>Head IV</i> : General Administrative Costs	9,240,000
<i>Head V</i> : Other Expenditure	1,100,000
Total	14,460,000

1. See Document 24.

2. Adopted unanimously by the Committee.

3. *Members of the Committee*: Mr. Edwards (Chairman); MM. Pünder, Radies (Vice-Chairmen); MM. Molter, Hodey, Bichet, Kalenzaga, Conte, Haasler, Marx, Metzger, Basile, Cerulli Irelli, De Vita, Storchi, Schaus, Duynstee, Ruygers, Cunningham, Kirk, Finch (Substitute: Royle).

N. B. *The names of the Representatives who voted are printed in italics.*

**Budget de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale
pour l'exercice financier 1957¹**

**PRÉVISION DE CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES²
présentée au nom de la commission des Affaires budgétaires et de l'Administration³
par M. Edwards, président et rapporteur**

TABLE DES MATIÈRES

Résumé des prévisions de budget supplémentaire.
Répartition des dépenses par chapitres et articles.
Exposé des motifs.

**Résumé des prévisions de budget supplémentaire
pour l'exercice financier 1957**

Nature des dépenses	Prévisions supplémentaires pour 1957 (francs français)
<i>Chapitre I</i> : Dépenses de personnel	870.000
<i>Chapitre II</i> : Dépenses afférentes au personnel temporaire	3.250.000
<i>Chapitre IV</i> : Frais généraux	9.240.000
<i>Chapitre V</i> : Autres dépenses	1.100.000
Total	14.460.000

1. Voir Document 24.

2. Adoptée à l'unanimité par la Commission.

3. Membres de la Commission : MM. Edwards (président); MM. Pünder, Radies (vice-présidents); MM. Molter, le Hodey, Bichet, Kalenzaga, Conte, Haasler, Marx, Metzger, Basile, Cerulli Irelli, De Vita, Storchi, Schaus, Duynstee, Ruygers, Cunningham, Kirk, Finch (suppléant : Royle).

N. B. Les noms des Représentants ayant pris part au vote sont imprimés en italique.

Allocation of Expenditure under Heads and Sub-heads

Details	Total Supplementary Estimates for 1957 (French francs)
Head I — EXPENDITURE FOR STAFF	
Sub-Head 1 : Salaries of permanent establishment.....	550,000
Sub-Head 2 : Allowances, Social Charges etc.	
(B) Social Charges	
(a) Social Security	70,000
(c) Provident Fund	250,000
TOTAL OF HEAD I	Frs 870,000
Head II — EXPENDITURE RELATING TO TEMPORARY PERSONNEL	
Sub-Head 3 :	
1. Parliamentary Staff	
(a) Temporary Parliamentary Staff required for the Ses- sions of the Assembly	1,000,000
2. Linguistic Staff	
(A) Interpretation Services	
(a) Interpretation Services required for the Sessions of the Assembly	150,000
(b) Interpretation installation required for meetings held in London and not in Paris	100,000
(B) Translation Services	
(a) Temporary Translators for the Sessions of the Assembly	2,000,000
TOTAL OF HEAD II	Frs 3,250,000
Head IV — GENERAL ADMINISTRATIVE COSTS	
Sub-Head 6 : Postage, telephone and telegraph charges	200,000
Sub-Head 7 : Paper, stationery and office supplies	1,000,000
Sub-Head 8 : Printing and publishing of Assembly records...	8,040,000
TOTAL OF HEAD IV	Frs 9,240,000
Head V — OTHER EXPENDITURE	
Sub-Head 15 : Official journeys of members of the Office of the Clerk	1,100,000
TOTAL OF HEAD V	Frs 1,100,000

Répartition des dépenses par chapitres et articles

Nature des dépenses	Total des prévisions supplémentaires pour 1957 (francs français)
<i>Chapitre I. — DÉPENSES DE PERSONNEL</i>	
Art. 1 : Traitement du personnel du cadre permanent	550.000
Art. 2 : Indemnités, charges sociales, etc.	
(B) Charges sociales	
(a) Sécurité Sociale	70.000
(c) Caisse de Prévoyance	250.000
TOTAL DU CHAPITRE I	Frs 870.000
<i>Chapitre II. — DÉPENSES AFFÉRENTES AU PERSONNEL TEMPORAIRE</i>	
Art. 3 :	
1. Personnel parlementaire	
(a) Personnel parlementaire temporaire dont l'assistance est nécessaire durant les sessions de l'Assemblée	1.000.000
2. Personnel linguistique	
A. Interprètes	
(a) Personnel d'interprétation nécessaire pour les sessions de l'Assemblée.....	150.000
(b) Installations mises à la disposition des interprètes pour les réunions tenues à Londres et non pas à Paris ..	100.000
(B) Traducteurs	
(a) Traducteurs temporaires pour les sessions de l'Assemblée	2.000.000
TOTAL DU CHAPITRE II	Frs 3.250.000
<i>Chapitre IV. — FRAIS GÉNÉRAUX</i>	
Art. 6 : Frais d'affranchissement, de téléphone et de télégraphe	200.000
Art. 7 : Papier et fournitures de bureau	1.000.000
Art. 8 : Frais d'impression et de publication des documents de l'Assemblée	8.040.000
TOTAL DU CHAPITRE IV	Frs 9.240.000
<i>Chapitre V. — AUTRES DÉPENSES</i>	
Art. 15 : Frais de mission des membres du personnel du Greffe	1.100.000
TOTAL DU CHAPITRE V	Frs 1.100.000

Head I. — Expenditure for Staff*Estimate* : Frs 870,000*Sub-Head 1 — SALARIES OF PERMANENT ESTABLISHMENT**Estimate* : Frs 550,000

Salary of grade 8 official (May-December) 550,000

*Sub-Head 2 — ALLOWANCES, SOCIAL CHARGES, ETC.**Estimate* : Frs 320,000*Sub-Head 2 (B) — SOCIAL CHARGES*

(a) Social Security

Estimate : Frs 70,000

(c) Provident Fund

Estimate : Frs 250,000**Head II. — Expenditure relating to temporary personnel***Sub-Head 3**Estimate* : Frs 3,250,000

1. PARLIAMENTARY STAFF

(a) Temporary Parliamentary Staff required for the Sessions of the Assembly

Estimate : Frs 1,000,000

2. LINGUISTIC STAFF

(A) *Interpretation Services*

(a) Interpretation Services required for the Sessions of the Assembly 150,000

(b) Interpretation installation required for meetings held in London
and not in Paris 100,000*Estimate* : Frs 250,000(B) *Translation Services*

(a) Temporary Translators for the Sessions of the Assembly

Estimate : Frs 2,000,000**Head IV. — General administrative costs***Estimate* : Frs 7,200,000*Sub-Head 6 — POSTAGE, TELEPHONE AND TELEGRAPH CHARGES**Estimate* : Frs 200,000

Additional expenditure for 1957. Increase of 20 % on postal, telephone and telegraph charges on the basis of 1,000,000 Frs for six months July-December.

Chapitre I. — Dépenses de personnel

Prévisions : Frs 870.000

Article 1. — TRAITEMENTS DU PERSONNEL DU CADRE PERMANENT

Prévisions : Frs 550.000

Salaire d'un fonctionnaire du grade 8 (mai-décembre) 550.000

Article 2. — INDEMNITÉS, CHARGES SOCIALES, ETC.

Prévisions : Frs 320.000

Article 2 (B). — CHARGES SOCIALES

(a) Sécurité Sociale

Prévisions : Frs 70.000

(c) Caisse de Prévoyance

Prévisions : Frs 250.000

Chapitre II. — Dépenses afférentes au personnel temporaire**Article 3**

Prévisions : Frs 3.250.000

1. PERSONNEL PARLEMENTAIRE

(a) Personnel parlementaire temporaire dont l'assistance est nécessaire durant les sessions de l'Assemblée.

Prévisions : Frs 1.000.000

2. PERSONNEL LINGUISTIQUE**(A) Interprètes**

(a) Personnel d'interprétation nécessaire pour les sessions de l'Assemblée 150.000

(b) Installations mises à la disposition des interprètes pour les réunions tenues à Londres et non pas à Paris..... 100.000

Prévisions : Frs 250.000

(B) Traducteurs

(a) Traducteurs temporaires pour les sessions de l'Assemblée

Prévisions : Frs 2.000.000

Chapitre IV. — Frais généraux

Prévisions : Frs 7.200.000

Article 6. — FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT, DE TÉLÉPHONE ET DE TÉLÉGRAPHE

Prévisions : Frs 200.000

Dépenses supplémentaires pour 1957. Augmentation de 20 % des frais d'affranchissement, téléphone et télégraphe, sur la base de Frs 1.000.000 pour une période de six mois, juillet à décembre.

*Sub-Head 7 — PAPER, STATIONERY AND OFFICE SUPPLIES**Estimate* : Frs 1,000,000

Expenditure to 15th June	1,000,000 ¹
Office supplies in Strasbourg for the Assembly	500,000
Purchase of roneo paper, stencils, duplicating ink and minor office stationery to the end of the year	500,000
	<u>2,000,000</u>
Appropriation voted in 1957	1,000,000
Amount required	1,000,000

*Sub-Head 8 — PRINTING AND PUBLISHING OF ASSEMBLY RECORDS**Estimate* : Frs 8,040,000*First Part of the Third Ordinary Session* ²

(i) Expenditure in relation to printing the Report of the Council	2,220,000
(ii) Additional expenditure in relation to printing Assembly documents	820,000

Second Part of the Third Ordinary Session

Expenditure in relation to the printing of Assembly documents (9-10 sittings)	5,000,000
	<u>Frs 8,040,000</u>

Head V. — Other expenditure*Sub-Head 15 — OFFICIAL JOURNEYS OF MEMBERS OF THE OFFICE OF THE CLERK**Estimate* : Frs 1,100,000*Increased expenditure foreseen*

(a) 2 officials for preparation and proof-reading May and October (40 days each)	500,000
(b) Missions to Strasbourg of the Personal Assistant to the President	100,000
(c) Increase in number of days presence required of the Clerk in Paris and at other W. E. U. meetings	200,000
(d) Increased number of missions for members of the Office of the Clerk necessitated by the increase in volume of the work of the Assembly and Committees	300,000
	<u>Frs 1,100,000</u>

1. Actual consumption of paper and office supplies for the period 1st January-15th June amounted to Frs 600,000 plus the Session in Strasbourg Frs 300,000 = Total Frs 900,000.

2. A. *Publication of documents for the May Session*

	Frs
Printing of Assembly documents	4,050,000
Re-printing of the revised text of the Charter and Rules of Procedure	270,000
Publishing of the Struye Report	240,000
Printing of questions put to the Council	90,000
Printing of the Calendar and the Agenda of the Assembly	60,000
Printing of voting lists	10,000
Salaries of staff of the Publications Department of the Council of Europe	100,000

Appropriation voted for 1957	<u>4,820,000</u>
Excess expenditure	4,000,000
	<u>820,000</u>

B. <i>Printing of the Report of the Council to the Assembly, First Part of the Third Ordinary Session</i> ...	2,220,000
Amount required	<u>3,040,000</u>

Article 7. — PAPIER ET FOURNITURES DE BUREAU

Prévisions : Frs 1.000.000

Dépenses jusqu'au 15 juin	1.000.000 ¹
Fournitures de bureau à Strasbourg pour l'Assemblée	500.000
Achat de papier ronéo, de stencils, d'encre à polycopier et autres fournitures de bureau jusqu'à la fin de l'année	500.000
	<u>2.000.000</u>
Crédits votés en 1957	1.000.000
Somme nécessaire	1.000.000

Article 8. — FRAIS D'IMPRESSION ET DE PUBLICATION DES DOCUMENTS DE L'ASSEMBLÉE

Prévisions : Frs 8.040.000

Première partie de la troisième session ordinaire ²

(i) Frais d'impression du rapport du Conseil	2.220.000
(ii) Dépenses supplémentaires pour l'impression des documents de l'Assemblée	820.000

Deuxième partie de la troisième session ordinaire

Frais d'impression des documents de l'Assemblée (9 à 10 séances)	5.000.000
	<u>Frs 8.040.000</u>

Chapitre V. — Autres dépenses**Article 15. — FRAIS DE MISSION DES MEMBRES DU PERSONNEL DU GREFFE**

Prévisions : Frs 1.100.000

Dépenses supplémentaires prévues

(a) 2 agents du Greffe pour la préparation et la lecture des épreuves, mai et octobre (40 jours chacun)	500.000
(b) Mission à Strasbourg de la secrétaire particulière du Président	100.000
(c) Journées de présence plus nombreuses du Greffier à Paris ou ailleurs pour assister aux réunions de l'U. E. O.	200.000
(d) Missions plus nombreuses du personnel du Greffe nécessitées par l'augmentation du volume des travaux de l'Assemblée et de ses commissions	300.000
	<u>Frs 1.100.000</u>

1. La consommation de papier et de fournitures de bureau entre le 1^{er} janvier et le 15 juin s'élevait à Frs 600.000 plus, pour la session de Strasbourg, Frs 300.000 = total Frs 900.000.

2. A. *Publication des documents de la session de mai*

	Frs
Impression des documents de l'Assemblée	4.050.000
Réimpression du texte revu de la Charte et du Règlement	270.000
Publication du rapport Struye	240.000
Impression des questions posées au Conseil	90.000
Impression du calendrier et de l'ordre du jour de l'Assemblée	60.000
Impression des listes de vote	10.000
Salaires du personnel de la division des Publications du Conseil de l'Europe	100.000
	<u>4.820.000</u>

Crédits votés pour 1957	4.000.000
Dépense en excédent	820.000

B. <i>Impression du rapport du Conseil à l'Assemblée, première partie de la troisième session ordinaire</i>	2.220.000
Somme nécessaire	<u>3.040.000</u>

Explanatory Memorandum

(submitted by Mr. Edwards, Chairman and Rapporteur)

1. It was expected that in the early stages of the Assembly's budgets they would be somewhat experimental and it might be necessary to have recourse to supplementary budgets.

2. The Clerk has examined the financial position of the Assembly with extreme care, bearing in mind the necessity for strict economy. But the actual daily functioning of the Assembly has proved certain estimates to be inadequate.

3. Among factors that have led to this increased expenditure are the following :

the number of sittings of the Assembly has increased substantially. In 1956 there were eleven sittings ; in 1957 there will be between eighteen and twenty sittings. The effect is to double the cost of printing the Official Report and to lead to increased expenditure on office supplies, paper, stencils, etc. Temporary staff, especially translators, are required for longer periods. Missions are lengthened in order to complete the work of the Assembly;

the work of Committees has increased considerably and they now meet several times a year outside the sessions of the Assembly.

4. No items entailing new questions of principle are raised in this supplementary budget, but it must be stressed that the sums now requested have been cut to the absolute minimum required.

Head I. — Expenditure for Staff

Sub-Heads 1 and 2 — SALARIES AND ALLOWANCES

The increased expenditure under this head is due to :

recruitment of a private assistant for the President of the Assembly, approved by the Council on 15th May, 1957 ;

reassessment of the Provident Fund in the light of the temporary allowances approved by the Council on 25th April ;

the amount voted for Social Security has proved insufficient in view of the fact that temporary officials recruited for Commit-

tee meetings are insured under the French Social Security.

Head II. — Expenditure relating to temporary personnel

Sub-Head 3 — PARLIAMENTARY AND LINGUISTIC STAFF

The Committee of Ministers of the Council of Europe — which includes the Member States of Western European Union — having approved an increase in the daily rates paid to temporary Assembly staff (the first since 1950), this has necessitated increasing the rates applicable to the Western European Union Assembly's temporary staff, as the personnel in question is recruited for the whole period of the consecutive Sessions of the two Assemblies.

In addition the allowance for travel has proved insufficient in the light of the accounts received from the Council of Europe on 3rd July.

With regard to translators, the difference takes into account not only the increase in rates, but also a very considerable increase in the number of pages to be translated¹ assuming that the October Session will not involve less work than did the May Session in this respect.

Head IV. — General administrative costs

Sub-Head 6 — POSTAGE, TELEPHONE AND TELEGRAPH CHARGES

It has been necessary to foresee an additional amount under this sub-head to cover the increase of 20 % in postal, telegraph and telephone rates applied by the French P.T.T. authorities as from 1st July. The appropriation voted in 1957 was Frs 2,000,000. The increase has been based on 20 % of Frs 1,000,000.

1. October 1956 : 573 pages
 May 1957 : 975 pages
 (cf. Sub-head 8 below).

Exposé des motifs

(présenté par M. Edwards, président et rapporteur)

1. Il était prévu qu'au début, les budgets de l'Assemblée seraient établis d'une manière approximative et qu'il faudrait peut-être faire appel à des budgets supplémentaires.

2. Le Greffier a étudié avec un soin extrême la position financière de l'Assemblée, sous l'angle de la plus stricte économie. Toutefois, la marche des travaux de l'Assemblée a révélé que certaines prévisions étaient insuffisantes.

3. Parmi les facteurs qui ont causé ces dépenses supplémentaires, citons les suivants :

le nombre des séances de l'Assemblée a considérablement augmenté. En 1956, il y en a eu onze ; en 1957, il y en aura de dix-huit à vingt. En conséquence, les frais d'impression des comptes rendus seront doublés et les fournitures de bureau, le papier, les stencils, etc. feront l'objet de dépenses accrues. Il faudra recruter le personnel temporaire, et en particulier les traducteurs, pour des périodes plus longues. Les missions seront prolongées afin d'achever les travaux de l'Assemblée ;

les travaux des commissions se sont considérablement accrus ; elles se réunissent à présent plusieurs fois par an en dehors des sessions de l'Assemblée.

4. Ce budget supplémentaire ne soulève aucune nouvelle question de principe. Signalons toutefois que les sommes à présent demandées ont été réduites au strict minimum.

Chapitre I. — Dépenses de personnel

Articles 1 et 2 — TRAITEMENTS ET INDEMNITÉS

L'augmentation des dépenses relevant de ce chapitre est due :

au recrutement d'une secrétaire particulière pour le Président de l'Assemblée, approuvé par le Conseil le 15 mai 1957 ;

à la réévaluation de la Caisse de Prévoyance en fonction des indemnités temporaires approuvées par le Conseil le 25 avril ;

les crédits votés pour la Sécurité Sociale se sont révélés insuffisants étant donné que le personnel temporaire recruté pour les réu-

nions des commissions est couvert par la Sécurité Sociale française.

Chapitre II. — Dépenses afférentes au personnel temporaire

Article 3 — PERSONNEL PARLEMENTAIRE ET LINGUISTIQUE

Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe — qui comprend les Etats membres de l'Union de l'Europe Occidentale — a approuvé une augmentation du salaire journalier versé au personnel temporaire de l'Assemblée (la première depuis 1950). En conséquence, le salaire journalier du personnel temporaire de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale a dû être augmenté dans la même proportion puisque le personnel en question est recruté pour la période couvrant les sessions consécutives des deux assemblées.

En outre, les frais de voyage se sont révélés insuffisants, vu les relevés de comptes reçus du Conseil de l'Europe le 3 juillet.

En ce qui concerne les traducteurs, la différence tient compte non seulement de l'augmentation du salaire journalier, mais aussi du nombre beaucoup plus élevé de pages à traduire¹, en prévoyant que la session d'octobre ne représentera pas un travail moindre que celle de mai.

Chapitre IV. — Frais généraux

Article 6 — FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT, DE TÉLÉPHONE ET DE TÉLÉGRAPHE

Il a fallu prévoir une somme supplémentaire pour cet article afin de couvrir l'augmentation de 20 % des frais d'affranchissement, de télégraphe et de téléphone appliquée par les P.T.T. françaises à dater du 1^{er} juillet. Les crédits votés en 1957 s'élevaient à Frs 2.000.000. Le supplément a été calculé sur la base de 20 % de Frs 1.000.000.

1. Octobre 1956 : 573 pages.

Mai 1957 : 975 pages
(cf. article 8 ci-dessous).

**Sub-Head 7 — PAPER, STATIONERY
AND OFFICE SUPPLIES**

The appropriation voted under this sub-head for 1957 was Frs 1,000,000. It is estimated that a further Frs 1,000,000 will be necessary to meet the requirements of the Assembly until the end of the year.

The estimate for stationery utilised in Strasbourg proved insufficient as the accounts from the Council of Europe were not communicated to the Office of the Clerk until the end of December, when the Budget for 1957 had already been approved by the Council.

A further reason for the increased expenditure is due to the considerable increase in the number of documents produced by the Committees of the Assembly.

**Sub-Head 8 — PRINTING AND PUBLISHING
OF ASSEMBLY RECORDS**

The chief reasons for the increased expenditure are as follows :

- (i) the greatly increased number of pages of the Assembly's own documents in comparison with last year¹ ;
- (ii) the printing of the Council's Report cost over half the whole credit for the year ;

¹ Official Report in April 1956 : 266 pages, in May 1957 : 456 pages.

- (iii) the printing of a certain number of non-recurring items (eg. amended text of the Rules of Procedure etc.) ;
- (iv) the Council of Europe has declined to give its further services in relation to printing free of charge, and these services have to be paid for this year.

Head V. — Other expenditure

**Sub-Head 15 — OFFICIAL JOURNEYS OF MEMBERS
OF THE OFFICE OF THE CLERK**

The reasons for the increased expenditure are as follows :

(a) the Council of Europe no longer deal with the publications of the Assembly free of charge. This necessitates missions of a senior official and an assistant to Strasbourg to prepare and proof-read documents (estimated at 40 days for each official for each part-Session) ;

(b) missions of the Personal Assistant to the President to Strasbourg (see explanation to Sub-Head 1) ;

(c) the increase in the volume of the work of the Assembly and its Committees has necessitated the Clerk spending longer in Paris and at meetings in London and elsewhere ;

(d) increased number of missions for members of the Office of the Clerk necessitated by the increase in volume of the work of the Assembly and Committees.

*Article 7 — PAPIER ET FOURNITURES
DE BUREAU*

Les crédits votés en 1957 pour cet article s'élevaient à Frs 1.000.000. L'on estime qu'une somme supplémentaire de 1.000.000 Frs sera nécessaire, pour couvrir les besoins de l'Assemblée d'ici la fin de l'année.

La somme prévue pour les fournitures de bureau à Strasbourg s'est révélée insuffisante, mais les comptes du Conseil de l'Europe n'ont été communiqués au Greffe que fin décembre, alors que le budget de 1957 avait déjà été approuvé par le Conseil.

L'augmentation des dépenses est également due au nombre considérablement accru de documents rédigés par les commissions de l'Assemblée.

*Article 8 — FRAIS D'IMPRESSION ET DE PUBLICATION
DES DOCUMENTS DE L'ASSEMBLÉE*

Les principales raisons de l'augmentation des dépenses sont les suivantes :

- (i) le nombre beaucoup plus grand de pages que comportent les documents de l'Assemblée, en comparaison avec l'année dernière¹ ;
- (ii) l'impression du rapport du Conseil a coûté la moitié des crédits prévus pour l'année entière ;

1. Actes officiels en avril 1956 : 266 pages ; en mai 1957 : 456 pages.

- (iii) l'impression, à titre exceptionnel, d'un certain nombre de textes (cf. texte amendé de la Charte et du Règlement, etc.) ;
- (iv) le Conseil de l'Europe a refusé de poursuivre gratuitement les travaux de publication ; cette année, ces services doivent être rémunérés.

Chapitre V. — Autres dépenses

*Article 15 — FRAIS DE MISSION
DES MEMBRES DU PERSONNEL DU GREFFE*

L'accroissement des dépenses est dû aux raisons suivantes :

(a) le Conseil de l'Europe ne s'occupe plus gratuitement des publications de l'Assemblée. Il est donc nécessaire qu'un fonctionnaire supérieur et une assistante se rendent en mission à Strasbourg afin de préparer et corriger les épreuves des documents (chacun pendant 40 jours, pour chaque partie de session) ;

(b) missions à Strasbourg de la secrétaire particulière du Président (voir explications à l'article 1) ;

(c) l'accroissement du volume des travaux de l'Assemblée et de ses commissions a obligé le Greffier à passer plus de temps à Paris et à assister à davantage de réunions à Londres ou ailleurs ;

(d) missions plus nombreuses d'agents du Greffe nécessitées par l'accroissement du volume des travaux de l'Assemblée et de ses commissions.

**DRAFT BUDGET OF THE ADMINISTRATIVE EXPENDITURE OF THE ASSEMBLY
FOR THE FINANCIAL YEAR 1958¹**

*submitted on behalf of the Committee on Budgetary Affairs and Administration²
by Mr. Edwards, Chairman and Rapporteur*

TABLE OF CONTENTS

SUMMARY OF ESTIMATES FOR THE FINANCIAL YEAR 1958.

ALLOCATION OF EXPENDITURE UNDER HEADS AND SUB-HEADS.

EXPLANATORY MEMORANDUM.

APPENDICES :

APPENDIX I : Comparative development of work in the Office of the Clerk.

APPENDIX II : Memorandum submitted by the Head of the Security Service.

Summary of Estimates for the Financial Year 1958

Details	Estimate for 1958 (French francs)
<i>Head I:</i> Expenditure for Staff	40,832,000
<i>Head II:</i> Expenditure relating to temporary personnel	34,179,000
<i>Head III:</i> Expenditure on premises and equipment	3,570,000
<i>Head IV:</i> General administrative costs	20,630,000
<i>Head V:</i> Other expenditure	10,000,000
TOTAL	109,211,000

1. Adopted unanimously by the Committee.

2. *Members of the Committee* : Mr. *Edwards* (Chairman) ; MM. *Pünder*, *Radius* (Vice-Chairmen) ; MM. *Molter*, *le Hodey*, *Bichet*, *Kalenzaga*, *Conte*, *Haasler*, *Marx*, *Metzger* (Substitute : *Paul*), *Basile*, *Cerulli Irelli*, *De Vita*, *Storchi*, *Schaus*, *Duynstee*, *Ruygers*, *Cunningham*, *Kirk*, *Finch* (Substitute : *Royle*).

N. B. — *The names of the Representatives who voted are printed in italics.*

**PROJET DE BUDGET DES DÉPENSES ADMINISTRATIVES DE L'ASSEMBLÉE
POUR L'EXERCICE FINANCIER 1958 ¹**

*présenté au nom de la commission des Affaires budgétaires et de l'Administration ²
par M. Edwards, président et rapporteur*

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ DES PRÉVISIONS POUR L'EXERCICE FINANCIER 1958.

RÉPARTITION DES DÉPENSES PAR CHAPITRES ET ARTICLES.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

ANNEXES :

ANNEXE I : Accroissement du volume de travail au Greffe de l'Assemblée.

ANNEXE II : Mémoire présenté par le Chef du Service de Sécurité.

Résumé des prévisions pour l'exercice financier 1958

Nature des dépenses	Prévisions pour 1958 (francs français)
<i>Chapitre I :</i> Dépenses de personnel	40.832.000
<i>Chapitre II :</i> Dépenses afférentes au personnel temporaire	34.179.000
<i>Chapitre III :</i> Dépenses de locaux et d'équipement	3.570.000
<i>Chapitre IV :</i> Frais généraux	20.630.000
<i>Chapitre V :</i> Autres dépenses	10.000.000
TOTAL	109.211.000

1. Adopté à l'unanimité par la Commission.

2. Membres de la Commission : MM. *Edwards* (président) ; MM. *Pünder*, *Radius* (vice-présidents) ; MM. *Molter*, le Hodey, *Bichet*, *Kalenzaga*, *Conte*, *Haasler*, *Marx*, *Metzger* (suppléant : *Paul*), *Basile*, *Cerulli Irelli*, *De Vita*, *Storchi*, *Schaus*, *Duynstee*, *Ruygers*, *Cunningham*, *Kirk*, *Finch* (suppléant : *Royle*).

N. B. — Les noms des Représentants ayant pris part au vote sont imprimés en italique.

Allocation of Expenditure under Heads and Sub-Heads

Details	Total estimate for 1958 (French francs)
<i>Head I — EXPENDITURE FOR STAFF</i>	
Sub-Head 1 : Salaries of permanent establishment.....	27,943,000
Sub-Head 2 : Allowances, social charges, etc.....	12,889,000
TOTAL OF HEAD I	Frs 40,832,000
<i>Head II — EXPENDITURE RELATING TO TEMPORARY PERSONNEL</i>	
Sub-Head 3 : Temporary Parliamentary staff, Press and Information, linguistic and auxiliary staff and miscellaneous expenditure	34,179,000
TOTAL OF HEAD II	Frs 34,179,000
<i>Head III — EXPENDITURE ON PREMISES AND EQUIPMENT</i>	
Sub-Head 4 : Premises.....	3,190,000
Sub-Head 5 : Capital equipment	380,000
TOTAL OF HEAD III	Frs 3,570,000
<i>Head IV — GENERAL ADMINISTRATIVE COSTS</i>	
Sub-Head 6 : Postage, telephone and telegraph charges, etc.	2,400,000
Sub-Head 7 : Paper, stationery and office supplies.....	2,800,000
Sub-Head 8 : Printing and publishing of Assembly Records	14,000,000
Sub-Head 9 : Purchase of documents, reference works, etc.	300,000
Sub-Head 10 : Official car for the Assembly	1,100,000
Sub-Head 11 : Bank charges	30,000
TOTAL OF HEAD IV	Frs 20,630,000
<i>Head V — OTHER EXPENDITURE</i>	
Sub-Head 12 : Travel and subsistence allowances of Representatives for meetings of the Bureau, of the Presidential Committee and Joint Meetings...	1,000,000
Sub-Head 13 : Representation expenses of the President, expenses of the Chairmen and Rapporteurs of Assembly Committees and representation expenses of the Clerk	2,000,000
Sub-Head 14 : Committee study missions.....	200,000
Sub-Head 15 : Official journeys of members of the Office of the Clerk	5,000,000
Sub-Head 16 : Fees, travel expenses and subsistence allowances of experts and auditors' fees	1,000,000
Sub-Head 17 : Expenditure on information	Token purposes
Sub-Head 18 : Political Groups	600,000
Sub-Head 19 : Contingencies, and other expenditure not elsewhere provided for	200,000
TOTAL OF HEAD V	Frs 10,000,000

Répartition des dépenses par chapitres et articles

Nature des dépenses	Prévisions pour 1958 (francs français)
<i>Chapitre I. — DÉPENSES DE PERSONNEL</i>	
Art. 1: Traitements du personnel du cadre permanent....	27.943.000
Art. 2: Indemnités, charges sociales, etc.	12.889.000
TOTAL DU CHAPITRE I.....	Frs 40.832.000
<i>Chapitre II. — DÉPENSES AFFÉRENTES AU PERSONNEL TEMPORAIRE</i>	
Art. 3: Personnel temporaire parlementaire, presse et information, personnel linguistique et auxiliaire et autres dépenses	34.179.000
TOTAL DU CHAPITRE II.....	Frs 34.179.000
<i>Chapitre III. — DÉPENSES DE LOCAUX ET D'ÉQUIPEMENT</i>	
Art. 4: Locaux	3.190.000
Art. 5: Equipement	380.000
TOTAL DU CHAPITRE III.....	Frs 3.570.000
<i>Chapitre IV. — FRAIS GÉNÉRAUX</i>	
Art. 6: Frais d'affranchissement, de téléphone et de télégraphe, etc.	2.400.000
Art. 7: Papier et fournitures de bureau.....	2.800.000
Art. 8: Frais d'impression et de publication des documents de l'Assemblée	14.000.000
Art. 9: Achat d'ouvrages de documentation, d'annuaires, etc.	300.000
Art. 10: Voiture de service pour l'Assemblée.....	1.100.000
Art. 11: Frais de banque.....	30.000
TOTAL DU CHAPITRE IV.....	Frs 20.630.000
<i>Chapitre V. — AUTRES DÉPENSES</i>	
Art. 12: Frais de voyage et indemnités de séjour des Représentants pour les réunions du Bureau, du Comité des Présidents et les réunions communes.....	1.000.000
Art. 13: Frais de représentation du Président, frais de fonction des présidents et rapporteurs de commissions de l'Assemblée, et frais de représentation du Greffier..	2.000.000
Art. 14: Missions d'étude des commissions	200.000
Art. 15: Frais de mission des membres du personnel du Greffe	5.000.000
Art. 16: Frais de voyage, indemnités de séjour et honoraires des experts et du commissaire aux comptes.....	1.000.000
Art. 17: Dépenses pour l'information	pour mémoire
Art. 18: Groupes politiques	600.000
Art. 19: Dépenses extraordinaires et toutes dépenses non prévues	200.000
TOTAL DU CHAPITRE V.....	Frs 10.000.000

Head I. — Expenditure for Staff**Sub-Head 1 — SALARIES OF PERMANENT ESTABLISHMENT***Estimate : Frs 27,943,000***(a) (i) Existing Establishment**

Rank	·E.W.U. Grade	Salaries (French francs)	No.	Total ¹
The Clerk	Hors-cadre	2,000,000	1	2,000,000
The Clerk Assistant	Hors-cadre	2,700,000	1	2,700,000
Secretaries	13	1,750,000 /2,350,000	2	4,145,000
	12	1,450,000 /1,810,000	2	3,505,000
Supervisor	10	1,140,000 /1,425,000	1	1,240,000
Personal Assistants	8	995,000 /1,286,000	3	3,030,000
Book-keeper	7	815,000 /1,025,000	1	848,000
Bilingual shorthand-typists.....	7	815,000 /1,025,000	5	4,385,000
Auxiliary Roneo /Messenger	4	700,000 /865,000	1	760,000
			17	22,613,000

(a) (ii) Increase of establishment

Rank	W. E. U. Grade	Salaries (French francs)	No.	Total ¹
Secretary	12	1,450,000 /1,810,000	1	1,545,000
Bilingual shorthand-typists.....	7	815,000 /1,025,000	3	2,545,000
Auxiliary (Chauffeur-messenger)	3	619,000 /725,000	1	640,000
			5	4,730,000

(b) Special allowance of the Clerk Assistant Frs 300,000**(c) Replacement of Junior Staff on sick leave***Estimate: Frs 300,000*

1. Comprises basic salary and temporary allowance.

Chapitre I. — Dépenses de personnel**Article 1. — TRAITEMENTS DU PERSONNEL DU CADRE PERMANENT***Prévisions : Frs 27.943.000**(a) (i) Cadre existant*

Fonctions	Grade U. E. O.	Traitements (francs français)	Nom- bre	Total ¹
Greffier	Hors-cadre	2.000.000	1	2.000.000
Greffier Adjoint.....	Hors-cadre	2.700.000	1	2.700.000
Secrétaires	13	1.750.000 / 2.350.000	2	4.145.000
	12	1.450.000 / 1.810.000	2	3.505.000
Assistant d'encadrement	10	1.140.000 / 1.425.000	1	1.240.000
Assistants qualifiées	8	995.000 / 1.286.000	3	3.030.000
Comptable	7	815.000 / 1.025.000	1	848.000
Sténo-dactylographes bilingues	7	815.000 / 1.025.000	5	4.385.000
Auxiliaire / Ronéo-messager	4	700.000 / 865.000	1	760.000
			17	22.613.000

(a) (ii) Augmentation du cadre

Fonctions	Grade U. E. O.	Traitements (francs français)	Nom- bre	Total ¹
Secrétaire	12	1.450.000 / 1.810.000	1	1.545.000
Sténo-dactylographes bilingues	7	815.000 / 1.025.000	3	2.545.000
Auxiliaire (Chauffeur-messager)	3	619.000 / 725.000	1	640.000
			5	4.730.000

*(b) Indemnité spéciale pour le Greffier Adjoint Frs 300.000**(c) Remplacement de personnel de grade inférieur en congé de maladie**Prévisions : Frs. 300.000*

1. Traitement de base plus indemnité temporaire.

*Sub-Head 2 — ALLOWANCES, SOCIAL CHARGES, ETC.**Estimate* : Frs 12,889,000*Sub-Head 2 (A) — ALLOWANCES.**Estimate* : Frs 6,467,000

(a) (i) Head of family allowance — existing establishment

Rank	W. E. U. Grade	No.	Amount (French francs)
Secretary	13	1	146,000
Secretary	12	1	130,000
Auxiliary	4	1	64,000
		3	340,000

(ii) Head of family allowance — increase of establishment

Rank	W. E. U. Grade	No.	Amount (French francs)
Secretary	12	1	130,000
Auxiliary (Chauffeur-messenger).....	3	1	57,000
		2	187,000

(b)

(i) Children's allowances

existing establishment : 112,000 Frs per year

per child 112,000 Frs × 6 Frs 672,000

(ii) Children's allowances

increase of establishment : 112,000 Frs × 3 Frs 336,000

Estimate : Frs 1,008,000

(c)

(i) Expatriation allowance — existing establishment

Rank	W. E. U. Grade	Rate	No.	Total ¹ (French francs)
Secretaries	13	550,000 M	1	616,000
	12	410,000 S	1	460,000
Supervisor	10	410,000 S	1	460,000
Personal Assistant	8	255,000 S	1	286,000
Bilingual shorthand-typists	7	255,000 S	2	572,000
			6	2,394,000

1. Includes temporary allowance.

Article 2. — INDEMNITÉS, CHARGES SOCIALES, ETC.

Prévisions : Frs 12.889.000

Article 2 (A) — INDEMNITÉS

Prévisions : Frs 6.467.000

(a) (i) Indemnité de chef de famille — cadre existant

Fonctions	Grade U. E. O.	Nombre	Montant (francs français)
Secrétaire	13	1	146.000
Secrétaire	12	1	130.000
Auxiliaire	4	1	64.000
		3	340.000

(ii) Indemnité de chef de famille — augmentation du cadre

Fonctions	Grade U. E. O.	Nombre	Montant (francs français)
Secrétaire	12	1	130.000
Auxiliaire (Chauffeur-messager)	3	1	57.000
		2	187.000

(b)**(i) Allocations familiales**

Cadre existant : 112.000 Frs par an

Pour chaque enfant 112.000 Frs × 6 Frs 672.000

(ii) Allocations familialesAugmentation du cadre : 112.000 Frs × 3 Frs 336.000

Prévisions : Frs 1.008.000

(c)**(i) Indemnité d'expatriation — cadre existant**

Fonctions	Grade U. E. O.	Taux	Nombre	Montant ¹ (francs français)
Secrétaires	13	550.000 M	1	616.000
	12	410.000 C	1	460.000
Assistant d'encadrement	10	410.000 C	1	460.000
Assistante qualifiée	8	255.000 C	1	286.000
Sténo-dactylographes bilingues	7	255.000 C	2	572.000
			6	2.394.000

1. Y compris l'indemnité temporaire.

(c)

(ii) Expatriation allowance — increase of establishment

Rank	W. E. U. Grade	Rate	No.	Total ¹ (French francs)
Secretary	12	550,000 M	1	616,000
Assistants	7	255,000 S	2	572,000
			3	1,188,000

(d) Compensatory rent allowance

(i) Existing establishment	800,000
(ii) Increase of establishment	250,000

Estimate : Frs 1,050,000

(e) Overtime

Estimate : Frs 300,000

(f) Guarantee against currency devaluation for non-French staff

Estimate : Token purposes*Sub-Head 2 (B) — SOCIAL CHARGES**Estimate* : Frs 4,642,000

(a) Social Security

— Existing establishment

1,936 Frs per month × 12
× 15 officials = 349,000

1,000 Frs per month × 12
× 1 in London = 12,000

361,000

— Increase of establishment

1,936 Frs per month × 12
× 5 officials = 117,000

Estimate : Frs 478,000

(b) Supplementary Insurance

— Existing establishment

2 % of total emoluments × 24,319,000 Frs = 486,000

— Increase of establishment

2 % of total emoluments × 6,441,000 Frs = 129,000

Estimate : Frs 615,000

1. Includes temporary allowance.

(c)

(ii) Indemnité d'expatriation — augmentation du cadre

Fonctions	Grade U. E. O.	Taux	Nombre	Montant ¹ (francs français)
Secrétaire	12	550.000 M	1	616.000
Assistants	7	255.000 C	2	572.000
			3	1.188.000

(d) Indemnité de logement

(i) Cadre existant	800.000
(ii) Augmentation du cadre.....	250.000

Prévisions : Frs 1.050.000

(e) Heures supplémentaires

Prévisions : Frs 300.000

(f) Garantie éventuelle de change au personnel non français

Prévisions : Pour mémoire

Article 2 (B). — CHARGES SOCIALES

Prévisions : Frs 4.642.000

(a) Sécurité Sociale

— Cadre existant

1.936 Frs par mois × 12
× 15 fonctionnaires..... = 349.000

1.000 Frs par mois × 12
× 1 à Londres = 12.000

361.000

— Augmentation du cadre

1.936 Frs par mois × 12
× 5 fonctionnaires..... = 117.000

Prévisions : Frs 478.000

(b) Assurance complémentaire

— Cadre existant

2 % du traitement total × 24.319.000 Frs = 486.000

— Augmentation du cadre

2 % du traitement total × 6.441.000 Frs = 129.000

Prévisions : Frs 615.000

1. Y compris l'indemnité temporaire.

(c) Provident Fund

— Existing establishment	
14 % of basic salaries × 20,613,000 Frs	= 2,886,000
— Increase of establishment	
14 % of basic salaries × 4,730,000 Frs	= <u>663,000</u>

Estimate : Frs 3,549,000

Sub-Head 2 (C) — EXPENSES RELATING TO THE ARRIVAL AND DEPARTURE OF OFFICIALS

Estimate : Frs 1,780,000

(a) Reimbursement of travelling expenses on arrival and departure of staff and dependent persons

Estimate : Frs 150,000

(b) Removal expenses

Estimate : Frs 500,000

(c) Installation allowances

Estimate : Frs 1,000,000

(d) Biennial home leave for non-French officials

Estimate : Frs 90,000

(e) Medical examination

Estimate : Frs 40,000

(c) Caisse de Prévoyance

— Cadre existant	
14 % du traitement de base × 20.613.000 Frs	= 2.886.000
— Augmentation du cadre	
14 % du traitement de base × 4.730.000 Frs	= <u>663.000</u>

Prévisions : Frs 3.549.000

Article 2 (C). — DÉPENSES RELATIVES A L'ARRIVÉE ET AU DÉPART DES FONCTIONNAIRES

Prévisions : Frs 1.780.000

(a) Remboursement des frais de voyage à l'arrivée et au départ des fonctionnaires et des personnes à leur charge

Prévisions : Frs 150.000

(b) Frais de déménagement

Prévisions : Frs 500.000

(c) Indemnités d'installation

Prévisions : Frs 1.000.000

(d) Congé bi-annuel au foyer pour les agents non français

Prévisions : Frs 90.000

(e) Examen médical

Prévisions : Frs 40.000

SUMMARY OF SUB-HEAD 2

Estimate : Frs 12,889,000

(A) ALLOWANCES

(a) Head of family allowance		
(i) Existing establishment.....	340,000	
(ii) Increase of establishment.....	187,000	
		Frs 527,000
(b) Children's allowance		
(i) Existing establishment.....	672,000	
(ii) Increase of establishment.....	336,000	
		Frs 1,008,000
(c) Expatriation allowance		
(i) Existing establishment.....	2,394,000	
(ii) Increase of establishment.....	1,188,000	
		Frs 3,582,000
(d) Compensatory rent allowance		
(i) Existing establishment.....	800,000	
(ii) Increase of establishment.....	250,000	
		Frs 1,050,000
(e) Overtime		Frs 300,000
(f) Guarantee against currency devaluation for non-French staff		Token purposes
		Frs 6,467,000

(B) SOCIAL CHARGES

(a) Social Security		
(i) Existing establishment.....	361,000	
(ii) Increase of establishment.....	117,000	
		Frs 478,000
(b) Supplementary Insurance		
(i) Existing establishment.....	486,000	
(ii) Increase of establishment.....	129,000	
		Frs 615,000
(c) Provident Fund		
(i) Existing establishment.....	2,886,000	
(ii) Increase of establishment.....	663,000	
		Frs 3,549,000
		Frs 4,642,000

(C) EXPENSES RELATING TO THE ARRIVAL AND DEPARTURE OF OFFICIALS

(a) Reimbursement of travelling expenses on arrival and departure of staff and their dependents	Frs 150,000
(b) Removal expenses	Frs 500,000
(c) Installation allowances	Frs 1,000,000
(d) Biennial home leave for non-French officials	Frs 90,000
(e) Medical examination	Frs 40,000
	Frs 1,780,000

RÉCAPITULATION DE L'ARTICLE 2

Prévisions : Frs 12.889.000

(A) INDEMNITÉS

(a) Indemnité de chef de famille		
(i) cadre existant	340.000	
(ii) augmentation du cadre.....	187.000	
		Frs 527.000
(b) Allocations familiales		
(i) cadre existant	672.000	
(ii) augmentation du cadre.....	336.000	
		Frs 1.008.000
(c) Indemnité d'expatriation		
(i) cadre existant	2.394.000	
(ii) augmentation du cadre.....	1.188.000	
		Frs 3.582.000
(d) Indemnité de logement		
(i) cadre existant	800.000	
(ii) augmentation du cadre.....	250.000	
		Frs 1.050.000
(e) Heures supplémentaires		Frs 300.000
(f) Garantie éventuelle de change au personnel non français		Pour mém.
		Frs 6.467.000

(B) CHARGES SOCIALES

(a) Sécurité Sociale		
(i) cadre existant	361.000	
(ii) augmentation du cadre.....	117.000	
		Frs 478.000
(b) Assurance complémentaire		
(i) cadre existant	486.000	
(ii) augmentation du cadre.....	129.000	
		Frs 615.000
(c) Caisse de Prévoyance		
(i) cadre existant	2.886.000	
(ii) augmentation du cadre.....	663.000	
		Frs 3.549.000
		Frs 4.642.000

(C) DÉPENSES RELATIVES A L'ARRIVÉE ET AU DÉPART DES FONCTIONNAIRES

(a) Remboursement des frais de voyage à l'arrivée et au départ des fonctionnaires et des personnes à leur charge	Frs 150.000
(b) Frais de déménagement.....	Frs 500.000
(c) Indemnités d'installation	Frs 1.000.000
(d) Congé au foyer des agents non français	Frs 90.000
(e) Examen médical	Frs 40.000
	Frs 1.780.000

Head II. — Expenditure relating to temporary personnel*Estimate* : Frs 34,179,000*Sub-head 3***1. PARLIAMENTARY STAFF****Temporary Parliamentary Staff required for the Sessions of the Assembly**

Function	Average daily remuneration	Number employed	Total
Heads of Sections.....	9,500	6	1,083,000
Secretaries for the Assembly	7,500	6	855,000
Précis Writers	8,000	6	912,000
Verbatim Reporters	8,000	15	2,272,000
Assistants	2,300	15	552,000
	3,400	15	969,000
	3,800	30	2,166,000
Head Usher	3,800	1	68,400
Ushers from the Assemblée Nationale.....	3,400	7	428,400
Messengers	1,500	24	576,000
		125	9,881,800

Travelling expenses 1,300,000

Frs 11,181,800

Rounded off to Frs 11,200,000

2. PRESS AND INFORMATION STAFF

1. Part-time Press Attaché	1,200,000
2. Six "Stagiaires de Presse" during the actual Sitting of the Assembly — daily allowance and travel	300,000
	Frs 1,500,000

3. LINGUISTIC STAFF**(A) Interpretation Services****(a) Interpretation services required for the Session of the Assembly**

Function	Average daily remuneration	Number employed	Total
Interpreters	13,125	21	5,240,000
Stenographers	8,000	9	1,368,000
		30	6,608,000

Travelling expenses 500,000

Frs 7,108,000

Chapitre II. — Dépenses afférentes au personnel temporaire

Prévisions : Frs 34.179.000

Article 3**1. PERSONNEL PARLEMENTAIRE**Personnel parlementaire temporaire
dont l'assistance est nécessaire durant les sessions de l'Assemblée

Fonctions	Rémunération moyenne par jour	Nombre	Total
Chefs de Sections	9.500	6	1.083.000
Secrétaires pour l'Assemblée	7.500	6	855.000
Secrétaires de l'analytique	8.000	6	912.000
Sténographes des débats	8.000	15	2.272.000
Assistants	2.300	15	552.000
	3.400	15	969.000
	3.800	30	2.166.000
Chef Huissier	3.800	1	68.400
Huissiers de l'Assemblée Nationale	3.400	7	428 400
Messagers	1.500	24	576.000
		125	9.881.800

Frais de voyage 1.300.000

Frs 11.181.800

arrondi à Frs 11.200.000

2. PERSONNEL DE LA PRESSE ET DE L'INFORMATION

1. Attaché de Presse à mi-temps	1.200.000
2. Six stagiaires de Presse durant la session de l'Assemblée — indemnité journalière et frais de voyage	300.000
	Frs 1.500.000

3. PERSONNEL LINGUISTIQUE**(A) Interprètes****(a) Personnel d'interprétation nécessaire pour les sessions de l'Assemblée**

Fonctions	Rémunération moyenne par jour	Nombre	Total
Interprètes	13.125	21	5.240.000
Sténographes	8.000	9	1.368.000
		30	6.608.000

Frais de voyage 500.000

Frs 7.108.000

(b) Interpretation services required for meetings of Committees between Sessions

4 Interpreters at 13,125 Frs per day for 30 sitting days	1,575,000
Travelling expenses (recruited locally when possible)	Token purposes
	Frs 1,575,000

(B) Translation Services

Temporary Translators for the Sessions of the Assembly

Function	Average daily remuneration	No.	Estimate based on 62 days for revisers and 44 days for translators
Head of Translation Department	11,000	1	726,000
Reviser	10,000	1	640,000
Translators	9,000	10	4,230,000
Typists	3,800	10	1,780,000
		22	7,376,000

Travelling expenses

750,000

Frs 8,126,000

4. TEMPORARY AUXILIARY STAFF

(a) Documents Office during the Assembly at Strasbourg (including overtime for the junior officials), salaries of roneo operators

Estimate : Frs 2,000,000

(b) Facilities put at the disposal of the Assembly

(i) Twelve Radio technicians	Frs 1,440,000 ¹
(ii) P. T. T. and switchboard operators	Frs 200,000
(iii) Doctor and Nurse 20,000 × 10 days	Frs 200,000
(iv) Fire-Guards	Frs 160,000
(v) Security Guards 20,000 × 16 days	Frs 320,000

Estimate : Frs 2,320,000

5. INSURANCE FOR TEMPORARY STAFF

Estimate : Frs 250,000

6. MISCELLANEOUS EXPENDITURE DURING THE ASSEMBLY

(a) Refreshments for junior temporary staff on night work	Frs 50,000
(b) Loud-speaker for announcements	Frs 15,000
(c) Miscellaneous	Frs 35,000

Estimate : Frs 100,000

1. Covers salary, daily allowance and travel.

(b) Personnel d'interprétation nécessaire
pour les réunions des commissions devant se tenir entre les sessions

4 interprètes à 13.125 Frs pour 30 jours de séances	1.575.000
Frais de voyage (recrutement local dans la mesure du possible)	Pour mémoire
	Frs 1.575.000

(B) Traducteurs

Traducteurs temporaires pour les sessions de l'Assemblée

Fonctions	Rémunération moyenne par jour	Nombre	Prévisions basées sur 62 jours pour les réviseurs et 44 jours pour les traducteurs
Chef du service de traduction	11.000	1	726.000
Réviseur	10.000	1	640.000
Traducteurs	9.000	10	4.230.000
Dactylos	3.800	10	1.780.000
		22	7.376.000

Frais de voyage

750.000

Frs 8.126.000

4. PERSONNEL AUXILIAIRE TEMPORAIRE

(a) Service des documents pendant l'Assemblée à Strasbourg (y compris les heures supplémentaires du personnel de grade inférieur), traitement de fonctionnaires ronéo

Prévisions : Frs 2.000.000

(b) Installations et services mis à la disposition de l'Assemblée

- | | |
|---|-------------------|
| (i) Douze radio-techniciens | Frs 1.440.000 (1) |
| (ii) P. T. T. et opérateurs de téléphone | Frs 200.000 |
| (iii) 1 médecin — 1 infirmière 20.000 × 10 jours... | Frs 200.000 |
| (iv) Piquets d'incendie | Frs 160.000 |
| (v) Gardes de sécurité 20.000 × 16 jours | Frs 320.000 |

Prévisions : Frs 2.320.000

5. ASSURANCES AFFÉRENTES AU PERSONNEL TEMPORAIRE

Prévisions : Frs 250.000

6. DÉPENSES DIVERSES PENDANT L'ASSEMBLÉE

- | | |
|---|------------|
| (a) Collations pour le personnel auxiliaire travaillant pendant les séances de nuit | Frs 50.000 |
| (b) Appel de voitures | Frs 15.000 |
| (c) Divers | Frs 35.000 |

Prévisions : Frs 100.000

1. Traitement, indemnité journalière et frais de voyage.

SUMMARY OF SUB-HEAD 3

Estimate : Frs 34,179,000

1. TEMPORARY PARLIAMENTARY STAFF		
During the Assembly		Frs 11,200,000
2. PRESS AND INFORMATION STAFF		
(i) Part-time Press Attaché	1,200,000	
(ii) Six "Stagiaires de Presse" during the actual sitting of Assembly — daily allowance and travel	<u>300,000</u>	
		Frs 1,500,000
3. TEMPORARY LINGUISTIC STAFF		
A. Interpretation Services		
(a) During the Assembly	7,108,000	
(b) Between Sessions	<u>1,575,000</u>	
		Frs 8,683,000
B. Translation Services		
During the Assembly		Frs 8,126,000
4. TEMPORARY AUXILIARY STAFF		
(a) Documents Office	2,000,000	
(b) Facilities put at the disposal of the Assembly	<u>2,320,000</u>	
		Frs 4,320,000
5. INSURANCE FOR TEMPORARY STAFF		Frs 250,000
6. MISCELLANEOUS EXPENDITURE DURING ASSEMBLY		<u>Frs 100,000</u>
		Frs 34,179,000

RÉCAPITULATION DE L'ARTICLE 3

Prévisions : Frs 34.179.000

1. PERSONNEL PARLEMENTAIRE TEMPORAIRE

Au cours des sessions	Frs 11.200.000
-----------------------------	----------------

2. PERSONNEL DE LA PRESSE ET DE L'INFORMATION

(i) Attaché de Presse à mi-temps	1.200.000	
(ii) 6 stagiaires de Presse durant la session de l'Assemblée — indemnité journalière et frais de voyage	<u>300.000</u>	Frs 1.500.000

3. PERSONNEL LINGUISTIQUE TEMPORAIRE

A. Interprètes

(a) Au cours des sessions	7.108.000	
(b) Entre les sessions	<u>1.575.000</u>	Frs 8.683.000

B. Traducteurs

Au cours des sessions	Frs 8.126.000
-----------------------------	---------------

4. PERSONNEL AUXILIAIRE TEMPORAIRE

(a) Service des documents	2.000.000	
(b) Installations et services mis à la dispo- sition de l'Assemblée	<u>2.320.000</u>	Frs 4.320.000

5. ASSURANCES AFFÉRENTES AU PERSONNEL TEMPORAIRE ...	Frs 250.000
--	-------------

6. DÉPENSES DIVERSES PENDANT L'ASSEMBLÉE	<u>Frs 100.000</u>
--	--------------------

	Frs 34.179.000
--	----------------

Head III. — Expenditure on premises and equipment*Estimate* : Frs 3,570,000**Sub-Head 4 (A) — EXISTING PREMISES***Estimate* : Frs 3,190,000**(a) Hire of Council of Europe Premises**

Rent of Assembly Hall, Committee Rooms, Offices, etc. . Frs 1,200,000

(b) Existing premises in the Palais de Chaillot until 31st December, 1958

Rent, light and heat

80,000 × 15 1,200,000

Cleaning 18,000 × 15 270,000

Upkeep of simultaneous interpretation equipment 200,000

Minor repairs to premises and equipment 200,000

Insurance — third party risks 20,000

Hire of typewriters for the Assembly, etc. ... 50,000

Overhaul of typewriters, roneo machine 50,000

Frs 1,990,000

Frs 3,190,000

Sub-Head 4 (B) — NEW PREMISESConstruction of new premises for Western European Union
in Paris, for use as from 1st January, 1959 Token purposes**Sub-Head 5 — CAPITAL EQUIPMENT***Estimate* : Frs 380,000**(a) Purchase of office furniture for new staff (desks, typewriter desks, chairs and filing cabinets) 200,000****(b) Purchase of typewriters**

3 typewriters × 60,000 Frs per typewriter ... 180,000

Frs 380,000

Head IV. — General administrative costs*Estimate* : Frs 20,630,000**Sub-Head 6 — POSTAGE, TELEPHONE, TELEGRAPH CHARGES, TRANSPORT OF DOCUMENTS, REMOVAL OF TYPEWRITERS; ETC.**

Postage — Paris : 60,000 Frs per month × 12 ... 720,000

Postage — Strasbourg 550,000

Telephone — Paris 820,000

Telephone — Strasbourg 170,000

Telegrams : 7,500 Frs per month × 12 90,000

Transport of documents for meetings held outside

Paris and transport of typewriters 50,000

Estimate : Frs 2,400,000

Chapitre III. — Dépenses de locaux et d'équipement

Prévisions : Frs 3.570.000

Article 4 (A). — LOCAUX EXISTANTS

Prévisions : Frs 3.190.000

(a) Loyer des locaux du Conseil de l'Europe		
Location de la salle de réunion de l'Assemblée, des salles pour les commissions, des bureaux, etc.	Frs	1.200.000
(b) Locaux existants au Palais de Chaillot jusqu'au 31 décembre 1958		
Loyer, chauffage, électricité 80.000 × 15	1.200.000	
Nettoyage 18.000 × 15	270.000	
Entretien du matériel pour l'interprétation simultanée	200.000	
Entretien des locaux et de l'équipement	200.000	
Assurance, risques aux tiers	20.000	
Location de machines à écrire pour l'Assemblée, etc.	50.000	
Entretien des machines à écrire, machine ronéo	50.000	
	<u>Frs</u>	<u>1.990.000</u>
	Frs	3.190.000

Article 4 (B). — NOUVEAUX LOCAUXConstruction d'une nouvelle installation pour l'Union de l'Europe Occidentale à Paris à dater du 1^{er} janvier 1959 Pour mémoire**Article 5 — DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT**

Prévisions : Frs 380.000

(a) Achat de mobilier de bureau		
pour le nouveau personnel (bureaux, tables dactylo, chaises et classeurs)	200.000	
(b) Achat de machines à écrire		
3 machines à écrire × 60.000 Frs par machine	180.000	
	<u>Frs</u>	<u>380.000</u>

Chapitre IV. — Frais généraux

Prévisions : Frs 20.630.000

Article 6 — FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT, DE TÉLÉPHONE, DE TÉLÉGRAPHE, TRANSPORT DE DOCUMENTS, TRANSPORT DE MACHINES A ÉCRIRE, ETC.

Frais d'affranchissement — Paris : 60.000 Frs par mois × 12	720.000
Frais d'affranchissement — Strasbourg	550.000
Téléphone — Paris	820.000
Téléphone — Strasbourg	170.000
Télégrammes : 7.500 Frs par mois × 12	90.000
Transport de documents pour les réunions en dehors de Paris et transport de machines à écrire	50.000
	<u>50.000</u>

Prévisions : Frs 2.400.000

Sub-Head 7 — PAPER, STATIONERY AND OFFICE SUPPLIES

Plain roneo paper	
White 465 Frs per ream × 1,000	465,000
Blue 870 Frs per ream × 800	696,000
Headed roneo paper	
White 1,106 Frs per ream × 150	165,900
Blue 1,383 Frs per ream × 100	138,300
Stencils	
150 boxes × 1,856 Frs (48 stencils per box)	278,400
Ink 100 tubes × 668 Frs per tube	66,800
Headed writing paper	
80 reams × 2,100 Frs per ream	168,000
Envelopes (correspondence and despatch of documents)	100,000
Miscellaneous office supplies (folders, pencils, stencil corrector, carbons)	225,000
Office supplies utilised in Strasbourg	500,000
	2,803,400
	rounded off to Frs 2,800,000

Sub-Head 8 — PRINTING AND PUBLISHING OF ASSEMBLY RECORDS

Printing of Assembly documents (includes the record of debates, minutes of Sittings and Assembly documents)	10,000,000
Printing of the Reports of the Council	2,500,000
Printing of Texts Adopted	1,000,000
Miscellaneous — (Printing of the Calendar, Agenda and Order of Business of the Assembly, voting lists, etc.)	500,000
	Frs 14,000,000

*Sub-Head 9 — PURCHASE OF DOCUMENTS, REFERENCE WORKS, ETC.**Estimate* : Frs 300,000*Sub-Head 10 — OFFICIAL CAR FOR THE ASSEMBLY*

(a) Purchase of car	800,000
(b) Upkeep and insurance	300,000
	1,100,000

Estimate : Frs 1,100,000*Sub-Head 11 — BANK CHARGES**Estimate* : Frs 30,000

Article 7 — PAPIER ET FOURNITURES DE BUREAU

Papier ronéo	
Blanc 465 Frs la rame × 1.000	465.000
Bleu 870 Frs la rame × 800	696.000
Papier ronéo à en-tête	
Blanc 1.106 Frs la rame × 150	165.900
Bleu 1.383 Frs la rame × 100	138.300
Stencils	
150 boîtes × 1.856 Frs (48 stencils par boîte)	278.400
Encre	
100 tubes × 668 Frs le tube	66.800
Papier à lettres	
80 rames × 2.100 Frs la rame	168.000
Enveloppes (correspondance et envois de documents)	
	100.000
Fournitures de bureau diverses (chemises, crayons, correcteur pour stencils, carbonés)	
	225.000
Fournitures de bureau utilisées à Strasbourg ...	500.000
	<u>2.803.400</u>
	arrondi à Frs 2.800.000

Article 8 — FRAIS D'IMPRESSION ET DE PUBLICATION DES DOCUMENTS DE L'ASSEMBLÉE

Impression des documents de l'Assemblée (comprenant le compte rendu des débats, le procès-verbal des séances et les documents de l'Assemblée)	10.000.000
Impression des rapports du Conseil	2.500.000
Impression des textes adoptés	1.000.000
Divers — (Impression du Calendrier et de l'Ordre du Jour de l'Assemblée, listes de vote, etc.)..	500.000
	<u>Frs 14.000.000</u>

Article 9 — ACHAT D'OUVRAGES DE DOCUMENTATION, D'ANNUAIRES, ETC.

Prévisions : Frs 300.000

Article 10 — VOITURE DE SERVICE POUR L'ASSEMBLÉE

(a) Achat d'une voiture	800.000
(b) Entretien et assurance	300.000
	<u>Prévisions : Frs 1.100.000</u>

Article 11 — FRAIS DE BANQUE

Prévisions : Frs 30.000

Head V. — Other expenditure*Estimate* : Frs 10,000,000**Sub-Head 12 — TRAVEL AND SUBSISTENCE ALLOWANCES OF REPRESENTATIVES AT MEETINGS OF THE BUREAU, OF THE PRESIDENTIAL COMMITTEE AND JOINT MEETINGS***Estimate* : Frs 1,000,000**Sub-Head 13 — REPRESENTATION EXPENSES**

- (a) Representation expenses of the President of the Assembly 1,000,000
- (b) Expenses of Chairmen and Rapporteurs of the Assembly Committees..... 400,000
- (c) Representation expenses of the Clerk of the Assembly 600,000

Estimate : Frs 2,000,000**Sub-Head 14 — COMMITTEE STUDY MISSIONS***Estimate* : Frs 200,000**Sub-Head 15 — OFFICIAL JOURNEYS OF MEMBERS OF THE OFFICE OF THE CLERK**

- (a) Missions of the Clerk to Paris and to attend meetings outside Paris other than Strasbourg
120 days × 6,000 Frs per day plus travel Frs 1,000,000
- (b) Missions to Strasbourg for the Assembly of members of the Office of the Clerk
- (i) Subsistence 1,570,000
- (ii) Travel 430,000
- Frs 2,000,000
- (c) Missions of members of the Office of the Clerk
- Committee meetings outside Paris
 - Missions of senior officials to London to report to the President
 - Other official missions to work with Chairmen and Rapporteurs of Committees, and attending meetings outside Paris
 - Candidates for posts called to Paris for interview

Frs 2,000,000*Estimate* : Frs 5,000,000

Chapitre V. — Autres dépenses*Prévisions* : Frs 10.000.000**Article 12 — FRAIS DE VOYAGE ET INDEMNITÉS DE SÉJOUR DES REPRÉSENTANTS POUR LES RÉUNIONS DU BUREAU, DU COMITÉ DES PRÉSIDENTS ET LES RÉUNIONS COMMUNES***Prévisions* : Frs 1.000.000**Article 13 — FRAIS DE REPRÉSENTATION**

(a) Frais de représentation du Président de l'Assemblée 1.000.000

(b) Frais de fonction des présidents et rapporteurs des commissions de l'Assemblée 400.000

(c) Frais de représentation du Greffier 600.000*Prévisions* : Frs 2.000.000**Article 14 — MISSIONS D'ÉTUDE DES COMMISSIONS***Prévisions* : Frs 200.000**Article 15 — FRAIS DE MISSION DES MEMBRES DU PERSONNEL DU GREFFE**(a) Missions du Greffier à Paris et réunions de commissions ailleurs qu'à Paris et à Strasbourg
120 jours × 6.000 Frs par jour plus frais de voyage Frs 1.000.000

(b) Missions des membres du personnel du Greffe à Strasbourg, pour l'Assemblée

(i) Indemnités journalières 1.570.000

(ii) Frais de voyage 430.000

Frs 2.000.000

(c) Missions des membres du personnel du Greffe

— réunions de commissions en dehors de Paris

— missions des agents de grade supérieur à Londres pour rapport au Président

— autres missions officielles pour travailler avec les présidents et rapporteurs des commissions, et pour assister aux réunions en dehors de Paris

— Candidats à de nouveaux postes convoqués à Paris pour prise de contact

Frs 2.000.000*Prévisions* : Frs 5.000.000

Sub-Head 16 — FEES, TRAVEL EXPENSES AND SUBSISTENCE ALLOWANCE OF EXPERTS
AND AUDITOR'S FEES

Estimate : Frs 1,000,000

Sub-Head 17 — EXPENDITURE ON INFORMATION

Estimate : Token purposes

Sub-Head 18 — POLITICAL GROUPS

200,000 Frs for each of the 3 political groups in the Assembly

Estimate : Frs 600,000

Sub-Head 19 — CONTINGENCIES AND OTHER EXPENDITURE NOT ELSEWHERE PROVIDED FOR

Estimate : Frs 200,000

Article 16 — FRAIS DE VOYAGE, INDEMNITÉS JOURNALIÈRES ET HONORAIRES DES EXPERTS ET DU
COMMISSAIRE AUX COMPTES

Prévisions : Frs 1.000.000

Article 17 — DÉPENSES D'INFORMATION

Prévisions : Pour mémoire

Article 18 — GROUPES POLITIQUES

200.000 Frs pour chacun des 3 groupes politiques de l'Assemblée

Prévisions : Frs 600.000

Article 19 — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES ET TOUTES DÉPENSES NON PRÉVUES

Prévisions : Frs 200.000

Explanatory Memorandum

(Submitted by Mr. Edwards, Chairman and Rapporteur)

1. The Budget for the financial year 1958 has been calculated on the basis of the Budget and Supplementary Budget for 1957 (Frs 87,651,500). The 1958 Budget amounts to Frs 109,211,000, an increase of Frs 21,559,500.

2. It will readily be understood that a new Assembly must function for several years and establish a regular calendar of activities before fully accurate forecasts of expenditure can be made; even then they are always subject to unforeseen events. The Assembly has, since its creation, endeavoured to function with a minimum of administrative grade staff¹. This has resulted in very low running costs, as is borne out by the final accounts for 1956.

3. The value of the work done by the Assembly of Western European Union is clearly not reflected by the size of its budget nor by the number of its staff. Nevertheless, if the Assembly of Western European Union is to function properly, your Committee has been convinced on the evidence produced that the Clerk must be allowed the increase in permanent staff requested. (Appendix I indicates the development of the work of the Assembly for the first six months in 1957 as compared with the first six months in 1956).

4. The reasons for such other increases of expenditure as are necessary are given in relation to the appropriate Sub-Heads of the Budget. They are almost all consequential upon the increase in establishment, and pose no question of principle.

5. When preparing the Budget for the financial year 1958, the Committee was particularly anxious to avoid having again to present a Supplementary Budget.

Since the adoption by the Committee of the Budget for 1958, however, there has been what amounts to a partial devaluation of the French franc in respect of the Assembly's finances. It is not yet clear what arrangements will be made by the French Government to deal with this problem and one cannot foresee therefore whether a further supplementary budget will be necessary, even for the financial year 1957. So far as the 1958 Budget is concerned, your Chairman considered it would prove more satisfactory to await the proposals from the Member Governments of Western European Union and submit a supplementary budget at the beginning of the new year rather than include an amount under Sub-Head 2 (A) (f) of the Budget, which might prove inadequate.

I would, however, draw the attention of the Assembly to the very important problem of transfers of emoluments of temporary staff recruited for the Sessions of the Assembly, who, in the opinion of the Committee, must be covered by the same provisions of Article 19 of the Staff Rules. It is proposed that this question be examined with the Council of Europe and proposals submitted when presenting the Supplementary Budget for 1958.

1. 1956 : 4, 1957 : 6.

Exposé des motifs

(présenté par M. Edwards, président et rapporteur)

1. Le budget de l'exercice financier 1958 a été calculé sur la base du budget et du budget supplémentaire de 1957 (Frs 87.651.500). Le budget de 1958 s'élève à Frs 109.211.000 soit une augmentation de Frs 21.559.500.

2. On comprendra aisément qu'une nouvelle assemblée doit fonctionner pendant plusieurs années et établir un programme de ses activités avant que l'on puisse faire une estimation complète et exacte des dépenses ; et même dans ce cas, elles sont toujours à la merci de circonstances imprévues. Depuis sa création, l'Assemblée s'est efforcée de fonctionner avec un minimum de personnel de cadre administratif¹. En conséquence, les dépenses de fonctionnement ont été extrêmement réduites, comme en témoignent les comptes arrêtés en 1956.

3. Manifestement, ce n'est pas l'importance de son budget et de son personnel qui donne une idée de la valeur du travail accompli par l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale. Néanmoins, après avoir examiné la question, votre Commission est convaincue que, pour assurer le bon fonctionnement de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale, le Greffier doit être autorisé à accroître l'effectif du personnel permanent (l'Annexe I indique l'augmentation du travail de l'Assemblée pendant le premier semestre de 1957 par rapport au premier semestre de 1956).

4. Les autres augmentations nécessaires des dépenses sont motivées pour chaque article correspondant du budget. Elles résultent presque toutes de l'augmentation de personnel et ne soulèvent aucune question de principe.

5. La Commission, lors de la préparation du budget de l'exercice financier 1958, s'est montrée particulièrement soucieuse d'éviter d'avoir à présenter de nouveau un budget supplémentaire.

Cependant, depuis l'adoption par la Commission du budget 1958, est intervenu ce qui correspond pratiquement à une dévaluation partielle du franc français pour les finances de l'Assemblée. On ne sait pas encore exactement quelles mesures le gouvernement français prendra pour régler ce problème, il n'est donc pas possible de prévoir si un nouveau budget supplémentaire sera nécessaire, et ceci s'applique également à l'exercice financier 1957. En ce qui concerne le budget 1958, votre président estime qu'il vaudrait mieux attendre les propositions des gouvernements membres de l'Union de l'Europe Occidentale et présenter un budget supplémentaire au commencement de la nouvelle année, plutôt que d'inscrire une somme à cet effet à l'article 2 (A) (f) du budget, somme qui risquerait de se révéler insuffisante.

Je voudrais cependant attirer l'attention de l'Assemblée sur le problème très important du transfert des émoluments du personnel temporaire recruté pendant les sessions de l'Assemblée, personnel qui, de l'avis de la Commission, devrait être couvert par les mêmes dispositions de l'Article 19¹ du Règlement du personnel.

Il est proposé que cette question soit examinée avec le Conseil de l'Europe et que des propositions soient formulées lors de la présentation du budget supplémentaire pour 1958.

1. 1956 : 4 personnes ; 1957 : 6.

Head I. — Expenditure for Staff

SIZE OF PERMANENT ESTABLISHMENT

1. The total permanent administrative grade staff of the Assembly in 1957 was 6, junior staff 11. In the light of experience gained in 1957 and taking into account the greatly increased work of the Committees of the Assembly, and of the Assembly itself, it is proposed that the total establishment should be increased by one Grade 12 official, and four junior officials (three Grade 7, one Grade 3). This would bring the grand total of the Assembly's permanent staff to 7 administrative grade officials and 15 junior staff.

2. The Clerk's salary. The Recommendation made by the Bureau of the Assembly, 9th May, 1957, is under consideration by the Council.

3. It is proposed that one Secretary should be appointed (Grade 12, Step 1). The duties of this official would be the following :

- (i) Proof-reading of English language Committee and Assembly documents¹ ;
- (ii) Translation of documents from French into English ;
- (iii) Summary Report of speeches made in English in Committees ;
- (iv) Acting as Secretary to the Committee on Rules of Procedure and Privileges.

It had been hoped that the Grade 12 official appointed in 1957 (of French nationality) would have had time to deal with all the translation, both from French into English and from English into French, as well as the preparation and proof-reading of all Assembly documents. The experience of the past year has proved this impossible. Four officials spent 50 days dealing with the proof-reading of the Assembly documents in respect of the May Session.

4. Book-keeper. Re-grading of this post from Grade 6 to Grade 7. This official is responsible for the keeping of all the books, including the Provident Fund, dealing with all payments of the Assembly, social security and much responsible administrative work.

5. It is necessary to foresee the recruitment of three bilingual secretaries (Grade 7, Step 1). Their duties would be as follows :

- one official to assist the Grade 12 official referred to above ;
- two bilingual assistants to deal with the additional burden of typing caused by the increase in Committee work.

6. The recruitment of an official at Grade 3, Step 1, is necessary to act as chauffeur-messenger and to assist the roneo operator. The roneo operator at present employed is responsible for the reproduction of documents (see Appendix), acting as messenger, keeping store accounts of stationery and equipment. This has proved too much for one official and typing staff have been diverted from their normal duties to assemble documents, in order to ensure their despatch.

Sub-Head 1 — SALARIES OF PERMANENT ESTABLISHMENT

Appropriation for financial year 1957	Frs 19,396,000
Supplementary Budget for 1957	Frs 550,000
	<u>Frs 19,946,000</u>
Estimate for 1958	Frs 27,943,000
Nett increase	<u>Frs 7,997,000</u>

1. The establishment of the Publications Department of the Council of Europe totals 8 : 1 (English language) Counsellor, 1 (French language) Secretary, 3 supervisors plus 3 assistants.

Chapitre I. — Dépenses de personnel

EFFECTIF DU PERSONNEL DU CADRE PERMANENT

1. En 1957, le personnel permanent de l'Assemblée comptait 6 fonctionnaires de cadre administratif et 11 fonctionnaires de grade inférieur. A la lumière de l'expérience acquise en 1957 et compte tenu de l'importance considérablement accrue des travaux des commissions de l'Assemblée, et de ceux de l'Assemblée elle-même, l'on propose d'ajouter à l'effectif total un fonctionnaire du grade 12 et quatre fonctionnaires de grade inférieur (3 du grade 7, 1 du grade 3). L'effectif complet du personnel permanent de l'Assemblée compterait donc 7 fonctionnaires de cadre administratif et 15 de grade inférieur.

2. Traitement du Greffier. La recommandation du Bureau de l'Assemblée en date du 9 mai 1957 est actuellement à l'étude au Conseil.

3. On propose de nommer un secrétaire (grade 12, échelon 1) avec les attributions suivantes :
- (i) correction des épreuves, en langue anglaise, des documents des commissions et de l'Assemblée¹,
 - (ii) traduction des documents de français en anglais,
 - (iii) compte rendu des discours en anglais aux réunions des commissions,
 - (iv) secrétaire de la commission du Règlement et des Immunités.

On avait espéré que le fonctionnaire du grade 12 (de nationalité française) nommé en 1957 aurait le temps de faire toutes les traductions, de français en anglais et d'anglais en français, de préparer les documents et de corriger les épreuves de tous les documents de l'Assemblée. L'expérience de l'année écoulée a démontré que la chose est impossible. Quatre fonctionnaires ont passé 50 jours à corriger les épreuves des documents de l'Assemblée pour la session de mai.

4. Comptable. Reclasser ce poste du grade 6 au grade 7. Cet agent doit tenir tous les livres, y compris celui de la Caisse de Prévoyance, effectuer tous les paiements pour le compte de l'Assemblée, s'occuper des questions de Sécurité Sociale et s'acquitter de tâches administratives importantes.

5. Il est nécessaire de prévoir le recrutement de trois assistantes bilingues (grade 7, échelon 1). Leurs attributions seraient les suivantes :

- une assistante attachée au fonctionnaire du grade 12 ci-dessus nommé ;
- deux assistantes bilingues pour les travaux de dactylographie supplémentaires qu'impose l'activité accrue des commissions.

6. Il est indispensable de recruter un fonctionnaire du grade 3, échelon 1, pour remplir les fonctions de chauffeur-messager et pouvant également aider le fonctionnaire ronéo. Le ronéo employé actuellement est responsable de la reproduction des documents (voir Annexe) ; il fait office de messager, tient la comptabilité matière du magasin pour les stocks de papier et de matériel. Ce travail étant trop lourd pour un seul fonctionnaire, les dactylographes ont dû parfois interrompre leurs travaux courants pour assembler des documents, afin d'en assurer l'expédition.

Article 1. — TRAITEMENTS DU PERSONNEL DU CADRE PERMANENT

Crédits de l'exercice financier 1957	Frs 19.396.000
Budget supplémentaire	Frs 550.000
	Frs 19.946.000
Prévisions pour 1958	Frs 27.943.000
Augmentation nette	Frs 7.997.000

(1) Le personnel de la Division des Publications du Conseil de l'Europe compte 8 personnes : 1 conseiller (de langue anglaise), 1 secrétaire (de langue française), 3 assistants d'encadrement plus 3 assistants.

The increase of this Sub-Head is due to the following reasons :

- increase in the establishment (see above),
- increase in the global emoluments of the hors cadre staff ;
- allocation of temporary allowances to all graded staff ;
- members of the staff entitled to an annual salary increment after one year's service.

Salaries have been calculated on the basis of a full year.

A sum of 300,000 francs has been foreseen to cover the recruitment of temporary staff to replace permanent officials in cases of long periods of leave necessitated by sickness. This sum covers payment of monthly salary and social charges.

Sub-Head 2 — ALLOWANCES, SOCIAL CHARGES, ETC.

Sub-Head 2 (A) — ALLOWANCES

(a) Head of Family allowances

Appropriation for financial year 1957	Frs	310,000
Estimate for 1958	Frs	527,000
Nett increase	Frs	217,000

The estimate for 1958 has been calculated on the basis of the civil status of staff already recruited, and on the assumption that of the five new posts two will be heads of families.

(b) Children's allowances

Appropriation for financial year 1957	Frs	600,000
Estimate for 1958	Frs	1,008,000
Nett increase	Frs	408,000

The increase of 408,000 francs has been foreseen in view of the increase in establishment.

(c) Expatriation allowance

Appropriation for financial year 1957	Frs	3,054,000
Estimate for 1958	Frs	3,582,000
Nett increase	Frs	528,000

This estimate has been calculated on the basis of the permanent establishment and on the assumption that of the five new posts three would be non-French and be entitled to an expatriation allowance.

(d) Compensatory rent allowance

Appropriation for financial year 1957	Frs	300,000
Estimate for 1958	Frs	1,050,000
Nett increase	Frs	750,000

Increase based on the allowance to be paid to the permanent staff in accordance with Article 16 of the Staff Rules. This article is still under consideration by the Council.

L'augmentation afférente à cet article est due aux raisons suivantes :

- accroissement de personnel (voir plus haut),
- augmentation du traitement global du personnel hors cadre,
- versement d'indemnités temporaires à tout le personnel en fonctions,
- augmentation annuelle de traitement due à certains fonctionnaires après un an de service accompli.

Les traitements ont été calculés sur la base d'une année complète.

Une somme de 300.000 francs a été prévue pour le recrutement de personnel temporaire destiné à remplacer les fonctionnaires permanents absents pour cause de longue maladie. Cette somme couvre le paiement du traitement mensuel plus les charges sociales.

Article 2. — INDEMNITÉS, CHARGES SOCIALES, ETC.

Article 2 (A). — INDEMNITÉS.

(a) Indemnité de chef de famille

Crédits de l'exercice financier 1957	Frs	310.000
Prévisions pour 1958	Frs	<u>527.000</u>
Augmentation nette	Frs	217.000

Les prévisions pour 1958 ont été calculées en fonction de la situation de famille des membres du personnel actuellement en fonctions et en comptant que sur les cinq nouveaux fonctionnaires à recruter, deux seront chefs de famille.

(b) Allocations familiales.

Crédits de l'exercice financier 1957	Frs	600.000
Prévisions pour 1958	Frs	<u>1.008.000</u>
Augmentation nette	Frs	408.000

L'augmentation de 408.000 francs a été prévue en fonction de l'augmentation de cadre.

(c) Indemnité d'expatriation

Crédits de l'exercice financier 1957	Frs	3.054.000
Prévisions pour 1958	Frs	<u>3.582.000</u>
Augmentation nette	Frs	528.000

Ces prévisions ont été calculées en fonction du personnel permanent et en prévoyant que sur les cinq nouveaux fonctionnaires à recruter, trois, n'étant pas Français, auraient droit à une indemnité d'expatriation.

(d) Indemnité de logement

Crédits de l'exercice financier 1957	Frs	300.000
Prévisions pour 1958	Frs	<u>1.050.000</u>
Augmentation nette	Frs	750.000

Augmentation calculée en fonction des indemnités à verser au personnel permanent en vertu de l'article 16 du Règlement du personnel. Cet article est toujours à l'étude au Conseil.

(e) Overtime

Appropriation for financial year 1957	Frs	300,000
Estimate for 1958	Frs	300,000
Estimate unchanged.		

Sub-Head 2 (B) — SOCIAL CHARGES

(a) Social Security

Appropriation for financial year 1957	Frs	350,000
Supplementary Budget for 1957	Frs	70,000
	Frs	420,000
Estimate for 1958	Frs	478,000
Nett increase	Frs	58,000

This increase is due to the increase in establishment. The Clerk is not included.

(b) Supplementary Insurance

Appropriation for financial year 1957	Frs	445,000
Estimate for 1958	Frs	615,000
Nett increase	Frs	170,000

This calculation is based on 2 % of total emoluments and takes account of the increase in establishment. The Clerk is not included.

(c) Provident Fund

Appropriation for financial year 1957	Frs	2,527,000
Supplementary Budget for 1957	Frs	250,000
	Frs	2,777,000
Estimate for 1958	Frs	3,549,000
Nett increase	Frs	772,000

Calculation based on 14 % of basic salaries, excluding the Clerk and taking account of the increase in establishment.

Sub-Head 2 (C) — EXPENSES RELATING TO THE ARRIVAL AND DEPARTURE OF OFFICIALS

(a) Reimbursement of travelling expenses on arrival and departure of staff and dependent persons.

Appropriation for financial year 1957	Frs	150,000
Estimate for 1958	Frs	150,000
Estimate unchanged.		

(b) Removal expenses

Appropriation for financial year 1957	Frs	1,000,000
Estimate for 1958	Frs	500,000
Nett decrease	Frs	500,000

Calculated on the basis of the recruitment of new staff.

(e) Heures supplémentaires

Crédits de l'exercice financier 1957	Frs	300.000
Prévisions pour 1958	Frs	300.000
Prévisions inchangées.		

Article 2 (B) — CHARGES SOCIALES**(a) Sécurité Sociale**

Crédits de l'exercice financier 1957	Frs	350.000
Budget supplémentaire de 1957	Frs	70.000
		<u>Frs</u>
		420.000
Prévisions pour 1958	Frs	478.000
		<u>Frs</u>
		478.000
Augmentation nette	Frs	58.000

Cette augmentation est due à l'augmentation de cadre. Le Greffier n'est pas inclus.

(b) Assurance complémentaire

Crédits de l'exercice financier 1957	Frs	445.000
Prévisions pour 1958	Frs	615.000
		<u>Frs</u>
		615.000
Augmentation nette	Frs	170.000

Ces calculs sont basés sur 2 % des traitements globaux et tiennent compte de l'augmentation de cadre. Le Greffier n'est pas inclus.

(c) Caisse de Prévoyance

Crédits de l'exercice financier 1957	Frs	2.527.000
Budget supplémentaire de 1957	Frs	250.000
		<u>Frs</u>
		2.777.000
Prévisions pour 1958	Frs	3.549.000
		<u>Frs</u>
		3.549.000
Augmentation nette	Frs	772.000

Calculs basés sur 14 % des traitements de base, sans compter le Greffier, mais en tenant compte de l'augmentation de cadre.

Article 2 (C). — DÉPENSES RELATIVES A L'ARRIVÉE ET AU DÉPART DES FONCTIONNAIRES**(a) Remboursement des frais de voyage à l'arrivée et au départ des fonctionnaires et des personnes à leur charge**

Crédits de l'exercice financier 1957	Frs	150.000
Prévisions pour 1958	Frs	150.000
		<u>Frs</u>
		150.000
Prévisions inchangées.		

(b) Frais de déménagement

Crédits de l'exercice financier 1957	Frs	1.000.000
Prévisions pour 1958	Frs	500.000
		<u>Frs</u>
		500.000
Diminution nette	Frs	500.000

Calculé en fonction du recrutement de personnel supplémentaire.

(c) Installation allowance

Appropriation for financial year 1957	Frs	1,200,000
Estimate for 1958	Frs	<u>1,000,000</u>
Nett decrease	Frs	200,000

Calculated on the basis of the increased establishment, and possibility of replacement of staff leaving.

(d) Biennial leave for non-French officials

Appropriation for financial year 1957	Frs	90,000
Estimate for 1958	Frs	<u>90,000</u>
Estimate unchanged.		

(e) Medical examination

Appropriation for financial year 1957	Frs	40,000
Estimate for 1958	Frs	<u>40,000</u>
Estimate unchanged.		

This estimate is intended to cover medical examinations at the time of interview for appointment, and periodic examinations thereafter, and also during any long periods of illness.

Head II. — Expenditure relating to temporary personnel*Sub-Head 3*

1. PARLIAMENTARY STAFF

Temporary Parliamentary Staff required for the Sessions of the Assembly

Appropriation for financial year 1957	Frs	7,162,000
Supplementary Budget for 1957	Frs	<u>1,000,000</u>
	Frs	8,162,000
Estimate for 1958	Frs	<u>11,200,000</u>
Nett increase	Frs	3,038,000

The increase is due to :

- the increased daily salary rates. These rates have already been applied by the Council of Europe and the Common Assembly to their temporary officials ;
- the assumption that the Assembly will sit for 12 days (account must be taken of travel time and one day's work before and after the Assembly for two part-Sessions. No travel time has been calculated in respect of 15 assistants and 24 messengers who are recruited locally).

(c) Indemnités d'installation

Crédits de l'exercice financier 1957	Frs	1.200.000
Prévisions pour 1958	Frs	1.000.000
Diminution nette	Frs	200.000

Calculé en fonction de l'augmentation de cadre et de la possibilité de remplacer les fonctionnaires qui cessent leurs fonctions.

(d) Congé bi-annuel au foyer pour les agents non français

Crédits de l'exercice financier 1957	Frs	90.000
Prévisions pour 1958	Frs	90.000
Prévisions inchangées.		

(e) Examen médical

Crédits de l'exercice financier 1957	Frs	40.000
Prévisions pour 1958	Frs	40.000
Prévisions inchangées.		

Ces prévisions doivent couvrir les examens médicaux au moment de l'entrée en fonctions, les examens périodiques par la suite, et aussi durant les périodes de longue maladie.

Chapitre II. — Dépenses relatives au personnel temporaire**Article 3****1. PERSONNEL PARLEMENTAIRE**

Personnel parlementaire temporaire dont l'assistance est nécessaire durant les sessions de l'Assemblée

Crédits de l'exercice financier 1957	Frs	7.162.000
Budget supplémentaire de 1957	Frs	1.000.000
	Frs	8.162.000
Prévisions pour 1958	Frs	11.200.000
Augmentation nette	Frs	3.038.000

Augmentation en fonction de :

- augmentation du taux du salaire journalier. Ce taux est déjà appliqué par le Conseil de l'Europe et par l'Assemblée Commune à leurs fonctionnaires temporaires ;
- l'hypothèse que l'Assemblée siègera 12 jours (il faut tenir compte du voyage et d'une journée de travail avant et après l'Assemblée pour les deux parties de la session. Le temps consacré au voyage ne joue pas pour 15 assistants et 24 messagers qui sont recrutés localement).

2. PRESS AND INFORMATION STAFF

The salary for the temporary press attaché and "stagiaires de presse" was shown in 1957 under Sub-Head 17: "Expenditure on Information".

The appropriation voted was	Frs 1,500,000
Estimate unchanged.	

3. LINGUISTIC STAFF

(A) Interpretation Services

(a) Interpretation Services required for the Sessions of the Assembly.

Appropriation for financial year 1957	Frs 4,148,500
Supplementary Budget for 1957	Frs 150,000
	<u>Frs 4,298,500</u>
Estimate for 1958	Frs 7,108,000
Nett increase	Frs 2,809,500

The increase is based on the assumption that the Assembly will sit for 12 days and on the increased daily rates for stenographers. The Council of Europe has now requested the payment of the salary of the permanent officials placed at the disposal of the Assembly during W. E. U. meetings.

(b) Interpretation Services required for meetings of Committees between Sessions.

Appropriation for financial year 1957	Frs 1,725,000
Supplementary Budget for 1957	Frs 100,000
	<u>Frs 1,825,000</u>
Estimate for 1958	Frs 1,575,000
Nett decrease	Frs 250,000

(B) Translation Services

(a) Temporary Translators for the Sessions of the Assembly.

Appropriation for financial year 1957	Frs 5,050,000
Supplementary Budget for 1957	Frs 2,000,000
	<u>Frs 7,050,000</u>
Estimate for 1958	Frs 8,126,000
Nett increase	Frs 1,076,000

The increase is due to :

- the increased daily salary rates. These rates have been applied by the Council of Europe and the Common Assembly to their temporary officials ;
- the assumption that the Assembly will sit for 12 days and that this will necessitate 62 days for revisers and 44 for translators, taking into account travel time for two part-Sessions.

2. PERSONNEL DE LA PRESSE ET DE L'INFORMATION

Le traitement de l'attaché de presse temporaire et des « stagiaires de presse » figurait en 1957 à l'article 17 : Dépenses d'information.

Les crédits votés se montaient à	Frs 1.500.000
Prévisions inchangées.	

3. PERSONNEL LINGUISTIQUE

(A) *Interprètes*

(a) Personnel d'interprétation nécessaire pour les sessions de l'Assemblée.

Crédits de l'exercice financier 1957	Frs 4.148.500
Budget supplémentaire de 1957	Frs 150.000
	<u>Frs 4.298.500</u>
Prévisions pour 1958	Frs 7.108.000
Augmentation nette	Frs 2.809.500

L'augmentation est basée sur l'hypothèse que l'Assemblée siégera 12 jours et sur le taux plus élevé du traitement journalier des sténographes. Le Conseil de l'Europe exige à présent le versement de leur traitement à ses fonctionnaires permanents mis à la disposition de l'Assemblée durant les sessions.

(b) Personnel d'interprétation nécessaire pour les réunions des commissions devant se tenir entre les sessions.

Crédits de l'exercice financier 1957	Frs 1.725.000
Budget supplémentaire de 1957	Frs 100.000
	<u>Frs 1.825.000</u>
Prévisions pour 1958	Frs 1.575.000
Diminution nette	Frs 250.000

(B) *Traducteurs*

(a) Traducteurs temporaires pour les sessions de l'Assemblée.

Crédits de l'exercice financier 1957	Frs 5.050.000
Budget supplémentaire de 1957	Frs 2.000.000
	<u>Frs 7.050.000</u>
Prévisions pour 1958	Frs 8.126.000
Augmentation nette	Frs 1.076.000

Augmentation due :

- au taux plus élevé du traitement journalier. Ce taux est appliqué par le Conseil de l'Europe et par l'Assemblée Commune à leurs fonctionnaires temporaires ;
- à la prévision que l'Assemblée siégera pendant 12 jours, et que les travaux occuperont les réviseurs pendant 62 jours et les traducteurs pendant 44 jours, compte tenu de la durée du voyage, pour les deux parties de la session.

(b) Temporary Translators for meetings of Committees between Sessions.

Appropriation for financial year 1957	Frs	660,000
Estimate for 1958		Nil

This item has been deleted in the 1958 Budget. It is felt that the Grade 12 official recruited in 1957 and the second official to be recruited in 1958 should be in a position to deal with all the translation work arising between Sessions.

4. TEMPORARY AUXILIARY STAFF

(a) Documents Office.

Appropriation for financial year 1957	Frs	1,500,000
Estimate for 1958	Frs	2,000,000
Nett increase	Frs	500,000

This estimate corresponds to the increased number of sittings of the Assembly.

(b) Facilities put at the disposal of the Assembly.

Appropriation for financial year 1957	Frs	2,000,000
Estimate for 1958	Frs	2,320,000
Nett increase	Frs	320,000

This includes the allowance to French security officers made on the same basis as by the Consultative Assembly and Common Assembly. (See Appendix II.)

5. INSURANCE FOR TEMPORARY STAFF

Appropriation for financial year 1957	Frs	160,000
Estimate for 1958	Frs	250,000
Nett increase	Frs	90,000

This estimate is calculated on the basis of the number of temporary officials employed and the number of days worked plus travel time.

6. MISCELLANEOUS EXPENDITURE DURING THE ASSEMBLY

Appropriation for financial year 1957		Nil
Estimate for 1958	Frs	100,000

Previously these items shown in the detailed budget were paid out of Sub-Heads 3—3 and 18, but they are now included in a separate Sub-Head for clarity.

(b) Traducteurs temporaires pour les réunions des commissions devant se tenir entre les sessions.

Crédits de l'exercice financier 1957	Frs	660.000
Prévisions pour 1958		néant

Cette rubrique a été supprimée du budget de 1958. On estime que le fonctionnaire du grade 12 recruté en 1957 et le deuxième fonctionnaire à recruter en 1958 pourront effectuer tout le travail de traduction entre les sessions.

4. PERSONNEL AUXILIAIRE TEMPORAIRE

(a) Service des documents.

Crédits de l'exercice financier 1957	Frs	1.500.000
Prévisions pour 1958	Frs	2.000.000
Augmentation nette	Frs	500.000

Ce calcul correspond au nombre accru des séances de l'Assemblée.

(b) Installations et services mis à la disposition de l'Assemblée.

Crédits de l'exercice financier 1957	Frs	2.000.000
Prévisions pour 1958	Frs	2.320.000
Augmentation nette	Frs	320.000

Ceci comprend l'indemnité allouée aux gardes de sécurité français, calculée en fonction des taux appliqués par l'Assemblée Consultative et par l'Assemblée Commune (voir Annexe II).

5. ASSURANCES AFFÉRENTES AU PERSONNEL TEMPORAIRE

Crédits de l'exercice financier 1957	Frs	160.000
Prévisions pour 1958	Frs	250.000
Augmentation nette	Frs	90.000

Ces prévisions sont calculées en fonction du nombre de fonctionnaires temporaires employés et du nombre de journées de travail plus la durée du voyage.

6. DÉPENSES DIVERSES PENDANT L'ASSEMBLÉE

Crédits de l'exercice financier 1957		néant
Prévisions pour 1958	Frs	100.000

Précédemment, ces points qui figurent dans le budget détaillé étaient rattachés aux articles 3—3 et 18 ; à présent, par souci de clarté, ils font l'objet d'un article distinct.

Head III. — Expenditure on premises and equipment*Sub-Head 4 (A).* — EXISTING PREMISES

Appropriation for financial year 1957	Frs	2,894,000
Estimate for 1958	Frs	<u>3,190,000</u>
Nett increase	Frs	296,000

The increase is due to the following reasons :

- the rent of the offices in Paris has been increased to take account of the fact that accommodation will be necessary for the increased establishment and this entails extra expenditure for the cleaning of the offices ;
- the hire of typewriters has been included under this Sub-Head instead of under Sub-Head 5 as in 1957 ;
- the overhaul of typewriters and roneo machines has been foreseen in this Budget.

Sub-Head 4 (B). — NEW PREMISES (Token purposes)

Although the Assembly's permanent staff is considerably smaller than that of the Council, the Assembly requires special accommodation for Committees ; the Assembly should therefore make an appropriate contribution to the cost of the new premises.

Sub-Head 5. — CAPITAL EQUIPMENT

Appropriation for financial year 1957	Frs	800,000
Estimate for 1958	Frs	<u>380,000</u>
Nett decrease	Frs	420,000

Only essential equipment has been foreseen to cover the increased establishment (typewriters, desks, etc.).

Head IV. — General administrative costs*Sub-Head 6.* — POSTAGE, TELEPHONE AND TELEGRAPH CHARGES

Appropriation for financial year 1957	Frs	2,000,000
Supplementary Budget for 1957	Frs	<u>200,000</u>
	Frs	2,200,000
Estimate for 1958	Frs	<u>2,400,000</u>
Nett increase	Frs	200,000

This increase reflects the increased costs of postage and telephone, etc. applied by the French P. T. T. Authorities.

Chapitre III. — Dépenses de locaux et d'équipement

Article 4 (A) — LOCAUX EXISTANTS

Crédits de l'exercice financier 1957	Frs 2.894.000
Prévisions pour 1958	<u>Frs 3.190.000</u>
Augmentation nette	Frs 296.000

L'augmentation est due aux raisons suivantes :

- le loyer des bureaux de Paris est augmenté en tenant compte du nouveau personnel pour lequel il faudra trouver des locaux, ce qui entraîne également des frais supplémentaires d'entretien des bureaux ;
- la location de machines à écrire figure dans cet article, au lieu de l'article 5 comme en 1957 ;
- l'entretien des machines à écrire et de la machine ronéo a été prévu dans ce budget.

Article 4 (B) — NOUVEAUX LOCAUX (Pour mémoire)

Bien que le personnel permanent de l'Assemblée soit beaucoup plus réduit que celui du Conseil, l'Assemblée a besoin de locaux spéciaux pour ses commissions ; en conséquence, l'Assemblée devrait participer dans une juste mesure aux frais des nouveaux locaux.

Article 5 — DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT

Crédits de l'exercice financier 1957	Frs 800.000
Prévisions pour 1958	<u>Frs 380.000</u>
Diminution nette	Frs 420.000

Seul le matériel indispensable a été prévu pour le personnel supplémentaire (machines à écrire, bureaux, etc.).

Chapitre IV. — Frais généraux

Article 6. — FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT, DE TÉLÉPHONE ET DE TÉLÉGRAPHE

Crédits de l'exercice financier 1957	Frs 2.000.000
Budget supplémentaire de 1957	<u>Frs 200.000</u>
	Frs 2.200.000
Prévisions pour 1958	<u>Frs 2.400.000</u>
Augmentation nette	Frs 200.000

Cette augmentation est fonction de l'augmentation des tarifs des postes, téléphones, etc., appliquée par les autorités françaises.

Sub-Head 7. — PAPER, STATIONERY AND OFFICE SUPPLIES

Appropriation for financial year 1957	Frs 1,000,000
Supplementary Budget for 1957	Frs 1,000,000
	<u>Frs 2,000,000</u>
Estimate for 1958	Frs 2,800,000
Nett increase	Frs 800,000

Calculated on the basis of paper and office supplies used in 1957.

Sub-Head 8. — PRINTING AND PUBLISHING OF ASSEMBLY DOCUMENTS

Appropriation for financial year 1957	Frs 4,000,000
Supplementary Budget for 1957	Frs 8,040,000
	<u>Frs 12,040,000</u>
Estimate for 1958	Frs 14,000,000
Nett increase	Frs 1,960,000

Calculated on the basis for 1957 and the increased number of sittings foreseen for 1958.

If the Annual Report of the Council for 1958 is less lengthy than that submitted in 1957, it will be possible to reduce expenditure in this respect, which in the current financial year has amounted to over £2,000.

Sub-Head 9. — PURCHASE OF DOCUMENTS, REFERENCE WORKS, ETC.

Appropriation for financial year 1957	Frs 300,000
Estimate for 1958	Frs 300,000
Estimate unchanged.	

Sub-Head 10. — OFFICIAL CAR FOR THE ASSEMBLY

In 1957 this estimate covered the hire of a car for official journeys and an appropriation of 600,000 Frs was voted. It would be more convenient to have a car at the permanent disposal of the Assembly and the Office of the Clerk¹. The annual upkeep and amortization would be 400,000 Frs. The wages of the chauffeur-messenger are provided for under Head I.

Sub-Head 11. — BANK CHARGES

Appropriation for financial year 1957	Frs 30,000
Estimate for 1958	Frs 30,000
Estimate unchanged.	

(1) Both the other two W. E. U. Agencies working in Paris have a car and the London Secretariat has two vehicles.

Article 7. — PAPIER ET FOURNITURES DE BUREAU

Crédits de l'exercice financier 1957	Frs	1.000.000
Budget supplémentaire de 1957	Frs	1.000.000
	Frs	2.000.000
Prévisions pour 1958	Frs	2.800.000
Augmentation nette	Frs	800.000

Prévisions calculées en fonction du papier et des fournitures de bureau employés en 1957

Article 8. — FRAIS D'IMPRESSION ET DE PUBLICATION DES DOCUMENTS DE L'ASSEMBLÉE

Crédits de l'exercice financier 1957	Frs	4.000.000
Budget supplémentaire de 1957	Frs	8.040.000
	Frs	12.040.000
Prévisions pour 1958	Frs	14.000.000
Augmentation nette	Frs	1.960.000

Ces prévisions sont basées sur les chiffres de 1957 et en tenant compte de l'augmentation du nombre de séances prévue en 1958.

Si le rapport annuel du Conseil pour 1958 est moins long que celui de 1957, il sera possible de réduire proportionnellement les dépenses prévues qui, dans l'exercice financier en cours, se sont élevées à plus de 2.000 livres sterling.

Article 9. — ACHAT D'OUVRAGES DE DOCUMENTATION, D'ANNUAIRES, ETC.

Crédits de l'exercice financier 1957	Frs	300.000
Prévisions pour 1958	Frs	300.000
Prévisions inchangées.		

Article 10. — VOITURE DE SERVICE POUR L'ASSEMBLÉE

En 1957, ces prévisions couvraient la location d'une voiture pour les voyages officiels, pour laquelle un crédit de 600.000 Frs a été voté. Il serait plus pratique d'avoir en permanence une voiture à la disposition de l'Assemblée et du Greffe¹. L'entretien annuel et l'amortissement reviendraient à 400.000 Frs. Le traitement du chauffeur-messager est prévu au chapitre I.

Article 11. — FRAIS DE BANQUE

Crédits de l'exercice financier 1957	Frs	30.000
Prévisions pour 1958	Frs	30.000
Prévisions inchangées.		

(1) Les deux autres organes de l'U. E. O. à Paris possèdent une voiture et le Secrétariat de Londres en a deux.

Head V. — Other expenditure**Sub-Head 12. — TRAVEL AND SUBSISTENCE ALLOWANCES OF REPRESENTATIVES AT MEETINGS OF THE BUREAU, OF THE PRESIDENTIAL COMMITTEE AND AT JOINT MEETINGS**

Appropriation for financial year 1957	Frs	1,500,000
Estimate for 1958	Frs	1,000,000
Nett decrease	Frs	500,000

Reduced in the light of expenditure in 1957.

Sub-Head 13. — REPRESENTATION EXPENSES OF THE PRESIDENT OF THE ASSEMBLY, EXPENSES OF CHAIRMEN AND RAPORTEURS OF THE ASSEMBLY COMMITTEES AND REPRESENTATION EXPENSES OF THE CLERK OF THE ASSEMBLY

Appropriation for financial year 1957	Frs	2,000,000
Estimate for 1958	Frs	2,000,000
Estimate unchanged.		

Sub-Head 14. — COMMITTEE STUDY MISSIONS

Appropriation for financial year 1957	Frs	200,000
Estimate for 1958	Frs	200,000
Estimate unchanged.		

Sub-Head 15. — OFFICIAL JOURNEYS OF MEMBERS OF THE OFFICE OF THE CLERK

Appropriation for financial year 1957	Frs	3,000,000
Supplementary Budget for 1957	Frs	1,100,000
	Frs	4,200,000
Estimate for 1958	Frs	5,000,000
Nett increase	Frs	900,000

This takes account of the increase in establishment.

Sub-Head 16. — FEES, TRAVEL EXPENSES AND SUBSISTENCE ALLOWANCE OF EXPERTS, AND AUDITOR'S FEES

Appropriation for financial year 1957	Frs	1,000,000
Estimate for 1958	Frs	1,000,000
Estimate unchanged.		

Sub-Head 17. — EXPENDITURE ON INFORMATION

Token purposes

Sub-Head 18. — PROVISION FOR POLITICAL GROUPS

Frs 600,000

Chapitre V. — Autres dépenses**Article 12. — FRAIS DE VOYAGE ET INDEMNITÉS DE SÉJOUR DES REPRÉSENTANTS POUR LES RÉUNIONS DU BUREAU, DU COMITÉ DES PRÉSIDENTS ET LES RÉUNIONS COMMUNES**

Crédits de l'exercice financier 1957	Frs	1.500.000
Prévisions pour 1958	Frs	1.000.000
Diminution nette	Frs	500.000

Prévisions réduites en fonction des dépenses de 1957.

Article 13. — FRAIS DE REPRÉSENTATION DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE, FRAIS DE FONCTION DES PRÉSIDENTS ET RAPPORTEURS DES COMMISSIONS DE L'ASSEMBLÉE ET FRAIS DE REPRÉSENTATION DU GREFFIER DE L'ASSEMBLÉE

Crédits de l'exercice financier 1957	Frs	2.000.000
Prévisions pour 1958	Frs	2.000.000
Prévisions inchangées.		

Article 14. — MISSIONS D'ÉTUDE DES COMMISSIONS

Crédits de l'exercice financier 1957	Frs	200.000
Prévisions pour 1958	Frs	200.000
Prévisions inchangées.		

Article 15. — FRAIS DE MISSION DES MEMBRES DU PERSONNEL DU GREFFE

Crédits de l'exercice financier 1957	Frs	3.000.000
Budget supplémentaire de 1957	Frs	1.100.000
	Frs	4.200.000
Prévisions pour 1958	Frs	5.000.000
Augmentation nette	Frs	900.000

Ces calculs sont fonction de l'augmentation du cadre.

Article 16. — FRAIS DE VOYAGE, INDEMNITÉS DE SÉJOUR ET HONORAIRES DES EXPERTS ET DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Crédits de l'exercice financier 1957	Frs	1.000.000
Prévisions pour 1958	Frs	1.000.000
Prévisions inchangées.		

Article 17. — DÉPENSES D'INFORMATION

Pour mémoire

Article 18. — GROUPES POLITIQUES

Frs 600.000

The Regulations of the Assembly of W. E. U. provide officially for the organisation of Parliamentary Groups but so far no practical steps have been taken to ensure that these Groups in fact function.

The Council of Europe, in addition to certain facilities (offices, stationery, bi-lingual secretaries) has now allocated an annual sum of 400,000 Frs to each Group.

No additional cost would be involved in providing office accommodation and the services of translators and interpreters. In order that the Political Groups may be able to play their proper part in the work of the Assembly of W. E. U. it is now proposed to allocate an allowance of 200,000 Frs per year to each Group. There are at present three such Groups. In the event of this credit being sanctioned these Groups would account annually for the monies so granted to them.

Sub-Head 19 (old 18). — CONTINGENCIES AND OTHER EXPENDITURE NOT ELSEWHERE PROVIDED FOR

Appropriation for financial year 1957	Frs	200,000
Estimate for 1958	Frs	<u>200,000</u>

Estimate unchanged.

Le règlement de l'Assemblée de l'U. E. O. prévoit officiellement l'organisation de groupes parlementaires mais, sur le plan pratique, aucune démarche n'a été entreprise afin d'assurer leur fonctionnement effectif.

Outre les facilités qu'il leur procure (bureaux et fournitures, secrétaires bilingues), le Conseil l'Europe vient d'allouer à chaque groupe une somme annuelle de 400.000 Frs.

L'attribution de bureaux, de traducteurs et d'interprètes n'entraînerait pas de frais supplémentaires. Pour que les groupes politiques puissent participer comme il convient aux travaux de l'Assemblée de l'U. E. O., on propose de leur allouer désormais à chacun une somme annuelle de 200.000 Frs. Ces groupes sont actuellement au nombre de trois. Dans le cas où ces crédits seraient approuvés, les groupes rendraient compte, chaque année, des sommes allouées.

Article 19 (anciennement 18). — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES ET TOUTES DÉPENSES NON PRÉVUES

Crédits de l'exercice financier 1957	Frs	200.000
Prévisions pour 1958	Frs	<u>200.000</u>

Prévisions inchangées.

APPENDIX I

Comparative development of work in the Office of the Clerk

	1/1—30/6 1956	1/1—30/6 1957
Assembly	4 sittings	8 sittings
Committee meetings	11 days	18 days
Documents roneoed	85	160
Stencils typed (does not include stencils typed during Assembly).....	700	3,000
Consumption of roneo paper (not including the Assembly)	100,000 sheets	400,000 sheets
Pages of typed letters (excluding drafts).....	600	2,400
Number of pages translated by temporary staff during the May Assembly.....	573	975
Printed documents — (May Session) : .		
— Agendas and Minutes	58 pages	114 pages
— Official Report	266 pages	456 pages

ANNEXE I

Accroissement du volume de travail au Greffe de l'Assemblée

	1/1—30/6 1956	1/1—30/6 1957
Assemblée.....	4 séances	8 séances
Réunions des commissions	11 jours	18 jours
Documents ronéotypés	85	160
Stencils dactylographiés (non compris les stencils dactylographiés pendant la session).....	700	3,000
Consommation de papier ronéo (session de l'Assemblée non comprise)	100.000 feuilles	400.000 feuilles
Lettres dactylographiées, nombre de pages (sans compter les projets).....	600	2,400
Nombre de pages traduites par le personnel temporaire pendant la session de mai	573	975
Documents imprimés — Session de Mai :		
— Ordres du jour et Procès-verbaux	58 pages	114 pages
— Compte rendu officiel	266 pages	456 pages

APPENDIX II

Memorandum submitted by the Head of the Security Service

The special agreement dealing with the Seat of the Council of Europe which was signed on 2nd September, 1949, between the Secretary-General of the Council of Europe and the Minister for Foreign Affairs of the French Republic, laid down in Articles 2, 3, 4, 7, and 10 the privileges enjoyed by the Council of Europe in particular in regard to inviolability of grounds and buildings, and fixed the scope of the powers of the Council's security officers.

Pursuant to these provisions and particularly to Article 7 the French authorities have made a practice of placing at the disposal of the Council of Europe, and of the Assemblies which meet in Strasbourg, such security police as are necessary to ensure order within the grounds and buildings.

These security police who are under my authority consist, during the Sessions of the Assemblies, of the following :

1. For ensuring the external security of the European territory, one « Compagnie Républicaine de Sécurité » (roughly 100 men) whose task it is to deal with the maintenance of order, admission to and circulation of vehicles within the different car parks, supervision of the front entrance, and of the paths and gardens, as also of entry by the door gaining admission to the radio section, etc.
2. As regards internal security within the precincts, the officers of the « Direction Générale de la Sûreté Nationale » supplemented by 20 "Inspecteurs" provided by the different Regions at my request. These officers are responsible for the security of Ministers and Delegates and of the President of the Assembly, for the supervision of the public in the galleries, and for co-operation with the fire service, lost property department, and general supervision of the building, and in general for seeing that the provisions are adhered to and that the work demanded of them by the President or the Clerk of the Assembly is carried out (including that of supervision and investigation).

The service is in operation day and night, starts one or two days before the opening of the Session and ends only two days after its close.

Remuneration of Personnel

Salaries, travel and special expenses of this personnel are met exclusively by the French Government (officers of the « Direction Générale de la Sûreté Nationale » receive the same payment whatever their grade or function, which amounts to 1,800 frs. a day).

In addition, in view of the services rendered by the security service and the fact that it is necessary to compensate them for special expenses incurred during the Assembly Sessions, the Secretary-General of the Council, by a Regulation the latest version of which is dated 27th January, 1953, decided to allocate to these officers supplementary daily payment as follows :

Chef du Service	2,300 frs.
Officiers de Police	1,000 »
Inspecteurs	500 »
Compagnie Républicaine de Sécurité	3,000 »

* * *

Thus, the question is one of an extremely modest supplementary payment intended to compensate for special expenses incurred by the officers placed by the French Government at the disposal of the European Assemblies. The total of these two payments (that provided by the Ministry of the Interior in Paris, and that allocated by the Assembly) is, moreover, far from placing the

ANNEXE II

Mémoire présenté par le Chef du Service de Sécurité

L'accord spécial relatif au siège du Conseil de l'Europe, pris le 2 septembre 1949 entre le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe et le ministre des Affaires étrangères de la République Française a défini dans ses articles 2, 3, 4, 7 et 10 les privilèges du Conseil de l'Europe notamment l'inviolabilité des locaux et des bâtiments, et fixé l'étendue des pouvoirs de police du Conseil.

En exécution de ces dispositions, et spécialement de l'article 7, les autorités françaises ont régulièrement mis à la disposition du Conseil de l'Europe et des Assemblées siégeant à Strasbourg, les forces de police nécessaires pour assurer l'ordre à l'intérieur des locaux et bâtiments.

Ces forces de police, placées sous mon autorité, comprennent pendant les sessions des Assemblées :

1. Pour la sécurité extérieure du territoire européen, une Compagnie Républicaine de Sécurité (100 hommes environ) chargée des services d'ordre et d'honneur, de la circulation des personnes, de la circulation et de l'admission des véhicules dans les différents parcs de stationnement, de la surveillance du perron, des allées et jardins, du contrôle des entrées à la porte de la Radio, etc.

2. Pour la sécurité intérieure des locaux, des fonctionnaires de la Direction Générale de la Sûreté Nationale, assistés de 20 Inspecteurs fournis, sur ma demande, par les diverses régions. Ce personnel est chargé de la sécurité des Ministres et des Délégués, de celle du Président de l'Assemblée, de la surveillance du public dans les tribunes, de la collaboration avec le service-incendie, du dépôt des objets trouvés, de la surveillance générale du Palais et d'une manière générale de l'exécution des prescriptions et des missions (contrôles, enquêtes) demandées par le Président ou le Greffe de l'Assemblée.

Le service fonctionne aussi bien de nuit que de jour, un ou deux jours avant l'ouverture de la Session, et ne prend fin qu'un ou deux jours après la clôture.

Rétribution de ce personnel

Le traitement, les frais de voyage et de mission de ce personnel sont à la charge exclusive du gouvernement français (les fonctionnaires de la Direction Générale de la Sûreté Nationale perçoivent une indemnité uniforme dont le taux est fixé à 1.800 frs par jour, quels que soient leur grade et leur fonction.)

Cependant, étant donné les services rendus par le Service de Sécurité, considérant qu'il convenait de compenser les frais exceptionnels exposés par ses fonctionnaires lors des Sessions de l'Assemblée, le Secrétaire Général du Conseil a, par un arrêté dont le dernier état porte la date du 27 janvier 1953, décidé d'allouer à ce personnel une indemnité complémentaire dont le taux journalier est le suivant :

Chef du Service	2.300 frs
Officiers de Police	1.000 »
Inspecteurs	500 »
Compagnie Républicaine de Sécurité	3.000 »
(l'ensemble de la Compagnie).	

* * *

Il s'agit, par conséquent, d'une indemnité complémentaire d'un taux modeste, destinée à compenser les frais exceptionnels exposés par les fonctionnaires mis par l'Administration française à la disposition des Assemblées européennes. Le total de ces deux indemnités (celle donnée par le Minis-

personnel concerned who have identical qualifications on a par with those paid directly by the International Assemblies.

The Council of Europe and the E. C. S. C. make a regular allocation of these payments. Up to now the Assembly of Western European Union has refused to do so on the ground that «this would imply giving an advantage to the officials of one country to the detriment of those of other countries». This argument seems to me unconvincing since the officers in question are placed at the disposal of the Assembly and the French services have no authority over them, any more than they have over the territory of the Council of Europe.

It would on the contrary seem to me to be fair to give this modest advantage to officers with special qualifications who have a thorough knowledge of the work required of them and who give entire satisfaction. Over the many years during which the European Assemblies have been held, I have been able to pick out these officers placed at my disposal and to retain a highly-qualified group.

I would be very sorry to see the best of these people give up such work. They would have to be replaced by persons who are far less used to the habits and customs of an international Assembly.

I attach hereto a table giving the figures of the daily expenditure which would be represented by a supplementary payment to the officers of my service.

(signed): M. F. BAYLION,
Head of the Security Service.

tère de l'Intérieur à Paris, et celle allouée par l'Assemblée) est d'ailleurs loin de mettre ce personnel à qualifications identiques, à parité avec celui rétribué directement par les Assemblées internationales.

Le Conseil de l'Europe et la C. E. C. A. allouent régulièrement les dites indemnités. L'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale s'y est refusée jusqu'à présent, motif pris que « ce serait avantager les fonctionnaires d'une nation au détriment des fonctionnaires des autres nations ». L'argument ne me paraît pas convaincant, puisque les fonctionnaires en question sont à la disposition de l'Assemblée et que les services français n'ont pas d'autorité sur lui, pas plus que sur le territoire du Conseil de l'Europe.

Il me paraîtrait au contraire équitable, s'agissant d'un personnel spécialisé, parfaitement au courant de sa mission et donnant entièrement satisfaction, de le faire bénéficier de ce modeste avantage. J'ai eu la possibilité, depuis de nombreuses années que siègent les Assemblées européennes, de trier le personnel qui était mis à ma disposition et de conserver un groupe de qualité.

Je serais désolé de voir les meilleurs se détourner d'une telle mission ; ils seraient alors remplacés par des éléments moins au fait des usages dans une Assemblée internationale.

Ci-joint en annexe, un état chiffré indiquant la dépense journalière que représente le service d'une indemnité complémentaire au personnel de mon service.

Signé : M. F. BAYLION,
Chef du Service de Sécurité

Table of daily allowances to be made to the Security Service

Function	Number	Daily Payment	Total
		fr.	fr.
Chef du Service	1	2.300,—	2.300,—
Officiers de Police	4	1.000,—	4.000,—
Secrétariat	1	700,—	700,—
Compagnie Républicaine de Sécurité pour la surveillance extérieure	1	3.000,—	3.000,—
Inspecteurs	20	500,—	10.000,—
			20.000,—

N. B. — These payments are based on those made to the Security Service by the Council of Europe (pursuant to the Regulation No. 188 of 27th January, 1953).

PALAIS DE L'EUROPE

ASSEMBLÉE DE L'U. E. O.

État des indemnités quotidiennes qui seraient dues au Service de Sécurité

Fonction	Nombre	Indemnité journalière	Total
		fr.	fr.
Chef du Service	1	2.300,—	2.300,—
Officiers de Police	4	1.000,—	4.000,—
Secrétariat	1	700,—	700,—
Compagnie Républicaine de Sécurité pour la surveil- lance extérieure	1	3.000,—	3.000,—
Inspecteurs	20	500,—	10.000,—
			20.000,—

N.B. — Ces indemnités sont calquées sur celles qui sont versées au Service de Sécurité par le Conseil de l'Europe (application de l'Arrêté n° 188 du 27 janvier 1953).

AGENDA
of the Second Part of the Third Ordinary Session — 10th - 15th October

I. Implementation of Recommendations of the Assembly voted in May.

1. Report of the Working Party on action taken in national Parliaments in support of the Assembly's Recommendations.
2. Communication from the Council in reply to the Assembly's Recommendations.

II. Defence Questions.

1. State of European security. *Report tabled by M. Fens on behalf of the Committee on Defence Questions and Armaments.*
2. Responsibility of Western European Union in the field of military policy. *Report tabled by M. de la Vallée Poussin on behalf of the Committee on Defence Questions and Armaments.*
3. Activities of the Standing Armaments Committee. *Report tabled by M. Teitgen on behalf of the Committee on Defence Questions and Armaments.*

III. Political Questions.

1. The policy of Member States of Western European Union. *Report tabled by Mr. Willey on behalf of the General Affairs Committee.*
2. Unification of European Assemblies. *Report tabled by M. van der Goes van Naters on behalf of the General Affairs Committee.*

IV. Financial Questions.

1. Approval of the accounts of the Assembly for the financial year 1956.
2. Supplementary Budget of the Assembly for the financial year 1957. *Report tabled by Mr. Edwards on behalf of the Committee on Budgetary Affairs and Administration.*
3. Draft Budget of the Assembly for the financial year 1958. *Report tabled by Mr. Edwards on behalf of the Committee on Budgetary Affairs and Administration.*

V. Procedural Questions.

- Modification of Rule 27 of the Rules of Procedure. *Report tabled by M. Wahl on behalf of the Committee on Rules of Procedure and Privileges.*

VI. Administrative Questions.

- Administration of W. E. U. *Report of the Committee on Budgetary Affairs and Administration on the amendment tabled by Mr. Willey during the first part of the Third Ordinary Session.*

ORDRE DU JOUR

de la deuxième partie de la troisième session ordinaire — 10 au 15 octobre

I. Suite donnée aux recommandations votées par l'Assemblée à la session de mai.

1. Rapport du Groupe de Travail sur l'action entreprise au sein des parlements nationaux afin d'assurer la mise en œuvre des recommandations de l'Assemblée.
2. Communication du Conseil en réponse aux recommandations de l'Assemblée.

II. Questions de défense.

1. Etat de la sécurité européenne.

Rapport présenté par M. Fens au nom de la commission des Questions de Défense et des Armements.

2. Responsabilités de l'Union de l'Europe Occidentale dans le domaine de la politique militaire.

Rapport présenté par M. de la Vallée Poussin au nom de la commission des Questions de Défense et des Armements.

3. Activités du Comité permanent des Armements.

Rapport présenté par M. Teitgen au nom de la commission des Questions de Défense et des Armements.

III. Questions politiques.

1. La politique de l'Union de l'Europe Occidentale.

Rapport présenté par M. Willey au nom de la commission des Affaires Générales.

2. Unification des assemblées européennes.

Rapport présenté par M. van der Goes van Naters au nom de la commission des Affaires Générales.

IV. Questions financières.

1. Approbation des comptes de l'Assemblée pour l'exercice financier 1956.

Rapport présenté par M. Edwards au nom de la commission des Affaires budgétaires et de l'Administration.

2. Budget supplémentaire de l'Assemblée pour l'exercice financier 1957.

Rapport présenté par M. Edwards au nom de la commission des Affaires budgétaires et de l'Administration.

3. Projet de budget de l'Assemblée pour l'exercice financier 1958.

V. Questions de procédure.

Modification de l'article 27 du Règlement.

Rapport présenté par M. Wahl au nom de la commission du Règlement et des Immunités.

VI. Questions administratives.

Administration de l'U. E. O.

Rapport de la commission des Affaires budgétaires et de l'Administration sur l'amendement présenté par M. Willey pendant la première partie de la troisième session ordinaire.

Accounts of the administrative expenditure of the Assembly for the Financial Year 1956

THE AUDITOR'S REPORT

TABLE OF CONTENTS

REPORT OF THE EXTERNAL AUDITOR TO THE ASSEMBLY.

EXPLANATORY MEMORANDUM.

APPENDICES:

Appendix I: Summary of Income and Expenditure for the Financial Year 1956.

Appendix II: Statement of Budget authorizations expenditure and unexpended credits for the Financial Year 1956.

Appendix III: Transfers to be made for the Financial Year 1956.

Appendix IV: Assembly of Western European Union: Account of receipts for the Financial Year 1956.

**Report of the External Auditor to the
Assembly of Western European Union
on the accounts for the financial year 1956**

General

1. My examination of the Account has been carried out in accordance with Article 14 of the Financial Regulations of the Assembly.

2. The following financial statements were submitted to me by the President:

(a) Summary of Income and Expenditure for the financial year 1956 and Financial Position as at 31st December 1956.

(b) Statement of Budget Authorizations, Expenditure and Unexpended Credits for the financial year 1956.

(c) Statement of transfers between sub-heads within Heads of the Budget for the financial year 1956.

(d) Statement of Receipts for the financial year 1956.

3. By decision of the Committee on Budgetary Affairs and Administration on 2nd May, 1957, the financial year of the Assembly was extended, so far as the availability of unexpired credits under Article 9 of the Financial Regulations was

concerned, to 30th April, 1957. In consequence the final Accounts for the year were not submitted to me until 29th May, 1957, and I was unable to complete my Report and certify the Accounts by 30th June, 1957, as required by Article 15.

Summary of Income and Expenditure

4. The Summary shows assessments of 61,677,000 francs against Member States towards the 1956 Budgets. Contributions transferred to the Assembly by the Secretary-General of Western European Union at the request of the President of the Assembly amounted, however, to only 54,000,000 francs, the amount of the Main Budget for 1956. I understand that contributions received by the Secretary-General in respect of the Supplementary Budgets for 1956 are being credited to Member States against their contributions to the 1957 Budgets.

5. Other income amounted to 328,135 francs for bank interest (see paragraph 9 below). Thus the total income available for the year was 54,328,135 francs.

6. Expenditure amounted to 47,135,977 francs, leaving 7,192,158 francs available for reimbursement to the Council in accordance with Article 9 of the Financial Regulations.

Comptes relatifs aux dépenses administratives de l'Assemblée pour l'exercice financier 1956**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE FINANCIER 1956.

NOTE EXPLICATIVE.

ANNEXES:

Annexe I : Etat des recettes et des dépenses pour l'exercice financier 1956.

Annexe II : Relevé des autorisations budgétaires, des dépenses et des crédits restant disponibles pour l'exercice financier 1956.

Annexe III : Virements à effectuer pour l'exercice financier 1956.

Annexe IV : Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale : Etat des recettes pour l'exercice financier 1956.

Rapport sur les comptes de l'exercice financier 1956 présenté à l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale par le Commissaire aux comptes mandaté à cet effet*Observations générales*

1. En application de l'article 14 du règlement financier de l'Assemblée, les comptes ont été vérifiés par mes soins.
2. Le Président m'a soumis les relevés suivants:
 - (a) Etat des recettes et des dépenses pour l'exercice financier 1956.
 - (b) Relevé des autorisations budgétaires, des dépenses et des crédits restant disponibles pour l'exercice 1956.
 - (c) Relevé des virements entre articles à l'intérieur de certains chapitres du budget pour l'exercice 1956.
 - (d) Etat des recettes pour l'exercice 1956.
3. Par décision de la commission des Affaires budgétaires et de l'Administration en date du 2 mai 1957, l'année financière de l'Assemblée a été prolongée, en ce qui concerne la disponibilité des crédits non utilisés en vertu de l'article 9 du

règlement financier, jusqu'au 30 avril 1957. En conséquence, ce n'est que le 29 mai 1957 que m'ont été soumis les comptes définitifs de l'année, et je n'ai pu compléter mon rapport et approuver les comptes avant le 30 juin 1957, comme le demande l'article 15.

Etat des recettes et des dépenses

4. Ce relevé révèle l'existence de créances envers les Etats membres, de l'ordre de 61.677.000 francs au titre des budgets de 1956. Les contributions transférées à l'Assemblée par le Secrétaire Général de l'Union de l'Europe Occidentale à la demande du Président ne se sont cependant élevées qu'à 54.000.000 de francs, le montant du budget principal de 1956. Il est prévu que les contributions reçues par le Secrétaire Général au titre des budgets supplémentaires de 1956 viendront en déduction des contributions des Etats membres correspondant aux budgets de 1957.
5. Les autres recettes se sont élevées à 328.135 francs au titre des intérêts bancaires (voir paragraphe 9 ci-dessous), ce qui nous donne pour l'année au chapitre des recettes disponibles un total de 54.328.135 francs.
6. Les dépenses se sont élevées à 47.135.977 francs, laissant un disponible de 7.192.158 francs pour remboursement au Conseil, en vertu de l'article 9 du règlement financier.

*Statement of Budget Authorizations,
Expenditure and Unexpended Credits.*

7. The transfer of credits between sub-heads of the Budget, shown in the Statement, were duly authorized in accordance with Article 6 of the Financial Regulations.

8. The Statement includes expenditure of 810,770 francs and 366,758 francs under Sub-Heads 2 (B) (c) and 2 (C) (e) respectively for contributions to a Provident Fund set up as from 30th June, 1956, following the institution of a similar Fund by Western European Union. These amounts, together with the employees' contributions and interest (see paragraph 9 below) were, however, not paid into the Fund until after 31st December, 1956. A statement of the financial position of the Provident Fund, therefore, is not included in the Statements presented.

Statement of Receipts

9. The Statement includes 328,135 francs for bank interest received in respect of the Assembly's bank account in Paris. The gross amount of bank interest received was 339,322 francs but of that amount 11,187 francs was appropriated to the Provident Fund as interest due for 1956 on the accounts of staff members with that Fund.

Accounting and Financial Control

10. Normal budgetary control through the medium of accounts showing credits, expenditure incurred and payments made, as required by Article 12 of the Financial Regulations, was not possible until after April 1956 when the first of the 1956 Budgets was approved.

11. Financial rules and procedures for internal control, as required by Article 7, were not approved until October 1956 and my examination revealed that, in many instances, the vouchers produced in support of claims for subsistence allowance contained insufficient detail to enable me to verify that the correct amount of allowance had been paid. I understand that the improvement in vouching secured towards the end of 1956 has continued in 1957.

12. I wish to record my appreciation of the willing co-operation of the officers of the Assembly during my examination.

F. TRIBE

*(Comptroller and Auditor General,
Great Britain)*

External Auditor.

31st July, 1957.

***Explanatory Memorandum communicated by
the President to the Auditor of the Assembly
in connection with the financial year 1956***

1. The Statements attached hereto refer to :
 - (a) Summary of income and expenditure — financial position as at 31st December, 1956;
 - (b) Statement of budget authorizations and expenditure and unexpended credits;
 - (c) Transfers between sub-heads within Heads of the Budget;
 - (d) Schedule of receipts.

2. The Statement of budget authorizations, expenditure and unexpended credits indicates that a sum of 14,541,023 francs remained unexpended, whereas the final balance of income over expenditure was 7,192,158 francs. The difference between these two figures, 7,348,865 francs, represents:

First Supplementary Budget for 1956	Frs 6,059,000
Second Supplementary Budget for 1956	1,618,000
	7,677,000
Less Bank Interest ..	328,135
	Frs 7,348,865

Contributions in respect of the First and Second Supplementary Budgets were not called as it had been foreseen that economies would be made which would cover these two Budgets. The

Relevé des autorisations budgétaires, des dépenses et crédits disponibles.

7. Les virements de crédits à l'intérieur de certains chapitres du budget, tels qu'ils sont indiqués dans le relevé, ont été dûment autorisés en application de l'article 6 du règlement financier.

8. Le relevé fait état de dépenses de l'ordre de 810.770 francs et de 366.758 francs respectivement au titre des articles 2 (B) (c) et 2 (C) (e), résultant des contributions à un fonds de prévoyance créé le 30 juin 1956 à la suite de l'institution par l'Union de l'Europe Occidentale d'un fonds similaire. Ces sommes, ainsi que les contributions du personnel et l'intérêt (voir paragraphe 9 ci-dessous) n'ont cependant été versés au Fonds qu'après le 31 décembre 1956. C'est pourquoi, parmi les relevés présentés, ne figure aucun état relatif à la situation financière du Fonds de Prévoyance.

Etat des recettes

9. Ce relevé fait état d'une somme de 328.135 francs encaissée au titre des intérêts bancaires perçus sur les avoirs bancaires de l'Assemblée à Paris. Une somme totale de 339.322 francs a été encaissée à ce titre, sur laquelle a été prélevée une somme de 11.187 francs pour versement au Fonds de Prévoyance, représentant les intérêts dus au Fonds pour 1956 sur les comptes des membres du personnel.

Comptabilité et contrôle financier

10. Ce n'est qu'après avril 1956, lors de l'approbation du premier budget de 1956, qu'il a été possible de procéder au contrôle budgétaire normal au moyen des comptes indiquant les crédits, les dépenses engagées et les paiements effectués, comme le demande l'article 12 du règlement financier.

11. Les règles et la procédure de contrôle interne des finances, dont fait état l'article 7, n'ont été approuvées qu'en octobre 1956, et il ressort de leur examen qu'en de nombreux cas les pièces justificatives produites à l'appui de demandes d'indemnité de séjour n'étaient pas suffisamment précises pour me permettre de vérifier si lesdites indemnités avaient été correctement remboursées. Il a été porté à ma connaissance que l'amélioration dans la production de pièces justificatives, fait acquis fin 1956, a continué en 1957.

12. Je tiens à remercier les fonctionnaires de l'Assemblée de m'avoir facilité de leur plein gré la tâche, lors de la vérification des comptes.

F. TRIBE

(Contrôleur-Vérificateur général des comptes du Royaume-Uni)

Commissaire aux comptes mandaté.

Le 31 juillet 1957.

Note explicative, relative à l'exercice financier 1956, communiquée par le Président au Commissaire aux comptes de l'Assemblée

1. Les relevés ci-joints concernent :

- (a) l'état des comptes — situation au 31 décembre 1956 ;
- (b) le relevé des autorisations budgétaires, des dépenses et des crédits restant disponibles ;
- (c) les virements de crédits à l'intérieur de certains chapitres du budget ;
- (d) l'état des recettes.

2. Le relevé des autorisations budgétaires, des dépenses et des crédits restant disponibles indique un avoir de 14.541.023 francs, alors que le bilan définitif faisait apparaître un avoir de 7.192.158 francs. La différence entre ces deux chiffres, soit 7.348.865 francs représente :

Premier budget supplémentaire pour 1956 ..	Frs 6.059.000
Deuxième budget supplémentaire pour 1956 ..	1.618.000
	<hr/>
	7.677.000
Moins intérêts bancaires ..	328.135
	<hr/>
	Frs 7.348.865

Il n'a pas été fait appel à des contributions pour subvenir aux premier et deuxième budgets supplémentaires, car on avait prévu des économies qui devaient couvrir ces deux budgets. Lors

amount of interest received from the bank was not foreseen as a credit when the 1956 Budget was prepared.

3. The reason for such a large amount remaining unexpended for the financial year 1956 is explained by the fact that the Assembly had had no previous experience of a full year's operation.

4. All contributions from Member States were received before the close of the financial year.

5. The President would like to take this opportunity of expressing the appreciation of the Assembly for the help which was extended to the Office of the Clerk by the U. K. Comptroller and Auditor General.

de la préparation du budget de 1956, les intérêts bancaires n'avaient pas été inscrits au titre des recettes.

3. L'importance des crédits restant disponibles en 1956 s'explique par le fait que l'Assemblée n'avait pas encore fait l'expérience d'une année complète de fonctionnement.

4. Tous les Etats membres ont versé leur contribution avant la fin de l'exercice financier.

5. Le Président saisit ici l'occasion de remercier, au nom de l'Assemblée, le Contrôleur-Vérificateur général des comptes du Royaume-Uni, de l'aide précieuse qu'il a apportée au Greffe.

APPENDIX I

Summary of income and expenditure for financial year 1956
(in French francs)

Per Attached Statements

Assessments of Member States	61,677,000	
Less Contributions not requested	7,677,000	
		<u>54,000,000</u>
Miscellaneous (Bank Interest)		328,135
		<u>54,328,135</u>
Expenditure		47,135,977
Excess of income over expenditure		<u>7,192,158</u>

Financial position as at 31st December, 1956

Assets

Cash at Bank.....	23,060,429	
Uncleared advances	12,843	
		<u>23,073,272</u>

Liabilities

Accounts payable		15,881,114
		<u>7,192,158</u>

Certified correct :

J. R. H. HUTCHISON
President of the Assembly

F. HUMBLET
Clerk of the Assembly

L. JOHN EDWARDS
*Chairman of the Committee on
Budgetary Affairs and Administration*

29th May, 1957

I have examined the above Summary of Income and Expenditure and the Statement of Assets and Liabilities. I have obtained all the information and explanations that I have required, and I certify, as the result of my audit, that in my opinion these Statements are correct, subject to the observations in my Report.

31st July, 1957

*Signed : F. TRIBE
Comptroller and Auditor General,
Great Britain
External Auditor*

ANNEXE I

État des recettes et des dépenses pour l'exercice financier 1956

(en francs français)

Voir les relevés ci-joints

Contributions des Etats membres	61.677.000	
Moins contributions non appelées	<u>7.677.000</u>	
		54.000.000
Divers (intérêts bancaires)		<u>328.135</u>
		54.328.135
Dépenses		<u>47.135.977</u>
Résultat.....		7.192.158

Situation au 31 décembre 1956*Actif*

Disponibilités en banque	23.060.429	
Avances	<u>12.843</u>	
		23.073.272

Passif

Restes à payer		<u>15.881.114</u>
		7.192.158

Certifié exact :

J. R. H. HUTCHISON
Président de l'Assemblée

F. HUMBLET
Greffier de l'Assemblée

L. JOHN EDWARDS
Président de la commission des Affaires
budgétaires et de l'Administration

Le 29 mai 1957.

J'ai examiné l'état des comptes ci-dessus et l'état de la trésorerie. J'ai obtenu tous les renseignements et explications requis, et je certifie, après vérification, qu'à mon avis, et sous réserve des observations contenues dans mon rapport, ces relevés sont exacts.

Signé : F. TRIBE
Contrôleur-Vérificateur général
des comptes du Royaume-Uni
Commissaire aux comptes mandaté

Le 31 juillet 1957

STATEMENT OF BUDGET AUTHORIZATIONS, EXPENDITURE AND
UNEXPENDED CREDITS FOR THE FINANCIAL YEAR 1956

DETAILS NATURE DES DÉPENSES 1	Total of Budget for 1956 (Doc. A/WEU/BA (56) 7) Total du budget pour 1956 (Doc. A/UEO/BA (56) 7) 2	Amount of First Supple- mentary Budget (Doc. A/WEU/BA (56) 12) Montant du premier budget supplémentaire (Doc. A/UEO/BA (56) 12) 3
<i>Head I - EXPENDITURE FOR STAFF</i>		
<i>Chapitre 1^{er} - DÉPENSES DE PERSONNEL</i>		
Sub-Head 1 - Salaries of permanent establishment Art. 1 ^{er} - Traitements du personnel du cadre permanent	10,202,900	170,000
Special Allowances Indemnités spéciales		
Sub-Head 2 - Allowances, Social Charges etc. Art. 2 - Indemnités, charges sociales, etc.		
Sub-Head 2 (A) - Allowances Art. 2 (A) - Indemnités		
(a) Combined cost-of-living allowance (including head of family allo- wance)	1,799,400	66,000
(a) Indemnités de vie chère (y compris l'indemnité de chef de famille)		
(b) Children's allowance (b) Allocations familiales	200,000	
(c) Expatriation allowance (c) Indemnité d'expatriation	2,199,800	
(d) Compensatory rent allowance (d) Indemnité de logement	token purposes pour mémoire	
(e) Overtime (e) Heures supplémentaires	300,000	
(f) Guarantee against currency devaluation for non-French officials (f) Garantie éventuelle de change au personnel non français	token purposes pour mémoire	
Sub-Head 2 (B) - Social Charges Art. 2 (B) - Charges sociales		
(a) Social Security (a) Sécurité Sociale	509,900	19,000
(b) Supplementary Insurance (b) Assurance complémentaire		
(c) Provident Fund (c) Contribution à la Caisse de Prévoyance		
Carried forward — A reporter	15,212,000	255,000

**RELEVÉ DES AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES, DES DÉPENSES ET DES
CRÉDITS RESTANT DISPONIBLES POUR L'EXERCICE FINANCIER 1956**

DOCUMENT 59
ANNEXE II

Amount of Second Supple- mentary Budget (Doc. A/WEU/BA (56) 16) Montant du deuxième budget supplémentaire (Doc. A/UEO/BA (56) 16) 4	Total Budgets approved Total des budgets approuvés 5	Transfers Transferts 6		Total after transfers Total après transferts 7	Total Expenditure Total des dépenses 8	Unexpended Credits Crédits restant disponibles 9
355,000	10,727,900			•	9,923,605	616,795
					187,500	
	1,865,400				547,696	1,317,704
	200,000				23,332	176,668
	2,199,800				1,092,964	1,106,836
						—
	300,000				75,000	225,000
						—
	528,900				397,567	131,333
25,000	25,000					25,000
838,000	838,000				810,770	27,230
1,218,000	16,685,000				13,058,434	3,626,566

DOCUMENT 59
APPENDIX II

DETAILS NATURE DES DÉPENSES 1	Total of Budget for 1956 (Doc. A/WEU/BA (56) 7) Total du budget pour 1956 (Doc. A/UEO/BA (56) 7) 2	Amount of First Supple- mentary Budget (Doc. A/WEU/BA (56) 12) Montant du premier budget supplémentaire (Doc. A/UEO/BA (56) 12) 3
Brought forward — Report	15,212,000	255,000
Sub-Head 2 (C) - Expenses relating to the arrival and departure of officials Art. 2 (C) - Dépenses relatives à l'arrivée et au départ des fonctionnaires		
(a) Reimbursement of travelling expenses on arrival and departure of staff and dependent persons	180,000	
(a) Remboursement des frais de voyage à l'arrivée et au départ des fonctionnaires et des personnes à leur charge		
(b) Removal expenses	900,000	
(b) Frais de déménagement		
(c) Installation allowance	1,400,000	
(c) Indemnité d'installation		
(d) Home leave for non-French officials		token purposes pour mémoire
(d) Congé au foyer pour les agents non français		
(e) Termination of contract		token purposes pour mémoire
(e) Indemnité de résiliation		
Head II - EXPENDITURE RELATING TO TEMPORARY PERSONNEL Chapitre II - DÉPENSES AFFÉRENTES AU PERSONNEL TEMPORAIRE		
Sub-Head 3 Art. 3		
1. Parliamentary Staff 1. Personnel parlementaire		
(a) Temporary Parliamentary staff required for the Sessions of the Assembly	5,225,000	399,000
(a) Personnel parlementaire temporaire dont l'assistance est nécessaire durant les sessions de l'Assemblée		
(b) Temporary Parliamentary staff required for meetings of Committees between Sessions	680,000	
(b) Personnel parlementaire temporaire pour les réunions des commissions devant se tenir entre les sessions		
2. Linguistic Staff 2. Personnel linguistique		
A (a) Interpretation services required for the Sessions of the Assembly	3,453,000	
A (a) Personnel d'interprétation nécessaire pour les sessions de l'Assemblée		
Carried forward — A reporter	27,050,000	654,000

Amount of Second Supple- mentary Budget (Doc. A/WEU/BA (56) 16) Montant du deuxième budget supplémentaire (Doc. A/UEO/BA (56) 16) 4	Total Budgets approved Total des budgets approuvés 5	Transfers Transferts 6		Total after transfers Total après transferts 7	Total Expenditure Total des dépenses 8	Unexpended Credits Crédits restant disponibles 9
1,218,000	16,685,000				13,058,434	3,626,566
	180,000				9,410	170,590
	900,000				18,184	881,816
	1,400,000				1,049,833	350,167
400,000	400,000				366,758	33,242
	5,624,000				4,600,264	1,023,736
	680,000				359,811	320,189
	3,453,000		509,986	2,943,014	2,493,154	449,860
1,618,000	29,322,000		509,986	2,943,014	21,955,848	6,856,166

DOCUMENT 59
APPENDIX II

DETAILS NATURE DES DÉPENSES 1	Total of Budget for 1956 (Doc. A/WEU/BA (56) 7) Total du budget pour 1956 (Doc. A/UEO/BA (56) 7) 2	Amount of First Supple- mentary Budget (Doc. A/WEU/BA (56) 12) Montant du premier budget supplémentaire (Doc. A/UEO/BA (56) 12) 3
Brought forward — Report	27,050,000	654,000
(b) Interpretation services required for meetings of Committees between Sessions	3,550,000	
(b) Personnel d'interprétation nécessaire pour les réunions des commissions devant se tenir entre les sessions		
B (a) Temporary Translators for the Sessions of the Assembly	1,300,000	1,950,000
B (a) Traducteurs temporaires pour les sessions de l'Assemblée		
(b) Temporary Translators for meetings of Committees between Sessions	880,000	
(b) Traducteurs temporaires pour les réunions des commissions devant se tenir entre les sessions		
3. Temporary Auxiliary Staff		
3. Personnel auxiliaire temporaire		
(a) Documents Office	2,000,000	
(a) Service des documents		
(b) Facilities put at the disposal of the Assembly	500,000	1,500,000
(b) Installations et services mis à la disposition de l'Assemblée		
4. Insurance for Temporary Staff	100,000	
4. Assurances afférentes au personnel temporaire		
<i>Head III - EXPENDITURE ON PREMISES AND EQUIPMENT</i>		
<i>Chapitre III - DÉPENSES DE LOCAUX ET D'ÉQUIPEMENT</i>		
Sub-Head 4 - Premises		
Art. 4 - Locaux		
(a) Hire of Council of Europe premises	1,200,000	
(a) Loyer des locaux du Conseil de l'Europe		
(b) Office premises in Paris	1,050,000	
(b) Locaux à Paris		
Sub-Head 5 - Capital Equipment		
Art. 5 - Dépenses d'équipement		
(a) Purchase of office furniture	1,350,000	
(a) Achat de mobilier de bureau		
Carried forward — A reporter	38,980,000	4,104,000

Amount of Second Supple- mentary Budget (Doc. A/WEU/BA (56) 16) Montant du deuxième budget supplémentaire (Doc. A/UEO/BA (56) 16) 4	Total Budgets approved Total des budgets approuvés 5	Transfers Transferts 6		Total after transfers Total après transferts 7	Total Expenditure Total des dépenses 8	Unexpended Credits Crédits restant disponibles 9
1,618,000	29,322,000		509,986	2,943,014	21,955,848	6,856,166
	3,550,000				1,004,976	2,545,024
	3,250,000	509,986		3,759,986	3,759,986	—
	880,000				549,500	330,500
	2,000,000				1,952,690	47,310
	2,000,000				1,065,985	934,015
	100,000				97,743	2,257
	1,200,000		208,576	991,424	866,041	125,383
	1,050,000	208,576		1,258,576	1,258,576	—
	1,350,000				1,230,750	119,250
1,618,000	44,702,000	718,562	718,562	8,953,000	33,742,095	10,959,905

DOCUMENT 59
APPENDIX II

1	2	3
DETAILS NATURE DES DÉPENSES	Total of Budget for 1956 (Doc. A/WEU/BA (56) 7)	Amount of First Supple- mentary Budget (Doc. A/WEU/BA (56) 12)
1	Total du budget pour 1956 (Doc. A/UEO/BA (56) 7)	Montant du premier budget supplémentaire (Doc. A/UEO/BA (56) 12)
Brought forward — Report	38,980,000	4,104,000
(b) Purchase of typewriters	420,000	
(b) Achat de machines à écrire		
(c) Purchase of roneo machine, calculating machine		420,000
(c) Achat d'une machine ronéo et d'une machine à calculer		
<i>Head IV - GENERAL ADMINISTRATIVE COSTS</i>		
<i>Chapitre IV - FRAIS GÉNÉRAUX</i>		
Sub-Head 6 - Postage, telephone and telegraph charges	2,000,000	
Art. 6 - Postes, frais d'affranchissement, de téléphone et de télé- graphe		
Sub-Head 7 - Paper, stationery and office supplies	1,000,000	
Art. 7 - Papier et fournitures de bureau		
Sub-Head 8 - Printing and publishing of Assembly records	4,000,000	
Art. 8 - Frais d'impression et de publication		
Sub-Head 9 - Purchase of documents, reference works, etc.	300,000	
Art. 9 - Achat d'ouvrages de documentation, d'annuaires, etc.		
Sub-Head 10 - Car hire	300,000	
Art. 10 - Location de voitures		
Sub-Head 11 - Bank charges	100,000	
Art. 11 - Frais de banque		
<i>Head V - OTHER EXPENDITURE</i>		
<i>Chapitre V - AUTRES DÉPENSES</i>		
Sub-Head 12 - Travel and subsistence allowances of Representatives at meetings of the Bureau, the Presidential Committee and at Joint Meetings	2,000,000	
Art. 12 - Frais de voyage et indemnités de séjour des Représentants pour les réunions du Bureau, du Comité des Présidents et les réunions communes		
Sub-Head 13 - Representation expenses of the President	1,400,000	
Art. 13 - Frais de représentation du Président		
Carried forward — A reporter	50,500,000	4,524,000

DOCUMENT 59
ANNEXE II

Amount of Second Supple- mentary Budget (Doc. A/WEU/BA (56) 16) Montant du deuxième budget supplémentaire (Doc. A/UEO/BA (56) 16)	Total Budgets approved Total des budgets approuvés	Transfers Transferts		Total after transfers Total après transferts	Total Expenditure Total des dépenses	Unexpended Credits Crédits restant disponibles
4	5	6		7	8	9
1,618,000	44,702,000	718,562	718,562	8,953,000	33,742,095	10,959,905
	420,000				417,780	2,220
	420,000				398,909	21,091
	2,000,000		81,228	1,918,772	1,679,462	239,310
	1,000,000				987,499	12,501
	4,000,000	81,228		4,081,228	4,081,228	—
	300,000				294,846	5,154
	300,000				297,869	2,131
	100,000				14,631	85,369
	2,000,000				688,878	1,311,122
	1,400,000				806,269	593,731
1,618,000	56,642,000	799,790	799,790	14,953,000	43,409,466	13,232,534

DOCUMENT 59
APPENDIX II

1	2	3
DETAILS NATURE DES DÉPENSES	Total of Budget for 1956 (Doc. A/WEU/BA (56) 7)	Amount of First Supple- mentary Budget (Doc. A/WEU/BA (56) 12)
1	2	3
Total du budget pour 1956 (Doc. A/UEO/BA (56) 7)	Total of Budget for 1956 (Doc. A/WEU/BA (56) 7)	Montant du premier budget supplémentaire (Doc. A/UEO/BA (56) 12)
Brought forward — Report	50,500,000	4,524,000
Sub-Head 14 - Committee study missions Art. 14 - Missions d'étude des commissions	token purposes pour mémoire	35,000
Sub-Head 15 - Official journeys of members of the Office of the Clerk Art. 15 - Frais de mission des membres du personnel du Greffe	1,500,000	1,500,000
Sub-Head 16 - Fees, travel expenses and subsistence allowance of experts Art. 16 - Frais de voyage, indemnités de séjour et honoraires des experts	1,000,000	
Sub-Head 17 - Expenditure on information Art. 17 - Dépenses pour l'information	500,000	
Sub-Head 18 - Contingencies, other expenditure not elsewhere provided for Art. 18 - Dépenses extraordinaires et toutes dépenses non prévues	500,000	
	54,000,000	6,059,000

The Expenditure figures include charges for goods delivered and services rendered by 31st December, 1956 and paid for up to 30th April, 1957, in accordance with the Financial Regulations and the decision of the Committee on Budgetary Affairs and Administration. (Doc. A/WEU/BA (57) PV 2 rev.).

Amount of Second Supple- mentary Budget (Doc. A/WEU/BA (56) 16) Montant du deuxième budget supplémentaire (Doc. A/UEO/BA (56) 16) 4	Total Budgets approved Total des budgets approuvés 5	Transfers Transferts 6		Total after transfers Total après transferts 7	Total Expenditure Total des dépenses 8	Unexpended Credits Crédits restant disponibles 9
1,618,000	56,642,000	799,790	799,790	14,953,000	43,409,466	13,232,534
	35,000				26,176	8,824
	3,000,000				2 622,391	377,609
	1,000,000				364,738	635,262
	500,000				247,476	252,524
	500,000				465,730	34,270
1,618,000	61,677,000	799,790	799,790	14,953,000	47,135,977	14,541,023

Dans le total des dépenses figurent des sommes concernant des fournitures procurées et des services rendus avant le 31 décembre 1956 et payées avant le 30 avril 1957, conformément au règlement financier et à la décision de la commission des Affaires budgétaires et de l'Administration (Doc. A/UEO/BA (57) PV 2 rév.).

APPENDIX III

TRANSFERS TO BE MADE FOR THE FINANCIAL YEAR 1956

From <i>Head II</i> S-h 3 2(A) (a)	Interpretation during Sessions	509,986	To <i>Head II</i> S-h 3 2(B) (a)	Translation during Sessions	509,986
<i>Head IV</i> S-h 6	Postage, tele- phone and telegraph charges	81,228	<i>Head IV</i> S-h 8	Printing and publishing of Assembly records	81,228
<i>Head III</i> S-h 4 (a)	Hire of Coun- cil of Europe premises	208,576	<i>Head III</i> S-h 4 (b)	Office pre- mises in Paris	208,576
		<u>799,790</u>			<u>799,790</u>

L. JOHN EDWARDS
*Chairman of the Committee on Budgetary
Affairs and Administration*

F. HUMBLET
Clerk of the Assembly

J. R. H. HUTCHISON
President of the Assembly

ANNEXE III

VIREMENTS A EFFECTUER POUR L'EXERCICE FINANCIER 1956

Du			Au		
<i>Chapitre II</i> art. 3 2(A) (a)	Interprétation pendant les sessions	509.986	<i>Chapitre II</i> art. 3 2(B) (a)	Traduction pendant les sessions	509.986
<i>Chapitre IV</i> art. 6	Postes, frais d'affranchisse- ment, de télé- phone et de télégraphe	81.228	<i>Chapitre IV</i> art. 8	Frais d'impres- sion et de publication	81.228
<i>Chapitre III</i> art. 4 (a)	Loyer des lo- caux du Con- seil de l'Europe	208.576	<i>Chapitre III</i> art. 4 (b)	Locaux à Paris	208.576
		<u>799.790</u>			<u>799.790</u>

L. JOHN EDWARDS

*Président de la commission des Affaires
budgétaires et de l'Administration*

F. HUMBLET

Greffier de l'Assemblée

J. R. H. HUTCHISON

Président de l'Assemblée

APPENDIX IV

Assembly of Western European Union

ACCOUNT OF RECEIPTS FOR THE FINANCIAL YEAR 1956

Details	Total
Contributions for the financial year 1956	
Netherlands	5,310,000
United Kingdom	10,800,000
Federal Republic of Germany	10,800,000
Luxembourg	180,000
France	10,800,000
Italy	10,800,000
Belgium	5,310,000
	54,000,000
Bank Interest	328,135
TOTAL	54,328,135

J. R. H. HUTCHISON
President of the Assembly

F. HUMBLET
Clerk of the Assembly

L. JOHN EDWARDS
*Chairman of the Committee on Budgetary
Affairs and Administration*

Date : 29th May, 1957

ANNEXE IV

Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale

ETAT DES RECETTES POUR L'EXERCICE FINANCIER 1956

Détail	Total
Contributions pour l'exercice financier 1956	
Pays-Bas	5.310.000
Royaume-Uni	10.800.000
République Fédérale d'Allemagne	10.800.000
Luxembourg	180.000
France	10.800.000
Italie	10.800.000
Belgique	5.310.000
	54.000.000
Intérêts bancaires	328.135
	54.328.135
TOTAL	

J. R. H. HUTCHISON
Président de l'Assemblée

F. HUMBLET
Greffier de l'Assemblée

L. JOHN EDWARDS
Président de la commission des Affaires
budgétaires et de l'Administration

Date : 29 mai 1957

DRAFT ORDER OF BUSINESS
of the Second Part of the Third Ordinary Session
(10th — 15th October)

THURSDAY, 10th OCTOBER

Morning 10 a.m.

Opening of the Second Part of the Third Ordinary Session.

Address by the President of the Assembly.

Examination of Credentials.

Adoption of the draft Order of Business of the Session.

Reply to the request for an Opinion by the Consultative Assembly of the Council of Europe concerning nuclear explosions, under the provisions of Rule 36 (4) of the Rules of Procedure.

State of European security :

presentation by M. Fens of the Report tabled by the Committee on Defence Questions and Armaments. General debate.

Afternoon 3 p.m.

State of European security :

conclusion of the general debate.

Vote on the draft Recommendation.

Guided missiles :

presentation on behalf of the Committee on Defence Questions and Armaments of a Report for information by Lord Stonehaven.

PROJET DE CALENDRIER
de la deuxième partie de la troisième session ordinaire
(10 au 15 octobre)

JEUDI 10 OCTOBRE

Matin 10 heures :

Ouverture de la deuxième partie de la troisième session ordinaire.

Allocution du Président de l'Assemblée.

Vérification des pouvoirs.

Adoption du projet de calendrier de la session.

Réponse à la demande d'avis adressée à l'Assemblée par l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe en matière d'explosions nucléaires, en vertu de l'article 36 (4) du Règlement.

Etat de la sécurité européenne :

présentation et discussion générale du rapport soumis par M. Fens au nom de la commission des Questions de Défense et des Armements.

Après-midi 15 heures :

Etat de la sécurité européenne :

suite et clôture de la discussion générale.

Vote du projet de recommandation.

Engins téléguidés :

présentation, au nom de la commission des Questions de Défense et des Armements, d'un rapport d'information de Lord Stonehaven.

FRIDAY, 11th OCTOBER

Morning 10 a.m.

Report of the Working Party on action taken in national Parliaments to ensure the implementation of the Recommendations adopted by the Assembly during the first part of the Third Ordinary Session.

Communication from the Council in reply to the Assembly's Recommendations.

Responsibility of Western European Union in the field of military policy :

presentation by M. de la Vallée Poussin of the Report tabled by the Committee on Defence Questions and Armaments. General debate.

Afternoon 3 p.m.

Responsibility of Western European Union in the field of military policy :

conclusion of the general debate.

Vote on the draft Recommendation.

Activities of the Standing Armaments Committee :

presentation by M. Teitgen of the Report tabled by the Committee on Defence Questions and Armaments. General debate.

Vote on the draft Recommendation.

SATURDAY, 12th OCTOBER

Morning 10 a.m.

The Unification of European Assemblies :

presentation by M. van der Goes van Naters of the Report tabled by the General Affairs Committee. General debate.

Vote on the draft Recommendation.

Afternoon 3 p.m.

Approval of the Accounts of the Assembly for the financial year 1956.

Supplementary Budget of the Assembly for the financial year 1957 :

presentation by Mr. Edwards of the Report tabled by the Committee on Budgetary Affairs and Administration. General debate.

Vote on the Supplementary Budget.

VENDREDI 11 OCTOBRE**Matin 10 heures :**

Rapport du Groupe de Travail sur l'action entreprise au sein des parlements nationaux afin d'assurer la mise en œuvre des recommandations adoptées par l'Assemblée pendant la première partie de la troisième session ordinaire.

Communication du Conseil en réponse aux recommandations de l'Assemblée.

Responsabilités de l'Union de l'Europe Occidentale dans le domaine de la politique militaire :

présentation et discussion générale du rapport soumis par M. de la Vallée Poussin au nom de la commission des Questions de Défense et des Armements.

Après-midi 15 heures :

Responsabilités de l'Union de l'Europe Occidentale dans le domaine de la politique militaire :
suite et clôture de la discussion générale.

Vote du projet de recommandation.

Activités du Comité permanent des Armements :

présentation et discussion générale du rapport soumis par M. Teitgen, au nom de la commission des Questions de Défense et des Armements.

Vote du projet de recommandation.

SAMEDI 12 OCTOBRE**Matin 10 heures :**

Unification des assemblées européennes :

présentation et discussion générale du rapport soumis par M. van der Goes van Naters au nom de la commission des Affaires Générales.

Vote du projet de recommandation.

Après-midi 15 heures :

Approbation des comptes de l'Assemblée pour l'exercice financier 1956.

Budget supplémentaire de l'Assemblée pour l'exercice financier 1957 :

présentation et discussion générale du rapport soumis par M. Edwards au nom de la commission des Affaires budgétaires et de l'Administration.

Vote du budget supplémentaire.

Draft Budget of the Assembly for the financial year 1958 :

presentation by Mr. Edwards of the Report tabled by the Committee on Budgetary Affairs and Administration. General debate.

Vote on the draft Budget.

MONDAY, 14th OCTOBER

Morning 10 a.m.

The Policy of Member States of Western European Union :

presentation by Mr. Willey of the Report tabled by the General Affairs Committee. General debate.

Afternoon 3 p.m.

The Policy of Member States of Western European Union :

conclusion of the general debate.

Vote on the draft Recommendation.

TUESDAY, 15th OCTOBER

Morning 10 a.m.

Modification of Rule 27 of the Rules of Procedure :

presentation by M. Wahl of the Report tabled by the Committee on Rules of Procedure and Privileges. General debate.

Vote on the draft Resolution.

Administration of Western European Union :

Presentation by M. Molter on behalf of the Committee on Budgetary Affairs and Administration of a Report on the Amendment tabled by Mr. Willey during the first part of the Third Ordinary Session. General debate.

Vote on the draft Recommendation.

Installation of the organs of Western European Union whose seat is in Paris :

Presentation by M. Bichet of the Report tabled by the Committee on Budgetary Affairs and Administration.

Vote on the draft Recommendation.

CLOSE OF THE THIRD ORDINARY SESSION OF THE ASSEMBLY

The Presidential Committee will meet immediately following the close of the public Session of the Assembly.

Projet de budget de l'Assemblée pour l'exercice financier 1958 :

présentation et discussion générale du rapport soumis par M. Edwards au nom de la commission des Affaires budgétaires et de l'Administration.

Vote du projet de budget.

LUNDI 14 OCTOBRE

Matin 10 heures :

La politique de l'Union de l'Europe Occidentale :

présentation et discussion générale du rapport soumis par M. Willey au nom de la commission des Affaires Générales.

Après-midi 15 heures :

La politique de l'Union de l'Europe Occidentale :

suite et clôture de la discussion générale.

Vote du projet de recommandation.

MARDI 15 OCTOBRE

Matin 10 heures :

Modification de l'article 27 du Règlement :

présentation et discussion générale du rapport soumis par M. Wahl au nom de la commission du Règlement et des Immunités.

Vote du projet de résolution.

Administration de l'Union de l'Europe Occidentale :

présentation et discussion générale du rapport soumis par M. Molter au nom de la commission des Affaires budgétaires et de l'Administration sur l'amendement présenté par M. Willey pendant la première partie de la troisième session ordinaire.

Vote du projet de recommandation.

Installation des organes de l'Union de l'Europe Occidentale dont le siège est à Paris :

présentation et discussion générale du rapport soumis par M. Bichet au nom de la commission des Affaires budgétaires et de l'Administration.

Vote du projet de recommandation.

CLOTURE DE LA TROISIEME SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE

Le Comité des Présidents se réunira à l'issue de la séance publique.

The Policy of Member States of Western European Union ¹

REPORT ²

**submitted on behalf of the General Affairs Committee ³
by Mr. Willey, Rapporteur**

TABLE OF CONTENTS
DRAFT RECOMMENDATION
EXPLANATORY MEMORANDUM

Draft Recommendation

The Assembly,

A.

Recalling the terms of the Recommendation adopted by the Assembly on 8th May, 1957, whereby the Council was invited to co-ordinate the instructions given to the permanent delegates of the Member States of Western European Union to the United Nations concerning major issues affecting vital European interests,

RECOMMENDS TO THE COUNCIL

that the votes cast by the permanent delegates concerning the issues of:

Algeria

Disarmament

should be based on the following principles:

I. *Algeria.*

1. Algeria, as a part of France, is a matter of internal concern, and a solution of its problems

must depend upon the decisions taken by the French Parliament.

2. The Member States of Western European Union share the conviction of the French Government that it will be able to achieve a democratic solution of the problems of Algeria in the near future.

II. *Disarmament*

1. Recognizing that international agreement on disarmament can be realized only by stages, the seven Member States of Western European Union should seek a common viewpoint on these initial stages and the concessions necessary to achieve them.

2. The proposals made by the Western Powers at the Sub-Committee of the United Nations Disarmament Commission form the basis of any such common approach.

3. To facilitate such common understanding, France and the United Kingdom should be invited to consult with the other Members of Western European Union prior to discussions in the Disarmament Sub-Committee.

1. Recommendation No. 11 (1957).

2. Adopted in Committee by 13 votes against 0 with 2 abstentions.

3. *Members of the Committee:* MM. van der Goes van Naters, Chairman; MM. Gaborit, Kiesinger (Substitute: Höfler), Vice-Chairmen; MM. Alric, Badini Confalonieri, Becker (Substitute: von Merkatz), Bettiol, Dehousse, Hale, Dame Florence Horsbrugh (Substitute: Marquess of

Lansdowne), MM. van Kauenbergh, Kopf, Legendre, Mme Meyer-Laule, MM. Mommer (Substitute: Erler), Montini, Motz, Nicholson, Ninine, Santero, Schmal (Substitute: Schuijt), Senghor (Substitute: Courant), Spallicci, Korthals, Lord Stonehaven, Struye, Willey.

N. B. — *The names of the Representatives who voted are printed in italics.*

La politique de l'Union de l'Europe Occidentale ¹

RAPPORT ²

**présenté au nom de la commission des Affaires Générales ³
par M. Willey, rapporteur**

TABLE DES MATIÈRES
PROJET DE RECOMMANDATION
EXPOSÉ DES MOTIFS

Projet de recommandation

L'Assemblée,

A.

Rappelant les termes de la recommandation adoptée par l'Assemblée le 8 mai 1957, invitant le Conseil à coordonner les instructions données aux délégués permanents des Etats membres de l'Union de l'Europe Occidentale aux Nations Unies au sujet des grandes questions affectant les intérêts vitaux de l'Europe,

RECOMMANDE AU CONSEIL

que les votes des délégués permanents sur les questions de

l'Algérie et du

désarmement

soient déterminés par les principes suivants :

I. Algérie

1. L'Algérie, comme partie intégrante de la France, est une affaire intérieure française et la

solution de ses problèmes doit dépendre des décisions du parlement français.

2. Les Etats membres de l'Union de l'Europe Occidentale partagent la conviction du gouvernement français qu'il sera en mesure d'apporter dans un proche avenir une solution démocratique aux problèmes actuels de l'Algérie.

II. Désarmement

1. Etant donné qu'un accord international sur le désarmement peut seulement être réalisé par étapes, les sept Etats membres de l'Union de l'Europe Occidentale devraient rechercher un point de vue commun sur les étapes préalables et sur les concessions nécessaires pour les réaliser.

2. Les propositions faites par les puissances occidentales au sous-comité du Désarmement des Nations Unies représentent la base d'une telle attitude.

3. En vue de faciliter une telle attitude, la France et le Royaume-Uni devraient être invités à consulter les autres Etats de l'Union de l'Europe Occidentale avant les débats du sous-comité du Désarmement.

1. Recommandation n° 11 (1957).

2. Adopté en commission par 13 voix contre 0 avec 2 abstentions.

3. Membres de la Commission : MM. van der Goes van Naters, président ; MM. Gaborit, Kiesinger (suppléant : Höfler), vice-présidents ; MM. Alric, Badini Confalonieri, Becker (suppléant : von Merkatz), Bettiol, Dehousse, Hale, Dame Florence Horsbrugh (suppléant : Marquess

of Lansdowne), MM. van Kauenbergh, Kopf, Legendre, Mme Meyer-Laule, MM. Mommer (suppléant : Erler), Montini, Motz, Nicholson, Ninine, Santero, Schmal (suppléant : Schuijt), Senghor (suppléant : Courant), Spallicci, Korthals, Lord Stonehaven, Struye, Willey.

N.B. — Les noms des Représentants ayant pris part au vote sont imprimés en italique.

B.

Recognizing the special concern of the Member States of Western European Union for the re-unification of Germany,

RECOMMENDS TO THE COUNCIL

that the Member States of Western European Union which have taken engagements with the German Federal Republic to support the re-unification of Germany, should inform and seek to associate the other Member States with their efforts to achieve this re-unification.

Explanatory Memorandum

(submitted by Mr. Willey, Rapporteur)

1. The future of Western European Union depends not only on collaboration for collective self-defence but also on promoting the unity and encouraging the progressive integration of Europe, although the part played by Western European Union must necessarily be related to the activities and development of other European organizations.

2. With the ratification of the Treaties signed in Rome setting up the European Community for Atomic Energy and the European Economic Community, the most urgent and important issue for the Member States of Western European Union is the association of the United Kingdom with the six other Members.

3. The Assembly has already recommended the Council to "re-examine the relationship between the six Powers and Great Britain in such a way as to bind Western European Union and the institutions of the six-Power Community as closely together as possible, in order to co-ordinate efforts to achieve European unity."

4. With regard to the proposed Free Trade Area, we must await the results of the O.E.E.C. negotiations, but in view of the decisive importance of the association of the United Kingdom with the European Economic Community, if the occasion should arise, Western European Union must be prepared to play its part in furthering and consolidating that association.

5. This is even more manifest in the case of the European Community for Atomic Energy. The

use and development of nuclear energy inevitably have both civilian and military consequences. The control of military nuclear production on the Continent is within the competence of Western European Union and clearly the problems arising in the creation of Euratom would not be difficult if it comprised the seven W.E.U. powers. For reasons which are well known, it is unlikely that the United Kingdom will seek full membership of the European Community for Atomic Energy. The form of association must await the Free Trade Area negotiations, but, if appropriate, agreements should be negotiated within Western European Union to achieve close functional co-operation in all practical spheres between Euratom and the United Kingdom. These developments would require the revision of the organizational establishment of Western European Union.

6. Whilst, therefore, collective defence must remain a primary purpose, nevertheless, if Western European Union is to become as effective as changing circumstances may demand, we must also recognise it as a political organization.

7. The Suez crisis weakened this effectiveness, inasmuch as there was an overt failure — the responsibility of which is shared by all the seven Powers — properly to consult in accordance with Article VIII of the Brussels Treaty.

8. Consequently the Assembly believes that the Council should consider whether the procedure under Article VIII should be improved and strengthened and whether each Member State should renounce military action outside its own territory as a means of policy, whatever be the justification for such action, without prior consultation in the Council of Western European Union. An exception could be made to provide for an emergency but even in such a case there should be provision for immediate notification to the Council.

9. Fortunately the reaction to the Suez incident has been a greater realization of the urgent importance of further European co-operation between the Six Powers and the United Kingdom.

B.

Reconnaissant l'intérêt particulier des Etats membres de l'Union de l'Europe Occidentale pour la réunification de l'Allemagne,

RECOMMANDE AU CONSEIL

que les Etats membres de l'Union de l'Europe Occidentale qui se sont engagés par la voie d'un accord avec la République Fédérale d'Allemagne à soutenir la réunification allemande, informent et associent les autres Etats membres de l'Union de l'Europe Occidentale à leurs travaux.

Exposé des motifs

(présenté par M. Willey, rapporteur)

1. L'avenir de l'Union de l'Europe Occidentale ne réside pas seulement en la collaboration pour une défense collective. Il doit être de promouvoir l'unité et d'encourager l'intégration progressive de l'Europe, bien que la part jouée par l'Union de l'Europe Occidentale dans cette intégration doive nécessairement tenir compte des activités et des réalisations des autres organisations européennes.
2. Après la ratification des traités signés à Rome et instituant la Communauté européenne de l'Energie atomique et la Communauté économique européenne, la tâche la plus urgente et la plus importante à laquelle doivent s'attaquer les Etats membres de l'Union de l'Europe Occidentale est l'association du Royaume-Uni avec les six autres membres.
3. L'Assemblée a déjà recommandé au Conseil « de réexaminer les relations entre les six puissances et la Grande-Bretagne, de façon à lier l'Union de l'Europe Occidentale et les institutions de la communauté des Six aussi étroitement que possible afin de coordonner les efforts tendant à l'unité européenne ».
4. En ce qui concerne le projet de zone de libre-échange, on doit attendre le résultat des négociations entreprises au sein de l'O.E.C.E., mais compte tenu de l'importance décisive de l'association du Royaume-Uni avec la Communauté économique européenne, l'Union de l'Europe Occidentale devrait, si l'occasion se présentait, être prête à jouer un rôle dans la conclusion et le renforcement de cette association.
5. C'est encore plus vrai en ce qui concerne la Communauté européenne de l'Energie atomique.

L'emploi de l'énergie nucléaire et les réalisations en ce domaine ont inévitablement des conséquences tant civiles que militaires. Le contrôle de la production nucléaire réservée à des fins militaires sur le Continent est de la compétence de l'Union de l'Europe Occidentale et il est évident que les problèmes soulevés par la création de l'Euratom ne seraient pas difficiles à résoudre si cette organisation comprenait les sept Etats membres de l'Union de l'Europe Occidentale. Pour des raisons qui sont bien connues, il est peu vraisemblable que le Royaume-Uni demande de devenir membre plein de la Communauté européenne de l'Energie atomique. Il faut attendre le résultat des négociations sur la zone de libre-échange pour connaître le mode d'association, mais, si nécessaire, des accords pourraient être négociés au sein de l'Union de l'Europe Occidentale pour permettre une étroite coopération fonctionnelle dans tous les domaines entre l'Euratom et le Royaume-Uni. Cette évolution requerrait la révision de la structure de l'Union de l'Europe Occidentale.

6. Pendant ce temps, cependant, la défense collective doit rester un objectif de première urgence ; néanmoins, si l'Union de l'Europe Occidentale doit devenir aussi efficace que les circonstances changeantes le demandent, nous devons aussi reconnaître qu'elle est une organisation politique.

7. La crise de Suez a réduit cette efficacité dans la mesure où elle a été un manquement patent — dont la responsabilité doit être partagée par tous les sept Etats membres — au principe de la consultation prescrit par l'article VIII du traité de Bruxelles.

8. En conséquence, l'Assemblée croit que le Conseil devrait examiner si la procédure prévue à l'article VIII ne devrait pas être améliorée et précisée ; si chaque Etat membre ne devrait pas renoncer — hormis consultation préalable du Conseil de l'Union de l'Europe Occidentale — à toute intervention militaire comme moyen d'action politique en dehors de son propre territoire, quelle que soit la justification qui puisse être invoquée pour une telle action. Une exception pourrait être faite pour tenir compte d'un cas d'urgence ; mais même en ce cas une notification immédiate au Conseil devrait être obligatoire.

9. Heureusement l'affaire de Suez a fait comprendre l'urgente nécessité d'une coopération européenne plus poussée entre les six puissances et la Grande-Bretagne.

10. The Secretary of State for Foreign Affairs of the United Kingdom demonstrated this by making his Grand Design proposals which were referred to the Council of Western European Union.

11. The President of the Board of Trade has emphasized the special responsibility of the United Kingdom in preventing any major Power from securing hegemony of Europe.

"We shall", he maintained, "be able to see that this unity of Europe, which has been tried so often and prevented so often by the British, will come about with the British."

12. Following the meeting of Commonwealth Prime Ministers, the United Kingdom Prime Minister has declared that we hope to repeat in the European Industrial Free Trade Area, "with its intelligent and skilled populations, something of what has been done in a similar area in the United States of America."

13. Accordingly, the Assembly considers that every opportunity should be taken to promote mutual understanding and confidence between the Seven Powers which form Western European Union. This will help the United Kingdom to achieve its intention of co-operating as closely as possible with the Six, which is the key to further European unity. Equally it will help the Six in their efforts to form their own community. In fact, in the light of the fears expressed, the creation of a more substantial Seven Power Community is probably necessary to secure the realization of a Six Power Community.

14. The United Kingdom could, of course, seek to avoid some of the present difficulties through bilateral negotiations and agreements negotiated separately with the other Western European Union Powers. However, this would provide no more than a temporary solution and would be contrary both to the aims of the Brussels Treaty and to the expressed intentions both of the Six and the United Kingdom.

15. The solution of the problem of the essential association of the United Kingdom with the Six should be sought through Western European Union. Moreover, within Western European Union there should be a constant endeavour to formulate a common political viewpoint.

16. Whether this calls for any reorganization of the present departmental structures of the Foreign Offices depends on the reply which the Council gives to the Recommendation made by the Assembly, but whatever opinion may be expressed by the Council, the Assembly feels it should take some initiative in proposing to the Council matters upon which it should endeavour to form a common outlook and to express its views on the manner in which that common outlook should be sought.

17. Such proposals, however, must be subject to two important qualifications. It will not serve to promote European unity, if we initiate discussions in Western European Union which can more profitably be pursued in other European organizations, unless in fact it appears that the discussions within Western European Union patently serve to aid the wider discussions. Apart from needless duplication, the possibility of the progress towards unity by the Six causing a division of Western Europe would only be aggravated by any avoidable exclusiveness of the Seven.

18. A recent illustration of helpful and effective action by Western European Union is that taken regarding the export of livestock. This subject will be discussed by the Consultative Assembly of the Council of Europe at its next Session. Meanwhile, on the initiative of the United Kingdom, the matter has been considered by the Council of Western European Union. The conclusions and action taken by the Council will undoubtedly be of valuable assistance to the Council of Europe.

19. Secondly we must recognize that whilst the progress of the Six makes the association of the Seven of essential importance to Europe, nevertheless effective association on a wider scale is even more desirable. For example, the complete success of the Free Trade Area negotiations would be of greater European significance than the negotiation of a satisfactory form of association between the European Economic Community and the United Kingdom alone. If on the other hand the comprehensive Free Trade Area negotiations are not successful, the closer association of the Seven is of cardinal and primary European importance. The effectiveness of Western European Union in the political field, therefore, is largely consequential on the scope of European unity which is currently achieved.

10. Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères du Royaume-Uni a prouvé cet état d'esprit en proposant son Grand Dessein qui a été renvoyé au Conseil de l'Union de l'Europe Occidentale.

11. Le président du Board of Trade a souligné la responsabilité spéciale du Royaume-Uni d'avoir à éviter l'hégémonie d'une quelconque grande puissance en Europe.

« Nous pourrions faire en sorte », a-t-il déclaré, « que cette unité de l'Europe que tant de fois l'on a tenté de réaliser et que chaque fois les Britanniques ont mise en échec, se réalise enfin avec les Britanniques. »

12. Après la conférence des Premiers Ministres du Commonwealth, le Premier Ministre du Royaume-Uni a déclaré que nous espérons faire de cette zone industrielle de libre-échange en Europe « avec ses populations industrielles et intelligentes quelque chose de semblable à ce qui a été réalisé, dans une région similaire, aux Etats-Unis d'Amérique ».

13. En conséquence, l'Assemblée estime que toute occasion doit être saisie de promouvoir la compréhension mutuelle et la confiance entre les sept Etats membres de l'Union de l'Europe Occidentale. Ainsi le Royaume-Uni serait encouragé dans ses efforts de coopération aussi étroite que possible avec les Six, coopération qui est la clef, à l'avenir, de l'unité européenne. De même la collaboration au sein de l'Union de l'Europe Occidentale faciliterait aux Six la formation de leur propre communauté. En fait, pour pallier des craintes qui ont été exprimées, la création d'une communauté plus ferme des sept puissances est probablement nécessaire à l'éclosion harmonieuse de la communauté des Six.

14. Le Royaume-Uni pourrait naturellement chercher à éviter quelques-unes des difficultés présentes par le biais de négociations bilatérales et d'accords négociés séparément avec les autres Etats membres de l'Union de l'Europe Occidentale. Toutefois ce ne serait pas plus qu'une solution temporaire et serait contraire, tout ensemble, aux buts du traité de Bruxelles et aux intentions qui ont été exprimées et par les Six et par le Royaume-Uni.

15. La solution du problème capital de l'association du Royaume-Uni avec les Six doit être recherchée par l'intermédiaire de l'Union de l'Europe Occidentale. En outre, c'est au sein de l'Union de l'Europe Occidentale que devrait constamment être recherchée la définition d'une attitude politique commune.

16. Que ceci requière une réorganisation des structures actuelles des ministères des Affaires étrangères dépend de la réponse que le Conseil fera à la recommandation de l'Assemblée, mais quelle que soit l'opinion exprimée par le Conseil, l'Assemblée estime pouvoir lui proposer des sujets sur lesquels il devrait s'efforcer d'adopter une attitude commune. Elle se doit aussi d'exprimer son opinion sur la façon dont cette attitude commune doit être recherchée.

17. De telles propositions, toutefois, sont sujettes à deux réserves importantes. Il ne servirait pas la cause de l'unité européenne si l'on commençait des discussions à l'Union de l'Europe Occidentale qui pourraient être plus utilement conduites dans d'autres organisations européennes, sauf le cas où il apparaîtrait que les discussions au sein de l'Union de l'Europe Occidentale favorisent nettement les négociations dans un cadre plus large. Sans compter le double emploi inutile, la possibilité de voir le mouvement vers l'unité des Six diviser l'Europe occidentale ne serait qu'aggravée par toute exclusive évitable des Sept.

18. Récemment l'action utile et efficace de l'Union de l'Europe Occidentale a été démontrée dans l'affaire de l'exportation du bétail sur pied. Ce sujet sera discuté par l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe à sa prochaine session. Dans l'intervalle, à la demande du Royaume-Uni, la question a été examinée par le Conseil de l'Union de l'Europe Occidentale. Les conclusions et l'action prise par le Conseil seront sans aucun doute une aide précieuse au Conseil de l'Europe.

19. En second lieu, nous devons reconnaître que tandis que les progrès des Six rendent l'association des Sept d'une grande importance pour l'Europe, une association effective sur une base plus large est néanmoins encore plus désirable. Par exemple, le succès complet des négociations de la zone de libre-échange serait d'une plus grande portée pour l'Europe que la négociation d'une association satisfaisante entre la Communauté économique européenne et le seul Royaume-Uni. Si d'autre part les négociations sur la zone de libre-échange dans un cadre plus large n'aboutissaient pas, une association plus étroite des Sept serait d'importance primordiale pour la cause européenne. L'efficacité de l'Union de l'Europe Occidentale dans le domaine politique sera, dans une large mesure, fonction du degré d'unité européenne résultant des développements actuellement en cours.

20. In the second Report to the Assembly, the Council reported that the representatives of the Seven countries had from time to time sat under the auspices of the Council to discuss questions of common interest before their study by larger international organizations such as the United Nations and its agencies. This has been done, reported the Council, in order to clarify the positions which the various Governments intend to adopt.

21. In Recommendation No. 11, the Assembly recommended to the Council that on major issues affecting European interests

“it should seek to co-ordinate the instructions given to the permanent delegates of Member States in the United Nations and that prior discussions of these issues within the Council be a permanent item on the Council's agenda.”¹

22. The Assembly considers that there are two issues which demand such prior consideration and which can most appropriately and effectively be discussed in Western European Union. These issues are the problem of Algeria and disarmament.

23. With regard to Algeria, the other Member States in Western European Union, in affirming their solidarity with France and convinced of France's determination to achieve a democratic solution, should clearly indicate that Algeria is primarily a French problem coming within the provisions of Article 2 (7) of the United Nations Charter.

24. On the disarmament question, the Member States should seek a common viewpoint, recognizing that European security and the solution of fundamental European problems, in particular that of German reunification, depend on the creation of favourable conditions of international confidence.

1. Resolution (54) 16 of the Committee of Ministers of the Council of Europe has not been effectively implemented. Common action within Western European Union, however, may well serve “to aid the wider discussions”.

20. Dans son deuxième rapport à l'Assemblée, le Conseil a rendu compte que les représentants des sept Etats membres s'étaient de temps à autre réunis au sein du Conseil pour discuter les questions d'intérêt commun avant que des organisations internationales de composition plus large, telles que les Nations Unies et les Institutions Spécialisées ne s'en saisissent. Une telle consultation a eu lieu, continuait le rapport du Conseil, de façon à clarifier les attitudes que les différents gouvernements avaient l'intention d'adopter.

21. Dans la Recommandation n° 11, l'Assemblée a demandé au Conseil que sur les principales questions affectant les intérêts européens

« il s'efforce de coordonner les instructions données aux délégués permanents des Etats membres aux Nations Unies et que la discussion préalable de ces questions au sein du Conseil soit de façon permanente à l'ordre du jour du Conseil¹ ».

22. L'Assemblée estime qu'il y a deux questions qui demandent un tel examen préalable et qui peuvent être plus opportunément et efficacement discutées au sein de l'Union de l'Europe Occidentale. Ces questions sont le problème de l'Algérie et le désarmement.

23. En ce qui concerne l'Algérie, les autres Etats membres de l'Union de l'Europe Occidentale, en affirmant leur solidarité avec la France et convaincus de la détermination de la France d'aboutir à une solution démocratique, devraient clairement indiquer que l'Algérie est avant tout un problème français tombant dans le cadre des dispositions de l'article 2 (7) de la charte des Nations Unies.

24. Sur le sujet du désarmement, les Etats membres devraient définir une attitude commune, reconnaissant que la sécurité européenne et la solution des problèmes fondamentaux de l'Europe, en particulier celui de la réunification de l'Allemagne, dépendent de l'établissement d'un climat de confiance internationale.

1. La Résolution (54) 16 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe n'a pas eu d'effet concret. Une action commune au sein de l'Union de l'Europe Occidentale pourrait bien « rendre plus faciles les discussions dans le cadre plus large ».

The Unification of European Assemblies ¹

REPORT ²

**submitted on behalf of the General Affairs Committee ³
by M. van der Goes van Naters, Chairman and Rapporteur**

TABLE OF CONTENTS

TEXTS

- I. Draft Recommendation.
- II. Draft Order.

EXPLANATORY MEMORANDUM

- I. Introduction.
- II. Examination of the text of the draft Recommendation.
- III. Conclusion.
- IV. Appendices :
 - Appendix I : Resolution concerning the appointment of Representatives of the Member States to the Assembly of the European Communities, adopted by the Six Governments.
 - Appendix II : Working Paper before the Bureau of the Assembly.

TEXTS

I. Draft Recommendation

The Assembly,

(1) Approving the ultimate aim of unifying European executive and parliamentary organs, in particular in order to rationalize European political activities, to reinforce the supervision of European executive organs, and to make European unity less confusing to public opinion;

(2) Expressing its view that any proposal for an Atlantic Assembly, before European unity has been further developed, should be examined with caution;

(3) Considering that the definition of the relationship between the United Kingdom and the new political complex composed of the European Economic Community, the European Community for Atomic Energy and the European Coal and Steel Community is now an urgent political task;

(4) Believing that the rationalization of existing European Assemblies must be envisaged with the rationalization of the relations between the various executive and Ministerial bodies, the activities of which it is the purpose of the European Assembly to supervise;

(5) Affirming its resolve to ensure that the European Assembly does not remain under the

1. See Documents 33 and 34 (1956), 45 and 46 (1957) and Order No. 5.

2. Adopted unanimously by the Committee.

3. *Members of the Committee*: MM. van der Goes van Naters, Chairman; MM. Gaborit, Kiesinger (Substitute: Höfler), (Vice-Chairmen); MM. Alric, Badini Confalonieri, Becker (Substitute: von Merkatz), Bettiol, Dehousse, Hale,

Dame Florence Horsbrugh (Substitute: *Marquess of Lansdowne*), MM. van Kauenbergh, Kopf, Legendre, Mme Meyer-Laule, MM. Mommer (Substitute: Erlen), Montini, Motz, Nicholson, Ninine, Santero, Schmal (Substitute: Schmitt), Senghor (Substitute: Courant), Spallicci, Korthals, Lord Stonehaven, Struye, Willey.

N.B. — *The names of the Representatives who voted are printed in italics.*

Unification des assemblées européennes ¹

RAPPORT ²

**présenté au nom de la commission des Affaires Générales ³
par M. van der Goes van Naters, président et rapporteur**

TABLE DES MATIERES

TEXTES

- I. Projet de recommandation.
- II. Projet de directive.

EXPOSÉ DES MOTIFS

- I. Introduction.
- II. Examen du texte du projet de recommandation.
- III. Conclusions.
- IV. Annexes :
 - Annexe I : Résolution concernant la désignation des Représentants des Etats membres à l'assemblée des communautés européennes, adoptée par les six gouvernements.
 - Annexe II : Document de travail du Bureau de l'Assemblée.

TEXTES

I. Projet de recommandation

L'Assemblée,

(1) Approuvant, afin de rationaliser le travail politique européen, de renforcer le contrôle sur les organes exécutifs et de dissiper la confusion qui règne dans l'opinion publique à l'égard de l'unité européenne, l'objectif d'unification tant des organes exécutifs que des organes parlementaires européens ;

(2) Exprimant l'opinion que tout projet de création d'une assemblée atlantique soit examiné avec prudence avant que l'union européenne ne soit plus solidement établie ;

(3) Considérant qu'actuellement une tâche politique urgente est de définir les relations entre le Royaume-Uni d'une part et la nouvelle entité de caractère public et politique composée par la Communauté économique européenne, la Communauté européenne de l'Energie atomique et la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier d'autre part ;

(4) Estimant que la rationalisation des assemblées européennes existantes doit aller de pair avec la rationalisation des rapports entre les divers organes exécutifs et ministériels, étant donné qu'une assemblée européenne aura pour mission de contrôler l'activité desdits organes ;

(5) Affirmant sa détermination de veiller à ce que toute assemblée européenne ne soit plus

1. Cf. Documents 33 et 34 (1956), 45 et 46 (1957) et Directive n° 5.

2. Adopté par la Commission à l'unanimité.

3. Membres de la Commission : MM. van der Goes van Naters (président) ; MM. Gaborit, Kiesinger (suppléant : Höfler), (vice-présidents) ; MM. Alric, Badini Confalonieri, Becker (suppléant : von Merkatz), Bettiol, Dehousse,

Hale, Dame Florence Horsbrugh (suppléant : Marquess of Lansdowne), MM. van Kauenbergh, Kopf, Legendre, Mme Meyer-Laule, MM. Mommer (suppléant : Erler), Montini, Motz, Nicholson, Ninine, Santero, Schmal (suppléant : Schuijt), Senghor (suppléant : Courant), Spallicci, Korthals, Lord Stonehaven, Struye, Willey.

N.B. — Les noms des Représentants ayant pris part au vote sont imprimés en italique.

tutelage of the consultative status granted in 1949, but has responsibilities and powers in no circumstances less than those established in 1955 by the Charter of the Assembly of Western European Union,

RECOMMENDS TO THE COUNCIL

That it accept as a guiding principle that the competence and powers of any single European Assembly shall include the following:

1. Constitutional relations with a Council of Prime Ministers, whereby departmental Ministers submit at regular intervals to the Assembly a detailed report of their activities of common interest, and the Assembly debates this report with a view to making Recommendations; with the right, in exceptional circumstances, to reject the Report or any part thereof and refer it back to the Ministers by means of a Motion to disagree voted by a constitutional majority;
2. A procedure to ensure regular consideration in national Parliaments of the chief Recommendations voted by the European Assembly, with a view to each national Parliament indicating to its Government what position its representative should take in the Council of Ministers, or what attitude should be taken by the Government in respect of the implementation of the decisions of the Council, subject to the constitutional practice of each Member State;
3. In relation to the reduction in the number of texts submitted to the Assembly, the placing of a highly qualified Research Department at the disposal of the Assembly's Committees, in order to provide the technical advice necessary for the more detailed preparation of these texts;
4. As extensive financial autonomy as possible subject to independent auditing of the final accounts.

II. Draft Order

The Assembly

Requests the General Affairs Committee to prepare, in co-operation with the Bureau, a report on the implementation of the second proposal, and, in co-operation with the Committee on Budgetary Affairs and Administration, a report on the implementation of the fourth proposal, outlined in the preceding Recommendation.

EXPLANATORY MEMORANDUM

(presented by *M. van der Goes van Naters*,
Chairman and Rapporteur)

I. Introduction

1. On 9th May, 1957, the Assembly adopted unanimously the Order No. 5, as follows:

"The Assembly requests the General Affairs Committee to make report concerning the Grand Design and any other plans that may be put forward, at its autumn Session."

This Order was adopted after the consideration of Reports tabled by M. Struye and myself, and following a general debate which figured on the Agenda under the rubric of European Assemblies. The subject to which your Committee has addressed itself at the Assembly's request, is therefore the "institutional aspect" of the unification of European Parliamentary institutions. In the event, part of this problem has been resolved by the fairly rapid development of the European political scene. As our Rapporteur, M. Struye, has said "It has been overtaken by events and now has little more than historic interest".

This is the case (and it is to this that M. Struye was making particular allusion) with regard to the decision taken by the six Governments signatory to the Treaties setting up the European Economic Community and Euratom, not to create a Fourth Assembly, but on the contrary "to avoid the multiplication of institutions" and "to set up certain institutions in common", in particular "a single Assembly" (Convention of 25th March, 1957, concerning certain institutions common to the European Communities).¹

At the same time the Resolution adopted on 9th July, 1957, has important consequences. This Resolution "concerning the appointment of the Representatives of Member States to the Assembly of European Communities" which was adopted by the six Governments, refers to the

Note by the Rapporteur

1. The rôle played in this welcome development by the report of M. Struye (Doc. 34) is clear. It was for this reason that the Committee requested M. Struye, at its last meeting, to present the present report. Unfortunately M. Struye has been prevented from so doing by his attendance at the General Assembly of the United Nations in New York.

soumise au statut consultatif octroyé en 1949, mais que lui soient confiés des responsabilités et des pouvoirs en aucun cas inférieurs à ceux définis par la charte de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale en 1955,

RECOMMANDE AU CONSEIL

D'accepter comme ligne directrice que parmi les compétences et pouvoirs de toute assemblée européenne figurent notamment les suivants :

1. Des liens constitutionnels avec un Conseil des chefs des gouvernements, prévoyant que les Ministres compétents soumettent à l'Assemblée un rapport détaillé de leurs activités d'intérêt commun à intervalles réguliers, rapport examiné par l'Assemblée qui présenterait des recommandations et aurait le droit, en des circonstances exceptionnelles, de rejeter ou partie ou l'ensemble du rapport et de le renvoyer aux Ministres par le biais d'une motion de désapprobation adoptée par une majorité qualifiée ;
2. La procédure pour assurer un examen régulier par les parlements nationaux des principales recommandations adoptées par l'assemblée européenne, de manière qu'il soit indiqué à chaque gouvernement quelle attitude son représentant devrait adopter au Conseil des Ministres ou quelle attitude serait attendue de lui lors de l'exécution des décisions du Conseil, sous réserve des dispositions constitutionnelles de chaque Etat membre ;
3. En relation avec la limitation des textes soumis à l'Assemblée, la mise à la disposition des commissions de l'Assemblée d'un service des études composé d'un personnel hautement qualifié, afin que la préparation plus détaillée de ces textes soit entourée de l'avis technique nécessaire ;
4. Une autonomie financière de l'Assemblée aussi grande que possible, sous réserve d'un contrôle impartial des comptes définitifs.

II. Projet de directive

L'Assemblée

Demande à sa commission des Affaires Générales de préparer, en ce qui concerne le paragraphe 2 de la recommandation, de concert avec le Bureau, et en ce qui concerne le paragraphe 4, avec la commission des Affaires budgétaires et de l'Administration, un rapport sur la mise en œuvre des propositions contenues dans la recommandation ci-dessus.

EXPOSÉ DES MOTIFS

(présenté par M. van der Goes van Naters,
président et rapporteur)

I. Introduction

1. Le 9 mai 1957, l'Assemblée a adopté à l'unanimité la Directive n° 5, ainsi libellée :

« L'Assemblée donne mandat à sa commission des Affaires Générales de lui faire rapport sur le Grand Dessein et sur les autres plans éventuels, à sa session d'automne ».

Cette directive a été votée après examen de rapports présentés par M. Struye et par moi-même, à la suite d'une discussion ayant lieu dans le cadre d'un point de l'ordre du jour, libellé : « Assemblées européennes ». A la demande de l'Assemblée, votre Commission a donc étudié l'aspect « institutionnel » de l'unification des organes parlementaires européens. Or, une partie de ce problème s'est résolue par le développement assez rapide de la politique européenne ; elle a été — comme l'a dit notre rapporteur M. Struye — « dépassée par les événements ; elle n'a plus guère qu'un intérêt rétroactif ou... historique ».

Il s'agit d'abord (et c'est à cela que M. Struye a fait allusion) de la décision des six gouvernements signataires des traités sur la Communauté économique européenne et sur l'Euratom, de ne pas créer une « quatrième assemblée », mais « d'éviter la multiplicité des institutions » et « de créer certaines institutions uniques », notamment « une Assemblée unique » (Convention signée le 25 mars 1957 relative à certaines institutions communes aux communautés européennes) ¹.

D'autre part, la résolution du 9 juillet 1957 entre en jeu. Cette résolution « concernant la désignation des Représentants des Etats membres à l'assemblée des communautés européennes », adoptée par les six gouvernements intéressés, se rapporte à la convention précitée,

Note du rapporteur

1. Le rôle joué dans ce développement heureux par le rapport de M. Struye (Doc. 34) est évident. C'est pourquoi la Commission a désigné M. Struye, lors de sa réunion précédente, comme rapporteur pour le présent rapport. Malheureusement il s'est avéré que M. Struye, à cause de sa présence à l'Assemblée de l'O.N.U. à New York, n'était pas à même de remplir cette fonction.

forementioned Convention, and to a Resolution adopted on the same day in Rome which concerns "the institution of organic links between European Assemblies". This aims at identity insofar as possible "between the Representatives of the Member States of the European Communities to the Consultative Assembly of the Council of Europe and the Assembly of Western European Union, on the one hand, and to the Assembly of the European Communities on the other". The conclusion of this Resolution follows very closely the proposal put forward by M. Struye on behalf of the General Affairs Committee in Document 34².

It will thus be seen that between the first and second parts of our Third Session the unification of European Parliamentary organs has taken a considerable step forward³.

2. Before getting to grips with the task given to your Committee by the Assembly in Order No. 5, namely to establish our position in relation to the British and Italian proposals, it is very necessary that we should all consider their political opportuneness at the present juncture, i.e. before the implementation of the two new six-Power Treaties, and before the working out of the proposals for a Free Trade Area which, although it may include other European or extra-European countries, is nevertheless — as proved by the British White Paper — a matter for the Seven in the first instance.

Because, in politics it is best to state the position with frankness, your Rapporteur finds it necessary to say that, in his opinion, and at this juncture, the Italian and British proposals are not of immediate political opportuneness.

This opinion has been strongly reinforced by the privilege your Rapporteur had of being present at a meeting with the representatives of the Ministers, that is to say the Council in its hebdomadal form, on 1st July, 1957. This is in particular because it then appeared that the basic position so justly formulated in the Italian proposals, and shared by your Committee, that it is impossible to isolate proposals for the unifi-

Notes by the Rapporteur

2. For the full text of this Resolution see Appendix I to this Report.

3. In the opinion of your Rapporteur the decisive influence exercised by M. Struye's Report, and the text of the Resolution of 9th July which makes specific reference to our Assembly, prove that the function of the Assembly of the Seven is in no way limited to a technical military task.

cation of the European Parliamentary organs from their relationship with the executive and Ministerial bodies, does not seem to have the slightest chance of immediate acceptance and implementation. In these circumstances it is our duty to express without ambiguity that from the political point of view the question of the unification of the European Assemblies, except insofar as it relates to the implementation of the decisions of 25th March and 9th July, 1957, is absolutely premature.

This hard but realistic judgment informs the remainder of this report. It follows that the point by point examination therein set out must be of essentially academic interest until political circumstances change. For this reason the remainder of the Explanatory Memorandum is limited to a commentary on the text of the draft Recommendation, which is short and of an interim nature. It is for this reason that in addition to the governmental suggestions, two ideas have been emphasized, which originate from the Assembly itself, but which, later, after detailed study will help to make the governmental suggestions more fruitful — one envisaging the automatic examination of our principal Recommendations in national Parliaments, and the other establishing the greater financial autonomy of the Assembly.

Finally, the Assembly and your Committee reserve their right to take up its examination of the governmental proposals again, when it has become clear that the Council itself is prepared to study those with the firm intention of achieving concrete results.

II. Examination of the text of the draft Recommendation

I. PREAMBLE

Paragraph (1)

As indicated in the Introduction to this Report, the majority of the Committee is of the opinion that the proposals to unify European Parliamentary organs cannot be divorced from their relations to the executive and Ministerial bodies. The chief reason for this unification is not financial economy; nor the time of Members of Parliament; nor the well-worn theme of "overlapping". One of the main reasons is that, unless we unify the organizations working for European unity, public opinion will never lend

ainsi qu'à une résolution adoptée à la même date à la Conférence de Rome, concernant « l'institution de liens organiques entre les assemblées européennes ». Elle vise l'identité — pour autant que possible — « entre les Représentants des États membres des communautés européennes à l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe et à l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale d'une part, et à l'Assemblée de ces Communautés d'autre part ». La conclusion de cette résolution suit de près la suggestion formulée par M. Struye au nom de la commission des Affaires Générales dans le Document 34².

Ainsi, entre les deux parties de notre troisième session, l'unification des organes parlementaires européens a fait un grand pas en avant³.

2. Avant d'aborder la tâche que l'Assemblée — en votant la Directive n° 5 — a eue particulièrement à l'esprit, c'est-à-dire de réagir sur le contenu des suggestions britanniques et italiennes, il convient de nous occuper de leur opportunité politique au stade où nous nous trouvons, c'est-à-dire avant la mise en œuvre des deux nouveaux traités des Six et avant l'élaboration d'une zone de libre-échange qui pourrait comprendre plusieurs pays européens ou extra-européens, mais qui serait tout d'abord — le Livre Blanc britannique le prouve — une question des Sept.

Puisqu'un jeu de cache-cache en politique ne sert à rien, votre rapporteur se trouve dans la nécessité de dire que, à son avis, à cet instant, les propositions britanniques et italiennes ne revêtent aucun caractère d'opportunité politique.

Il a été renforcé dans cette opinion par la réunion à laquelle il a eu le privilège d'assister, avec les représentants des Ministres — c'est-à-dire avec le Conseil dans sa forme ordinaire — le 1^{er} juillet 1957. C'est en particulier le point de vue, formulé à juste titre dans la suggestion italienne et partagé par la Commission, que l'on ne saurait isoler les propositions d'unification

Notes du Rapporteur

2. Pour le texte intégral de cette résolution, voir l'Annexe I à ce rapport.

3. De l'avis du rapporteur, il convient de constater que tant l'influence prépondérante exercée par le rapport Struye que le texte même de la résolution du 9 juillet, où notre Assemblée est expressément nommée, prouvent que la fonction de cette assemblée des Sept ne se limite aucunement à une tâche de technique militaire.

des organes parlementaires européens de leur rapport avec les organes exécutifs et ministériels, qui ne semble pas avoir dans l'immédiat la moindre chance d'être accepté et mis en pratique. Dans ces circonstances, il est de notre devoir d'exprimer clairement que, du point de vue politique, la question de l'unification des assemblées européennes, sauf en ce qui concerne l'exécution des décisions du 25 mars et du 9 juillet 1957, est absolument prématurée.

Ce jugement — dur mais réaliste — décide de la forme et du contenu de l'examen qui suit. Cet examen ne peut pas ne pas avoir une forme plutôt académique, jusqu'à ce que les circonstances politiques changent. C'est pourquoi l'exposé des motifs se limite, pour ce qui suit, à commenter un texte (projet de recommandation) bref et provisoire. C'est pourquoi — plus ou moins à côté des suggestions gouvernementales — deux pensées ont été soulignées, issues de l'Assemblée même, qui, plus tard, après une étude plus poussée, pourront rendre les dites suggestions plus fécondes : l'une ayant rapport à l'examen automatique de nos principales recommandations par les parlements nationaux, l'autre à une autonomie financière plus grande de l'Assemblée.

Enfin, il va de soi que l'Assemblée et votre Commission se réservent le droit de reprendre les propositions gouvernementales lorsqu'il sera absolument clair que le Conseil lui-même est disposé à les prendre en considération avec la volonté de les faire aboutir.

II. Examen du texte du projet de recommandation

I. LE PRÉAMBULE

Paragraphe (1)

Comme il est déjà dit dans l'introduction à ce rapport, la Commission dans sa majorité est d'avis que l'on ne saurait isoler les propositions d'unification des organes parlementaires européens de leur rapport avec les organes exécutifs et ministériels. Ce n'est pas seulement par souci d'économies et d'efficacité, ni pour faire gagner du temps aux parlementaires, ni pour éviter ce qu'il est convenu d'appeler les « doubles emplois », qu'il faut rechercher l'unification des

them the support necessary to achieve the creation of a "European political authority with limited functions but real powers" which has been our aim since 1949. This point was stressed in the first report tabled by M. Struye last December — which helped to prevent the creation of a fourth European Assembly — and has been a constant theme since M. Bohy drew attention to the danger of alienating public support by over-complication, in his report tabled in the Consultative Assembly in 1952.

Paragraph (2)

This paragraph expresses the view of the majority in the national Parliaments of the continental Member States of Western European Union. While there are differences of emphasis, all are agreed that the setting up of an Atlantic Assembly at this stage should be studied with extreme caution in order to avoid the confusion referred to above and harm European unity. Among the reasons which have led the Committee to this categoric expression of opinion, and to express the wish that, in this respect, a review of the position be undertaken in all national Parliaments, are the following:

(i) An Atlantic Assembly at this stage would be directly contrary to the long-term interests of the Atlantic Community itself, in that it would start the construction on a basis of disparity between Member States as wide as that which exists between the United States and Luxembourg. This might permit of rapid initial progress but it would then come to a full stop, (the examples of the League and United Nations spring to mind); and it would prove exceedingly difficult to re-start building the Atlantic Community on the basis of a greater equality between the partners, which only a United Europe can provide.

(ii) An Atlantic Assembly established on the traditional basis at this stage would run counter to the development of the European Community, in that, just at the moment

when this Community is beginning to take shape and to develop a sense of "belonging together", separate delegations selected on the basis of the present European national States would go to an Atlantic Assembly, instead of a single European delegation which is the ultimate aim. Owing to American participation it would be likely that within a short space of time all important discussions affecting the future of Europe would tend to take place in the Atlantic Assembly to the detriment of the European Assemblies. If this were to be allowed to occur before the European Community is much more consolidated than it is at the moment, the countries of Europe would risk being frozen in a permanent position of dependence *vis-à-vis* the United States.

(iii) An Atlantic Assembly would immediately create the gravest overlapping with existing European institutions. In November of last year the unofficial "Conference of NATO Parliamentarians" showed this danger by proceeding to create political, economic and cultural Committees, under the provisions of Article II of the North Atlantic Treaty, and these unofficial Committees already run the risk of dealing with exactly the same subjects as are already examined by our own Assembly and that of the Council of Europe. This danger would be aggravated if the Conference were to be converted into a statutory Assembly.

Paragraph (3)

The Committee were unanimous in hoping that Britain would re-examine the possibility of becoming a full member of the European Economic Community, of Euratom and the Coal and Steel Community, or, if this should still not prove possible, of establishing links — in particular in relation to the Free Trade Area — sufficiently close to prevent any division arising between Six-Power Europe and Great Britain.

Paragraph (4)

This position is simple common sense. Much of the discussion about Assemblies of recent months has been beside the point, as it has

assemblées européennes. Une des principales raisons est que si l'on n'unifie pas les organisations travaillant à l'unité européenne, l'opinion publique ne leur accordera jamais l'appui nécessaire à la création de cette « autorité politique européenne aux fonctions limitées mais aux pouvoirs réels », que nous nous sommes fixée comme but dès 1949. Dans le premier rapport présenté en décembre dernier — rapport qui a contribué à faire écarter une quatrième assemblée européenne — M. Struye a insisté sur ce point qui d'ailleurs demeure un sujet constant des préoccupations de l'Assemblée depuis 1952, date à laquelle M. Bohy, dans un rapport présenté à l'Assemblée Consultative, insistait sur le danger que l'on courrait de perdre l'appui de l'opinion publique par excès de complication.

Paragraphe (2)

Ce paragraphe représente le point de vue de la majorité des parlementaires des pays continentaux membres de l'Union de l'Europe Occidentale. A des degrés variables, tous reconnaissent que la création d'une assemblée atlantique en ce moment devrait être étudiée avec la plus extrême prudence, afin de ne pas augmenter la confusion ci-dessus signalée et nuire à la cause de l'unité européenne. Parmi les raisons qui ont amené la Commission à exprimer aussi catégoriquement son opinion et souhaiter que, sous ce rapport, une révision de la situation soit entreprise dans tous nos parlements nationaux, citons les suivantes :

(i) Au stade actuel, une assemblée atlantique irait directement à l'encontre des intérêts à long terme de la Communauté atlantique elle-même, en ce sens qu'elle en commencerait l'édification sur la base d'une disparité entre Etats membres, telle qu'elle existe entre les Etats-Unis et le Luxembourg. Il serait peut-être possible de faire des progrès initiaux rapides, mais qui risqueraient d'être sans lendemain ; les exemples enseignants de la Société des Nations et de l'O.N.U. sautent aux yeux. Il serait alors extrêmement difficile de reprendre la construction de la Communauté atlantique sur la base d'une égalité plus grande entre les partenaires, égalité que seule une Europe unie peut assurer.

(ii) Au stade actuel, une assemblée atlantique, organisée de la manière traditionnelle, irait à l'encontre du développement en cours de la communauté européenne, en

ce sens, qu'au moment précis où cette communauté commence à prendre forme et où le sens communautaire s'affirme, l'on verrait des délégations isolées de ces mêmes Etats européens siéger à l'Assemblée atlantique sur une base purement nationale, à la place d'une délégation européenne unique qui demeure l'ultime objectif. Du fait de la participation américaine, il serait probable que bientôt toutes les discussions importantes pour le sort de l'Europe tendraient à se tenir dans le cadre de l'Assemblée atlantique, au détriment des assemblées européennes. Si l'on permettait qu'il en soit ainsi, avant que la communauté européenne ne soit beaucoup plus solide qu'elle ne l'est actuellement, la position de dépendance des Etats d'Europe à l'égard des Etats-Unis d'Amérique risquerait de se cristalliser.

(iii) Une assemblée atlantique serait la cause immédiate du double emploi le plus grave avec les institutions européennes existantes. Déjà en novembre dernier, la « Conférence de parlementaires de l'O.T.A.N. » en procédant à la création de commissions politique, économique et culturelle, aux termes des dispositions de l'article II du Traité de l'Atlantique Nord, a démontré ce danger. Dès maintenant, ces commissions non officielles risquent fort d'aborder exactement les mêmes problèmes que ceux examinés au sein de notre Assemblée et au sein du Conseil de l'Europe. Ce danger serait aggravé au cas où ladite Conférence serait transformée en assemblée avec un statut public.

Paragraphe (3)

La Commission à l'unanimité a exprimé l'espoir que la Grande-Bretagne reconsidérera la possibilité de sa pleine adhésion à la Communauté économique européenne, à l'Euratom et à la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier. Dans le cas où cela ne serait pas encore possible, la Commission souhaite l'établissement de liens extrêmement étroits — parmi eux une convention instituant une zone de libre-échange — afin d'empêcher toute division entre l'Europe des Six et la Grande-Bretagne.

Paragraphe (4)

Cette attitude est le bon sens même. Nombre de discussions récentes concernant les assemblées n'ont pas été d'une grande utilité, car on

attempted to put the cart before the horse. The European executive organs should always precede European parliamentary supervision.

Paragraph (5)

European parliamentary institutions now have nearly ten years' experience behind them. If they have not fulfilled the hopes of those who voted for the creation of the Council of Europe at The Hague Congress in May 1948, they have nevertheless a solid record of achievement to their credit. But it has become quite clear that it is unrealistic to expect Members of Parliament to exercise sovereign legislative rights at home and merely consultative rights abroad. Indeed, the Member of Parliament who has been elected by his constituency frequently finds he has less real influence on the course of events than has an official in a Ministry of Foreign Affairs, who does not have the same independent position, and who, above all, has no similar contact with public opinion and by reason of the rapid turnover between Embassies and Home Departments, may have limited experience of European questions and in particular of the movement for European unity since the conclusion of the war. In a sense this is a reproduction at the European level of the traditional relations between national Parliaments and the experts of the Foreign Ministries. But what Governments, and in particular their civil servants, should remember is that a European Assembly is not there merely to praise their successes and criticize their failures, but also to provide an essential link with public opinion. If Governments will take the Assembly into their confidence they have in it the best possible body of support. At a time when the exigencies of international policy, and particularly of armaments, impose the heaviest burdens on the taxpayer under which he is growing increasingly restive¹, it is very necessary that the real issue be explained to the public and not be left in ministerial dossiers. In addition, as M. Struye pointed out in his report:

“There is a potential danger of technocracy escaping into the no-man's land between the

1. At present running at the rate of £ 1,000,000 per hour in respect of the NATO countries.

point where national parliamentary control ends and European parliamentary control has not yet begun.”

II. DRAFT RECOMMENDATION

Proposal No. 1

The case for a Council of Prime Ministers subdivided into Committees of departmental Ministers (for instance, a Committee of Defence Ministers and not of Ministers for Foreign Affairs should deal with defence Recommendations, as was proposed by the Assembly in Recommendation No. 11 (I) (2) adopted by the Assembly on 8th May, 1957), has been proposed by the Assemblies on repeated occasions in recent years. Action should now be taken.

The remainder of the proposal corresponds to Article V (h) of the Charter of the Assembly of Western European Union, the explanatory memorandum to which is to be found in the report of the Committee on Organization, of which I had the honour to be the Chairman. The usefulness of this procedure was illustrated in this year's Session of the Assembly during the discussion of British troop withdrawals.

Proposal No. 2

This proposal originated with a proposal put forward by the Italian Government on 10th December, 1956, to the Council of Western European Union, where it is still under consideration². Meanwhile in May of this year the President of our Assembly developed the idea in an important speech, which opened the discussion on the important problem of how European proposals may receive approval in national Parliaments by means of a procedure analogous to that of a “negative resolution”.

There are a certain number of problems that arise in relation to parliamentary procedure, which differ in various Member States, and the Clerk of the Assembly has been instructed by the Bureau to prepare a report on this subject, in collaboration with the Clerks of the Parliaments of all Member States. This study is progressing. Meanwhile it is important that Governments should accept the idea in principle, which was expressly conceived in general terms so as to cover various methods of implementation.

2. By letter dated 14th December, 1956, the Assembly requested to be informed of the result of the Ministerial study of this subject as soon as possible.

a tenté de mettre la charrue avant les bœufs. L'exécutif européen doit, partout et toujours, précéder le contrôle parlementaire européen.

Paragraphe (5)

L'expérience acquise par les institutions parlementaires européennes date de près d'une décennie. Si ces institutions n'ont pas répondu aux espoirs de ceux qui votèrent pour la création du Conseil de l'Europe au Congrès de La Haye en mai 1948, elles ont néanmoins obtenu des résultats tangibles. Mais il est devenu évident que l'on ne peut décemment s'attendre à voir des parlementaires exerçant un pouvoir législatif souverain dans leur pays, se contenter d'attributions purement consultatives en Europe. Un parlementaire élu est même souvent amené à constater que dans la pratique, il exerce sur le cours des événements une influence inférieure à celle des fonctionnaires des ministères des Affaires étrangères, qui n'ont pas la même position indépendante et qui, surtout, n'ont pas de contacts similaires avec l'opinion publique et qui, en raison des mutations fréquentes entre ambassades et administration centrale, ont souvent une connaissance limitée des questions européennes et en particulier du mouvement vers l'union européenne depuis la fin de la guerre. C'est là en un sens une répétition au niveau européen des rapports existant traditionnellement entre les parlements nationaux et les experts des ministères des Affaires étrangères. Cependant, ce dont les gouvernements, et en particulier leurs fonctionnaires, devraient se souvenir, c'est qu'une assemblée européenne n'a pas uniquement pour rôle de relever leurs succès et échecs, mais également de fournir un point de contact essentiel avec l'opinion publique. Le jour où les gouvernements feront confiance à l'Assemblée, ils y trouveront leur plus ferme soutien. A une heure où les exigences de la politique internationale, en particulier dans le domaine des armements, imposent aux contribuables des charges extrêmement lourdes contre lesquelles ils ont de plus en plus tendance à protester¹, il est essentiel que l'opinion publique soit avertie des problèmes fondamentaux, il est essentiel que ceux-ci ne demeurent pas dans les dossiers ministériels. En outre, comme le souligne M. Struye dans son rapport,

« il y a un danger possible de technocratie, s'échappant dans le no-man's land entre le

1. Ces dépenses atteignent à l'heure actuelle, pour l'ensemble des pays de l'O.T.A.N., la somme de 1 milliard par heure.

point où le contrôle parlementaire national s'arrête et celui où le contrôle parlementaire européen n'a pas encore commencé ».

II. LE PROJET DE RECOMMANDATION

Proposition n° 1

A plusieurs reprises ces dernières années, les assemblées ont proposé la création d'un Conseil des chefs des gouvernements, se subdivisant en commissions composées des ministres titulaires d'un Département (une commission des ministres de la Défense, par exemple, et non pas des ministres des Affaires étrangères, devrait examiner les recommandations traitant de la défense, comme il a été proposé par l'Assemblée dans la Recommandation n° 11 (I) (2) adoptée par l'Assemblée le 8 mai 1957). Il faudrait maintenant y donner suite.

Le reste de la proposition correspond à l'article V (h) de la charte de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale, et on en trouve l'exposé des motifs dans le rapport de la Commission d'Organisation que j'ai eu l'honneur de présider. Le cours du débat sur le retrait des troupes britanniques qui a eu lieu à la session de l'Assemblée cette année confirme l'utilité de cette procédure.

Proposition n° 2

Cette proposition est inspirée par la démarche du 10 décembre 1956 du gouvernement italien au Conseil de l'Union de l'Europe Occidentale où elle demeure à l'examen². En mai de cette année, le Président de notre Assemblée a consacré à cette proposition un important discours, qui a ouvert la discussion sur le problème fort intéressant de savoir dans quelle mesure une adoption nationale « silencieuse » des « lois européennes » pourrait se présenter.

Un certain nombre de difficultés se posent sur le plan de la procédure parlementaire, qui varie selon les Etats membres, et le Bureau a chargé le Greffier de l'Assemblée de préparer, de concert avec les Greffiers des parlements des Etats membres, un rapport à ce sujet. Ce travail est en cours. Il est important que dans l'intervalle les gouvernements acceptent le principe de la proposition, qui intentionnellement a été conçue d'une manière générale, couvrant plusieurs possibilités.

2. Le 14 décembre dernier, l'Assemblée a demandé d'être informée aussi rapidement que possible des conclusions du Conseil à l'égard de la proposition du gouvernement italien.

Proposal No. 3

One of the difficulties which we find at Strasbourg is the tendency to adopt far too many Recommendations and Resolutions which have been insufficiently prepared in Committee. The Bureau of the Assembly should exercise rigorous control in this respect, and at the same time the Clerk should be able to place at the disposal of Committees the highly qualified technical staff necessary for the preparation of texts. The issues involved here have been summarized in the Working Paper of the Bureau (paragraph 31) which is appended, and which I therefore have no need to repeat.

Proposal No. 4

When I enquired how much the three existing European Assemblies had cost the European taxpayer last year I was astonished that it was less than one-third of the cost of a single jet-bomber! This seems so ridiculously small in comparison with the importance of a European Parliament that there can be no objection to a European Assembly voting the credits necessary for its own *administrative expenditure*, as is the case in all Member States. After all, our Assemblies are not composed of irresponsible private persons, but of Members of Parliament who have often held senior ministerial office in their own countries. We count among our members several Deputies who are either Chairmen or members of the Finance Committees in their own countries. It is therefore normal that we should be trusted to vote those sums of money which are strictly necessary, subject to the setting up of a supervisory instance, drawn from our national Parliaments.

III. Conclusion

I have the feeling that the preparation of recent plans for remodelling the European Assemblies have revealed insufficient contact between the advisers of the Foreign Ministers and the Members of Parliament who have direct experience of the institutions in question. It is no longer responsible to think that any European Assembly will accept a *constitution octroyée*, and it was a great mistake to have done so ten years ago. I think it would be for the benefit of all concerned if — when, on the one hand, following the implementation of the Convention on institutions common to the European Communities and, if possible, the creation of the Free Trade Area, and on the other hand, after the clarification of the question of the unification of the executive and Ministerial bodies, the question of the unification of Assemblies becomes a real issue — this question were considered jointly by the Bureau of the Assembly and the most senior officials who are advising their Foreign Ministers on these questions. Only in such joint contacts can the genuine problems which both the executive and parliamentary branches have to face, be understood.

As the question of unifying European Assemblies is not an immediate issue, there is not in my view any need to set up such a Joint Study Group at this stage, but the proposal, which is a valuable one, should be retained for future reference. In fact it would mean that the concept of the Preparatory Commission, which drafted the Statute of the Consultative Assembly in 1948-1949, would develop into that of a much more representative body: a *condition préalable* for drafting the Statute of the single European Assembly.

Proposition n° 3

Nous avons pu constater à Strasbourg qu'il y a lieu de déplorer le trop grand nombre de recommandations et résolutions insuffisamment préparées en commission. Le Bureau de l'Assemblée devrait exercer un contrôle rigoureux à cet effet, et simultanément le Greffier devrait être en mesure de mettre à la disposition des commissions le personnel technique hautement qualifié nécessaire à la préparation de ces textes. Les problèmes qui se posent à cet égard ont fait l'objet d'un résumé dans le document de travail du Bureau (paragraphe 31) figurant en annexe, je n'ai donc pas à m'y attarder.

Proposition n° 4

J'ai voulu savoir combien les trois assemblées européennes existantes ont coûté au contribuable européen l'an dernier. J'ai été surpris de constater que le montant en cause est inférieur au tiers du coût d'un seul bombardier à réaction ! C'est là une somme si ridicule, compte tenu de l'importance d'un parlement européen, que l'on ne voit pas pourquoi une assemblée européenne ne pourrait pas — comme tel est le cas dans tous les Etats membres — voter les crédits nécessaires au financement de ses propres dépenses de fonctionnement. Après tout, nos assemblées ne se composent pas de particuliers sans responsabilités, mais de parlementaires qui souvent occupent ou ont occupé d'importants postes ministériels dans leur pays. Nous comptons également dans nos rangs plusieurs députés qui sont ou président ou membre des commissions des Finances dans leur pays respectif. Il est donc normal que l'on nous fasse confiance pour voter les crédits nécessaires, sous réserve, bien entendu, de l'instauration d'une instance de contrôle composée de membres de nos parlements nationaux.

III. Conclusions

J'ai l'impression que la préparation des plans récents de refonte des assemblées européennes a montré qu'il n'y a pas eu suffisamment de contacts entre les conseillers des ministres des Affaires étrangères et les parlementaires ayant l'expérience du fonctionnement des institutions en question. On ne peut plus raisonnablement s'attendre à voir une assemblée européenne, quelle qu'elle soit, accepter une *constitution octroyée*, faute regrettable commise il y a dix ans. Je pense que pour le plus grand profit de tous les intéressés, lorsque la question de l'unification des assemblées se posera de façon actuelle — c'est-à-dire après, d'une part, la mise en œuvre de la convention relative à certaines institutions communes aux communautés européennes et, si possible, la création d'une zone de libre-échange, d'autre part une nette clarification en matière d'unification des organes exécutifs et ministériels — elle devrait être examinée conjointement par le Bureau de l'Assemblée et les hauts fonctionnaires conseillers des ministres des Affaires étrangères en la matière. Ce n'est que dans le cadre de ces contacts que les problèmes fondamentaux qui se posent tant sur le plan exécutif que sur le plan parlementaire, pourront être appréciés.

L'unification des assemblées européennes n'étant pas pour l'immédiat, point n'est besoin, à mon avis, de créer hic et nunc un groupe d'étude conjoint, quoique la proposition ait sa valeur et qu'il convienne de s'y reporter ultérieurement. Ceci signifierait en fait que la conception de la Commission préparatoire qui en 1948-1949 a rédigé les statuts de l'Assemblée Consultative, devrait se transformer cette fois-ci en celle d'un organe beaucoup plus représentatif : condition préalable pour entreprendre la rédaction de la charte de l'assemblée européenne unique.

APPENDIX I

Resolution concerning the appointment of Representatives of the Member States to the Assembly of the European Communities adopted by the Six Governments

The Ministers for Foreign Affairs of the Kingdom of Belgium, the Federal Republic of Germany, the French Republic, the Italian Republic, the Grand Duchy of Luxembourg and the Kingdom of the Netherlands,

Having regard to the Resolution adopted at the Conference held at Rome on 25th March, 1957, concerning the establishment of organic links between the European Assemblies;

Considering that the studies now being made on the basis of this Resolution are going to be continued and that they will be completed in co-operation with the new institutions as soon as the treaties setting up the European Economic Community and European Atomic Energy Community come into force;

Having taken note of the wishes expressed by the various European Assemblies;

Determined to promote, so far as possible, identical representation of the Member States

of the European Communities in the Consultative Assembly of the Council of Europe and the Assembly of Western European Union, on the one hand, and in the Assembly of the European Communities on the other,

Pledge themselves to submit to their national Parliaments, at the appropriate time, the proposal that steps should be taken to ensure that, in principle, one half of the representatives of each Parliament to the Assembly of the European Communities shall be titular members of the Consultative Assembly of the Council of Europe and of the Assembly of Western European Union. Nevertheless, as regards the representation of the Belgian, Luxembourg and Netherlands Parliaments, which are entitled to a smaller number of representatives in the above-mentioned Assemblies, with the result that it is more difficult for them to take part in all the activities of the Assemblies and their Committees, it is understood that identity of membership may be limited to one-third of the representatives.

ANNEXE I

Résolution concernant la désignation des Représentants des Etats membres à l'assemblée des communautés européennes, adoptée par les six gouvernements

Les ministres des Affaires étrangères du Royaume de Belgique, de la République Fédérale d'Allemagne, de la République française, de la République italienne, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas,

Vu la résolution adoptée lors de la Conférence de Rome du 25 mars 1957 concernant l'institution de liens organiques entre les Assemblées européennes ;

Considérant que les études en cours sur la base de cette résolution seront poursuivies et qu'elles seront terminées avec la collaboration des nouvelles institutions, dès l'entrée en vigueur des traités instituant la Communauté économique européenne et la Communauté européenne de l'Energie atomique ;

S'inspirant des vœux exprimés par les différentes assemblées européennes ;

Résolus à favoriser autant que possible l'identité entre les représentants des Etats membres

des communautés européennes à l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe et à l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale d'une part, et à l'Assemblée de ces Communautés d'autre part,

S'engagent à soumettre aux parlements nationaux respectifs au moment jugé opportun, la proposition de prendre les mesures propres à assurer qu'en principe la moitié des représentants de chaque parlement à l'assemblée des communautés européennes soient membres titulaires de l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale. En ce qui concerne toutefois la représentation des parlements belge, luxembourgeois et néerlandais, qui disposent dans les assemblées précitées d'un nombre moins élevé de représentants, ce qui rend plus difficile la participation de ceux-ci à tous les travaux des assemblées et de leurs commissions, il est entendu que l'identité pourra se limiter à un tiers des représentants.

APPENDIX II

Working Paper before the Bureau of the Assembly

TABLE OF CONTENTS

- I. WHY "RATIONALIZE" AT ALL?
 II. AN ATLANTIC ASSEMBLY AT THIS STAGE HARMFUL TO EUROPEAN UNITY
 III. THE SUCCESS OR FAILURE OF THE GRAND DESIGN AND ITALIAN PROPOSALS WILL DEPEND ON FINDING A VIA MEDIA BETWEEN A SUPRANATIONAL ASSEMBLY AND A CONSULTATIVE ASSEMBLY
 IV. CONCLUSION: SUMMARY OF CRITERIA FOR UNIFYING EUROPEAN ASSEMBLIES

I. Why "rationalize" at all?

1. Plans put forward to "rationalize" the European Assemblies cannot spring from a desire for financial economy. The total cost of all three European Assemblies in 1956¹ was less than one-third of the cost of a single jet-bomber. As this represents the total Europe is spending on the development of her common parliamentary institutions it is not an overlarge investment, in comparison with even a single item in any national budget, of even the smallest Member State.

2. Nor can the aim be to save the time of Members of Parliament. That the claims on this time imposed by membership of all three European Assemblies and their Committees is great, and difficult to reconcile with national parliamentary obligations, is a fact. M. Struye, in the Appendix to his report², estimated the total days of presence required in 1956, apart from travelling, at 65 days. But this time would not be reduced by the unification of the three Assemblies. For the work to be done will remain the same, under whatever roof it takes place. More, it will steadily increase as a result of the need to ensure parliamentary stimulus and supervision of the European Common Market and the Community for Atomic Energy.

3. The only answer to this problem is ultimately direct elections. Until such elections become a political feasibility, and an appropriate divi-

sion of labour is established between the European and national levels of public business, the burden of the European cause will continue to repose principally on the sacrifices Representatives are prepared to make in relation to their national parliamentary activity, as it has since 1949.

4. What then of overlapping? The simple reply is that there is none, provided the terms we use are clearly defined. Between intergovernmental Organizations, potential overlapping does exist in terms of theoretical competence, but in practice there is an effective working division of labour between Secretariats, if only because there is so much to do and so few to do it. But here we are not discussing Organizations, with permanent staffs composed of different people, but Assemblies with largely identical membership³. It cannot be contended that Members of Parliament will be prepared to do the same work all over again, just because they are sitting with a different hat on. Moreover, the three Clerks have now established such close working links that any danger here is remote.

3. Hence the urgent need that national Parliaments ensure — since Governments can only make proposals to their national Parliaments — that when the new European Economic Assembly meets, 50 % of its members have in fact been appointed from among the Representatives and Substitutes of the Six to the Consultative Assembly (which means the totality of the members of the Western European Union Assembly, except for the United Kingdom Representatives). The difficulty of Substitutes can at least be partially resolved by calling all members of the European Economic Assembly Representatives, whether or not they are Representatives or Substitutes in the other two Assemblies, as was proposed

1. £ 827,500.

2. Document 34 (1956).

ANNEXE II

Document de travail du Bureau de l'Assemblée

SOMMAIRE

- I. POURQUOI « RATIONALISER » ?
- II. AU STADE ACTUEL, UNE ASSEMBLÉE ATLANTIQUE COMPROMETTRAIT L'UNITÉ EUROPÉENNE
- III. LE SUCCÈS OU L'ÉCHEC DU GRAND DESSEIN ET DES PROPOSITIONS ITALIENNES DÉPEND DE LA DÉFINITION DU MOYEN TERME ENTRE UNE ASSEMBLÉE SUPRANATIONALE ET UNE ASSEMBLÉE CONSULTATIVE
- IV. CONCLUSION : CRITÈRES D'UNIFICATION DES ASSEMBLÉES EUROPÉENNES

I. Pourquoi « rationaliser » ?

1. Les plans élaborés en vue de « rationaliser » les assemblées européennes ne sont pas nés du désir de réaliser des économies. En 1956¹, les dépenses globales de fonctionnement des trois assemblées européennes se sont élevées à moins d'un tiers du coût d'un seul bombardier à réaction. Comme ce chiffre représente la somme totale que l'Europe consacre à l'édification de ses institutions parlementaires communes, il n'y a pas là dépense excessive, comparé à un article quelconque du budget national du plus petit de nos Etats membres.

2. Les plans de rationalisation ne visent pas davantage à faire gagner du temps aux députés. Il est vrai que la participation aux trois assemblées européennes et à leurs commissions exige beaucoup de temps, et est de plus en plus difficile à concilier avec les activités parlementaires nationales. Dans l'annexe à son rapport², M. Struye a évalué la durée totale des présences en 1956 à 65 jours, sans compter les déplacements. Mais l'unification des trois assemblées ne permettrait certes pas de réduire cette durée. En effet, il y aura toujours autant de travail, quel que soit le lieu des travaux. Il y en aura même de plus en plus, quand l'action et le contrôle parlementaires s'exerceront à l'égard du marché commun européen et de la Communauté de l'Energie atomique.

3. Seules, en fin de compte, les élections européennes au suffrage universel peuvent apporter une solution à ce problème. Tant que ces élections

ne seront pas politiquement faisables, et tant qu'une division appropriée du travail ne sera pas établie entre les activités publiques européenne et nationale, les activités parlementaires au service de la cause européenne ne seront possibles qu'en fonction principalement des sacrifices que les représentants seront prêts à faire dans le domaine de leur activité parlementaire nationale, comme c'est d'ailleurs le cas depuis 1949.

4. Que dire des doublés emplois ? La réponse est simple : il n'y en a pas, dans la mesure où nous nous comprenons bien sur le sens de l'expression. Sur le plan des organisations intergouvernementales il existe bien un double emploi potentiel au point de vue de la compétence théorique, mais en pratique, une division du travail existe entre les secrétariats, ne serait-ce que parce qu'il y a beaucoup de travail et peu de personnel pour le faire. Mais il ne s'agit pas ici d'organisations dotées d'un personnel distinct, mais d'assemblées composées en grande partie des mêmes représentants³. L'on ne saurait s'attendre à ce que les députés soient prêts à refaire le même travail sous une autre appellation, et les trois Greffiers ont à ce point coordonné les travaux que le risque des doubles emplois est pratiquement exclu.

3. D'où la nécessité urgente que les parlements nationaux fassent en sorte — puisque les gouvernements ne peuvent faire que des propositions aux parlements nationaux — que 50 % des membres de la nouvelle assemblée économique européenne soient en fait choisis parmi les représentants et suppléants des Six à l'Assemblée Consultative (chiffre qui comprend la totalité des membres de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale, hormis les Représentants britanniques). Pour résoudre, du moins partiellement, la difficulté que pose la question des suppléants, il suffira d'appeler Représentants tous les membres de l'Assemblée économique, qu'ils soient Représentants ou Suppléants dans les deux autres assemblées, ainsi que

1. 827.500.000 Frs fr.

2. Document 34 (1956).

5. What then, it may be asked, is the problem? And why have Foreign Ministries gone to such trouble to produce plans to unify our Assemblies?

6. The answer must be sought in public opinion; and rightly so, for Europe is not the esoteric concern of a few professionals, but is the future welfare of Europe's peoples — perhaps their survival itself. It is they who must be convinced that what is done in Strasbourg¹ is of vital concern to them personally, if they are ever to accept in a political party's programme at a general election, or in a referendum, the creation of that *European political authority with limited functions but real powers* which on 6th September, 1949, was laid down as the ultimate goal. The Resolution was adopted by the Consultative Assembly by 88 votes to nil.

7. What public opinion thinks was put as early as 1952, in a report tabled by M. Bohy propos-

by Mr. Edwards at the last Joint Meeting of the three Bureaux.

This nevertheless leaves the following problem, which is particularly acute for the Benelux countries: namely that the number of titular Representatives in the Consultative Assembly (7, 7 and 3 respectively) has become insufficient to ensure representation by even one person in the permanent committees, as the number of committees has increased from 6 in 1949 to 12 in 1956 (now reduced to 10). To provide even a single Representative in each Committee, the Belgian and Netherlands delegations had therefore to send 5 Substitutes (now 3). The position is further complicated by the need for equitable representation of political parties within the Dutch and Belgian delegations inside each Committee. The Luxembourg delegation (3 Representatives and 3 Substitutes) has given up being represented in practice at all Committee meetings. This problem has been partially solved in intention, by the Resolution of the Brussels Interim Committee, whereby the Six Governments pledge themselves to submit to their national Parliaments, at the appropriate time, the proposal that steps should be taken to ensure that, *in principle*, one half of the Representatives of each Parliament to the Assembly of the European Communities shall be titular members of the Consultative Assembly of the Council of Europe and of the Assembly of Western European Union. Nevertheless, as regards the representation of the Belgian, Luxembourg and Netherlands Parliaments, which are entitled to a smaller number of representatives in the above-mentioned Assemblies, with the result that it is more difficult for them to take part in all the activities of the Assemblies and their committees, it is understood that identity of membership may be limited to one-third of the representatives.

1. Or wherever European Assemblies may sit.

ing the unification of the Council of Europe and the O.E.E.C.:

"With the best will in the world, the average European citizen finds it difficult to give much attention to international affairs. His chief concerns are those which touch him most nearly, such as whether there will be a war; whether he will be able to afford enough food to eat if prices continue to rise; the health of his family, or his amusements. The world of international conferences is quite beyond his ken, and, as he can see little connection between the results of their labours (if any) and his own pressing daily problems, he ceases to give the matter further thought. As a result it is doubtful if 5% of the population of Europe have any idea of what the initials O.E.E.C. mean or whether the Council of Europe still exists. The public is completely bewildered by an ever increasing flood of initials such as N.D.A.P., M.S.A., O.D.M., O.E.E.C., S.H.A.P.E., SACLANT, SACEUR, I.S.A.C., I.C.C.I.C.A., I.C.I.T.C., I.C.A.O., ECOSOC, G.A.T.T., and P.I.C.M.M.E., not to mention better known organizations such as I.L.O., W.H.O., F.A.O. and UNESCO"².

To-day it is not in dispute that even the informed voter, holding a position of responsibility in non-political life, is completely confused by the "bewildering array"; and in consequence has usually lost interest.

8. The seriousness of this position can scarcely be exaggerated. To improve it, two Foreign Ministries have put forward proposals, and it is herein that their overwhelming justification lies.

II. An Atlantic Assembly at this stage harmful to European unity

9. In its original form the Grand Design envisaged creating an Atlantic Assembly in which *American and Canadian parliamentarians would participate throughout*. This gave rise to oppos-

² Document 8 (1952) of the Consultative Assembly, paragraph 10.

5. On peut alors se demander où est le problème et pourquoi les ministères des Affaires étrangères se sont donné tant de mal pour élaborer des plans destinés à unifier nos assemblées.

6. La réponse nous est donnée par les réactions de l'opinion publique, et à juste titre, car l'Europe n'est pas la préoccupation ésotérique de quelques professionnels ; c'est la prospérité future des peuples d'Europe, leur salut peut-être, qui est en jeu. C'est eux qu'il faut convaincre que ce qui se fait à Strasbourg¹ les concerne personnellement si l'on veut qu'un jour ils acceptent de voir figurer, dans le programme d'un parti politique lors d'élections générales, ou dans un référendum, la création de cette *autorité politique européenne aux fonctions limitées, mais aux pouvoirs réels* qui, le 6 septembre 1949, fut érigée en ultime objectif. La résolution fut adoptée à l'Assemblée Consultative par 88 voix contre zéro.

7. En 1952, dans un rapport proposant l'unification du Conseil de l'Europe et de l'O.E.C.E.,

l'a proposé M. Edwards lors de la dernière réunion commune des trois Bureaux.

Il reste néanmoins le problème suivant, qui est particulièrement aigu pour les pays du Benelux : c'est-à-dire que le nombre de leurs Représentants titulaires à l'Assemblée Consultative (7, 7 et 3 respectivement) est devenu insuffisant pour assurer une représentation à toutes les commissions permanentes de cette assemblée, étant donné l'accroissement du nombre des commissions qui est passé de 6 en 1949 à 12 en 1956 (pour revenir à 10). Il s'ensuit que pour être représentés, même par une seule personne, dans toutes ces 10 commissions, il faudrait pour la Belgique, par exemple, que 3 Suppléants de l'Assemblée aient qualité de membre titulaire en commission. Cette position se complique davantage en raison de la représentation des partis politiques au sein des délégations belge et néerlandaise à l'intérieur de chaque commission. La délégation luxembourgeoise (3 Représentants et 3 Suppléants) a renoncé à se faire représenter en pratique à toutes les commissions. Cette difficulté a été résolue en principe dans une certaine mesure par la résolution de la Commission Intérimaire de Bruxelles, par laquelle les gouvernements des Six s'engagent à soumettre aux parlements nationaux respectifs au moment jugé opportun, la proposition de prendre les mesures propres à assurer qu'en principe la moitié des représentants de chaque parlement à l'assemblée des Communautés européennes soient membres titulaires de l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale. En ce qui concerne toutefois la représentation des parlements belge, luxembourgeois et néerlandais qui disposent dans les assemblées précitées d'un nombre moins élevé de représentants, ce qui rend plus difficile la participation de ceux-ci à tous les travaux des assemblées et de leurs commissions, il est entendu que l'identité pourra se limiter à un tiers des représentants.

1. Ou en tout lieu où siègeraient des assemblées européennes.

M. Bohy soulignait les véritables préoccupations de l'opinion publique :

« Avec la meilleure volonté du monde, l'Européen moyen a quelque difficulté à prêter beaucoup d'attention aux affaires internationales. Ses principaux soucis sont ceux qui le touchent de plus près ; il se demande s'il y aura la guerre, s'il pourra manger à sa faim si les prix continuent à monter ; il se préoccupe de la santé de sa famille ou de ses plaisirs. Le monde des conférences internationales lui échappe tout à fait, et comme il ne peut guère voir de rapport entre les résultats de leurs efforts — s'il y en a — et les problèmes quotidiens qui l'assaillent, il ne s'en soucie pas davantage. Aussi peut-on se demander si 5 % de la population européenne ont la moindre idée de ce que signifient les initiales O.E.C.E. ou savent si le Conseil de l'Europe existe encore... le public est absolument désorienté par le flot toujours croissant de sigles : P.A.M.D., A.M.S., B.M.D., O.E.C.E., S.H.A.P.E., SACLANT, SACEUR, C.I.Q.S., C.P.C.E.I.P.S., C.I.O. I.C., O.I.T., ECOSOC, G.A.T.T., et C.I.P. M.M.E., sans parler d'organisations mieux connues telles que le B.I.T., l'O.M.S., la F.A.O. et l'UNESCO »².

Il ne fait pas de doute aujourd'hui que même l'électeur éclairé, qui occupe une situation en dehors de la vie politique, devant cet « assemblage déconcertant », y perd son latin, et dès lors, s'en désintéresse.

8. On ne saurait exagérer la gravité de la situation et c'est donc à juste titre que deux ministères des Affaires étrangères ont formulé des propositions pour y remédier.

II. Au stade actuel, une assemblée atlantique compromettrait l'unité européenne

9. Le Grand Dessein, en sa forme originale, envisageait la création d'une assemblée atlantique où la participation américaine et canadienne se ferait dans tous les organes. Ce projet suscita

2. Document 8 (1952) de l'Assemblée Consultative, paragraphe 10.

ition from both the American State Department and continental European opinion¹.

10. The view of the State Department would seem to be that (apart from the difficulties created by the American Constitution), such an Assembly is undesirable in that it would provide a public platform outside America which Congressmen might conceivably use to criticize their Government's foreign policy.

11. The continental European point of view on the other hand would seem to comprise :

(i) those who agree with M. Robert Schuman that N.A.T.O. is a temporary military alliance, (which might in certain circumstances be used as a bargaining counter to achieve a genuine settlement ending the coldwar), and therefore oppose the creation of an Atlantic Assembly ;

(ii) a smaller body of opinion, who regard the creation of an Atlantic Community as an intrinsically desirable long-term objective², independent of the coldwar, but who consider the setting up of an Atlantic Assembly at this stage to be premature.

12. The chief reason for this latter view was summed up by the General Affairs Committee in the report to the Assembly concerning the Grand Design tabled in May :

“An attempt to form an ‘Atlantic Assembly’ before the European organizations have been sufficiently solidified is neither realistic nor wise”³.

13. Apart from the danger — strongly stressed in the Consultative Assembly by French Representatives — of binding up the fate of the Atlantic Community with that of a military organization, the basic fear which makes the opposition to an Atlantic Assembly in the immediate future so strong was expressed in the London “Times” on 26th May, 1957 :

1. Why, it is asked, so soon after preventing the creation of a fourth European Assembly, should a fourth Assembly be accepted, under an “Atlantic” label ?

2. Cf. Article II of the North Atlantic Treaty.

3. Document 45 (1957).

“The weight of the United States is found to be so great in any association in which it takes part, that its presence would tend to pull upon the European grouping itself, and make more difficult the prospect of Western Europe pooling its own resources so as to feel capable of negotiating with the United States on more equal terms than the present disunity permits”⁴.

14. This view is shared by many who would themselves strongly oppose Europe becoming a “Third Force”. The President of the Assembly put the position as follows in his speech concerning the Grand Design on 1st May, 1957 :

“Perhaps when we have put our own house more strongly in order, we will feel more able to stand on level terms with the Representatives of the United States and Canada.”⁵

15. Since the debates in Strasbourg in May, the United Kingdom Government has tacitly abandoned the “Atlantic” aspect of the Grand Design as a practical possibility within the next two or three years⁶.

16. If this position is in conformity with the wishes of the majority in all three Assemblies, it will nonetheless be necessary for action to be taken in national Parliaments, if Representa-

4. This position was emphasized again in the Report presented to the Rome Congress by the President of the Consultative Assembly on 10th June, 1957 :

“The Rome Congress must declare its firm attachment to N. A. T. O., yet, unless it wishes to risk depriving European unification of its true significance, it must lay equal emphasis on the autonomy of a free Europe both as a political concept and as a juridical organization. Europe must remain Europe and not drown herself in the Atlantic.”

In its final political Resolution (voted unanimously on 13th June) the Congress approved this viewpoint, in the following words :

“The European Community is one thing, the Atlantic Community is another. The Congress reaffirms its full support of N. A. T. O. but maintains that in order not to destroy the real significance of European unification, the autonomy of Europe as a political conception and a juridical organization must be preserved.”

5. Text of the President's speech, Doc. A /WEU /B (57) 9.

6. Cf. speech of the President quoted above : “Let us leave aside for the moment the United States of America and Canada because I believe it is the general wish of Europe and the general wish of this Assembly.”

une opposition tant de la part du State Department que de l'opinion publique sur le continent européen¹.

10. Il semblerait que le State Department estime que (sans compter les difficultés résultant de la Constitution américaine), une telle assemblée n'est pas souhaitable en ce sens qu'elle offrirait aux membres du Congrès américain à l'étranger une tribune dont ils pourraient éventuellement se servir pour critiquer la politique étrangère de leur gouvernement.

11. En Europe, d'autre part, les Continentaux paraissent se diviser en deux courants d'opinion :

(i) ceux qui, d'accord avec M. Robert Schuman, pensent que l'O.T.A.N. est une alliance militaire provisoire (qui, dans certaines circonstances, pourrait servir d'atout en vue de réaliser un accord mettant fin définitivement à la guerre froide) et donc s'opposent à la création de toute assemblée atlantique ;

(ii) un groupe plus restreint qui considère la création d'une communauté atlantique comme un but éloigné mais souhaitable en soi², dont le sort ne serait pas lié à la guerre froide, mais qui est cependant presque unanime à juger prématurée la création, au stade actuel, d'une assemblée atlantique.

12. La commission des Affaires Générales, dans son rapport concernant le Grand Dessein, présenté à la session de mai de l'Assemblée, a résumé ainsi cette thèse :

« Le projet de former une assemblée atlantique avant que les organisations européennes soient suffisamment affermisses n'est ni réaliste ni sage³. »

13. Outre le danger, souligné notamment à l'Assemblée Consultative par les représentants français, de lier le destin de la Communauté atlantique à une organisation militaire, l'objection fondamentale que l'on fait à la création, dans un avenir immédiat, d'une assemblée atlantique, a été exprimée par le « Times » du 26 mai 1957 :

1. Pourquoi, se demande-t-on, l'opinion devrait-elle accepter la création d'une quatrième assemblée, cette fois sous l'étiquette « atlantique », si peu après avoir combattu avec succès la création d'une quatrième assemblée européenne ?

2. Cf. article II du Traité de l'Atlantique Nord.

3. Document 45 (1957).

« Dans toutes les organisations dont ils font partie, le poids des Etats-Unis est si grand que leur seule présence tendrait à désintégrer le groupement européen, et rendrait plus difficile à l'Europe occidentale la mise en commun de ses ressources la mettant à même de négocier avec les Etats-Unis sur une base plus équitable que ne le lui permet la désunion actuelle⁴. »

14. Beaucoup de ceux qui, cependant, s'opposeraient catégoriquement à ce que l'Europe devienne une « troisième force », partagent ce point de vue. Dans son discours sur le Grand Dessein, le 1^{er} mai 1957, le Président de l'Assemblée a dit :

« Peut-être, lorsque nous aurons remis notre propre maison mieux en ordre, nous sentirons-nous plus à même de traiter d'égal à égal avec les représentants des Etats-Unis ou du Canada⁵. »

15. Depuis les débats à Strasbourg au mois de mai, le gouvernement britannique a tacitement abandonné l'aspect « atlantique » du Grand Dessein comme mesure réalisable dans les deux ou trois prochaines années⁶.

16. Si cette opinion est conforme à celle de la majorité dans les trois assemblées, il faudrait néanmoins que, si les Représentants souhaitent empêcher la transformation de l'actuelle Confé-

4. La même position a été soulignée de nouveau dans le rapport présenté au congrès de Rome par le président de l'Assemblée Consultative, le 10 juin 1957 :

« Il est essentiel, dans une matière aussi grave, de dissiper toute équivoque. Le Congrès de Rome doit donc affirmer son inébranlable attachement à l'O. T. A. N., mais sous peine d'enlever à l'unification européenne sa vraie signification, il doit pareillement souligner l'autonomie de l'Europe libre comme concept politique et comme organisation juridique. L'Europe doit rester l'Europe, elle ne doit pas se noyer dans l'Atlantique. »

Dans sa résolution politique (votée à l'unanimité à la fin du Congrès, le 13 juin), cette position a été approuvée dans les termes suivants :

« La communauté européenne est une chose, la communauté atlantique en est une autre. Le Congrès réaffirme son inébranlable attachement à l'O. T. A. N. mais considère que, sous peine d'enlever à l'unification européenne sa vraie signification, il importe de maintenir l'autonomie de l'Europe comme conception politique et comme organisation juridique ».

5. Texte intégral du discours du Président, Doc. A/UEO/B (57) 9.

6. Cf. discours du Président de l'Assemblée cité ci-dessus :

« Laissons provisoirement de côté les Etats-Unis d'Amérique et le Canada, car je crois que tel est le désir général de l'Europe aussi bien que de notre Assemblée ».

tives wish to prevent the present Conference of NATO Parliamentarians developing into an official body — above all one which is in a constitutional relationship with the NATO Council of Ministers and can require an annual report and replies to any Recommendations from the Ministers¹. It would be desirable for this question to be discussed by the Assemblies in October, as it will probably be placed on the agenda of the NATO Council of Ministers in December, following the third meeting of the Conference of Parliamentarians at present envisaged as beginning in Paris on 12th November. If this preventive action were to be unsuccessful, it is to be feared that the enthusiasm of the Atlantic Union Movement for an Atlantic Assembly in any circumstances will run the risk of destroying the only sound and realistic basis upon which the Atlantic Community can be gradually built up: a not-too-great disparity between the partners.

**III. The success or failure
of the Grand Design and Italian proposals
will depend on finding a *via media*
between a *Supranational Assembly*
and a *Consultative Assembly***

17. If however nearly all are agreed to defer the creation of an official Atlantic Assembly for at least several years, what remains with regard to the European Assemblies²?

18. The real problem with regard to European Assemblies may be summarized as follows:

The inescapable difficulty is the contrast between the willingness of the six nations to go far on the road towards federation and the reluctance of the other European nations to follow them so far. The Parliamentary Assemblies cannot be treated in

1. This of course would in no way detract from the great value of continuing the unofficial parliamentary contacts between European and American opinion, which have been so usefully built up by the Conferences of NATO Parliamentarians in the last two years. (See Doc. A/WEU/B (57) 13).

2. Always bearing in mind that a legitimate desire to simplify should not lead to "trying to solve too many different problems at the same time". (The Times, 26th May, 1957.)

isolation simply as meetings of Parliamentarians because they reflect the countries they come from, and the political willingness of these countries with regard to the degree of supranational authority which they are prepared to accept. It follows from this that any new general European Assembly cannot merely be an alignment of the whole convoy upon the slowest ship, but all must be prepared to modify earlier positions in order to reach a workmanlike and practical relationship³.

19. The solution of this problem is the key to future progress. It was considered at length by the President of the Assembly in his speech on the Grand Design on 1st May, 1957⁴. The examination of this problem constitutes the essential part of this report.

20. Before leaving this issue, it is important to clarify why certain Governments, supported by important sections of opinion in all three Assemblies, will not accept the divorce of parliamentary bodies from the executive. Thus the report tabled by the General Affairs Committee states:

"The British proposals apply only to the parliamentary and not to the executive organs. But can these be artificially divorced from each other? Is not the European Community a vertical one based on State membership? What takes place at Strasbourg are not just *meetings of Parliamentarians* with a capital *P*, but sessions of European parliamentary supervisory bodies, of European Assemblies having an official and public status. These Assemblies exist to supervise their respective executives. They have already played a vital rôle in developing the sense of *belonging together* within the Community. Now let us say clearly that in the British proposals there is a danger that this sense might be lost in a vague, amorphous body, whose internal working would be of unprecedented complexity, and within which the real powers already won by some Assemblies might gradually seep away, in a general atmos-

3. Cf. the view of the Italian Government: "The search for a common denominator at all costs could only reduce us to a medium position too advanced for some and too restrictive for others." (Memorandum of May 1795).

4. *cf.* paragraph 29 below.

rence des parlementaires de l'O.T.A.N. en un organisme officiel — surtout en organisme statutairement relié au Conseil des Ministres de l'O.T.A.N., pouvant en exiger un rapport annuel ainsi qu'une réponse à ses recommandations — ils entreprennent une certaine action au sein de leurs parlements nationaux¹. Il est souhaitable que cette question soit examinée par les assemblées en octobre, car le statut de la Conférence figurera vraisemblablement à l'ordre du jour du Conseil des Ministres de l'O.T.A.N. au mois de décembre, après la troisième réunion de la Conférence des parlementaires dont l'ouverture est prévue pour le 12 novembre. Au cas où cette action n'aboutirait pas, il est à craindre que l'enthousiasme du mouvement pour l'union atlantique en faveur d'une assemblée atlantique, quelles que soient les circonstances, risquerait de détruire la seule base solide sur laquelle une vraie communauté atlantique pourrait être progressivement établie, c'est-à-dire en évitant une disproportion trop grande entre les partenaires.

III. Le succès ou l'échec du Grand Dessein et des propositions italiennes dépend de la définition du moyen terme entre une assemblée supranationale et une assemblée consultative

17. Si tout le monde est d'accord pour différer de quelques années au moins la création d'une assemblée atlantique officielle, qu'advient-il des assemblées européennes?²

18. Le vrai problème à résoudre, en ce qui concerne les assemblées européennes, peut se ramener à ce qui suit :

Le dilemme réside dans le contraste entre la volonté des six nations de s'avancer sur la voie de la fédération et le manque d'enthousiasme à les suivre que manifestent les autres pays d'Europe. On ne peut pas traiter les assemblées isolément, comme de simples réunions de parlementaires : elles sont le re-

flet des pays qui les composent et de la mesure dans laquelle ils sont politiquement prêts à accepter une autorité supranationale. On ne saurait, dès lors, envisager qu'une nouvelle assemblée européenne règle la marche du convoi sur l'allure du navire le plus lent ; elles doivent toutes, au contraire, être prêtes à modifier leurs positions antérieures afin d'établir une collaboration efficace et pratique³.

19. La solution de ce problème est extrêmement importante pour l'avenir. Ce problème avait d'ailleurs préoccupé le Président de l'Assemblée dans son discours du 1^{er} mai 1957⁴ sur le Grand Dessein. C'est l'examen de cette préoccupation qui constituera la partie essentielle de ce rapport.

20. Avant d'abandonner cette question, il est important de préciser pourquoi certains gouvernements, soutenus par une grande partie de l'opinion dans les trois assemblées, n'acceptent pas le divorce entre les organes parlementaires et l'exécutif. A cet égard le rapport présenté par la commission des Affaires Générales constate que :

« Les propositions britanniques s'appliquent seulement aux organes parlementaires et non pas aux exécutifs. Mais peut-on dissocier ceux-ci artificiellement ? La communauté européenne n'est-elle pas verticale, et fondée sur la participation des Etats ? Les réunions qui ont lieu à Strasbourg ne sont pas seulement des rencontres de Parlementaires avec un grand P, mais des sessions des organes de contrôle parlementaire européens, ou du moins d'assemblées européennes ayant un statut officiel. Ces assemblées sont chargées de contrôler leurs exécutifs. Elles ont déjà joué un rôle essentiel en développant le sentiment de solidarité au sein de la communauté. Disons ouvertement que les propositions britanniques présentent le danger de voir ce sentiment se perdre dans un organisme amorphe, aux contours vagues, dont le fonctionnement interne serait d'une complexité sans précédent, et d'où les pouvoirs déjà conquis par certaines assemblées

¹ Ceci ne réduit en rien l'importance des contacts non officiels entre les parlementaires européens et américains, qui ont été établis d'une façon si utile par les conférences des parlementaires de l'O. T. A. N. pendant les deux dernières années (Voir Doc. A/UEO/B (57) 13).

² Soulignant toujours qu'un souci légitime de simplification ne devrait pas aboutir à « chercher à résoudre trop de problèmes différents à la fois ». (The Times, 26 mai 1957).

³ Cf. l'opinion du gouvernement italien, exprimée dans le mémorandum de mai 1957 : « La recherche à tout prix d'un dénominateur commun ne pourrait que nous réduire à une position moyenne, trop avancée pour certains, trop timide pour d'autres ».

⁴ Voir paragraphe 29 ci-dessous.

phere reminiscent of meetings of the Inter-parliamentary Union, the resolutions of which rarely lead to action by Governments¹."

The President of the Consultative Assembly has expressed the same attitude:

"What is the use of having Assemblies, if these Assemblies have no executive with whom they can deal?"

The Italian Government has stated that it is to rectify this omission that it put forward its proposals.

21. Before examining in turn the five issues of:

- A. *Relations with a Council of Prime Ministers*
- B. *Relations with national Parliaments*
- C. *Preparation of the Assembly's texts*
- D. *Financial autonomy of the Assembly*
- E. *The Assembly's internal structure,*

it is necessary to exorcise the bogey which haunts one section of opinion. This section of opinion is still, for various psychological and political reasons, hostile to the granting of any powers to a European Assembly. In a real sense these fears are illusory as they reflect only a different meaning attached to words, provided that all concerned accept that European parliamentary activity is both serious and useful. Such must indeed be the case, as otherwise no Member of Parliament would have time to attend; no official would devote his career to the building-up of European parliamentary traditions; and no Government would have negotiated and signed the Treaties by which the Assemblies were set up.

22. The lesson to be drawn from experience at Strasbourg in the past eight years, 1949-1957, is that talk of powers of a European Assembly at this stage leads only to confusion. Powers exist only when there is an executive agency and a police force. The issue here is not powers but responsibilities. Can the Governments agree to give to Members of Parliament meeting in a European forum, sufficient realistic, clearly defined and useful responsibilities to make them

1. Document 45 (1957).

feel it is important that they should make time to go to Strasbourg; that the views they express there will be listened to; and that although of course there must remain a contrast between their possibilities for action in their national Parliaments (which are sovereign bodies controlling the executive) and their possibilities for action in the European Assembly (where they have no executive directly responsible to them but are in a position to influence the collective will of Governments) this contrast is not so glaring as to make them feel the enterprise is not worth while?

23. If Governments cannot agree to this, and if formal assurances to this effect cannot be given, any rationalization of Assemblies may prove to be the rationalization of relative degrees of impotence, which can no more ensure virility than can the addition of three deficits constitute a credit balance.

A. *Relations with a Council of Prime Ministers*²

24. Here the second plan³ put forward by the Italian Government in May would seem to offer the best basis for discussion. Its most important difference from the United Kingdom proposals is that it stresses that it would be

"dangerous to do away with our Assembly and that of W.E.U. in order to establish a new Assembly lacking statutory links with any intergovernmental organization. One could run the risk of slipping back one step in the attempt to take one step forward⁴."

The same question has been put by the President of the Consultative Assembly⁵.

25. The question to be put is therefore whether the other Governments now accept the Italian Government's position in this respect.

2. This aspect of the problem is only briefly summarized as it is being studied by the Consultative Assembly.

3. For the first plan put forward by the Italian Government on 10th December, 1956, see Document A/WEU/B (57) 8.

4. Speech by M. Dardanelli outlining the Italian proposals 3rd May, 1957. For full text see Document A/WEU/B (57) 11.

5. See above paragraph 20, *in fine*.

risqueraient de s'écouler dans une atmosphère rappelant celle des réunions de l'Union Interparlementaire dont les résolutions ont rarement conduit les gouvernements à agir »¹.

Le président de l'Assemblée Consultative a exprimé le même point de vue :

« A quoi sert-il d'avoir des Assemblées si ces Assemblées ne disposent pas d'un exécutif ? »

Le gouvernement italien a indiqué que c'est afin de combler cette lacune qu'il a présenté ses propositions.

21. Avant d'examiner les cinq points suivants :

A. *Relations avec un Conseil des Premiers Ministres*

B. *Relations avec les parlements nationaux*

C. *Préparation des textes de l'Assemblée*

D. *Autonomie financière de l'Assemblée*

E. *Structure interne de l'Assemblée,*

il est nécessaire d'apaiser les craintes qui préoccupent une partie de l'opinion. Cette partie de l'opinion est encore hostile, pour diverses raisons tant psychologiques que politiques, à l'octroi de pouvoirs quelconques à une assemblée européenne. Ces craintes sont dénuées de fondement, car elles ne font que refléter certaines différences dans l'interprétation des termes, pourvu que tous les intéressés reconnaissent que l'activité parlementaire européenne est à la fois sérieuse et utile. Tel doit être le cas, sans quoi aucun député ne trouverait le temps d'assister aux séances, aucun fonctionnaire ne consacrerait sa carrière à servir les institutions parlementaires européennes, aucun gouvernement n'eût négocié et signé les traités par lesquels ces assemblées sont constituées.

22. La leçon à tirer de l'expérience acquise à Strasbourg au cours des huit dernières années, 1949-1957, est qu'au stade actuel parler des pouvoirs d'une assemblée européenne conduit à la confusion. Les pouvoirs n'existent que dans la mesure où il y a un organe exécutif et un pouvoir de coercition. Il n'est pas question ici de pouvoirs mais de responsabilités. Les gouvernements peuvent-ils accepter de conférer aux députés réunis dans un forum européen, des res-

ponsabilités suffisamment concrètes, pratiques et clairement définies pour que ceux-ci jugent qu'il est important pour eux de prendre le temps de se rendre à Strasbourg, et qu'ils aient la certitude que les opinions qu'ils y expriment seront écoutées ? Bien que le contraste doive continuer d'exister entre les possibilités d'action dans les parlements nationaux (qui sont des organes souverains contrôlant l'exécutif) et les possibilités d'action à l'assemblée européenne (où l'exécutif n'est pas responsable envers les parlementaires mais où ils sont en mesure d'influencer la volonté collective des gouvernements), ces gouvernements ne peuvent-ils faire en sorte que le contraste ne soit pas trop criant pour décourager les Représentants ?

23. Si les gouvernements ne peuvent consentir à donner des assurances précises sur ce point, alors toute entreprise de rationalisation des assemblées ne peut être que la rationalisation des incompétences, qui n'entraînerait pas plus l'efficacité institutionnelle que l'addition de trois déficits ne constitue une balance créditrice.

A. *Relations avec un Conseil des Premiers Ministres*²

24. Dans ce domaine, le second plan³ présenté en mai par le gouvernement italien serait la meilleure base de discussion. Il diffère principalement des propositions britanniques en ce qu'il souligne à quel point il serait

« dangereux de faire table rase de l'Assemblée Consultative et de celle de l'U.E.O. pour en créer une nouvelle sans liens statutaires avec aucune organisation intergouvernementale. On risquerait de reculer d'un pas au lieu de faire un pas en avant »⁴.

La même question a été soulevée par le président de l'Assemblée Consultative⁵.

25. Il faut donc demander si les autres gouvernements acceptent maintenant la position du gouvernement italien sur ce plan.

2. Cet aspect du problème n'est traité que sommairement ici, vu les études entreprises à ce sujet à l'Assemblée Consultative.

3. Pour le premier plan présenté le 10 décembre 1956 par le gouvernement italien, voir Document A/UEO/B (57) 8.

4. Discours de M. Dardanelli sur les propositions italiennes, le 3 mai 1957. Pour le texte complet, voir Document A/UEO/B (57) 11.

5. Voir paragraphe 20 *in fine*.

1. Document 45 (1957).

26. From the viewpoint of the Assembly, it may be taken as given that there will be no majority to accept the abandonment of any position the Assembly has already obtained, as established in the Charter of the Assembly adopted in 1955. This applies in particular to the provisions of Article V, namely:

(i) the obligations incumbent upon the Ministers to submit a detailed report of their activities to the Assembly at regular intervals;

(ii) the right of the Assembly to discuss these Reports; to make Recommendations concerning them, and if necessary to criticize them, or even — in most unusual or grave circumstances — to reject the Report or part of the Report and refer it back to the Council of Ministers, by means of a motion to disagree, provided it is voted in the Assembly by a constitutional majority.

The text of this Article, which must reappear in the Charter of any new Assembly if it is to stand a reasonable chance of being approved by the existing Assemblies, reads as follows:

“A motion to disagree to the content of the Report or to a part of the Report shall be tabled in writing by at least ten Representatives.

The adoption of such a motion, which shall not be put to the vote until at least 24 hours after it has been tabled, shall require a majority of representatives to the Assembly¹.”

B. Relations with national Parliaments

27. This has been extensively developed in the years 1951-1957 and Working Parties have been set up in both the Assembly of Western European Union and the Consultative Assembly to ensure that the texts of the key Recommendations voted at Strasbourg are subsequently tabled for debate in each national Parliament.

28. The aim is to establish a procedure whereby the texts voted by the Assembly are given full weight by Governments. This issue was the central theme of the proposals put forward by the Italian Government to the Western European Union Council of Ministers on 10th De-

cember, 1956. At that meeting the Italian Foreign Minister proposed :

“that the Assembly be given power to lay down principles and make binding Recommendations, which would however have executive force only after they had been approved in the different national Parliaments².”

29. The proposal put forward by the Italian Government is similar to that put forward by the President of the Assembly as a basis for discussion in his speech concerning the Grand Design on 1st May, 1957. The President spoke as follows:

“It may be said that the time has arrived to move a little further forward. I think it has. What more, then, can we do? The pace of the nations comprising the Six is a great deal faster than the pace of the other nine which go to make up ‘the Fifteen’”. We should not let the pace of the conglomeration or agglomeration of nations be the pace of the slowest ship in the convoy. How can we find some middle road between handing over to a supranational authority, which many of us are not ready to do, and the merely consultative status which has so far been our task and our condition for the last few years?

So far as ‘the Nine’ are concerned, the national Parliaments must remain supreme. That is the situation which we must at the moment accept. But surely we can give more responsibility to the Assembly of the future which represents those nine than we have in the past? Cannot we make sure that Recommendations are carefully planned and more deeply thought out than those to which we have become accustomed, because we try to undertake too much in too short a time, with a staff available to us which is too inexperienced and inexpert to be able deeply to probe and to absorb the problems which we try to solve? How many of us have the time, the knowledge and advice really to absorb these two interesting documents which have been submitted to us by the O.E.E.C. and which are full of prognostications for the future and full of statist-

1. Article V (h).

2. For full text of the proposals put forward by M. Martino see Document A/WEU/B (57) 8.

26. Du point de vue de l'Assemblée, on peut être certain qu'aucune majorité n'acceptera d'abandonner des positions déjà conquises et consacrées par la charte de l'Assemblée adoptée en 1955. Ceci s'applique en particulier aux dispositions de l'article V, à savoir :

(i) l'obligation qui incombe aux Ministres de présenter à l'Assemblée, à intervalles réguliers, un rapport détaillé sur leurs activités ;

(ii) le droit qu'a l'Assemblée de discuter ces rapports et de présenter à leur sujet des recommandations, de les critiquer au besoin ou même — dans des circonstances d'une gravité exceptionnelle — de rejeter ce rapport en tout ou en partie et de le renvoyer au Conseil des Ministres par la procédure d'une motion de désapprobation votée à l'Assemblée par une majorité statutaire.

Le texte de cet article, qui devrait figurer dans la charte de toute nouvelle assemblée pour qu'elle ait une chance d'être approuvée par les assemblées existantes, est le suivant :

« Une motion de désapprobation du contenu du rapport, ou d'une partie du rapport, doit être déposée par écrit par dix Représentants au moins.

L'adoption d'une telle motion, qui ne peut être mise aux voix qu'au moins vingt-quatre heures après son dépôt, requiert la majorité absolue des Représentants à l'Assemblée »¹.

B. Relations avec les parlements nationaux

27. Cette question a été approfondie au cours des années 1951-1957 ; des groupes de travail ont été créés tant à l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale qu'à l'Assemblée Consultative afin d'assurer que les textes des principales recommandations votées à Strasbourg fassent l'objet, par la suite, d'un débat au sein de chaque parlement national.

28. Le but de tout ceci est de trouver un moyen de s'assurer que les gouvernements tiennent sérieusement compte des textes votés par l'Assemblée. Cette question forme le thème central des propositions présentées le 10 décembre 1956 par le gouvernement italien au Conseil des Mi-

nistres de l'Union de l'Europe Occidentale. Lors de cette réunion, le ministre des Affaires étrangères italien a fait la proposition suivante :

« L'Assemblée doit être compétente pour énoncer des principes et faire des recommandations ayant la force de lois, mais ne devenant exécutoires qu'après leur approbation par les divers parlements nationaux ».

29. La proposition du gouvernement italien est analogue à celle que le Président de l'Assemblée a présentée dans son discours du 1^{er} mai 1957 sur le Grand Dessein. Le Président la présente dans les termes suivants :

« On pourra dire que le moment est venu d'aller un peu plus loin. C'est mon avis. Mais alors, que pouvons-nous faire ? Parmi les quinze nations, celles qu'on appelle les Six avancent sensiblement plus vite que les neuf autres. Nous ne devrions pas admettre que l'allure de l'ensemble des nations soit réglée sur la marche du navire le plus lent du convoi. Comment pourrions-nous trouver un moyen terme entre la remise des pouvoirs à une autorité supranationale, ce que beaucoup d'entre nous ne sont pas disposés à faire, et le statut purement consultatif qui a été notre lot ces dernières années ?

En ce qui concerne les Neuf, les parlements nationaux doivent conserver l'autorité suprême. Telle est la situation, et nous devons l'accepter pour l'instant. Mais pouvons-nous confier à cette assemblée future, qui représentera les Neuf, plus de responsabilités que nous n'en avons eu dans le passé ? Ne pouvons-nous faire en sorte que les résolutions soient étudiées avec plus de soin et élaborées d'une manière plus approfondie que celles auxquelles nous sommes habitués, parce que nous essayons de trop entreprendre, et dans un délai trop court, avec un personnel qui manque d'expérience pour pouvoir explorer à fond et assimiler les problèmes que nous essayons de résoudre ? Combien d'entre nous ont assez de temps et assez de connaissances et s'entourent d'assez d'avis pour pouvoir vraiment assimiler ces deux intéressants documents que l'O.E.C.E. nous a présentés et

1. Article V (h).

2. Pour le texte complet des propositions présentées par M. Martino, voir Document A/UEO/B (57) 8.

ics from the past? How many of us here have really had time to absorb them and, if we have absorbed them, to study them and to come to our own conclusions?"

After referring to the practice in the United Kingdom, the President then put forward the following proposal for study:

"We have in our country a system whereby certain actions taken by the Government automatically become law unless they are opposed by Parliament. It is known as the system of the *Negative Resolution*; I wonder whether we cannot evolve a system whereby, with a smaller agenda and with more expert advice available to us, after we have deeply thought out some of our problems and have put forward resolutions to our national Governments, those resolutions would automatically have the force of law unless they are opposed in our Parliaments? In other words, we should start off with a positive advantage which could only be taken away from us if the Parliaments negated the resolutions. If they did not, and if, after having their debate on the resolutions which we had each submitted to our national Parliaments, those Parliaments in fact approved those resolutions, then they would become an instruction from the combination of Parliaments to the Council of Ministers, who at that stage, should be the Council of Prime Ministers, and the resolutions would then have all the force of law. This of course, would imply that our resolutions would have to be considered with extreme care and with all the sense of responsibility that legislators would then have.

In turn, it would mean that the Assembly's Secretariat would have greatly to be reinforced so that, before we came to our decisions, we should have access to expert advice on the many problems on which we would have to consult the Secretariat. It would mean a shorter agenda and subjects more deeply probed and thought out.

I think, further, that a new Assembly should have more power to vote its own credits within reasonable dimensions, and that it should control, within those dimensions, its own expenditure.

I think that the Governments should set up a Joint Working Party consisting of Members of the Assembly and the Governments and the officials of the national Parliaments to see what can be worked out along those lines¹."

C. Preparation of the Assembly's texts

30. As indicated by the President of the Assembly, if the texts voted by the Assembly are thus to be respectfully treated, two prior conditions impose themselves:

- (i) that the texts voted are far fewer in number;
- (ii) that they are more carefully prepared with the help of the necessary technical staff.

31. Although it is not apparent at first sight, in particular to those who have not had first-hand acquaintance with the internal functioning of European Assemblies, it is difficult to overstate the practical importance of the latter point, seemingly technical though it would appear. The Representatives come to Strasbourg for one month out of twelve in the year. The burden of ensuring the continuity of the Assembly's activities during the inter-Session falls particularly upon the shoulders of the permanent staff, acting on the Assembly's instruction. Who are they? A handful of parliamentary officials. But in a national Parliament it is not the parliamentary Clerks who help in the preparation of draft laws (as distinct from putting them into correct parliamentary form). This is the responsibility of the civil servants in the different national Ministries acting on the instructions of their Governments. In European questions, at the present stage of institutional development, the rôle of preparation is the responsibility of the Committees of the Assembly, each of which attempts to prepare the text of draft Conventions or Recom-

1. See Document A/WEU/B (57) 9.

qui sont remplis de pronostics pour l'avenir et de statistiques du passé? Et même s'ils ont pu le faire, combien d'entre nous ont vraiment eu le temps de les étudier et d'en tirer leurs conclusions personnelles?»

Après avoir fait référence à la pratique constitutionnelle de la Grande-Bretagne :

« Nous avons, en Grande-Bretagne, un système selon lequel certaines mesures décidées par le Gouvernement deviennent automatiquement des lois si le Parlement ne s'y oppose pas. Nous appelons cela une *résolution négative*,

le Président soumit aux fins d'examen la proposition suivante :

« Je me demande si nous pourrions développer un système en vertu duquel, avec un ordre du jour plus réduit et en nous entourant de plus de conseils techniques, après que nous aurions bien réfléchi à certains de nos problèmes et soumis des résolutions à nos gouvernements nationaux, ces résolutions auraient automatiquement force de loi à moins que nos parlements n'y fassent opposition. En d'autres termes, nous prendrions le départ avec un avantage positif qui ne pourrait nous être retiré que si les parlements rejetaient ces résolutions. S'ils ne le faisaient point, et si ces résolutions, après avoir fait l'objet d'un débat au sein de nos parlements, étaient effectivement approuvées par ces derniers, elles deviendraient des instructions de l'ensemble des Parlements au Comité des Ministres lequel serait, à ce stade, comme je l'ai dit, le Conseil des Premiers Ministres — et elles auraient alors force de loi. Ceci impliquerait évidemment que nos résolutions devraient être examinées avec un soin extrême et avec le sens des responsabilités que doit avoir un législateur.

D'autre part, cela rendrait nécessaire un renforcement considérable du Secrétariat de l'Assemblée, de façon qu'avant de prendre nos décisions nous puissions obtenir les avis techniques nécessaires sur les nombreux problèmes à propos desquels nous aurions à consulter le Secrétariat. Cela signifierait aussi qu'il faudrait réduire l'ordre du jour qui comporterait des questions étudiées et méditées plus à fond.

Je pense en outre que la nouvelle Assemblée devrait avoir des pouvoirs étendus en ce qui concerne le vote de ses propres crédits, dans des limites raisonnables et qu'elle devrait, dans ces limites, être maîtresse de ses dépenses.

J'estime que les gouvernements devraient créer alors un groupe de travail mixte, composé de membres des Assemblées, des gouvernements et de fonctionnaires des parlements nationaux, qui examineraient ce qu'il est possible de faire sur la base de ces principes¹.

C. Préparation des textes de l'Assemblée

30. Ainsi que l'a indiqué notre Président, si l'on veut qu'on tienne compte des textes de l'Assemblée aussi sérieusement, deux conditions préalables s'imposent :

(i) le nombre des textes votés doit être beaucoup plus réduit ;

(ii) ces textes doivent être préparés avec plus de soin, et avec l'aide d'un personnel spécialisé.

31. Bien que cela ne frappe pas à première vue, en particulier ceux pour qui le fonctionnement interne des assemblées européennes n'est pas chose familière, on ne saurait exagérer l'importance pratique de ce dernier point. Les Représentants passent à Strasbourg un mois sur douze. La tâche d'assurer la continuité des travaux pendant l'intersession incombe particulièrement au personnel permanent, agissant sur les instructions de l'Assemblée. De quoi se compose-t-il? D'une poignée de fonctionnaires parlementaires. Mais dans un parlement national ce n'est pas le Greffier qui est chargé de préparer la teneur des projets de loi (je ne parle pas ici de leur mise en forme). Ce travail est confié à des fonctionnaires des divers ministères qui reçoivent leurs instructions de leur gouvernement. Au stade actuel de développement des institutions européennes, le travail préparatoire incombe surtout aux commissions de l'Assemblée qui rédigent tant bien que mal le texte de projets de convention et de recommandation. Ceci ne résout pas le problème par en haut. Qui les commissions peuvent-elles consulter quand elles

1. Voir Document A/UEO/B (57) 9.

mendations. But this is only to put the question one step further back. Who is available to advise the Committees on the technical issues arising? The answer, in the W.E.U. Assembly, is no-one¹.

32. This must be remedied as a *sine qua non* of any proposal for a single European Assembly. It means that the parliamentary secretariat of the Assembly must have working with it an extensive² Research Department, divided into the appropriate divisions according to the Assembly's work. These civil servants should be few in number, but of the highest ability, competent to give the technical advice required by the Assembly's Committees for the preparation of the texts they subsequently table in the Assembly.

D. Financial autonomy of the Assembly

33. After nearly ten years apprenticeship³ of European Assemblies, it is no doubt considered by the officials in the appropriate Government departments that Members of Parliament, who in many cases have belonged to the Committees controlling the public expenditure in their national countries, are worthy of trust when it comes to controlling those sums of public money which are necessary for the running of the Assemblies. The President of the Assembly has suggested that the Assembly should have power to vote its own credits within reasonable dimensions, and that within these dimensions it should control its own expenditure. It follows from this that it would not be acceptable that the present

1. It is true the Committees of the Consultative Assembly can call upon the technical services of the Research Department at Strasbourg; but this is only with the agreement of and subject to the limitations imposed by the Secretary-General, who is not responsible to the Assembly. In the past every attempt has been made to meet the requests for technical assistance made by Committees and their Rapporteurs; but there have also been cases where this has been only partially provided or even refused.

2. "extensive" here should be read as meaning two technical experts attached to each Committee for an experimental period of two years. Any increase in this number should not be envisaged before the results achieved during this experimental period can be scrutinized.

3. Cf. Speech of the President of the Assembly 1st May, 1957:

"It is clear that, after some years of apprenticeship, these Assemblies have earned the right and reached the stage at which they may take another step forward."

unfortunate system which exists for "controlling" the expenditure of the Western European Union Assembly, and which has given rise to countless unnecessary conflicts between the Assembly and the Ministers during the past two years, should apply in any way to the new European Assembly. The Assembly must be in a position to vote credits within reasonable limits, and having voted them, to control this expenditure. The sums of money involved are ridiculously small on any realistic basis of comparison; but the amount of frustration, waste of time and bad feeling which the absence of such elementary commonsense has created in the past is undeniable.

34. On the other hand it is clear that the autonomy of the Assembly's budget, which is normal in parliamentary bodies, and which will in all probability be applied in the Parliamentary Council of Benelux, must not result in a position where the European Assembly could establish its budget without any control by the national Parliaments themselves, from whom the members of the new Assembly are drawn. It is equally clear that the national Parliaments must have a full right to prevent any undue inflation of the budget of the European Assembly.

35. In practice the Budget Committee of the new Assembly would prepare a draft budget for the first financial year. This draft budget would then be submitted to the scrutiny of a Select Committee composed of the Chairmen of the Public Accounts Committees or equivalent bodies of the Parliaments of each Member State. The administrative expenses necessary for the functioning of the new European Assembly, as approved by the Select Committee, would then be divided on an appropriate basis between the Member States, the contribution of each appearing as a separate item in the national estimates, in the form of a sub-head of the Head covering the expenses of each national Parliament⁴.

36. The first budget having thus been prepared and approved, it would be for the European Assembly itself to vote the credits for the second and succeeding years, provided that these do not exceed the total appropriation approved in the first budget by more than 12%. In the event of the total credits exceeding this limit, the Select Committee referred to above would meet to exa-

4. The fashion of presenting these expenses varies in each Member State. See Working Paper A/WEU/B (57) 12.

rencontrent des difficultés techniques? Réponse : à l'Assemblée de l'U.E.O., personne¹.

32. La suppression de cette lacune doit être un *souci majeur* de toute proposition de création d'une assemblée européenne unique. Il faut donc que le secrétariat parlementaire de l'Assemblée fasse appel à la collaboration d'une division de recherches importante², divisée en services selon les travaux de l'Assemblée. Des fonctionnaires en nombre réduit, mais de la plus haute compétence, donneraient aux commissions de l'Assemblée les conseils techniques nécessaires à la préparation des textes destinés à l'Assemblée.

D. Autonomie financière de l'Assemblée

33. Après dix années d'apprentissage des assemblées européennes³, les autorités nationales pensent sans doute que les députés qui, dans bien des cas, ont fait partie de commissions chargées de contrôler les dépenses publiques dans leur pays d'origine, sont dignes de se voir confier la tâche de répartir les deniers publics nécessaires à la bonne marche des assemblées. Notre Président a proposé que l'Assemblée soit autorisée à voter ses propres crédits et à contrôler ses dépenses dans des limites raisonnables. Il serait, dès lors, inacceptable que le système actuel de contrôle des dépenses de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale, qui a donné lieu à tant de conflits superflus entre

1. S'il est vrai que les commissions de l'Assemblée Consultative peuvent faire appel à l'aide technique de la division des Etudes à Strasbourg, ceci nécessite l'accord du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe qui n'est pas responsable envers l'Assemblée. Dans le passé on a fait preuve de la meilleure volonté afin de répondre aux demandes faites par les commissions et leurs rapporteurs, mais il est arrivé des cas où l'aide demandée n'a pas été accordée pleinement ou même a été refusée.

2. « importante », c'est-à-dire que deux experts devraient être affectés à chaque commission pour une période d'essai de deux ans. Aucune augmentation des effectifs ne devrait être envisagée avant qu'on ait examiné les résultats atteints au cours de cette période.

3. Cf. discours du Président de l'Assemblée, le 1^{er} mai 1957 :

« Il est évident qu'après plusieurs années d'apprentissage ces assemblées ont acquis le droit de faire un nouveau pas en avant et atteint l'étape d'où elles peuvent le faire ».

l'Assemblée et les Ministres depuis deux ans, soit appliqué dans une mesure quelconque à la nouvelle assemblée européenne. Il faut que l'Assemblée soit en mesure de fixer les crédits dans certaines limites et ensuite de contrôler ses dépenses. Les sommes en cause sont d'ailleurs minimes, quel que soit le point de comparaison que l'on choisisse ; et pourtant la rancœur, les pertes de temps, les ressentiments dont le système actuel à l'U.E.O. est la cause ne peuvent être niés.

34. Il va de soi que l'autonomie budgétaire de l'Assemblée qui est de tradition dans la plupart des parlements nationaux et qui sera probablement admise dans la nouvelle institution parlementaire dite « Conseil consultatif interparlementaire de Benelux » ne doit conduire ni à la fixation par l'Assemblée elle-même, sans droit de regard des parlements nationaux, de son budget initial, ni à l'impossibilité pour les parlements de s'opposer éventuellement au gonflement du budget de l'assemblée européenne.

35. Pratiquement, la commission budgétaire de la nouvelle assemblée devrait présenter un projet de budget pour le premier exercice financier. Ce budget serait ensuite soumis à l'examen d'une commission composée des représentants des parlements nationaux (présidents, questeurs ou présidents de la commission d'administration, etc...). Les ressources nécessaires au fonctionnement de l'assemblée européenne, une fois réparties entre les pays membres, la quote-part de chaque pays apparaîtrait dans un chapitre séparé des budgets nationaux et si possible même dans les budgets de la dotation parlementaire⁴.

36. Ce précédent budgétaire ainsi créé, il appartient à l'assemblée européenne, dans les années suivantes, de se voter ses crédits dans la mesure où leur montant n'excéderait pas de plus de 12 % les crédits globaux approuvés dans le cadre du premier budget. Dans le cas où le montant total des crédits votés dépasserait ce plafond, la commission des représentants des parlements nationaux dont il est question ci-dessus se réunirait pour examiner la thèse défendue

4. La manière dont ces dépenses sont présentées n'est pas la même pour tous les Etats membres. Voir Document de travail A/UEO/B (57) 12.

mine the arguments presented by the European Assembly's Budget Committee to justify the proposed increase in expenditure.

E. The Assembly's internal structure

37. The last problem involved in the general consideration of plans for a single European Assembly is that the internal structure of the Assembly is not an appropriate matter for decision by National Foreign Ministries but is a matter for the Assemblies to decide. This applies in particular to what Committees the Assembly should set up.

38. In addition there are numerous and exceedingly difficult procedural problems, posed by the fact that although it is hoped that it will prove possible to set up a single European Assembly, this Assembly cannot be a unitary Assembly, at least in the first stages. These problems are a matter requiring expert advice from procedural Clerks, as was the case with the drafting of the Charter of the Assembly of Western European Union in the Summer of 1955. So far this consultation has not taken place. It should be begun at the earliest opportunity as the problems will not be easy to solve, in view of the complexity of such issues as the tabling of motions in the General Assembly which might involve economic, political and defence aspects at the same time; by which Bureau they are to be referred back; in which Chambers or Grand Committees they are to be considered; how the different majorities required in the different Chambers or Grand Committees are to be harmonized; how the eventual text is to be put together (especially if it should involve some element of censure as provided for in Article V (h) of the Charter of the Assembly); and how the final text is to be transmitted to the Ministerial body.

39. These and similar questions should be referred without delay to an Expert Committee, consisting of the Clerks of the three European Assemblies and the Clerks of the National Parliaments, who would report to the Joint Study Group, the creation of which has been proposed by the President of the Assembly¹.

1. See paragraphs 29 and 40.

IV. Conclusion : Summary of criteria for unifying European Assemblies

40. It is clear that the plans so far put forward have suffered from a lack of collaboration between the governments and the Assemblies on the one hand, and the officials of Foreign Ministries and Parliamentary officials on the other². This should be remedied by setting up a Joint Study Group consisting of Ministers representing governments and of a joint delegation of the Bureaux of the three European Assemblies. This Joint Study Group should be charged with examining both the United Kingdom, the Italian proposals and the report of the Expert Committee of Clerks of Parliaments referred to in the preceding paragraph. It should have at its disposal a small joint administrative secretariat³, and should be able to request appropriate persons to make statements to it.

41. The considerations adduced in the preceding pages suggest that the criteria by which the proposals for a single European Assembly might be considered include the following:

1. *Need for simplification, in view of public opinion*
2. *Need to reconcile simplification with progress towards effective European unity*
3. *Need to find a via media between a Supranational and a merely Consultative Assembly*
4. *An Atlantic Assembly premature at least until the European structure has been strengthened*
5. *A single European Assembly should fulfil the following criteria:*
 - A. Constitutional relations with a Council of Prime Ministers

2. Cf. Speech of the President of the Assembly, 1st May, 1957:

"I am glad we are not trying to arrive at any conclusion or decision. Much more examination of these problems is needed than has so far taken place."

3. Which could be drawn from existing Ministerial and Assembly Secretariats on an *ad hoc* basis for the duration of the Joint Study Group's work.

par la commission budgétaire de l'assemblée, à l'appui de cette demande d'augmentation de crédit.

E. Structure interne de l'Assemblée

37. Dans le cadre de l'examen général du plan de création d'une assemblée européenne unique, le dernier problème à aborder est celui de la structure interne de l'assemblée. Ceci n'est pas un problème dépendant des décisions des ministères des Affaires étrangères nationaux, mais devrait être du seul ressort de l'assemblée elle-même notamment en ce qui concerne la création des commissions.

38. D'innombrables et très compliqués problèmes de procédure se posent en outre, dus au fait que, bien que l'on espère aboutir à la création d'une assemblée européenne unique, cette assemblée ne saurait, tout au moins au début, être une assemblée unitaire. Ce sont là des problèmes nécessitant les conseils d'experts en matière de procédure, comme tel a été le cas lors de la rédaction de la charte de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale durant l'été de 1955. Jusqu'ici ces experts n'ont pas été consultés, mais ces consultations devraient se faire le plus tôt possible car les problèmes à affronter ne se résoudreont pas du jour au lendemain, étant donné leur complexité. A titre d'exemple citons : à l'assemblée générale, le dépôt de propositions pouvant revêtir simultanément un triple aspect : économique, politique et militaire ; ces propositions, quel Bureau les renverra, dans le cadre de quelle chambre ou grande commission seront-elles examinées, comment harmoniser les diverses majorités requises dans les diverses chambres, comment assembler le texte (en particulier si celui-ci traduit dans une certaine mesure une expression de censure — comme il est prévu à l'article V (h) de la charte de l'Assemblée), et quelle sera la procédure pour la transmission aux Ministres ?

39. Un comité d'experts composé des Greffiers des trois assemblées européennes et des Greffiers des parlements nationaux devrait examiner sans délai les problèmes énumérés ci-dessus et les autres questions connexes, à charge pour ce comité de faire rapport à la sous-commission conjointe dont la création a été proposée par le Président de l'Assemblée¹.

1. Voir paragraphes 29 et 40.

IV. Conclusion : Critères d'unification des assemblées européennes

40. Il est évident que les plans présentés ont souffert de l'insuffisance de la coopération entre les gouvernements et les assemblées et entre les fonctionnaires des ministères des Affaires étrangères et les fonctionnaires parlementaires². La création d'un groupe d'étude mixte composé de ministres représentant les gouvernements et d'une délégation conjointe des Bureaux des trois assemblées européennes remédierait à cette insuffisance. Ce groupe d'étude mixte aurait pour tâche d'étudier les propositions du Royaume-Uni et les propositions italiennes, ainsi que le rapport du comité d'experts des Greffiers des parlements, auquel il est fait allusion dans le paragraphe précédent. Ce groupe d'étude serait assisté d'un secrétariat administratif réduit³ et pourrait solliciter les conseils verbaux de personnalités jugées compétentes.

41. Il s'ensuit que, parmi les principes devant inspirer les propositions tendant à la création d'une assemblée européenne unique, devraient figurer les suivants :

1. *Besoin de simplification, par souci de l'opinion publique*
2. *Nécessité de ne pas sacrifier sur l'autel de la simplification les progrès vers une véritable unité européenne*
3. *Nécessité de trouver un moyen terme entre l'assemblée supranationale et l'assemblée purement consultative*
4. *Ajournement, parce que prématurée, de l'idée d'une assemblée atlantique du moins jusqu'au renforcement de l'édifice européen*
5. *Principe de fonctionnement d'une assemblée européenne unique :*

A. Etablissement de liens statutaires avec un Conseil des Premiers Ministres

2. Voir le discours du Président de l'Assemblée, le 1^{er} mai 1957 :

« Je suis heureux que nous n'essayions pas d'aboutir à une conclusion ou décision quelconque, car ces questions méritent des études beaucoup plus approfondies que celles qui leur ont jusqu'ici été accordées ».

3. Ce secrétariat devrait être formé au sein des secrétariats ministériels et parlementaires déjà existants, sur une base *ad hoc* pour la durée des travaux du groupe d'étude mixte.

B. Automatic vote in national Parliaments on texts adopted by the European Assembly which may become binding on Governments under the procedure of a negative resolution

C. Limitation of the number of texts voted by the European Assembly and their more detailed preparation (creation of a Research Department under the au-

thority of the Clerk to provide technical advice to the Committees)

D. Autonomy of the Assembly's budget and finally,

the setting up of a Joint Study Group in which both the Assemblies and the Governments would be represented at a high level for the joint study of these matters.

B. Vote automatique dans les parlements nationaux des textes adoptés par l'assemblée européenne, pouvant devenir exécutoires à l'égard des gouvernements, en application de la procédure de la résolution négative

C. Limitation en nombre, et préparation plus détaillée des textes votés par l'assemblée européenne (création, sous l'autorité du Greffier, d'une division des

études fournissant avis technique aux commissions)

D. Autonomie du budget de l'Assemblée et enfin,

la création d'un groupe d'étude mixte où seraient représentés, à un échelon élevé, assemblées et gouvernements, aux fins d'examen conjoint des problèmes ci-dessus.

Responsibility of Western European Union¹ in the field of military policy**REPORT²**

**submitted on behalf of the Committee on Defence Questions and Armaments³
by M. de la Vallée Poussin, Rapporteur**

TABLE OF CONTENTS

DRAFT RECOMMENDATION.

EXPLANATORY MEMORANDUM.

- I. Introduction.
- II. The general policy of Western European Union.
- III. The supervision of Defence measures by the Assembly of Western European Union.

Draft Recommendation

The Assembly,

Considering that the amended Treaty of Brussels makes it the duty of the Council to pursue a policy of peace, to strengthen the security of Member States, and to promote the progressive integration of Europe ;

Considering that the Council must interpret and implement the Treaty in the sense in which it was ratified by the national Parliaments, and in particular that if it delegates part of the implementation of the Treaty to another Organization, it has the duty to keep itself fully informed and to supervise collectively the fulfilment of the charge thus given ;

Considering that the Assembly is unable satisfactorily to fulfil the responsibilities imposed on it by the Treaty unless it receives sufficient

information on all those questions dealt with by the Treaty ;

Considering that any overlapping with N.A.T.O., and in particular the creating of a double chain of military command, must be eschewed,

RECOMMENDS TO THE COUNCIL

1. That in future it shall carry out fully the responsibilities which are imposed by the Treaty, and make full report thereon to the Assembly ;
2. That meanwhile, in view of the urgency of giving the Assembly full information, it communicate its Opinion to the Assembly concerning the following proposal :

That the Governments of the Member States of Western European Union entrust their permanent Representatives to N.A.T.O., acting as representatives of their Ministers of Foreign Af-

1. See Document 29 (1956).

2. Adopted unanimously by the Committee.

3. *Members of the Committee*: Marchese Lucifero d'Aprigliano (Chairman); MM. Erler, Fens (Vice-Chairmen); MM. Biesheuvel, Boggiano Pico (Substitute: Montini), Brooman-White (Substitute: Viscount Stonehaven), Broughton, Corniglion-Molinier, Galletto, Gerns (Substitute: Höfler), Goedhart (Substitute: de Gou), Janssens,

Jannuzzi, Le Bail, Lefèvre (Substitute: de la Vallée Poussin), Legendre, Leverkusahn, Margue, Paul, Ramsden (Substitute: Dame Florence Horsbrugh), Lord Rea, MM. Reif (Substitute: Fürst von Bismarck), Teitgen (Substitute: Alric), Temple, Treves (Substitute: Matteotti), Van Remoortel, Younger.

N. B. — *The names of the Representatives who voted are printed in italics.*

Responsabilités de l'Union de l'Europe Occidentale¹ dans le domaine de la politique militaire**RAPPORT²**

**présenté au nom de la commission des Questions de Défense et des Armements³
par M. de la Vallée Poussin, rapporteur**

TABLE DES MATIÈRES

PROJET DE RECOMMANDATION.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

I. Introduction.

II. La politique générale de l'Union de l'Europe Occidentale.

III. Le contrôle de la Défense par l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale.

Projet de recommandation

L'Assemblée,

Considérant que le traité de Bruxelles modifié impose au Conseil le devoir de poursuivre une politique de paix, de renforcer la sécurité (des pays membres), de promouvoir l'unité, d'encourager l'intégration progressive de l'Europe ;

Estimant que le Conseil doit interpréter et mettre en œuvre le Traité, en respectant l'esprit dans lequel les parlements nationaux l'ont ratifié et que notamment, s'il délègue en partie l'exécution du Traité à un autre organe, il a le devoir de suivre et de contrôler d'une façon permanente et collectivement l'exécution des missions qu'il a confiées à celui-ci ;

Considérant que l'Assemblée ne peut remplir d'une façon satisfaisante la responsabilité que lui confie le Traité si elle ne reçoit pas des

informations complètes sur toutes les matières qui en font l'objet ;

Considérant qu'il faut soigneusement éviter tout double emploi avec l'O.T.A.N. et notamment toute dualité dans le commandement militaire,

RECOMMANDE AU CONSEIL

1. D'exercer désormais pleinement les responsabilités que lui impose le Traité et d'en faire rapport à l'Assemblée ;
2. En attendant, et vu l'urgence de tenir l'Assemblée pleinement informée, de donner son avis sur la proposition suivante :

Les gouvernements des pays membres de l'Union de l'Europe Occidentale confieraient à leurs représentants permanents auprès de l'O.T.A.N., agissant en tant que délégués de

1. Cf. Document 29 (1956).

2. Adopté par la Commission à l'unanimité.

3. *Membres de la Commission* : Marchese Lucifero d'Aprigliano (président) ; MM. Erlar, Fens (vice-présidents) ; MM. Biesheuvel, Boggiano Pico (suppléant : Montini), Brooman-White (suppléant : Viscount Stonehaven), Broughton, Corniglion-Molinier, Galletto, Gerns (suppléant : Höfler), Goedhart (suppléant : de Gou), Janssens,

Jannuzzi, Le Bail, Lefèvre (suppléant : de la Vallée Poussin), Legendre, Leverkuehn, Margue, Paul, Ramsden, (suppléant : Dame Florence Horsbrugh), Lord Rea, MM. Reif (suppléant : Fürst von Bismarck), Teitgen (suppléant : Alric), Temple, Treves, (suppléant : Matteotti), Van Remoortel, Younger.

N. B. — *Les noms des Représentants ayant pris part au vote sont imprimés en italique.*

fairs, with the mission of keeping the Committee on Defence Questions and Armaments informed concerning developments in those sectors where the W.E.U. Council has at present transferred its functions to N.A.T.O.

Explanatory Memorandum

(submitted by *M. de la Vallée Poussin, Rapporteur*)

I. INTRODUCTION

1. In his report of 3rd October, 1956, (Document 29) Sir James Hutchison, on behalf of the Committee on Defence Questions and Armaments, had confronted the Council of Western European Union with serious and difficult questions in connection with the interpretation of the amended Brussels Treaty.

He recalled that : "There is no debating Assembly other than the Assembly of Western European Union competent to discuss defence problems of an international European character".

Stressing, in full agreement with the Council, the need to inform public opinion, and the important part which the Assembly of Western European Union had to play in this respect, he recalled that the provisions linking Member States of Western European Union are stricter and more far-reaching than those linking Member States of N.A.T.O., in particular regarding automatic assistance in case of aggression. He then went on to explain the fundamental difficulty which is still facing Western European Union : the relationship with N.A.T.O. He, of course, stressed the need to avoid overlapping between two organizations responsible for the same Defence, and he refrained from criticizing the Resolution of 20th December, 1950, in which the Brussels Treaty Organization had delegated *de facto* part of its competence to N.A.T.O. He regretted, however, that the Council of Western European Union should interpret so narrowly the responsibility which is theirs under the Treaty, and therefore do not consider themselves authorized to give the information required to the Committee on Defence Questions and Armaments of the Assembly.

While stating the reservations of the Council of Western European Union, Sir James Hutchison ended his report by saying :

"Your Committee consider then that they are entitled to answers, within the limits of security, to any questions on any aspect of the defence of the West, either from the Council or direct from N.A.T.O."

2. The point of view expressed by Sir James Hutchison on behalf of the Committee was welcomed by some of the Ministers of Foreign Affairs. M. Spaak was one of them, when as Chairman of the Council of Western European Union he said in his speech to the Assembly on 6th May, that in his opinion :

"We must consider today the military re-organization of Europe",

and added :

"The problems [of a common policy] will be submitted to the decisions of the international Parliaments, particularly, I believe, of the Committee on Defence Questions and Armaments of the Assembly of Western European Union. I think that it is a good thing. I think that Parliamentary opinion should be informed of this problem and bit by bit made to face it responsibilities."

and further on he said :

"I believe the Parliamentary Assembly of Western European Union could render an inestimable service to the whole European community, if, as a result of the discussions which have taken place here, the perfectly sensible and logical ideas which your Rapporteur has put forward could be given wide publicity in our national Parliaments, influence the attitude of Governments, and make greater co-ordination and unification possible, at least in the armaments field."

3. Then on 2nd August last, in the House of Commons, Mr. Ian Harvey, Joint Under-Secretary of State for Foreign Affairs, made important statements, all the more so since they came after discussions which took place last July in London between the Council sitting at ambassadorial level and the Committee on Defence Questions and Armaments. Mr. Ian Harvey stated that : "An Assembly such as Western European Union must have the necessary information on which to debate, and the British Government fully realizes that this is one of the underlying

leurs ministres des Affaires étrangères, la mission de tenir la commission des Questions de Défense et des Armements informée de l'évolution intervenue dans les domaines où le Conseil de l'U.E.O. a transféré de facto ses compétences à l'O.T.A.N.

Exposé des motifs

(présenté par M. de la Vallée Poussin, rapporteur)

I. INTRODUCTION

1. Dans son rapport du 3 octobre 1956 (Document 29), Sir James Hutchison, au nom de la commission des Questions de Défense et des Armements, avait mis le Conseil de l'Union de l'Europe Occidentale en présence des questions graves et difficiles que suscitait l'interprétation du traité de Bruxelles modifié.

Il avait rappelé qu'« il n'y a pas d'Assemblée délibérative autre que l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale qui soit compétente pour discuter les problèmes de défense d'un caractère européen international ».

Soulignant, en plein accord avec le Conseil, la nécessité d'informer l'opinion publique et la part importante qui revenait à l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale dans cette fonction, il rappelait que les dispositions qui unissent les Etats de l'Union de l'Europe Occidentale sont plus strictes et plus étendues que celles qui engagent les membres de l'O.T.A.N. vis-à-vis les uns des autres, spécialement quant à l'automatisme de l'assistance en cas d'agression. Il avait expliqué ensuite la difficulté fondamentale qui continue à peser sur l'Union de l'Europe Occidentale : celle de ses rapports avec l'O.T.A.N. Il avait certes souligné la nécessité d'éviter des doubles emplois et des contradictions entre deux organismes chargés d'assurer la même défense et il s'était gardé de critiquer la résolution du 20 décembre 1950, par laquelle l'Organisation du traité de Bruxelles avait délégué de facto à l'O.T.A.N. une partie de sa compétence. Toutefois, il avait regretté que le Conseil de l'Union de l'Europe Occidentale interprète sa responsabilité découlant du Traité d'une manière étroite, et qu'en conséquence, il ne s'estime pas autorisé à donner à la commission des Questions de Défense et des Armements de l'Assemblée les informations qu'elle avait demandées.

Tout en exposant les réserves du Conseil de l'Union de l'Europe Occidentale, Sir James Hutchison avait conclu son rapport en disant :

« Votre Commission estime que, dans les limites de la sauvegarde de la sécurité, toutes les questions sur n'importe quel aspect de défense de l'Ouest méritent une réponse, soit du Conseil, soit directement de l'O.T.A.N. »

2. Le point de vue exprimé par Sir James Hutchison, au nom de la Commission, a trouvé un accueil favorable auprès de quelques-uns des ministres des Affaires étrangères. M. Spaak notamment, étant Président du Conseil de l'Union de l'Europe Occidentale, après avoir indiqué qu'à son avis :

« Il faut aujourd'hui envisager la réorganisation militaire de l'Europe », a déclaré à l'Assemblée le 6 mai dernier :

« Les problèmes (d'une politique commune) font l'objet de décisions dans les parlements internationaux, spécialement, me semble-t-il, dans la commission de défense de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale. Je crois que c'est une bonne chose ; j'estime que l'opinion parlementaire doit être saisie du problème et placée petit à petit devant ses responsabilités ».

Et plus loin :

« Je pense que l'Assemblée parlementaire de l'Union de l'Europe Occidentale pourrait rendre à l'ensemble de la communauté européenne un service signalé si, grâce aux débats qui avaient lieu ici, les idées parfaitement saines et parfaitement logiques qui ont été défendues par votre rapporteur pouvaient recevoir une large diffusion dans nos parlements nationaux, influencer la position des gouvernements et permettre, au moins en cette matière des armements, une coordination et une unification poussées ».

3. Enfin, le 2 août dernier, à la Chambre des Communes, M. Ian Harvey, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, a fait des déclarations d'autant plus importantes qu'elles faisaient suite aux débats qui eurent lieu à Londres, en juillet dernier, entre le Conseil de l'Union de l'Europe Occidentale siégeant au niveau des Ambassadeurs et la commission des Questions de Défense et des Armements. M. Ian Harvey a déclaré : « Une Assemblée comme l'Union de l'Europe Occidentale doit disposer des renseignements nécessaires à ses travaux, et

problems with which Western European Union is undoubtedly confronted." He went on to emphasize the importance of Western European Union in the eyes of the British Government and, quoting the words of General Eisenhower, he said the British Government considers Western European Union to be "the core of unity at the heart of N.A.T.O."

In reply to Mr. Kenneth Younger who had stressed the importance and the seriousness of the Report on the state of European security presented in May, 1957, by M. Fens and regretted that the Council of Western European Union had not brought it to the notice of N.A.T.O., Mr. Ian Harvey made the following important statement:

"The value of any report depends largely upon the sources available to those who make it and the authority with which the statements are produced. The Recommendations and the Fens Report have been forwarded to member Governments of Western European Union and are being closely considered here, but it would be untrue to say that all those Recommendations can be upheld in the light of the full defence picture. It is perfectly true that this underlines the problem with which Western European Union is faced at present.

I wish to deal with this question of information available to Western European Union which is referred to in Recommendation No. 9 of the Report. As was clearly underlined in the debate, one of the problems of Western European Union is that the North Atlantic Council is, and will remain so long as present arrangements apply, the proper forum in which to discuss strategic planning and defence policies. It is in no way due to any lack of good will on the part of Her Majesty's Government that any information is withheld or not made available to Western European Union. It is simply because, as was said in the debate, that although Her Majesty's Government would like to help the Assembly in the matter, Western European Union touches only part of a bigger defence picture and it is not always possible to give it information which affects other

countries which are not members of Western European Union."

4. It therefore emerges clearly from the statements of Ministers as well as from the experience of the Assembly that after three years of work Western European Union still reveals operational weaknesses requiring careful consideration if this institution is to fulfil its proper role.

II. THE GENERAL POLICY OF WESTERN EUROPEAN UNION

5. Under the Brussels Treaty, ratified and accepted by Parliaments, the Member Countries concluded a defensive alliance under which they are pledged to mutual assistance in case of aggression against one of them. Under Article V of the Treaty, this assistance must be automatic, and the Powers must grant it fully, with all their forces, military and otherwise. The N.A.T.O. Treaty does not provide — at least specifically — such a complete solidarity, and there has never been any question of the particularly close relationship linking the Seven Powers of Western European Union being dissolved in N.A.T.O.

6. Furthermore, according to the amended Brussels Treaty (Article VIII): "For the purpose of strengthening peace and security and of promoting unity and of encouraging the progressive integration of Europe and closer co-operation between them and with other European organizations, the High Contracting Parties to the Brussels Treaty shall create a Council to consider matters concerning the execution of this Treaty..." Member States are bound by the provisions of the Treaty which oblige Governments, unless they be altered and the alterations made accepted by our seven Parliaments.

7. The Foreign Ministers — as they did in the Resolution on 20th December, 1950, of the Brussels Treaty Organization (not Western European Union) — can still of course entrust N.A.T.O. with the military implementation of the Treaty's provisions, but such a limited transfer does not free the Council of Western European Union from their political responsibility. It was justified, in

le gouvernement britannique comprend parfaitement bien que c'est une des difficultés fondamentales qui confrontent l'Union de l'Europe Occidentale». Il a souligné l'importance de l'Union de l'Europe Occidentale aux yeux du gouvernement britannique et, reprenant les propres termes du général Eisenhower, il a déclaré que l'Union de l'Europe Occidentale était «le noyau, source d'unité, au cœur de l'O.T.A.N.»

Ensuite, répondant à M. Kenneth Younger, qui avait mis en évidence l'importance et la gravité du rapport sur l'état de la sécurité européenne, présenté au mois de mai 1957 par M. Fens, et déploré que le Conseil de l'Union de l'Europe Occidentale n'en ait pas fait état à l'O.T.A.N., M. Ian Harvey a fait l'importante déclaration suivante :

« Il est évident que la qualité du rapport quel qu'il soit est dans une large mesure fonction des sources de renseignements à la disposition de ses auteurs et de la valeur des déclarations qu'il contient. Les recommandations et le rapport Fens ont été transmis aux gouvernements membres de l'Union de l'Europe Occidentale et le gouvernement de Sa Majesté les étudie avec soin, mais il serait inexact de dire que toutes ces recommandations résistent à l'examen si on les confronte avec une vue d'ensemble de la situation en matière de défense. Ceci ne fait d'ailleurs que souligner le problème qui se pose actuellement à l'Union de l'Europe Occidentale.

J'en viens ainsi à cette question des renseignements à la disposition de l'Union de l'Europe Occidentale, question qui fait l'objet de la Recommandation n° 9 du rapport. On l'a dit au cours du débat : une des difficultés auxquelles se heurte l'Union de l'Europe Occidentale c'est que le Conseil de l'Atlantique Nord est, et restera, tant que les dispositions actuelles demeureront en vigueur, le cadre approprié de discussions relatives à l'organisation stratégique et à la politique de défense. Si l'Union de l'Europe Occidentale se voit refuser l'accès à certains renseignements, ce n'est nullement en raison de la mauvaise volonté du gouvernement de Sa Majesté. C'est simplement parce que, comme on l'a dit dans le débat et bien que le gouvernement de Sa Majesté soit prêt à aider l'Assemblée sur ce point, l'Union de l'Europe Occidentale ne

concerne qu'un secteur d'une organisation de défense plus large, et il n'est pas toujours possible de lui communiquer des renseignements intéressants d'autres pays qui ne sont pas membres de l'Union de l'Europe Occidentale. »

4. Il résulte donc clairement des déclarations des Ministres, comme des expériences de l'Assemblée, qu'après trois ans d'existence, l'Union de l'Europe Occidentale offre des difficultés de fonctionnement qui méritent un examen attentif si on veut que cette institution remplisse son rôle.

II. LA POLITIQUE GÉNÉRALE DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE

5. En vertu du traité de Bruxelles, ratifié et accepté par les parlements, les pays membres ont contracté une alliance défensive qui les oblige à s'assister mutuellement en cas d'agression à l'égard de l'un quelconque d'entre eux. En vertu de l'article V du Traité, cette assistance doit être automatique, et les puissances doivent la donner avec toutes leurs forces, militaires et autres. Le traité de l'O.T.A.N. ne prévoit pas — expressis verbis tout au moins — une solidarité aussi complète et il n'a jamais été question de laisser dissoudre dans l'O.T.A.N. les liens particulièrement étroits qui unissent les sept puissances de l'Union de l'Europe Occidentale.

6. Le traité de Bruxelles modifié prévoit en outre (article VIII) qu'« en vue de poursuivre une politique de paix, de renforcer leur sécurité, de promouvoir l'unité, d'encourager l'intégration progressive de l'Europe, ainsi qu'une coopération plus étroite entre Elles et avec les autres organisations européennes, les Hautes Parties Contractantes du Traité de Bruxelles créeront un Conseil pour connaître les questions relatives à l'application du Traité... » Les dispositions du Traité lient les Etats. A moins de modifications, acceptées par les sept parlements, elles sont impératives à l'égard des gouvernements.

7. Cela n'interdit pas aux ministres des Affaires étrangères, — comme ils l'ont fait dans la résolution du 20 décembre 1950 de l'Organisation du traité de Bruxelles (pas de l'Union de l'Europe Occidentale) — de déléguer à l'O.T.A.N. l'application militaire des clauses du Traité. Mais cette délégation fonctionnelle ne dessaisit pas le Conseil de l'Union de l'Europe

order to avoid overlapping, to run down certain military Committees existing within the Brussels Treaty Organization. But the Council are still bound collectively to control the execution by the NATO services of the tasks wherewith they have entrusted them. It is therefore difficult to approve the statement made to the Assembly on 10th July, 1956, (Document 17, paragraph 4) by the Council of Western European Union and according to which :

“The Governments of Member States within N.A.T.O. act not as Western European Union Members but as individual Governments which are responsible only to their national Parliaments.”

The Council of Western European Union have under the Treaty a collective responsibility; they must “consider matters concerning the execution of the Treaty”; they must report thereon to the Assembly. They can delegate their functions, but not their responsibilities¹.

8. This last provision, of course, applied not only to the competence of the Council in the military field, at present delegated partially to N.A.T.O., but also to the overall competence of Western European Union, that is the collective assistance by other than military means, and the general policy of peace, the strengthening of security and the progressive integration of Europe.

9. To sum up, the Council cannot without the specific agreement of our seven national Parliaments give up executing all or any part of the Treaty; these they must undertake themselves, or if delegated in part to another organization,

1. See legal opinion by Professor Charles Rousseau (Document 29, 1956, Appendix II) :

« In its resolution of 20th December, 1950, this Council had certainly decided to reorganise the military structure of Western Union which it seemed purposeless to retain in its existing form in view of the opinion expressed by the North Atlantic Council. But the same Consultative Council had, on the same date, insisted that any such reorganisation should affect neither its own existence as an autonomous body of Western Union nor the right of the Ministers of Western Union to continue to meet for joint discussions of matters falling within their competence under the terms of the Brussels Treaty. These directives are still valid ».

control their execution by that organization. It is on their activities as a whole — that is on their responsibilities — that they must report every year to the Assembly.

10. If the legal position is such, it is also the reflection of the political intention of Member States. After the rejection of the European Defence Community, there emerged in our Parliaments a majority in favour of the creation of an international organization responsible for upholding the common interests of European Defence. It was then stated plainly by the most qualified speakers, in the course of the ratification debates, that the Council would act as the permanent organ, charged with initiating and achieving a common policy for the *Seven*. What differentiates a Council from a Diplomatic Conference is precisely the fact that the former has permanent attributions of its own and is collectively responsible, whereas for the latter this is not the case. Have the Council, since the conclusion of the amended Brussels Treaty, set up the subsidiary organs required for the full execution of their task? This is the question which the Assembly must ask to-day. The Assembly considers that the time has come for the Council fully to indicate how they are considering expanding their structure to ensure the full execution of the Treaty.

11. If the Council had always thus executed the Treaty, if they had been themselves collectively and completely informed of the progress of the military tasks assigned to them, but in the present circumstances, delegated to N.A.T.O., the Assembly would have faced no difficulty. It would have received through the Council all the information required to exercise its supervision. Unfortunately this has not been so; hence the second part of this Report.

III. THE SUPERVISION OF DEFENCE MEASURES BY THE ASSEMBLY OF WESTERN EUROPEAN UNION

12. Since the defence of Europe was entrusted to *international* organs, parliamentary supervision of defence can no longer be effectively assured by *national* Parliaments alone. The latter still have an important part to play, but only a European Assembly can ensure the urgent and essential overall supervision of the vast Defence system.

Occidentale de sa responsabilité politique. Il fut tout à fait sage, pour éviter des doubles emplois, de supprimer certains comités militaires créés dans le cadre de l'Organisation du traité de Bruxelles. Mais le Conseil n'en est pas moins tenu de contrôler collectivement l'application par les services de l'O.T.A.N. des missions qu'il leur a déléguées. Il est donc difficile d'approuver la déclaration faite par le Conseil de l'Union de l'Europe Occidentale à l'Assemblée, le 10 juillet 1956, déclaration disant (Document 17, paragraphe 4) :

« Les gouvernements des Etats membres agissent au sein de l'O.T.A.N., non pas en tant que membres de l'Union de l'Europe Occidentale, mais en tant que gouvernements pris individuellement et responsables seulement devant leur parlement national ».

Non, le Conseil de l'Union de l'Europe Occidentale a, en vertu du Traité, une responsabilité collective ; il doit « connaître les questions relatives à l'application du Traité » ; il doit en faire rapport à l'Assemblée. Il peut déléguer ses fonctions, mais non ses responsabilités¹.

8. Cette dernière règle s'applique, bien entendu, non seulement à la compétence du Conseil en matière militaire — compétence en ce moment partiellement déléguée à l'O.T.A.N. — mais à tout le domaine de la compétence de l'Union de l'Europe Occidentale, c'est-à-dire l'assistance collective par les moyens autres que militaires, et la politique générale de paix, le renforcement de la sécurité et l'intégration progressive de l'Europe.

9. En résumé, le Conseil ne peut — à moins d'accord des sept parlements nationaux — renoncer à exécuter tout ou partie du Traité ; il est obligé de le mettre en œuvre dans toutes ses parties et s'il délègue l'exécution de cer-

(1) Cf. Avis juridique du Professeur Charles Rousseau (Document 29, 1956, Annexe II) :

« Dans sa Résolution du 20 décembre 1950, celui-ci avait sans doute conclu à une réorganisation de la structure militaire de l'Union occidentale, dont le maintien dans la forme alors existante paraissait inutile, compte tenu des vues exprimées par le Conseil du Traité de l'Atlantique Nord. Mais le même Conseil Consultatif avait, dès cette date, souligné avec insistance qu'une telle réorganisation ne devait affecter ni son existence propre comme organisme autonome de l'Union occidentale, ni le droit des Ministres de l'Union occidentale de continuer à se réunir pour débattre en commun des matières rentrant dans leur compétence aux termes du Traité de Bruxelles. Ces directives restent toujours valables. »

taines parties à un autre organe, il a le devoir de contrôler la façon dont celui-ci s'acquitte de la mission qui lui est confiée. C'est sur l'ensemble de ces activités — terme pris dans le sens de responsabilités — qu'il doit présenter chaque année un rapport à l'Assemblée.

10. Si telle est la situation en droit, elle correspond également à la volonté politique des nations. Au moment où, après le rejet de la Communauté européenne de Défense, une majorité s'est reconstituée dans tous nos parlements, en vue de créer un organe international responsable des intérêts communs de la défense européenne, il a été clairement dit par les orateurs les plus qualifiés, lors des débats de ratification, que le Conseil jouerait le rôle d'organe permanent, inspirateur et réalisateur d'une politique commune des Sept. La différence entre un conseil et une conférence diplomatique réside précisément dans le fait que le premier a des compétences propres permanentes et une responsabilité collective, alors que la seconde ne possède ni l'un ni l'autre. Depuis la signature du traité de Bruxelles modifié, le Conseil a-t-il mis sur pied les organes subsidiaires nécessaires pour accomplir cette tâche dans toute son ampleur ? Telle est la question que pose aujourd'hui l'Assemblée. Elle estime le moment venu pour le Conseil de lui faire un exposé complet sur la façon dont il envisage de compléter sa structure en vue de mettre en œuvre le Traité dans toute son extension.

11. Si le Conseil avait toujours ainsi appliqué le Traité et s'il avait été lui-même collectivement informé, et complètement, des missions militaires dont il a délégué à l'O.T.A.N. la mise en œuvre dans les circonstances actuelles, aucune difficulté ne se serait posée pour l'Assemblée. Elle aurait reçu par l'intermédiaire du Conseil toutes les informations dont elle a besoin pour remplir sa mission de contrôle. Malheureusement il n'en a rien été. C'est ce qui justifie la seconde partie de ce rapport.

III. LE CONTRÔLE DE LA DÉFENSE PAR L'ASSEMBLÉE DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE

12. Depuis que la défense de l'Europe a été confiée à des organismes internationaux, le contrôle parlementaire de la défense ne peut plus être assumé efficacement par les seuls parlements nationaux. Ceux-ci conservent une tâche importante, mais seule une assemblée européenne peut surveiller dans son ensemble et sous tous ses aspects l'immense entreprise de la défense.

13. There is however no parliamentary supervision in N.A.T.O. Governments alone are directly informed. Ministers transmit to their Parliaments only what they think fit, and in case of disagreement, Parliaments are only given one side of the picture because, as the NATO Council cannot engage in public controversy with Governments, they cannot make the quarrel known nor can they formally state their own point of view. The peoples rely on N.A.T.O. for their security, but they do not realize that they are very badly informed of the real situation, since the responsible heads of N.A.T.O. cannot tell them to what extent the Governments have agreed to share the burden and fulfil their commitments in practice.

14. On the European level, on the other hand, the Assembly of Western European Union has the right to exercise more effective supervision. It receives every year from the Council a detailed report on their activities and, in view of the fact that all general problems connected with European defence fall within the terms of reference of the Council, they are therefore subjected to the Assembly's scrutiny.

15. Unfortunately, as was stated above, the Council seem to have arbitrarily limited their competence. Paradoxically, the Committees of Western European Union to-day have ready access to the NATO military commanders, who receive them frequently and reply in detail to all their questions. The same welcome unfortunately is not extended to the Assembly in its dealings with the Council.

16. This was underlined during the last Joint Meeting which the Committee held in London with the Council sitting at ambassadorial level and the Ambassadors who spoke at the meeting were fully aware of this.

17. The *de facto* transfer to N.A.T.O. of some of the competences of the Council of Western European Union has, in the mind of the Ministers, led to a narrowing of the powers of supervision of the Assembly of Western European Union. They do not consider the Assembly and its Committees as competent to be informed of the questions which were transferred to N.A.T.O. Such information could in any case be supplied only with difficulty in view of the fact that the Ambassadors, who act as the Representatives of

the Ministers in London, do not personally sit in N.A.T.O. at all, and therefore cannot themselves be personally or fully informed; and owing to the fact that the Ministers, members of the Council of Western European Union, follow the activities of N.A.T.O. in an individual capacity, but no longer discuss together all the military matters transferred to N.A.T.O. by the former Brussels Treaty Organization.

18. And so it is that the right of supervision of the Assembly, which under the text of the Treaty, such as it was ratified by our Parliaments, covers *all* aspects of European defence without exception, has in fact been reduced without our Parliaments having been informed or accepted it, to those matters only which were retained by the Council of Western European Union. These amount — according to the Second Report of the Council (Document 37, 1957) — to the following :

- (a) matters which the High Contracting Parties wish to raise, in particular under Article VIII ;
- (b) the level of the forces of Member States ;
- (c) the maintenance of certain British forces on the mainland of Europe ;
- (d) the Armaments Control Agency ;
- (e) the Standing Armaments Committee.

19. The Assembly considers that this is not normal and that legally the transfer of power to N.A.T.O. by the Brussels Treaty Organization is not binding on it¹ for the following reasons :

- (a) because the amended Brussels Treaty, signed after the transfer of powers, renders this transfer lawful only insofar as it is not contrary to the formal provisions of the Treaty ;
- (b) because Italy and the Federal Republic of Germany, signatories of the amend-

1. See legal opinion by Professor Rousseau (Document 29, 1956, Appendix II) :

"The Council of W. E. U. cannot now, any more than in the past, be considered free of the obligation to submit to the Assembly of W. E. U. the explanations on defence matters which it is required to give (see Article IX of the revised Brussels Treaty) and from which no subsequent decision of the organisation has absolved it."

13. Cependant aucun contrôle parlementaire n'existe au sein de l'O.T.A.N. Seuls les gouvernements sont directement informés. Les ministres ne communiquent à leur parlement que ce qu'ils croient bon de leur dire, et, en cas de conflit, les parlements n'entendent jamais qu'un son de cloche, parce que le Conseil de l'O.T.A.N., ne pouvant pas polémiquer publiquement avec les gouvernements, ne peut ni révéler le conflit, ni faire connaître officiellement son point de vue. Les peuples font confiance à l'O.T.A.N. pour assurer leur sécurité, mais ne se rendent pas compte qu'ils sont fort mal informés de la situation réelle, puisque les chefs responsables de l'O.T.A.N. ne peuvent pas leur dire dans quelle mesure les gouvernements acceptent de prendre leur part des charges et s'acquittent effectivement de leurs obligations.

14. Sur le plan européen, en revanche, l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale est en droit d'exercer un contrôle plus efficace. Elle reçoit chaque année du Conseil un rapport détaillé sur ses activités et, comme tous les problèmes généraux de la défense européenne sont de la compétence du Conseil, ils tombent par conséquent sous le contrôle de l'Assemblée.

15. Malheureusement, comme nous l'avons écrit plus haut, le Conseil semble avoir limité arbitrairement sa compétence. Par une sorte de paradoxe, les commissions de l'Union de l'Europe Occidentale ont aujourd'hui un large accès auprès des autorités militaires de l'O.T.A.N. qui les reçoivent fréquemment et répondent amplement à toutes leurs questions. En revanche, au Conseil, l'Assemblée ne trouve pas le même accueil.

16. L'expérience faite par la commission des Questions de Défense et des Armements, dans la dernière réunion commune qu'elle a tenue à Londres avec le Conseil siégeant au niveau des Ambassadeurs, a mis cette situation en relief et elle a été pleinement reconnue par les Ambassadeurs qui ont pris la parole.

17. La délégation *de facto* à l'O.T.A.N. de certaines des compétences du Conseil de l'Union de l'Europe Occidentale a eu pour effet, dans l'esprit des Ministres, de réduire les pouvoirs de contrôle de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale. A leurs yeux, l'Assemblée et ses commissions ne sont pas compétentes pour être informées des questions qui ont été transférées à l'O.T.A.N. Cette information serait d'ailleurs, en fait, difficile à organiser parce que les Ambassadeurs, délégués des Ministres à Londres, ne

siègent pas personnellement à l'O.T.A.N. et ne sont donc pas informés eux-mêmes, et que les Ministres, membres du Conseil de l'Union de l'Europe Occidentale, suivent certes les activités de l'O.T.A.N. à titre individuel, mais ne se concertent plus entre eux sur toutes les matières militaires que l'Organisation du traité de Bruxelles a confiées à l'O.T.A.N.

18. C'est ainsi que le droit de contrôle de l'Assemblée, qui d'après le texte du Traité, tel qu'il a été ratifié par les parlements, s'étend à tous les aspects de la défense de l'Europe sans aucune exception a, en fait, été réduit sans que nos parlements en aient été instruits ou l'aient accepté, aux seules activités que le Conseil de l'U.E.O. s'est réservées, c'est-à-dire d'après le deuxième rapport du Conseil (Document 37, 1957) :

- (a) les questions que les Hautes Parties Contractantes désirent évoquer, notamment aux termes de l'article VIII ;
- (b) le niveau des forces des Etats membres ;
- (c) le maintien de certaines forces britanniques sur le continent européen ;
- (d) l'Agence de Contrôle des Armements ;
- (e) le Comité permanent des Armements.

19. L'Assemblée estime que cette situation n'est pas normale et que, en droit, le transfert de compétence opéré en faveur de l'O.T.A.N. par l'Organisation du traité de Bruxelles, ne peut lui être opposé¹ pour les raisons suivantes :

- (a) parce que le traité de Bruxelles modifié conclu après le transfert de pouvoirs, ne laisse subsister ce transfert que dans la mesure où il n'est pas contraire aux dispositions formelles du Traité ;
- (b) parce que la République Fédérale d'Allemagne et l'Italie, signataires du traité

1. Cf. Avis juridique du Professeur Rousseau (Document 29, 1956, Annexe II) :

« Pas plus aujourd'hui qu'hier, le Conseil de l'U. E. O. ne doit être regardé comme affranchi de l'obligation de fournir à l'Assemblée de l'U. E. O. en matière de défense les éclaircissements auxquels il est tenu (voir article IX du Traité de Bruxelles amendé) et dont aucune décision ultérieure de l'Organisation ne l'a dispensé. »

ed Brussels Treaty are not bound by a decision taken prior to the signature of the Treaty and departing from it. Their rights and obligations stem exclusively from the provisions of the Treaty and cannot result from a previous Resolution not incorporated in it;

- (c) because the Treaty defines the competence of the Council and therefore that of the Assembly of Western European Union and because that competence as approved by national Parliaments cannot be altered by any governmental decisions without parliamentary approval.

20. Subject to those reservations, the Assembly agrees with the Ministers that it is in the general interest of defence to eliminate all overlapping¹ and it would oppose any kind of duplication being created within N.A.T.O. and likely to undermine the stability of our common defence.

21. In these circumstances, and pending a review by the Council of their general policy, it is important to provide a working method enabling the Committee on Defence Questions and Armaments to have access to all information required so that it can play its part as a parliamentary organ supervising defence policy.

22. The Assembly invites the Council to study this problem and to propose a solution. In view of the urgency, the Assembly examined a solution which would enable it to obtain the necessary information. It notes, however, that this solution does not remedy the present defective functioning of Western European Union. This proposal is as follows :

The Governments of Member States would authorize their permanent Representatives to the NATO Council to give the Committee on Defence Questions and Armaments the necessary information concerning the problems of European security which fall within the competence of Western European Union.

1. See Resolution to implement Section IV of the Final Act of the London Conference, on relations between W. E. U. and N. A. T. O.

de Bruxelles modifié, ne peuvent être engagées par une décision prise antérieurement à la signature du Traité et qui déroge à celui-ci. Leurs droits et obligations résultent exclusivement des dispositions du Traité et ne peuvent dépendre d'une résolution antérieure non reprise dans le Traité ;

- (c) parce que le Traité détermine la compétence du Conseil et, par conséquent, celle de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale et que cette compétence, approuvée par les parlements nationaux, ne peut être modifiée sans leur accord par des décisions gouvernementales.

20. Ces réserves n'empêchent pas l'Assemblée d'estimer, comme les Ministres, que l'intérêt général de la défense exige la suppression de tout double emploi¹. Elle craindrait en effet beaucoup de voir s'établir dans l'O.T.A.N. une dualité quelconque, de nature à compromettre l'homogénéité de la défense commune.

21. Dans ces conditions — en attendant que le Conseil revoie sa politique générale — il est nécessaire, dans l'état actuel des choses, de prévoir une méthode de travail permettant à la commission des Questions de Défense et des Armements d'avoir accès à toutes les informations nécessaires pour qu'elle puisse remplir un rôle d'organe parlementaire, contrôleur de la politique de défense.

22. L'Assemblée souhaite que le Conseil étudie ce problème et lui propose une solution. Vu l'urgence, l'Assemblée a envisagé une solution qui pourrait lui permettre d'obtenir les renseignements nécessaires. Elle constate, toutefois, que cette solution ne remédie pas au fonctionnement actuellement défectueux de l'Union de l'Europe Occidentale. La proposition est la suivante :

Les gouvernements des Etats membres autoriseraient leurs Représentants permanents auprès du Conseil de l'O.T.A.N. à donner à la commission des Questions de Défense et des Armements les informations nécessaires dans le domaine des problèmes de la sécurité européenne intéressant l'Union de l'Europe Occidentale.

1. Cf. résolution pour la mise en œuvre de la section IV de l'Acte Final de la Conférence de Londres au sujet des relations entre l'U. E. O. et l'O. T. A. N.

State of European security¹

REPORT²

**submitted on behalf of the Committee on Defence Questions and Armaments³
by M. Fens, Rapporteur**

TABLE OF CONTENTS

DRAFT RECOMMENDATION.

EXPLANATORY MEMORANDUM.

- I. Introduction.
 - II. Preventive rôle of tactical nuclear weapons.
 - III. Preventive rôle of strategic nuclear weapons.
-

Draft Recommendation

The Assembly,

Reaffirming its desire for the conclusion in the immediate future of an international agreement ensuring the honest and mutually controlled limitation of armaments, covering both conventional and nuclear weapons, as a first step towards general disarmament, which is the only way of lightening the heavy financial, economic and social burden which armaments impose on our peoples;

Considering that pending the conclusion of such an agreement, the Western countries must, through the maintenance of their retaliation forces, be able to prevent generalized aggression as well as any limited aggression;

Considering that only a joint effort by all European countries, also within N.A.T.O., can enable them to build up the forces necessary to that double purpose;

Considering that the decision to use strategic nuclear weapons imposes on the country possessing these weapons a most grave responsibility to bear alone,

RECOMMENDS TO THE COUNCIL

That Western European Union establish directives concerning the utilization of strategic nuclear weapons. The application of these directives shall in the event of emergency be the responsibility of the Member States in possession of these weapons.

1. See Document 38 (1957).

2. Adopted in Committee, by 13 votes to 1, with no abstentions.

3. *Members of the Committee*: Marchese Lucifero d'Aprigliano (Chairman); MM. Erler, Fens (Vice-Chairmen); MM. Biesheuvel, Boggiano Pico (Substitute: *Badini Confalonieri*), Brooman-White (Substitute: *Viscount Stonehaven*), Broughton, Corniglion-Molinier, Galletto, Gerns (Substitute: *Höfler*), Goedhart, Janssens, Jannuzzi,

Le Bail, Lefèvre (Substitute: *de la Vallée Poussin*), Legendre, Leverkuehn (Substitute: *von Merkatz*), Margue, Paul (Substitute: *Kopf*), Ramsden (Substitute: *Dame Florence Horsbrugh*), Lord Rea (Substitute: *Marquess of Lansdowne*), MM. Reif, Teitgen, Temple, Treves (Substitute: *Matteotti*), Van Remoortel, Younger.

N. B. — *The names of the Representatives who voted are printed in italics.*

Etat de la sécurité européenne ¹**RAPPORT ²**

**présenté au nom de la commission des Questions de Défense et des Armements ³
par M. Fens, rapporteur**

TABLE DES MATIÈRES

PROJET DE RECOMMANDATION.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

I. Introduction.

II. Rôle préventif des armes nucléaires tactiques.

III. Rôle préventif des armes nucléaires stratégiques.

Projet de recommandation

L'Assemblée,

Réaffirmant son désir de voir conclure, dans le plus proche avenir, un accord international sur la limitation loyale et mutuellement contrôlée des armements, tant conventionnels que nucléaires, au titre de premier pas vers un désarmement général, accord qui est le seul moyen d'arriver à un allègement des lourdes charges financières, économiques et sociales, que l'armement impose aux peuples ;

Considérant qu'en attendant la conclusion de cet accord, les pays occidentaux doivent être en état de prévenir, par l'existence de leurs forces de représailles, une agression généralisée, aussi bien qu'une agression limitée ;

Considérant que seul un effort commun de tous les pays européens, au sein de l'O.T.A.N. également, leur permet de mettre sur pied les forces nécessaires à ce double but ;

Considérant que la décision d'employer les armes nucléaires stratégiques impose à tout pays possesseur une responsabilité extrêmement grave à supporter seul,

RECOMMANDE AU CONSEIL

Que l'Union de l'Europe Occidentale fixe les directives relatives à l'emploi des armes nucléaires stratégiques. L'application de ces directives est confiée en cas d'urgence aux pays membres qui disposent de ces armes.

1. Cf. Document 38 (1957).

2. Adopté en Commission, par 13 voix contre 1, sans abstentions.

3. Membres de la Commission : Marchese Lucifero d'Aprigliano (président) ; MM. Erlar, Fens (vice-présidents) ; MM. Biesheuvel, Boggiano Pico (suppléant : *Badini Confalonieri*), Brooman-White (suppléant : *Viscount Stonehaven*), Broughton, Corniglion-Molinier, Galletto, Gerns (suppléant : *Höfler*), Goedhart, Janssens, Jannuzzi, Le Bail,

Lefèvre (suppléant : *de la Vallée Poussin*), Legendre, Leverkuehn (suppléant : *von Merkatz*), Margue, Paul (suppléant : *Kopf*), Ramsden (suppléant : *Dame Florence Horsbrugh*), Lord Res (suppléant : *Marquess of Lansdowne*), MM. Reif, Teitgen, Temple, Treves (suppléant : *Matteotti*), Van Remoortel, Younger.

N. B. — Les noms des Représentants ayant pris part au vote sont imprimés en italique.

Explanatory Memorandum

(presented by M. Fens, Rapporteur)

I. INTRODUCTION

1. The Assembly resumed its study of the present state of European security at a time when the Member States of N.A.T.O. have, at the request of Western European Union, undertaken a "new overall review of the resources of the Atlantic Alliance", in particular reconsidering military requirements and defence objectives, and the relationship between classical and nuclear armaments. The Assembly hopes that in the course of this review the Member States of Western European Union will make a combined effort to ensure that the principles formulated in the Assembly's previous report (Document 38), and in Recommendation No. 8, are approved by N.A.T.O.

2. Since the adoption of this Recommendation, the Assembly's Defence Committee has continued its work of assuring itself of the efficacy of our defensive system. The Assembly is conscious that its previous report, in drawing attention to the weaknesses of the European defensive system, disturbed public opinion. It believes however that this reawakening was necessary: public opinion was too sure of the military supremacy of the West over the U.S.S.R., which is no longer a fact. To-day peace is the result only of a precarious equilibrium between the opposing forces of total destruction. As long as this balance is maintained, no-one will dare launch a war. If through negligence or weakness the balance were to tip against the West, the enemy would take advantage at once.

3. Nowadays all military effort must principally seek to make the outbreak of war impossible, by depriving the aggressor of any chance of success. This report outlines the practical conclusions to be drawn from this general principle.

4. The Assembly knows how extremely precarious is such a peace. The only formula likely to give it a solid basis is an international agreement for progressive and controlled disarmament, applying to both conventional and nuclear weapons. The conclusion of such an agreement is the main purpose of Western policy.

5. In the course of its preparatory work, the Defence Committee held a joint meeting with the Council of Western European Union in order to obtain information. Much to its regret, it became clear that the representatives of the Ministers for Foreign Affairs in the Council meeting at the ambassadorial level were absolutely unable to answer certain questions relating to general strategy. The Committee was all the more pleased by the cordial welcome extended to them by General Norstad, the Supreme Commander, who was willing to answer all their questions. In another report of the Committee, M. de la Vallée Poussin examines the question of how Member States ensure that the responsibilities of Western European Union in the field of defence are properly fulfilled.

II. PREVENTIVE RÔLE OF TACTICAL NUCLEAR WEAPONS

6. The concept of Western defence cannot be isolated from the fundamental fact that a modern war in which nuclear weapons would be used strategically, would mean an unimaginable disaster for mankind. That is the reason why our sense of responsibility leads us to reject a concept which would force the West to resort to the strategic use of the *ultimate weapon* in all circumstances and in reply to any kind of aggression. The extermination of mankind is not the aim of Western defence. It follows that the West must at all times have at its disposal sufficient and efficient means of retaliating against — and therefore of preventing — a limited aggression which does not require as an immediate necessity the strategic use of nuclear weapons. Such retaliation against limited aggression does not of course imply that the attacked country alone would undertake it, but the automatic character of collective and immediate assistance, provided for under Article V of the amended Brussels Treaty, would apply just as much as in the case of a total aggression. The likelihood of a limited aggression is perhaps even nearer to the truth to-day than that of a total aggression: this is due to the fact that the widely dispersed range of Western air bases rule out the possibility of total destruction by surprise of the Western means of retaliation.

If one retaliated against limited aggression with limited means, the responsibility of resorting in such a conflict to the use of the

Exposé des motifs

(présenté par M. Fens, rapporteur)

I. INTRODUCTION

1. L'Assemblée reprend l'examen de l'état de la sécurité européenne au moment où les pays membres de l'O.T.A.N. ont entrepris, à la demande de l'Union de l'Europe Occidentale, un « nouvel examen général des ressources de l'Alliance atlantique » visant notamment à réévaluer les besoins militaires et les objectifs de défense, ainsi que les rapports entre les armes de type classique et les armes nucléaires. L'Assemblée espère qu'au cours de cet examen, les pays membres de l'Union de l'Europe Occidentale s'efforceront en commun de faire approuver par l'O.T.A.N. les principes qu'elle a formulés à ce sujet dans son précédent rapport (Document 38) et dans la Recommandation n° 8.

2. Depuis l'adoption de cette recommandation, la commission de Défense de l'Assemblée a poursuivi ses travaux en vue de s'assurer que le système de défense de l'Europe est efficace. L'Assemblée est consciente que son précédent rapport, en attirant l'attention sur la faiblesse du système défensif européen, a inquiété l'opinion publique. Il lui semble cependant que ce choc était nécessaire : l'opinion publique était trop sûre de la supériorité militaire occidentale par rapport à l'U.R.S.S., supériorité qui n'existe plus aujourd'hui. La paix dépend uniquement aujourd'hui d'un équilibre précaire entre les forces de destruction totale qui s'affrontent. Tant que cet équilibre subsiste, personne n'osera déclencher une guerre. S'il venait à être rompu, par négligence ou par faiblesse, au désavantage de l'Occident, l'adversaire en profiterait aussitôt.

3. De nos jours, l'effort militaire doit principalement viser à rendre la guerre impossible en ôtant à l'agresseur toute chance de réussite. L'Assemblée exprime dans ce rapport les conclusions pratiques à tirer de ce principe général.

4. L'Assemblée n'ignore pas la précarité extrême de la paix ainsi obtenue. La seule formule qui puisse lui donner une base solide est celle d'un accord international sur le désarmement, conventionnel et nucléaire, progressif et contrôlé, accord qu'elle appelle de tous ses vœux. Persévérer en vue d'aboutir à un tel accord, voici la tâche principale de la politique occidentale.

5. Au cours de ses travaux, la commission de Défense a tenu une réunion commune avec le Conseil de l'Union de l'Europe Occidentale dans le but d'obtenir des informations. A son grand regret, il est apparu que les représentants des ministres des Affaires étrangères au Conseil se trouvent dans l'incapacité absolue de répondre à certaines questions relatives à la stratégie générale. La Commission a été d'autant plus heureuse d'avoir trouvé un accueil chaleureux auprès du Commandant suprême, le général Norstad, qui a bien voulu répondre à toutes les questions. La question de savoir comment les pays membres s'acquitteront des responsabilités de l'Union de l'Europe Occidentale en matière de défense est examinée dans un autre rapport de la Commission, présenté par M. de la Vallée Poussin.

II. RÔLE PRÉVENTIF

DES ARMES NUCLÉAIRES TACTIQUES

6. La conception de défense occidentale ne peut être séparée de la considération fondamentale qu'une guerre moderne, dans laquelle les armes nucléaires seraient employées stratégiquement, signifierait un désastre inimaginable pour le genre humain. C'est pourquoi, notre sens des responsabilités nous amène à refuser une conception qui acculerait l'Occident à l'emploi stratégique de l'*arme ultime* en toutes circonstances et en réponse à toute agression. Le but de la défense occidentale n'est pas l'extermination du genre humain. Il s'ensuit que l'Occident doit à tout moment disposer de moyens suffisants et pratiques pour arrêter — et ainsi pour prévenir — une agression limitée qui n'exige pas comme nécessité immédiate l'emploi stratégique des armes nucléaires. Une telle riposte à une agression limitée ne signifie évidemment pas que seul le pays victime l'entreprenne, mais l'automatisme de l'assistance collective et immédiate, prévue à l'article V du traité de Bruxelles modifié, y jouerait autant que dans le cas d'une agression totale. La possibilité d'une agression limitée est aujourd'hui peut-être même plus vraisemblable que celle d'une agression totale : en effet, la dispersion des bases aériennes occidentales rend impossible la destruction totale par surprise des moyens de représailles de l'Occident.

En répondant à une agression limitée par des moyens limités, la responsabilité d'introduire dans un tel conflit l'arme stratégique nucléaire

strategic nuclear weapon would rest with the enemy: upon the failure of its attempt, the enemy would be faced with the choice either of abandoning it or of taking the decision to transform a limited conflict into a total war. There would therefore be a reversal of risk and responsibility.

Western strategy provides therefore that the forces of the *shield* in Europe must be sufficiently strong to dissuade the enemy from launching a limited aggression. In this respect, there is no doubt that the U.S.S.R. could always call on a greater number of men (although this disparity is not due to a difference in population: there are 210 million inhabitants in the U.S.S.R., as against 240 million in Western Europe). To make up for this disparity in the number of divisions, the forces of the *shield* must be equipped with tactical nuclear weapons. However necessary such an equipment may be, it implies that tactical nuclear weapons can be used without strategic weapons having to come into action automatically.

7. In December 1954, the NATO Council decided to treat tactical nuclear weapons as conventional weapons. Although it may seem difficult to draw a distinction between tactical and strategic nuclear weapons, it seems right to say that a distinction exists between their tactical use on the actual battlefield and their strategic use in the *Hinterland*. If the possession of such weapons is to prevent limited aggression, they should be adapted for exclusively tactical use.

8. If tactical nuclear weapons are to have a deterrent effect of their own, the importance of land forces increases. The Assembly opposes the concept of very small armed forces which would serve only to launch the strategic nuclear blow. At least 30 divisions equipped with tactical nuclear weapons are needed for the defence of Western Europe against local aggression. How vital this is cannot be overstated; and was set out in Recommendation No. 8, in spite of the increasing unpopularity of the system.

9. Great Britain was the first country to concentrate its defence effort on weapons of mass destruction, and simultaneously to reduce its forces to correspond to its resources. The

fear of a chain reaction being provoked by the British example was the main preoccupation of the Assembly during its Session in May. Such fears are even more justified to-day, after the reduction of the period of military service in Belgium. Belgian Representatives to the Assembly, most of whom had voted in favour of the Recommendation, nevertheless accepted this decision without protest. The Belgian Government claim that that decision does not affect in any way their undertaking to put one infantry division, one armoured division and supporting units at the disposal of N.A.T.O. in 1957. The Belgian Government intend to fill the gap created by the reduction of the period of military service by earmarking for collective defence part of their internal defence forces. However, if it weakens its internal defence one may ask oneself whether the Belgian Government may not be simultaneously weakening the security of Europe as a whole.

10. The Assembly regrets that decisions have been taken concerning the organization of defence without waiting for the partners of the Atlantic Alliance to complete the present examination of future common defence policy. It considers that no Government should modify its national defence system before the conclusions of this review have been made known. Moreover, although Member States of N.A.T.O. are not compelled by any statutory clause to follow the advice of the Council, Members are morally obliged to respect it as otherwise consultation would become meaningless. The Assembly wishes to know whether Member Governments share this point of view.

11. The Assembly does not know what measures have been taken to equip member countries on an equal footing with tactical nuclear weapons and guided missiles for tactical operational purposes, as required by the Assembly in Recommendation No. 8. It is obvious that the United States, and also to a certain extent Great Britain, will have to supply this equipment at least for a few years. The Assembly refers to one of its major concerns, expressed in its previous report (Document 38, paragraph 29): when requesting American deliveries, Member States of Western European Union should act collectively and not individually, in view of the fact that bilateral agreements might seriously undermine the framework of multilateral cooperation, at the Atlantic as well as the European level.

reposerait sur l'adversaire: en constatant l'échec de sa tentative, l'adversaire se trouverait devant le choix d'abandonner ou bien de prendre la décision de transformer le conflit limité en guerre totale. Il y a donc un renversement du risque et de la responsabilité.

La stratégie occidentale prévoit, par conséquent, que les forces du *bouclier* en Europe doivent être suffisamment fortes pour dissuader l'adversaire de déclencher une agression limitée. Or, il est certain que l'U.R.S.S. pourra toujours disposer d'un nombre beaucoup plus élevé de soldats (bien que cette disparité ne provienne pas d'une différence dans le chiffre de population: 210 millions d'habitants en U.R.S.S. contre 240 millions en Europe occidentale). Pour équilibrer la disparité des divisions, les forces du *bouclier* doivent être équipées d'armes nucléaires tactiques. Si nécessaire que soit cet équipement, il suppose que les armes nucléaires tactiques peuvent être utilisées, sans que les armes stratégiques entrent automatiquement en action.

7. Le Conseil de l'O.T.A.N. a décidé, en décembre 1954, de considérer les armes nucléaires tactiques comme des armes conventionnelles. Bien qu'il puisse paraître difficile de distinguer entre les armes nucléaires tactiques et stratégiques, on peut affirmer qu'une distinction existe entre leur emploi tactique sur le champ d'opérations même, et l'emploi stratégique dans le *Hinterland*. Pour que la possession de ces armes prévienne une agression limitée, il faudrait adapter leur possibilité d'emploi à des fins strictement tactiques.

8. Si l'on attribue aux armes nucléaires tactiques un rôle préventif indépendant, l'importance des forces armées augmente. La conception que défend l'Assemblée est l'opposé de celle en vertu de laquelle des forces armées très réduites ne devraient servir qu'à déclencher la riposte stratégique nucléaire. La défense de l'Europe occidentale contre des agressions localisées nécessite au moins 30 divisions équipées d'armes nucléaires tactiques. L'on ne saurait trop insister sur cette nécessité vitale, déjà mise en lumière dans la Recommandation n° 8, mais qui devient de jour en jour plus impopulaire.

9. La Grande-Bretagne a été la première à concentrer son effort de défense sur les armes de destruction massive et à réduire par la même occasion ses effectifs pour équilibrer ses possi-

bilités. La crainte que cet exemple ne provoquât une réaction en chaîne a été la principale préoccupation de l'Assemblée au cours de la session de mai. Cette crainte est encore plus justifiée aujourd'hui, après que la Belgique a décidé de réduire la durée du service militaire. Les Représentants belges à l'Assemblée, dont la plupart avaient voté en faveur de la recommandation, ont néanmoins accepté cette décision sans protester. Certes le gouvernement belge affirme que cette décision n'affecte en rien l'engagement de mettre à la disposition de l'O.T.A.N., en 1957, une division d'infanterie, une division blindée et des unités de soutien. Il entend combler la lacune créée par la réduction de la durée du service en affectant à la défense collective une partie des forces de défense territoriale. Cependant, s'il affaiblissait sa défense territoriale, on pourrait se demander si le gouvernement belge ne porterait pas également atteinte à la sécurité européenne dans son ensemble.

10. L'Assemblée regrette que des décisions concernant l'organisation de la défense aient été prises sans attendre que les partenaires de l'Alliance atlantique aient terminé l'examen en cours de la future politique de défense commune. Elle estime qu'aucun gouvernement ne devrait modifier son système de défense nationale avant que les conclusions de l'examen ne soient connues. De plus, bien qu'aucune clause juridique n'oblige les pays membres de l'O.T.A.N. à suivre les avis du Conseil, ces pays sont moralement tenus de les respecter, sans quoi la consultation n'aurait plus aucun sens. L'Assemblée désirerait savoir si les gouvernements des pays membres partagent ce point de vue.

11. L'Assemblée ignore quelles dispositions ont été prises pour équiper les forces des pays membres sur un pied d'égalité en armes nucléaires tactiques et en engins téléguidés de nature à intéresser la conduite des opérations tactiques, ainsi qu'elle l'avait demandé dans la Recommandation n° 8. Il est évident que cet équipement doit être fourni, du moins pendant les premières années, par les Etats-Unis et également en partie par la Grande-Bretagne. L'Assemblée rappelle une préoccupation majeure qu'elle avait exprimée dans son précédent rapport (Document 38, paragraphe 29): pour bénéficier des livraisons américaines, les pays membres de l'Union de l'Europe Occidentale devraient agir collectivement et non pas individuellement, toute préférence donnée aux accords

12. The Assembly welcomes the fact that, according to the statement made on 17th July, 1957, by the Secretary of State, Mr. Dulles, the United States are now considering equipping N.A.T.O. as a whole with tactical nuclear weapons, and not Member States separately. The Assembly requests the Council to inform it of the opinion of Member Governments of Western European Union regarding this American proposal.

III. PREVENTIVE RÔLE OF STRATEGIC NUCLEAR WEAPONS

13. In the shape of its strategic nuclear weapons, the West has an instrument which can deter any aggressor, since the would-be aggressor must know that instantaneous deadly retaliation would follow any generalized attack. This situation is not affected by the development of the Inter-continental Ballistic Missile announced by the U.S.S.R. As a matter of fact, though once that weapon has been put into service, the U.S.S.R. would be able to threaten any part of American territory (besides European territory), the Western Powers are in a position, through their network of bases around the U.S.S.R., to threaten all parts of Soviet territory with American B-52's and B-58's or British V-type jet bombers (as well as with Intermediate Range Ballistic Missiles once these have been brought into service). The *status quo* of reciprocal terror is thus maintained.

14. Nevertheless, there are other conclusions, of a political character, to be drawn from the Soviet development of an Inter-continental Ballistic Missile, the importance of which should not be underestimated :

— it suggests that the U.S.S.R. may now be in a position to outdistance the West in technological development. It is worth recalling in this respect the many warnings given by experts that Soviet productivity will have drawn level with that of the West and even overtaken the United States in several vital sectors of industry by 1970.

— the fact that the U.S.S.R. has mastered the *ultimate weapon* before the West will considerably reinforce its prestige among the colonial peoples, and correspondingly weaken the will to pursue a pro-Western policy among the allies of the West in other continents.

The Assembly had warned the Council of this possible outcome¹.

15. The Atomic Club at present comprises two NATO member countries, the United States and Great Britain. One cannot justify the impressive British effort² by the fear that the Soviet stock of bombs may be superior to that of the West : the United States alone possess a number of bombs sufficient to eradicate human life, and the Soviet Union has now also reached this "saturation point". It would therefore be useless to exceed this ceiling, except for political reasons. This reservation applies to the case of Britain : it is in the interest of Europe that the most powerful deterrent should also be in European hands. The U.S.S.R. will no longer be able to nurture the illusion of resorting to nuclear blackmail in Europe, while attempting to prevent American intervention by making peace overtures to the United States. It is, moreover, important that the peoples of Europe should be certain that in the presence of a Soviet threat, the reply given will not depend on the President of the United States alone, but will be decided on a basis of equality. The

1. Twenty months ago, the Assembly drew the attention of the Council to the danger that the U. S. S. R. might outstrip the West in the development of Inter-continental Ballistic Missiles, by the following question :

(general question included in the questionnaire addressed to the Council in December, 1955, by the Committee on Defence Questions and Armaments)

(a) What value does the Council attach to the information on the thermo-nuclear explosion of 22nd November, 1955, according to which the U. S. S. R. would appear to have developed an inter-continental ballistic rocket with an H warhead?

(b) Has the Council already examined the results of this event, with a view to taking appropriate measures?

The reply of the Council was as follows : "The Council are not in a position to reply to this question".

2. Members of the Assembly's Defence Committee were impressed by the scale of this effort when they visited a British base for V-type bombers in July.

bilatéraux risquant de saper dangereusement l'édifice de la coopération multilatérale, tant atlantique qu'euro-péenne.

12. L'Assemblée enregistre avec satisfaction que, d'après la déclaration faite le 17 juillet 1957, par le secrétaire d'Etat M. Dulles, les Etats-Unis envisagent maintenant de mettre des armes nucléaires tactiques à la disposition non pas de chaque pays membre de l'O.T.A.N., mais de l'O.T.A.N. dans son ensemble. L'Assemblée demande au Conseil de lui faire connaître le point de vue des gouvernements des pays membres de l'Union de l'Europe Occidentale à l'égard de la proposition américaine.

III. RÔLE PRÉVENTIF DES ARMES NUCLÉAIRES STRATÉGIQUES

13. Avec ses armes nucléaires stratégiques, l'Occident dispose de l'instrument susceptible de décourager tout agresseur, car celui-ci doit savoir que les représailles instantanées qui suivront toute attaque généralisée lui porteront un coup mortel. Cette situation n'est pas affectée par la mise au point d'une fusée balistique intercontinentale que l'U.R.S.S. a annoncée. En effet, si avec cette arme, une fois mise en service, l'U.R.S.S. était à même de menacer (en plus du territoire européen) chaque région du territoire américain, les Occidentaux continuent de toute façon de pouvoir menacer, grâce à leurs chaînes de bases dispersées autour de l'U.R.S.S., chaque région du territoire soviétique avec les B52, les B58 américains et les bombardiers britanniques à réaction du type V, ainsi qu'avec des fusées à moyenne portée, une fois que celles-ci seraient introduites dans l'arsenal militaire. Le *statu quo* de la terreur réciproque reste donc entier.

14. Néanmoins, il y a d'autres conclusions de caractère plutôt politique à tirer de la nouvelle invention soviétique dont la portée ne doit pas être sous-estimée :

— il semble en ressortir que l'U.R.S.S. peut aujourd'hui dépasser l'Occident dans le développement scientifique. Il faut se rappeler à cet égard les multiples avertissements d'experts selon lesquels la productivité soviétique aura atteint, en 1970, celle de l'Occident, et aura même dépassé les Etats-Unis dans plusieurs secteurs vitaux de l'industrie.

— la possession de l'arme ultime par l'U.R.S.S. avant l'Occident renforcera considérablement son prestige auprès des peuples ex-coloniaux et affaiblira la détermination de certains alliés de l'Occident sur d'autres continents à poursuivre une politique pro-occidentale.

L'Assemblée avait d'ailleurs depuis longtemps fait tout son possible pour avertir le Conseil de cette évolution éventuelle¹.

15. Le club atomique compte actuellement deux pays membres de l'O.T.A.N. : les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. L'impressionnant effort britannique² ne se justifie pas par la crainte que l'U.R.S.S. ait constitué un stock de bombes supérieur à celui de l'Ouest : les Etats-Unis possèdent à eux seuls assez de bombes pour détruire la vie humaine sur notre planète et les Soviets ont également atteint ce point de saturation, ou du moins n'en sont pas loin. Dépasser ce chiffre-plafond ne servirait à rien, à moins que des raisons politiques ne l'exigent. Cette réserve s'applique au cas britannique : il est dans l'intérêt de l'Europe que le moyen de prévention le plus efficace se trouve également entre des mains européennes. L'U.R.S.S. ne pourra plus nourrir l'illusion d'exercer un chantage nucléaire limité à l'Europe, tout en essayant par une offre de paix de dissuader les Etats-Unis d'entrer en action. De plus, il est important pour les peuples européens d'avoir l'assurance qu'en cas de menace soviétique, la réponse à donner ne dépendrait pas uniquement

1. L'Assemblée avait attiré l'attention du Conseil, il y a vingt mois, sur le danger que l'U. R. S. S. marquerait un progrès par rapport à l'Occident dans le développement des fusées balistiques intercontinentales, en lui posant la question suivante :

(question générale incluse dans le questionnaire transmis par la commission des Questions de Défense et des Armements au Conseil, au mois de décembre 1955) :

- (a) Quelle est la valeur attribuée par le Conseil aux informations sur l'explosion thermonucléaire qui a eu lieu le 22 novembre 1955, d'après lesquelles l'U. R. S. S. aurait pu développer une fusée balistique intercontinentale à tête H ?
- (b) Est-ce que le Conseil a déjà étudié les conséquences de cet événement en vue de prendre les mesures appropriées ?

La réponse du Conseil était ainsi conçue : « Le Conseil n'est pas en mesure de répondre à cette question ».

2. Quelques membres de la commission de Défense de l'Assemblée ont eu l'occasion de se rendre compte de l'importance de cet effort en visitant, au mois de juillet dernier, dans le comté de Norfolk, une base de bombardiers à réaction du type V.

Assembly therefore welcomes the fact that the voice of Europe will be heard if a decision regarding the use of strategic weapons has to be taken. But this must really be the case.

16. The British Government considers that its nuclear potential is its most important contribution to the defence of Europe. In the White Paper (paragraphs 10-11), Britain's interest in collective defence is expressed as follows:

"The growth in the power of weapons of mass destruction has emphasised the fact that no country can any longer protect itself in isolation. The defence of Britain is possible only as part of the collective defence of the free world... The trend is towards the creation of integrated allied forces. Therefore, provided each member nation plays its fair part in the joint effort, it is not necessarily desirable that each should seek to contribute national forces which are by themselves self-sufficient and balanced in all respects."

17. As a consequence of this principle, Britain considers the possession of a stock of nuclear

bombs represents her chief contribution to the protection of her continental partners. The Assembly underlines that the maintenance of the commitment, undertaken by the British Parliament in the Paris Agreements, to station certain land and air forces on the mainland of Europe, is one of the fundamental elements of common defence.

18. The interdependence reflected in the division of labour should be matched by power of decision jointly taken. The use of armed forces is already subordinated to joint decision within N.A.T.O.; the President of the United States alone can decide on the use of American strategic nuclear weapons and there are constitutional obstacles to sharing this decision; it is at present only the United Kingdom Government which can decide on the use of British nuclear bombs. Yet Western European Union is a more coherent organization than N.A.T.O., with more precise obligations. The Assembly therefore considers that the Council should decide in advance on the circumstances in which Member States agree to the use of nuclear retaliation. The decision on use would then be taken on the basis of this agreement, by the countries possessing the nuclear strategic weapons.

du point de vue du Président des Etats-Unis, mais serait décidée sur un pied d'égalité. L'Assemblée exprime, par conséquent, sa satisfaction de voir des considérations européennes intervenir dans la décision sur l'emploi des armes nucléaires stratégiques. Encore faut-il que ce soit vraiment le cas.

16. Le gouvernement britannique considère son potentiel nucléaire comme sa contribution la plus importante à la défense européenne. Le Livre Blanc exprime ainsi (paragraphe 10-11) l'intérêt britannique en une défense collective :

« La puissance croissante des armes de destruction massive met en valeur le fait qu'aucun pays n'est plus capable de se protéger isolément. La défense de la Grande-Bretagne ne peut se concevoir que dans le cadre de la défense collective du monde libre... La tendance actuelle est favorable à la création de forces intégrées. Par conséquent, pourvu que chaque pays membre contribue loyalement à l'effort conjoint, il n'est pas nécessairement souhaitable qu'il s'oblige à fournir des effectifs nationaux intégrés. »

17. En vertu de ce principe, c'est la possession d'un stock de bombes nucléaires qui repré-

sente, aux yeux de la Grande-Bretagne, sa participation principale à la protection de ses partenaires continentaux. L'Assemblée retient que le respect de l'engagement pris par le parlement britannique, en vertu des accords de Paris, de maintenir sur le continent européen une force terrestre et une force aérienne, reste un des éléments fondamentaux de la défense commune.

18. L'interdépendance qui se manifeste dans la répartition des tâches doit avoir pour corollaire un pouvoir de décision établi en commun : l'emploi des forces armées dépend déjà d'une décision conjointe au sein de l'O.T.A.N.; la décision d'utiliser les bombes nucléaires américaines est réservée au Président des Etats-Unis à qui des difficultés constitutionnelles interdisent tout partage; la décision d'utiliser les bombes nucléaires britanniques revient actuellement au gouvernement du Royaume-Uni. Or, l'Union de l'Europe Occidentale est une organisation plus cohérente avec des obligations plus précises que l'O.T.A.N. L'Assemblée considère en conséquence que le Conseil devrait se prononcer dès maintenant sur les circonstances dans lesquelles les pays membres admettent l'usage de représailles nucléaires. La décision quant à cet usage serait prise, sur la base de l'accord précité, par les pays possesseurs d'armes nucléaires stratégiques.

COMMUNICATION FROM THE COUNCIL

in reply to the Recommendations adopted by the Assembly during the First Part of the Third Ordinary Session

Reply to Recommendation No. 8

As requested by the Assembly, the Council have transmitted this Recommendation to the Governments of Member States.

Reply to Recommendation No. 9

The Governments represented in the Council have indicated that they are willing to transmit to the Assembly through the Secretariat-General and the Office of the Clerk, the text of statements on defence matters communicated by them to their parliaments.

The Assembly will appreciate that the introduction of this procedure will raise a number of technical problems, particularly as regards translation, and that only experience will show how they can best be overcome.

The Council will, therefore, introduce the appropriate procedure on an experimental basis. Any suggestions for improvements from the Assembly will be welcome.

As regards the communication of information supplied by Governments to Parliamentary Committees, it should be noted that the availability of information and the form in which it is given vary from country to country. As several members of the Committee on Defence Questions and Armaments observed during the Joint Meeting on 2nd July, 1957, it would consequently be difficult to secure the information requested.

Reply to Recommendation No. 10

The Council have noted with satisfaction the interest taken by the Assembly in the activities of the Standing Armaments Committee in general and in the problem of research and production of new weapons in particular.

As the Assembly has indicated clearly in the plan it has put forward for the production of guided weapons, the "information" and "definition" stages must first be overcome before Governments can establish their position on such a programme.

The Council are happy to state that two member countries — the United Kingdom and France — which, thanks to the studies and experimental work they have conducted over the past ten years, can, from the outset, make important contributions to the task of "information" and "definition" have proposed to go ahead, with other interested countries, with a study of problems, all of which would be covered by the priority programme recommended by the Assembly.

The French Government has proposed :

- a) that a joint definition be made of a close-defence ground-to-ground weapon to supplement field artillery; this study would extend, by entering into a wider field, the work already achieved by the Committee in regard to the very close-range ground-to-ground SS. 10 weapon;
- b) that a study be made of the concept of air defence by aircraft, including the guided weapons with which these aircraft would be equipped.

The British Government has suggested the extension of this last proposal to the study of the philosophy of air defence, including piloted aircraft used in conjunction with guided weapons.

The Governments have given their agreement in principle to the constitution of working groups for the study of the subjects proposed. One or other of these is also under discussion on a bilateral basis in the Anglo-French, Anglo-German and Franco-German groups set up by the respective Governments within the framework of the S.A.C. Third countries might be

COMMUNICATION DU CONSEIL

*en réponse aux recommandations adoptées par l'Assemblée au cours de la première partie de la troisième session ordinaire***Réponse à la Recommandation n° 8**

Le Conseil a déféré au vœu exprimé par l'Assemblée et a transmis cette recommandation aux gouvernements des Etats membres.

Réponse à la Recommandation n° 9

Les gouvernements représentés au Conseil se sont déclarés disposés à transmettre à l'Assemblée, par l'intermédiaire du Secrétariat Général et du Greffe, les textes des exposés relatifs aux questions de défense communiqués par eux à leurs parlements respectifs.

L'Assemblée comprendra que l'adoption d'une telle procédure posera certains problèmes techniques, notamment celui de la traduction, et que l'expérience seulement pourra indiquer la meilleure solution à adopter.

Aussi le Conseil entamera-t-il cette procédure de communication sur une base expérimentale. Toute suggestion de la part de l'Assemblée, en vue d'améliorer le système, sera la bienvenue.

En ce qui concerne la communication des informations fournies par les gouvernements aux commissions des parlements nationaux, il y a lieu de noter que les renseignements mis à leur disposition diffèrent d'un pays à l'autre, de même que la forme dans laquelle ils sont transmis. Aussi sera-t-il difficile d'obtenir les renseignements nécessaires, comme l'ont constaté plusieurs membres de la commission des Questions de Défense et des Armements au cours de la réunion commune du 2 juillet 1957.

Réponse à la Recommandation n° 10

Le Conseil a été heureux de l'intérêt manifesté par l'Assemblée en ce qui concerne les activités du Comité permanent des Armements en général, le problème de la recherche et de la fabrication des armes nouvelles en particulier.

Ainsi que l'a clairement indiqué l'Assemblée dans le plan qu'elle a proposé pour la fabrication des engins téléguidés, les stades de « l'information » et de « la définition » doivent être dépassés avant que les gouvernements soient en mesure d'arrêter leur position au sujet d'un tel programme.

Le Conseil est heureux d'annoncer que les deux pays membres de l'Union susceptibles d'apporter, au départ, une contribution importante à ce travail d'information et de définition en raison des études et expérimentations auxquelles ils ont procédé depuis une dizaine d'années — à savoir le Royaume-Uni et la France — ont proposé de procéder avec les pays intéressés à une étude des problèmes dont l'ensemble couvrirait le programme prioritaire recommandé par l'Assemblée.

Le gouvernement français a proposé:

- a) de définir en commun un engin sol-sol de défense rapprochée destiné à compléter l'action de l'artillerie de campagne. Cette étude prolongerait, en les étendant à un domaine plus vaste, les travaux déjà exécutés par le Comité pour l'engin sol-sol à très courte portée SS 10;
- b) d'étudier la conception de la défense aérienne par avion y compris les engins destinés à armer ces avions.

Le gouvernement britannique a suggéré l'élargissement de cette dernière proposition à l'étude d'un système de défense aérienne incluant l'utilisation conjointe des avions pilotés et des armes téléguidées.

Les gouvernements ont donné leur accord de principe à la constitution de groupes de travail chargés d'étudier les sujets proposés. L'un ou l'autre de ces sujets est également examiné sur une base bilatérale par les groupes franco-anglais, franco-allemand et anglo-allemand institués par les gouvernements intéressés dans le cadre du C.P.A. Des pays tiers pourront être

drawn into the work of these groups as and when justified by the results achieved.

Only on the basis of the conclusions reached by these groups will the Governments be able to take a position on the subsequent stages of co-operation in this field, taking particular account of the financial implications of such a programme.

It would, however, be vain to hope that the time-table envisaged in the Assembly's Recommendation can be implemented.

The Council wish also to point out that, in all probability, the joint action which might emerge as the most suitable will not extend to the whole weapon programme envisaged in the Assembly's Recommendation. The state of advancement of a given weapon, together with the urgency, from a military aspect, of equipping units with it, might, in fact, lead to its development in advance of another given weapon.

Furthermore, the countries concerned in the actual development of a project might differ according to the weapon.

Reply to Recommendation No. 11

The Council have studied this Recommendation with great interest. In the preamble, the Assembly has exposed clearly its views with regard to the future of European co-operation, while, in the following part, practical measures are suggested which the Assembly considers should be taken within W.E.U. so that the Organisation can play its proper rôle in furthering this co-operation.

The Council wish to make the following comments on these suggestions.

I. Political field

1. (i) In reply to the Assembly's suggestion that the Council should meet more frequently, the Council recall that, in application of the provisions of Article VIII of the revised Brussels Treaty that "the Council shall be so organised as to be able to exercise its functions continuously", the Ambassadors in London meet, as a general rule, weekly. In addition, the Ministers agreed at the meeting held on 26th February 1957 that the Council should meet

more frequently at Ministerial level. Whenever convenient, their sessions are held before meetings of the North Atlantic Council.

(ii) As already stated in the second Annual Report of the Council (Chapter II, 5), representatives of the seven countries have from time to time met under the auspices of the Council to discuss questions of common interest before their study by the United Nations and its agencies.

As such meetings have proved of considerable value, they are now being held regularly.

2. and 3. The Council would prefer to comment on these two suggestions together, as they concern two aspects of the problem of the composition of delegations at Council meetings.

The Governments represented on the Council do not exclude the possibility of other Ministers accompanying the Foreign Ministers to meetings of the Council if the occasion demands it. Nor do they exclude attendance of officials from Ministries other than those for Foreign Affairs. On the contrary, it is normal practice for the official representatives in the Council and their subsidiary bodies to call on such assistance whenever it is felt to be necessary. Each case must be judged on its merits and each Government must remain free to decide the composition of its delegation to meetings of the Council and its subsidiary bodies. Naturally, the views of Governments are, whenever appropriate, concerted as to the most suitable composition of delegations for the discussion of any particular subject.

4. The Council feel, with the Assembly, that the study of major political problems in a European perspective is an increasingly important element in the formulation of governmental policy. The internal organisation of Ministries of Foreign Affairs is the exclusive responsibility of Member States.

The Council can assure the Assembly that it is the constant concern of every Government to see that the structure of its Ministry of Foreign Affairs is adapted to meet all new responsibilities placed on that department.

II. Economic field

1. The Council are assured that the six Governments are taking all necessary steps compatible with parliamentary procedure to ensure ratifi-

associés aux travaux de ces groupes lorsque les résultats obtenus le permettront.

Ce n'est que sur la base des conclusions de ces groupes que les gouvernements seront à même de prendre position sur les stades ultérieurs d'une coopération dans ce domaine, en tenant compte, en particulier, des incidences financières de ce programme.

Il est toutefois vain d'espérer que le calendrier prévu dans la recommandation de l'Assemblée puisse être observé.

Le Conseil souhaite faire remarquer, par ailleurs, que selon toute vraisemblance, l'action commune qui apparaîtrait la plus opportune ne portera pas immédiatement sur un programme couvrant l'ensemble des armes visées par la recommandation de l'Assemblée. L'état d'avancement de l'étude de telle ou telle arme particulière ainsi que l'urgence, sur le plan militaire, d'en doter les unités, peuvent en effet conduire à placer sa réalisation avant celle de telle ou telle autre.

Par ailleurs, les groupements de pays intéressés à la réalisation effective d'un projet peuvent être différents suivant les armes.

Réponse à la Recommandation n° 11

Le Conseil a étudié avec grand intérêt cette recommandation. Dans le préambule, l'Assemblée a exposé très clairement son opinion sur l'avenir de la coopération européenne. Dans le reste du document, elle a indiqué les mesures d'ordre pratique qu'elle considère devoir être prises au sein de l'U.E.O. de manière à permettre à l'organisation de jouer utilement son rôle en ce qui concerne le développement de cette coopération.

Le Conseil souhaite formuler les observations suivantes au sujet de ces propositions.

I. Domaine politique

1. (i) L'Assemblée ayant proposé que le Conseil se réunisse plus fréquemment, il est répondu que, conformément aux dispositions de l'article VIII du traité de Bruxelles modifié prévoyant que le Conseil « sera organisé de manière à pouvoir exercer ses fonctions en permanence », les ambassadeurs à Londres se réunissent généralement une fois par semaine. Les Ministres ont en outre convenu le 26 février 1957, que le Conseil se réunirait plus fréquem-

ment à l'échelon ministériel. Chaque fois que cela est pratique, les réunions ont lieu avant les sessions du Conseil de l'Atlantique Nord.

(ii) Comme il a été noté dans le second rapport annuel du Conseil, chapitre II (5), des représentants des sept pays se sont réunis, à certains moments, sous les auspices du Conseil pour examiner les questions d'intérêt commun, avant qu'elles soient étudiées par l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées.

Ces réunions ont été extrêmement utiles et en conséquence elles sont devenues la règle.

2. et 3. Le Conseil préférerait formuler en même temps ses observations sur ces deux propositions car elles ont trait à deux aspects du problème de la composition des délégations aux réunions du Conseil.

Les gouvernements membres du Conseil n'entendent pas exclure la possibilité pour d'autres ministres d'accompagner, le cas échéant, les ministres des Affaires étrangères aux réunions du Conseil. Ils n'entendent pas non plus exclure la présence de fonctionnaires d'autres ministères que celui des Affaires étrangères. Au contraire il est de pratique courante pour les représentants officiels auprès du Conseil et de ses organismes subsidiaires de faire appel à leur concours chaque fois que cela est nécessaire. Il s'agit toujours de cas d'espèce et les gouvernements doivent rester libres de décider de la composition de leurs délégations aux réunions du Conseil et de ses organismes subsidiaires. Il est évident que les gouvernements se concertent, si besoin est, sur la composition qui convient le mieux à l'examen d'une question donnée.

4. Comme l'Assemblée, le Conseil estime que l'étude des problèmes majeurs de politique sur le plan européen est un élément de plus en plus important de l'énoncé de toute politique gouvernementale. L'organisation interne des Ministères des Affaires étrangères incombe exclusivement aux différents Etats membres.

Le Conseil peut affirmer à l'Assemblée que chaque gouvernement se préoccupe constamment d'adapter l'organisation de son Ministère des Affaires étrangères aux responsabilités nouvelles qui peuvent incomber à ce département.

II. Domaine économique

1. Le Conseil est certain que les six gouvernements prennent toutes les mesures nécessaires compatibles avec la procédure parlementaire

cation as soon as possible of the Euratom and the European Economic Community Treaties. In fact, in France and the Federal Republic of Germany, these Treaties have already been approved by parliament.

2. The Council is well aware of the importance of close relations between the seven Member States in order to "promote the unity and to encourage the progressive integration of Europe", laid down in the preamble to the revised Brussels Treaty as one of the aims to be achieved by W.E.U.

They will continue to follow closely the development of new forms of European co-operation, in order to keep under review the rôle of W.E.U. in the new complex of European organisations.

III. *Cultural field*

The Council attach the greatest importance to the development of cultural links between member countries. They are always ready to give favourable consideration to any realistic project designed to further this aim. In doing so, however, they must take account both of the need to avoid overlapping with the activities of other organisations, in particular the Council of Europe, and of the need to examine the provision of additional credits with due regard to the overall financial commitments of member countries.

The Council will not fail to bear the Recommendation of the Assembly in mind, taking account of the considerations mentioned above.

IV. *Legal field*

The Council is examining this Recommendation in the light of what is already being done in other organisations.

V. *Social field*

At a time when important steps are being taken towards European integration, which are bound to have significant consequences in the social sphere, the Council do not feel able to take action on the Assembly's proposals.

Reply to Recommendation No. 12

The Council have taken note of this Recommendation and have brought it to the attention

of the interested Governments. The Council understand that steps are envisaged by the six Governments to ensure partial identity of representation in the European Assemblies.

As regards the suggested treaty of association, the Council are not in a position to make the arrangements proposed. They will take account of this suggestion in the course of their study of the closer association and possible ultimate unification of European Assemblies.

Reply to Recommendation No. 13

The Council have noted Recommendation No. 13 on the subject of cultural cooperation with interest.

(a) As stated in the second Annual Report to the Assembly (Chapter VI), W.E.U. publications on cultural subjects are of two types. Certain of them are issued by W.E.U. and are financed out of funds specially allocated for this purpose; others are published by one country on behalf of the other member countries who guarantee, in return, to purchase a certain number of copies.

Publications issued by W.E.U. itself have so far been confined to documents in connection with the Cambridge Conference; it has not been found necessary to translate them into languages other than French and English. However, as far as future publications are concerned, the Council will bear this part of the Assembly's Recommendation in mind.

Translations into the languages of all member countries, of publications issued by one government on behalf of the others, are now in preparation.

(b) With regard to the possibility of micro-filming the catalogues of the main European libraries, the catalogues of most of the major libraries are published in book form and are available for consultation in the main libraries of other countries. Moreover, the Council of Europe organised a meeting of experts in September 1955 which formulated recommendations concerning the microfilming of unpublished and out of print catalogues. A second meeting of experts was held in October 1956 and a third meeting will take place in Strasbourg in 1958. Meanwhile, the International Council on Archives has circulated the general proposals governing access to collections in libraries and

pour assurer la ratification aussi rapide que possible des traités de l'Euratom et de la Communauté économique européenne. En fait, ces traités ont déjà été ratifiés par le parlement en France et dans la République Fédérale d'Allemagne.

2. Le Conseil sait toute l'importance qui s'attache à ce que les sept pays maintiennent d'étroites relations afin « de promouvoir l'unité et d'encourager l'intégration progressive de l'Europe », un des objectifs de l'U.E.O. énoncé dans le préambule du traité de Bruxelles.

Le Conseil continuera à étudier de près l'évolution de toutes les formes nouvelles de coopération européenne afin de suivre constamment le rôle de l'U.E.O. dans la nouvelle structure des organisations européennes.

III. *Domaine culturel*

Le Conseil attache la plus haute importance à l'extension de liens culturels entre les pays membres. Il est toujours disposé à accueillir favorablement tout projet pratique destiné à développer ces liens. Ce faisant, il ne doit pas oublier la nécessité, d'une part d'éviter un chevauchement de ses activités avec celles d'autres organisations, en particulier le Conseil de l'Europe, et d'autre part d'étudier l'octroi de crédits additionnels, compte dûment tenu des engagements budgétaires des pays membres.

Le Conseil ne manquera pas de garder présente à l'esprit la recommandation de l'Assemblée sans perdre de vue les considérations ci-dessus.

IV. *Domaine juridique*

Le Conseil étudie cette recommandation à la lumière des travaux en cours au sein d'autres organisations.

V. *Domaine social*

Au moment où sont prises des mesures d'intégration européenne aussi importantes, qui auront certainement des répercussions considérables dans le domaine social, le Conseil ne se juge pas à même de donner suite aux propositions de l'Assemblée.

Réponse à la Recommandation n° 12

Le Conseil a pris note de cette recommandation et l'a signalée à l'attention des gouverne-

ments intéressés. Le Conseil croit savoir que ceux-ci envisagent à l'heure actuelle des mesures afin d'assurer une identité partielle de représentation dans les assemblées européennes.

En ce qui concerne le traité d'association envisagé, le Conseil n'est pas en mesure de prendre les dispositions demandées. Il tiendra compte de cette proposition lors de son étude sur l'association plus étroite et une unification éventuelle des assemblées européennes.

Réponse à la Recommandation n° 13

Le Conseil a pris note avec grand intérêt de la Recommandation n° 13 relative à la coopération en matière culturelle.

(a) Comme il est indiqué au chapitre VI du second rapport annuel à l'Assemblée, les publications de l'U.E.O. en matière culturelle sont de deux types différents : celles qui sont publiées par l'organisation utilisant des fonds spécialement consentis à cette fin et celles qui sont publiées par un pays au nom des autres Etats membres qui garantissent en contre-partie l'achat d'un certain nombre d'exemplaires.

A ce jour les seuls ouvrages publiés par l'U.E.O. elle-même ont trait à la conférence de Cambridge ; on n'a pas jugé qu'il était utile de les traduire en d'autres langues que le français et l'anglais.

Toutefois, en ce qui concerne l'avenir, le Conseil tiendra compte de cette partie de la recommandation de l'Assemblée.

Les publications faites par un gouvernement au nom des autres sont en cours de traduction dans les langues des autres pays membres.

(b) Quant à la possibilité de microfilmer les catalogues des principales bibliothèques d'Europe, ces catalogues sont généralement établis sous forme de volume et peuvent être consultés dans la plupart des grandes bibliothèques des autres pays. En outre, le Conseil de l'Europe a organisé en septembre 1955 une réunion d'experts au cours de laquelle des recommandations ont été formulées en ce qui concerne la reproduction par microfilm des catalogues non publiés et épuisés. Une seconde réunion d'experts a eu lieu en octobre 1956 et une troisième est prévue en 1958 à Strasbourg. Dans l'intervalle, le Conseil international des archives a diffusé les propositions générales réglant l'accès aux collections des bibliothèques et des archives, aux fins de reproduc-

archives for microfilming. Finally the Clearing House for Libraries examines requests submitted to UNESCO concerning ways and means of obtaining publications, also by microfilming.

In view of the above, the Council feel that this question is adequately dealt with in other organisations, in particular, the Council of Europe.

(c) The Council are already considering the possibility and advisability of extending the collective passports scheme to Germany and Italy.

(d) The Council are considering the possibility of extending the activities of the Organisation in the field of radio and television.

(e) The Council have carefully examined the *Brussels Appeal* for the creation of a European cultural community, on which they have consulted their cultural experts. Their report on how far W.E.U. has already carried out the programme contained in the Appeal is attached hereto. It will be noted that certain information concerning the activities of international organisations other than W.E.U., especially the Council of Europe, has been included, since the cultural experts considered it helpful to refer to these.

The Council have concluded that only three of the points in the programme of the *Brussels Appeal* have not so far been implemented. They are now considering the supplementary information received on these three points.

A. Points contained in the Brussels 'Appeal' already dealt with

I. THE INTERLINKING OF UNIVERSITY, ADVANCED AND SECONDARY EDUCATION, THE EQUIVALENCE OF DIPLOMAS, THE RIGHT TO PRACTISE A LIBERAL PROFESSION IN ANY COUNTRY.

(a) Western European Union

(i) As far back as 1949, a Working Party was instructed to consider the equivalence of school leaving certificates. Satisfactory agreements had already been concluded bilaterally, but it was a question of extending them to the five countries of the Brussels Treaty Organisation. The Cultural Committee drew up a

synoptic table of equivalences, which it placed at the disposal of universities, Governments and interested bodies (1954). After the ratification of the Council of Europe Convention in 1953 (see below), the Cultural Committee decided not to continue this study in the framework of the Seven (1955).

(ii) Other research into the equivalence of university diplomas and degrees had already been handed over in 1954 to the mixed commissions responsible for the implementation of the cultural agreements, and to the Council of Europe.

(iii) Mention should also be made of the comparison of results concerning equivalence of diplomas between France, the Netherlands and Belgium, which took place in Brussels under the chairmanship of Minister Plenipotentiary Kuypers.

In the above ways, the Brussels Treaty Organisation, and later Western European Union, have made useful contributions to the work of the Council of Europe.

(b) Council of Europe

The problem of equivalence of diplomas was raised by the Consultative Assembly in 1949. The Committee of Cultural Experts recommended that it be dealt with in three separate stages :

(i) recognition of university entrance examinations ;

(ii) recognition of periods of study and of examinations, other than final examinations, taken in the universities of other member States by undergraduates;

(iii) recognition of university diplomas and the right to practise the professions open to the holders of such diplomas in any member State.

Results, so far, are as follows :

(i) A convention on the equivalence of university entrance examinations was signed on 11th December 1953 and ratified on 20th April 1954.

(ii) The Council of Europe has prepared a second convention on the recognition of periods of study spent at a university in another member State.

tion par microfilm. Enfin, le centre d'information et d'échanges à l'intention des bibliothèques examine les demandes présentées à l'UNESCO sur les moyens d'obtenir les publications également au moyen de microfilms.

Etant donné ce qui précède, le Conseil estime que d'autres organisations, en particulier le Conseil de l'Europe, étudient cette question de manière satisfaisante.

(c) Le Conseil examine déjà l'opportunité et les moyens d'étendre à l'Allemagne et à l'Italie le régime des passeports collectifs.

(d) Le Conseil envisage les possibilités d'étendre les activités de l'Organisation en matière de radio et de télévision.

(e) Le Conseil, après avoir pris l'avis de ses experts culturels, a examiné avec soin l'*Appel de Bruxelles* tendant à la création d'une communauté culturelle européenne. On trouvera ci-joint le rapport qu'il a rédigé à ce sujet et qui expose dans quelle mesure l'U.E.O. a déjà appliqué le programme de l'Appel. Il contient certains renseignements sur les activités d'organisations internationales autres que l'U.E.O., notamment le Conseil de l'Europe, les experts culturels ayant cru bon de les mentionner.

Le Conseil a conclu que trois seulement des questions au programme de l'*Appel de Bruxelles* n'ont pas encore été mises en œuvre et procède actuellement à l'examen des précisions supplémentaires qu'il a reçues à cet égard.

A. Mise en œuvre des propositions contenues dans l'« Appel aux Gouvernements »

I. L'INTERPÉNÉTRATION DES ENSEIGNEMENTS UNIVERSITAIRE, SUPÉRIEUR ET SECONDAIRE, L'ÉQUIVALENCE DES DIPLOMES, LE DROIT D'EXERCER D'UN PAYS À L'AUTRE LES PROFESSIONS INTELLECTUELLES.

(a) *Union de l'Europe Occidentale* :

(i) Dès 1949, un Groupe de travail fut chargé d'examiner l'équivalence des diplômes de fin d'études secondaires. Des accords satisfaisants avaient déjà été conclus par voie bilatérale, mais il s'agissait de les étendre aux cinq pays du Traité de Bruxelles. Un résumé des équivalences fut établi, sous forme de tableau synoptique, par

le Comité culturel et mis à la disposition des universités, des administrations et des associations intéressées (1954). Après la ratification de la Convention du Conseil de l'Europe de 1953 (cf. ci-dessous), le Comité culturel décida de ne pas poursuivre l'examen de cette question dans le cadre des Sept (1955).

(ii) D'autres études, consacrées à l'équivalence des diplômes et titres universitaires, avaient déjà été transférées en 1954 aux commissions mixtes chargées de l'application des accords culturels et au Conseil de l'Europe.

(iii) Il faut également signaler la confrontation faite à Bruxelles, sous la présidence de M. le Ministre plénipotentiaire Kuypers, des résultats obtenus en matière d'équivalence de diplômes entre la France, les Pays-Bas et la Belgique.

Ainsi, l'Organisation du Traité de Bruxelles, puis l'Union de l'Europe Occidentale auront-elles apporté une contribution utile aux travaux du Conseil de l'Europe.

(b) *Conseil de l'Europe*

Le problème de l'équivalence des diplômes a été évoqué par l'Assemblée Consultative dès 1949. Le Comité des experts culturels a recommandé de le traiter en trois phases distinctes :

(i) reconnaissance des examens donnant accès aux établissements universitaires ;

(ii) reconnaissance des séjours faits en cours d'études et des examens autres que l'examen final, passés dans les universités d'autres États membres par des étudiants non diplômés ;

(iii) reconnaissance des diplômes universitaires et droit d'exercer dans un des États membres les professions auxquelles donnent droit ces diplômes.

Les résultats obtenus jusqu'ici sont les suivants :

(i) Une convention relative à l'équivalence des diplômes donnant accès aux établissements universitaires, a été signée le 11 décembre 1953 et ratifiée le 20 avril 1954.

(ii) Le Conseil de l'Europe prépare une deuxième convention sur la reconnaissance des périodes d'études passées par un étudiant dans une université d'un autre pays membre.

(iii) A solution remains to be found to the thorny question of recognition of professional qualifications in order to permit their holders to practise their profession in any other member country.

(c) *International Association of Universities and International Association of University Professors and Lecturers*

These two Associations, whose links with UNESCO are well known, called meetings of European university experts in 1952 and 1953 in order to draft recommendations on the question of equivalence. In accordance with these recommendations, the International Association of Universities published a "Contribution à l'étude des équivalences" and a "Recueil des accords concernant l'équivalence des titres, diplômes et certificats de scolarité".

(d) *It is also interesting to note that the problem of equivalence has been considered by various European countries which are in touch with the United States of America under the Fulbright Act.*

II. THE DEVELOPMENT OF UNIVERSITY EXCHANGES.

(a) *Western European Union*

In July 1955, Western European Union organised at Cambridge a "Conference of University Rectors and Vice-Chancellors". This Conference adopted a number of resolutions, the text of which was published and sent to the universities and appropriate Government departments of the fifteen European countries represented at the Conference. A number of these resolutions dealt more particularly with the development of university exchanges. The task of the European Universities Committee, established as a consequence of the Cambridge Conference, is to promote the implementation of these Resolutions; towards this end, it has, for example, recently prepared a Report on Exchange Visits of University Professors and it is at present drafting a Guide for Students wishing to pursue their Studies Abroad.

It should be added that university exchanges are arranged on a very large scale within the framework of the bilateral agreements.

(b) *Council of Europe, E.C.S.C. and N.A.T.O.*

The Council of Europe has recently developed a system of exchanges designed for the benefit of university professors of member countries far distant from each other. In addition, since 1953 the Council of Europe has been granting a certain number of research scholarships of 300,000 French francs each, and ECSC has associated itself with this initiative.

Other research scholarships are granted by N.A.T.O. Moreover, as a result of university exchanges for graduates and undergraduates, a kind of jurisprudence has become established, which may be very useful in dealing with this matter systematically within the framework of N.A.T.O. The scheme will be extended in the future.

(c) *Unesco*

UNESCO publishes an annual list of bursaries offered by each country to foreign students ("Study Abroad").

N. B. It should be noted that certain other bodies, particularly the International Labour Organisation, the World Health Organisation, etc., also offer some facilities.

III. THE CONCLUSION OF MULTILATERAL CULTURAL AGREEMENTS, FIRST OF ALL THROUGH A HARMONISATION OF BILATERAL AGREEMENTS AND ARRANGEMENTS CO-ORDINATED BY ONE OR MORE INTERNATIONAL COMMISSIONS.

(1) *Bilateral cultural agreements*

The network is more or less complete as between the countries of Western European Union; only three more agreements are necessary, and two of these are being negotiated. The Cultural Committee is following with interest the preparation of these agreements, which form the basis of the joint cultural cooperation of the seven countries, and is regularly informed of the results of the Mixed Commissions set up to implement them.

The member countries of the Council of Europe have also been invited to set up a network, which it is to be hoped, will steadily become more complete.

(2) *Multilateral cultural conventions*

(i) *Conventions dealing with particular points:*

(iii) Il reste à trouver une solution à l'épineuse question de la reconnaissance des titres professionnels en vue d'autoriser les diplômés d'un pays membre à exercer leur profession dans n'importe quel autre pays membre.

(c) *Association internationale des Universités et Association internationale des Professeurs et Maîtres de conférences des Universités*

Ces deux associations, dont les liens avec l'UNESCO sont connus, ont convoqué en 1952 et 1953 des réunions d'experts des universités européennes en vue d'établir des recommandations sur la question des équivalences. Conformément à ces recommandations, l'Association internationale des universités a publié une « Contribution à l'étude des équivalences », ainsi qu'un « Recueil des accords concernant l'équivalence des titres, diplômes et certificats de scolarité ».

(d) *Il est intéressant aussi de signaler que ce problème d'équivalences a retenu l'attention de divers pays européens qui sont en relation avec les Etats-Unis d'Amérique par l'intermédiaire du Fulbright Act.*

II. LE DÉVELOPPEMENT DES ÉCHANGES UNIVERSITAIRES.

(a) *Union de l'Europe Occidentale*

L'Union de l'Europe Occidentale a organisé à Cambridge en juillet 1955, une « Conférence des Recteurs et Vice-Chanceliers d'Université ». Cette Conférence a adopté des résolutions dont le texte a été publié et communiqué aux universités et administrations compétentes des quinze pays européens représentés à la Conférence. Certaines de ces résolutions traitent plus particulièrement du développement des échanges universitaires. Le Comité des Universités européennes, créé à la suite de la Conférence de Cambridge, a pour mission de promouvoir l'application de ces résolutions ; c'est ainsi qu'il a, par exemple, préparé récemment un Rapport sur les échanges de visites de Professeurs d'Universités, et rédige actuellement un Guide à l'usage des étudiants voulant poursuivre leurs études à l'étranger. Il convient d'ajouter que des échanges universitaires sont organisés sur une vaste échelle dans le cadre des accords bilatéraux.

(b) *Conseil de l'Europe, C.E.C.A. et O.T.A.N.*

Le Conseil de l'Europe a récemment élaboré un système d'échanges destiné à favoriser les professeurs d'universités des pays membres éloignés les uns des autres. D'autre part, le Conseil de l'Europe accorde depuis 1953 un certain nombre de bourses de recherches d'une valeur de 300.000 frs français chacune, initiative à laquelle la C.E.C.A. s'est associée.

D'autres bourses de recherches sont attribuées par l'O.T.A.N. D'ailleurs, à la suite des échanges universitaires pour les « graduates » et les « undergraduates », il s'est établi une sorte de jurisprudence, qui peut être très utile pour porter cette question d'une manière systématique dans le cadre de cet organisme. Le plan sera ultérieurement élargi.

(c) *UNESCO*

L'UNESCO publie un recueil annuel des bourses offertes par chaque pays à des étudiants étrangers (« Etudes à l'étranger »).

N. B. Il est à noter que certaines possibilités sont offertes par d'autres organismes, en particulier le Bureau international du Travail, l'Organisation mondiale de la Santé, etc.

III. LA CONCLUSION D'ACCORDS CULTURELS MULTILATÉRAUX, TOUT D'ABORD PAR L'HARMONISATION DES ACCORDS ET ARRANGEMENTS BILATÉRAUX COORDONNÉS PAR UNE OU PLUSIEURS COMMISSIONS INTERNATIONALES.

(1) *Accords culturels bilatéraux*

Leur réseau est à peu près complet entre les pays de l'Union de l'Europe Occidentale : seuls trois accords manquent, dont deux sont en cours de négociation. Le Comité culturel suit attentivement l'élaboration de ces accords, qui constituent la base de l'œuvre culturelle commune des sept pays, et se fait communiquer régulièrement les résultats obtenus par les commissions mixtes instituées pour leur application.

De leur côté, les pays membres du Conseil de l'Europe ont été invités à établir un réseau qui, il faut l'espérer, deviendra de plus en plus dense.

(2) *Conventions culturelles multilatérales*

(i) *Conventions portant sur des points particuliers :*

— World convention on copyright.

— Agreement for facilitating the international circulation of visual and auditory materials of an educational, scientific and cultural character (UNESCO, 1949).

— Agreement on the importation of educational, scientific or cultural materials (UNESCO, 1950).

— Convention on the equivalence of diplomas leading to admission to universities (Council of Europe, 1953).

— Convention on the protection of cultural material in the event of an armed conflict (UNESCO, 1954).

N.B. Certain preparatory work for these conventions was carried out within the framework of the Brussels Treaty Organisation.

(ii) *General convention* :

— European cultural convention (Council of Europe, 1954, ratified by Belgium, France, the Netherlands, the Federal Republic of Germany and the United Kingdom; not yet ratified by Italy and Luxembourg).

IV. THE FREE CIRCULATION OF SCIENTIFIC AND CULTURAL MATERIAL.

(a) *Western European Union*

Since its inception, the Cultural Committee has been carrying out an enquiry into obstacles to the free circulation of cultural material (books and periodicals, works of art and reproductions, non-commercial films, gramophone records). In particular, following the meeting in Brussels of a Works of Art Sub-Committee, a number of recommendations were forwarded to governments (1949-1950). This action contributed to the adoption, by the General Conference of UNESCO, of the Agreement on the import of educational, scientific or cultural material (see above), which is applied, or will very shortly be applied, by all the countries of Western European Union. Since this Convention was signed, two additional problems have been more closely studied by the Non-Commercial Cinema Sub-Committee, namely the temporary import of films for non-commercial purposes and children's films. In both cases, the regulations in force in

the various countries have been studied and compared.

(b) *UNESCO*

The agreement approved in 1950 (see above), which entered into force two years later, exempts imports of educational, scientific or cultural material from customs duty. This Convention which is at present applied by more than twenty countries, covers books, newspapers, reviews, musical scores, works of art, equipment for the blind, news films, educational films, film strips, gramophone records and scientific equipment. Duty on such imports may not exceed that chargeable on similar home-produced goods.

The Agreement approved in 1948 (see above), the purpose of which was to free films, gramophone records and visual educational material in general, from customs and trade restrictions, came into force in 1954. In the same year, a scheme to facilitate the customs clearance of breakable standard measures was put into force.

V. THE ESTABLISHMENT OF AN INTERNATIONAL ACADEMY OF LETTERS, ARTS AND SCIENCES AND OF AN INTERNATIONAL COMMISSION ON THE COMMON HISTORY OF THE ASSOCIATED COUNTRIES.

1. *Academy*

This question was considered at The Hague Congress and subsequently at the Lausanne Conference (1949) by the Cultural Section of the European Movement, but nothing specific has yet been done

2. *History*

(a) *Western European Union*

See the brochure *The Civilisation of Western Europe and the School* prepared in 1954 following the Ashridge, Sèvres and Oosterbeek courses (1949-1950-1951). This brochure sets out the principles on which the civilisation of Western Europe is based. It contains advice and information as to how teachers can instil in their pupils a better understanding of these principles.

— Convention universelle sur le droit d'auteur.

— Accord visant à faciliter la circulation internationale du matériel visuel et auditif de caractère éducatif, scientifique et culturel (UNESCO, 1949).

— Accord pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel (UNESCO, 1950).

— Convention européenne relative à l'équivalence des diplômes donnant accès aux établissements universitaires (Conseil de l'Europe, 1953).

— Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé (UNESCO, 1954).

N. B. Certains travaux préparatoires pour ces conventions ont été poursuivis dans le cadre de l'Organisation du Traité de Bruxelles.

(ii) *Convention générale :*

— Convention culturelle européenne (Conseil de l'Europe, 1954, ratifiée par la Belgique, la France, les Pays-Bas, la République fédérale et le Royaume-Uni, non encore ratifiée par l'Italie et le Luxembourg).

IV. LA LIBRE CIRCULATION DES INSTRUMENTS SCIENTIFIQUES ET DE CULTURE.

(a) *Union de l'Europe Occidentale*

Le Comité culturel a entrepris, dès sa création, une enquête sur les obstacles qui entravent la libre circulation des biens culturels (livres et périodiques, œuvres d'art et reproductions, films non-commerciaux, disques). A la suite notamment de la réunion à Bruxelles d'un Sous-Comité des œuvres d'art, plusieurs recommandations ont été transmises aux gouvernements (1949-1950). Cette activité a contribué à l'adoption par la Conférence générale de l'UNESCO de l'Accord pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique et culturel (cf. ci-dessus) que tous les pays de l'Union de l'Europe Occidentale appliquent ou vont très prochainement mettre en application. Depuis la signature de cette convention, deux problèmes complémentaires ont été plus particulièrement étudiés par le Sous-Comité du Cinéma non-commercial : celui de l'importation temporaire de films à des fins non-commerciales et celui des films pour enfants. Dans l'un

et l'autre cas, les règlements en vigueur dans les différents pays ont été examinés et comparés.

(b) *UNESCO*

L'Accord approuvé en 1950 (cf. ci-dessus), qui est entré en vigueur deux ans plus tard, libère de tous droits de douane les importations d'objets de caractère éducatif, scientifique et culturel. Cette convention, actuellement appliquée par plus de vingt Etats, concerne les livres, les journaux, les revues, les partitions musicales, les œuvres d'art, les objets destinés aux aveugles, les films d'actualités, les films éducatifs, les films fixes, les disques et le matériel scientifique. Les taxes perçues sur les objets importés ne doivent pas dépasser celles qui frappent les produits nationaux similaires.

L'Accord approuvé en 1948 (cf. ci-dessus) qui était destiné à libérer des restrictions douanières et commerciales les films, les disques et généralement le matériel de l'enseignement par l'image, est entré en vigueur en 1954. La même année, a été mis en application un projet tendant à faciliter le passage en douane des étalons de mesure physique de caractère fragile.

V. LA CRÉATION D'UNE ACADÉMIE INTERNATIONALE DES LETTRES, DES ARTS ET DES SCIENCES ET CELLE D'UNE COMMISSION INTERNATIONALE DE L'HISTOIRE COMMUNE DES PAYS ASSOCIÉS.

1. *Académie*

Cette question a été étudiée au Congrès de La Haye, puis à la Conférence de Lausanne (1949) par la Section culturelle du Mouvement européen, mais rien de précis n'a encore été fait.

2. *Histoire*

(a) *Union de l'Europe Occidentale*

Voir la brochure *La Civilisation de l'Europe occidentale et l'Ecole*, rédigée en 1954 à la suite des stages de Ashridge, Sèvres et Oosterbeek (1949-1950-1951). Cette brochure définit les principes sur lesquels repose la civilisation de l'Europe occidentale et contient des conseils et des renseignements sur la façon dont les maîtres peuvent amener leurs élèves à mieux comprendre lesdits principes.

(b) *Council of Europe*

Following a resolution of the Consultative Assembly in 1952, the Council of Europe calls together each year a group of history teachers from member countries to consider the best means of improving history text-books. The first four conferences were held, in 1953 at Calw (Germany), in 1954 at Oslo, for the Middle Ages ; in 1955 in Rome for Humanism and the Renaissance; and in 1956 at Royaumont (France) for the XVIIth and XVIIIth centuries. There will be two further conferences. It is probable that at the end of this cycle of studies, the Council of Europe will produce, for Governments and publishers of history books, a summary of all the experts' suggestions for an effective revision of history text-books.

(c) *UNESCO*

Within the framework of its educational activities, with a view to better international understanding, UNESCO has organised seminars for the improvement of history text-books and has published a number of brochures on the subject. Several countries, including Germany, Belgium, Denmark, France, Norway, the United Kingdom and Sweden, took part in these efforts by forming bilateral or multilateral committees of historians and history teachers with a view to revising text-books and removing misrepresentations of the truth which may have been introduced as a result of a nationalistic outlook (conferences of Mainz, Brunswick, etc.).

(d) *Miscellaneous*

— European history series in course of publication, by Professors Schnable, Valsecchi, Renouvin, Belotti, etc.

— Setting up of national federations of history teachers in various countries and even of an international federation.

— It should be stressed that, within the framework of bilateral agreements, a number of measures have been taken, and mixed commissions have already, in a number of cases, put forward conclusions, some of which are already being applied. This is in addition to the measures referred to above in c) - UNESCO.

VI. THE PROMOTION OF A LITERARY REVIEW FOR ORIGINAL TEXTS AND TRANSLATIONS AND OF A EUROPEAN HISTORICAL REVIEW.

Privately-sponsored reviews of this nature already exist (*Botteghe Oscure*, etc.). At the governmental level, there have been several proposals, in particular at Strasbourg, but none has materialised.

VII. THE DEVELOPMENT OF ADVANCED EUROPEAN EDUCATION, BOTH WITHIN EACH COUNTRY AND AT THE EUROPEAN LEVEL, INCLUDING THE ESTABLISHMENT OF A EUROPEAN INSTITUTE OF ADVANCED STUDIES, IN A FORM TO BE DETERMINED, AND THE CREATION OF SPECIALISED SCIENTIFIC INSTITUTES.

There are already a number of institutes of European studies, particularly those grouped by the Association of Institutes of European Studies (established on the initiative of the European Cultural Centre and having consultative status 'A' with the Council of Europe). It is enough to mention the College of Europe at Bruges which, in the course of the last years, has developed into a scientific institute and has already published several theses concerning European problems; these monographs have been written by students of the college.

Furthermore, the conference for the establishment of a European organisation for nuclear research (1953) set up the European Centre for Nuclear Research in Geneva.

VIII. A PERMANENT ORGANISATION FOR MUSEUM AND CONCERT EXCHANGES.

1. *Museums*

Exchanges between museums are a current practice, in spite of the difficulties involved. Examples include the exhibitions arranged under the auspices of the Council of Europe. There is also an International Council of Museums which exists within the framework of UNESCO. This body recently launched an international campaign for museums; there is also a system of museum-linking in certain countries.

2. *Concerts*(a) *UNESCO*

The International Music Council, set up in 1949, is intended mainly to facilitate internation-

(b) *Conseil de l'Europe*

A la suite d'une résolution de l'Assemblée Consultative datée de 1952, le Conseil de l'Europe réunit chaque année un groupe de professeurs d'histoire appartenant aux pays membres, afin qu'ils étudient les meilleurs moyens pour améliorer les manuels d'histoire. Les quatre premières conférences ont été organisées en 1953 à Calw (Allemagne); en 1954 à Oslo, pour le Moyen-Age; en 1955 à Rome, pour l'Humanisme et la Renaissance; et en 1956 à Royaumont (France) pour les XVII^e et XVIII^e siècles. Deux autres conférences suivront. Il est probable qu'à la fin de ce cycle d'études, le Conseil de l'Europe présentera, à l'intention des gouvernements et des éditeurs de manuels d'histoire, une synthèse de toutes les remarques formulées par les experts en vue du remaniement effectif des manuels d'histoire.

(c) *UNESCO*

Dans le cadre de ses activités éducatives en faveur d'une meilleure compréhension internationale, l'UNESCO a organisé des séminaires consacrés à l'amélioration des manuels d'histoire, et publié diverses brochures sur le même sujet. Plusieurs pays, parmi lesquels l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, la France, la Norvège, le Royaume-Uni et la Suède, se sont joints à ces efforts en constituant des comités bilatéraux ou multilatéraux d'historiens et de professeurs d'histoire, afin de réviser des manuels et d'y supprimer les entorses à la vérité qu'une optique nationaliste aurait pu y introduire (conférences de Mayence, Brunswick, etc.).

(d) *Initiatives diverses*

— Histoire européenne en cours de publication par les Professeurs Schnabel, Valsecchi, Renouvin, Belotti, etc.

— Création de fédérations nationales de professeurs d'histoire dans divers pays et même création d'une fédération internationale.

— Il est à souligner que, dans le cadre des accords bilatéraux, diverses initiatives ont été prises et que les commissions mixtes ont, dans maints cas déjà, déposé des conclusions dont certaines ont été mises en pratique. Ceci indépendamment de l'action définie ci-dessus sous la rubrique c) - UNESCO.

VI. L'ENCOURAGEMENT A LA FONDATION D'UNE REVUE LITTÉRAIRE DE TEXTES ET DE TRADUCTIONS ET D'UNE REVUE D'HISTOIRE EUROPÉENNE.

Il existe de telles revues dans le domaine privé (*Botteghe Oscure*, etc.). Dans le domaine public, plusieurs projets ont été élaborés, notamment à Strasbourg, mais n'ont jamais pu aboutir.

VII. LE DÉVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EUROPÉEN DANS LES CADRES NATIONAUX ET LE CADRE EUROPÉEN, Y COMPRIS L'ÉTABLISSEMENT D'UN INSTITUT EUROPÉEN DE HAUTES ÉTUDES DANS UNE FORME A DÉTERMINER ET LA CRÉATION D'INSTITUTS SCIENTIFIQUES SPÉCIALISÉS.

Il existe déjà de nombreux instituts d'études européennes et notamment ceux groupés par l'Association des Instituts d'Etudes européennes (créée sur l'initiative du Centre européen de la Culture et dotée du statut consultatif « A » auprès du Conseil de l'Europe). Qu'il suffise de mentionner le Collège d'Europe à Bruges, qui, au cours des années récentes, est devenu un institut scientifique et a déjà publié plusieurs thèses relatives à des problèmes européens, ces thèses ont été écrites par des étudiants de ce collège.

D'autre part, la Conférence pour la constitution d'une Organisation européenne pour la recherche nucléaire (1953) a institué la C.E.R.N., établie à Genève.

VIII. UNE ORGANISATION PERMANENTE D'ÉCHANGES DES MUSÉES ET CONCERTS.

1. *Musées*

Les échanges entre musées sont de pratique courante, en dépit des difficultés qu'ils suscitent. On peut signaler entre autres les expositions organisées sous les auspices du Conseil de l'Europe. D'autre part, un Conseil international des Musées fonctionne dans le cadre de l'UNESCO. Cet organisme a récemment suscité une campagne internationale des musées; il existe aussi les jumelages de musées dans certains pays.

2. *Concerts*(a) *UNESCO*

Le Conseil international de la Musique, créé en 1949, a pour fonctions principales de faciliter

al exchanges, encourage the spread of contemporary and folk music, assist in the publication of works about music, to encourage among young people and the general public musical appreciation, knowledge and performance.

(b) *European Association of Music Festivals*

This Association, which was founded under the auspices of the European Cultural Centre, is concerned mainly with encouraging exchanges between its members (artistes, scenery, etc.) and fixes time-tables for the various festivals in Europe.

**B. Points in the Brussels 'Appeal'
not so far dealt with**

These are :

- European Academy.
- European Institute of Advanced Studies.
- European Review of Original Texts and Translations.

Reply to Recommendation No. 14

Paragraph 1

As the Council have already pointed out in their comment on Section V of Recommendation No. 11, they feel that, at a time when important steps are being taken towards European

integration, it is too early to take up a position with regard to suggestions for new activities in these particular fields.

Paragraphs 2 and 3

The Council have noted the Assembly's suggestions with great interest. The competent technical committees of the organisation are already studying certain aspects of the subjects mentioned. The Council will ask these committees to examine the possibility of extending their studies, taking due account of what is being done in the Council of Europe and other organisations (O.E.E.C., I.L.O., I.C.E.M., F.A.O. and W.H.O)

Paragraph 4

The Council wish to assure the Assembly that the staff needs of the Secretariat-General are reviewed at regular intervals and that the establishment is adapted to requirements so that the Secretariat-General can carry out its duties efficiently. As a result of such reviews, the Council consider that the existing staff is adequate to deal with the present activities of the Organisation.

Reply to Recommendation No. 15

The Council already have the question of accommodation in Paris under consideration, and discussions are taking place on the question with the competent authorities in order to ensure that the needs of the organs of W.E.U. located in Paris are adequately met.

les échanges internationaux, de favoriser la diffusion de la musique contemporaine et de la musique folklorique, d'aider à la publication des travaux de musicologie, de stimuler dans la jeunesse et dans le public le goût, la connaissance et la pratique de la musique.

(b) *Association européenne des Festivals de Musique*

Fondée sous les auspices du Centre européen de la Culture, cette association s'occupe notamment de favoriser les échanges entre ses membres (artistes, matériel scénique, etc.) et établit le calendrier des différents festivals d'Europe.

**B. Questions figurant dans
l'«Appel de Bruxelles»
qui n'ont pas encore été traitées**

- Académie européenne.
- Institut européen des hautes études.
- Revue européenne des textes et des traductions.

Réponse à la Recommandation n° 14

Alinéa 1

Comme l'a indiqué le Conseil dans son observation relative à la Recommandation n° 11 (V), il estime qu'à l'époque où sont prises d'importantes mesures dans le sens de l'intégra-

tion européenne, il serait prématuré de se prononcer en ce qui concerne les propositions relatives aux nouvelles activités dans ces domaines particuliers.

Alinéas 2 et 3

Le Conseil a noté avec grand intérêt les propositions de l'Assemblée. Les comités techniques compétents de l'Organisation sont déjà saisis de certains aspects de ces questions. Le Conseil leur demandera d'examiner la possibilité de développer leurs études en tenant dûment compte des travaux en cours au Conseil de l'Europe et dans d'autres organisations internationales (O.E.C.E., O.I.T., C.I.M.E., O.A.A. et O.M.S.)

Alinéa 4

Le Conseil assure l'Assemblée que les besoins en personnel du Secrétariat Général sont examinés régulièrement et que ses effectifs sont adaptés à ses besoins afin de permettre au Secrétariat Général de s'acquitter efficacement de sa mission. A la lumière de ces examens, le Conseil estime que le personnel existant est suffisant pour faire face aux activités actuelles de l'Organisation.

Réponse à la Recommandation n° 15

Le Conseil est déjà saisi de la question des bureaux des services de Paris et a engagé des pourparlers avec les autorités compétentes afin de répondre de manière satisfaisante aux besoins des organismes de l'U.E.O. de Paris.

Guided Missiles¹**REPORT FOR INFORMATION**

submitted on behalf of the Committee on Defence Questions and Armaments²
by Lord Stonehaven, Rapporteur

1. To understand the complexity of the guided missile problem and the British effort in this field it may be helpful to review very sketchily some of the principles of guided weapons.

2. There are many varieties of guided weapons. The six main varieties are air-to-air, ship-to-air, ship-to-shore, ground-to-air, air-to-ground, and ground-to-ground. In every case they must be fully designed to fit into their respective defence system. They must be absolutely reliable and insensitive to all counter measures. At the same time they must be sensitive to all built-in measures of control and homing on to target. They must have extreme speed and range and astonishing accuracy and be capable of manoeuvres which no manned aircraft could perform. With all these requirements in a period of rapid technical advance they must satisfy the overall requirement of being in service before they become obsolete.

3. It will be easily understood that their design, development and production has necessitated the birth of a new industry in the United Kingdom. The enormous number of ways of approaching the problem has made it necessary to build up the most elaborate assessment calculating machines ever devised and produced.

4. In the United Kingdom the view is taken that it is best to assess all the possibilities of a weapon system before starting off on a

construction programme. All this of course takes time and costs a great deal of money, but the development of guided missiles speeds up as the development proceeds to a logarithmic time-scale.

5. All guided missiles have certain basic features in common. They are :

(a) Propulsion which can be any, or any combination of the following :

- (i) Solid fuel motor ;
- (ii) Liquid fuel motor ;
- (iii) Gas turbine ;
- (iv) Ram-jet.

Each system has possible advantages in range, cost and reliability :

Giving 4 possibilities.

(b) An aerodynamically stable hull. Of course, there are large numbers of "shapes" which will fly, but there are three real basic shapes which are suitable :

Giving 3 possibilities.

(c) A control system to carry out orders given. This system must include means of giving the hull reference axes against which to obey orders given it, means of receiving these orders and physically carry them out. There are

1. See Recommendation No. 10 (May 1957).

2. *Members of the Committee*: Marchese Lucifero d'Aprigliano (Chairman); MM. Erler, Fens (Vice-Chairmen); MM. Biesheuvel, Boggiano Pico, Brooman-White,

Broughton, Corniglion-Molinier, Galletto, Gerns, Goedhart, Jannuzzi, Janssens, Le Bail, Lefèvre, Legendre, Leverkuehn, Margue, Paul, Ramsden, Lord Rea, MM. Reif, Teitgen, Temple, Treves, Van Remoortel, Younger.

Engins téléguidés¹**RAPPORT D'INFORMATION**

**présenté au nom de la commission des Questions de Défense et des Armements²
par Lord Stonehaven, rapporteur**

1. Pour comprendre la complexité du problème que posent les projectiles téléguidés, et l'effort britannique en ce domaine, il n'est peut-être pas inutile d'évoquer brièvement certains des principes des engins téléguidés.

2. Il existe de nombreuses variétés d'engins téléguidés. Les six types principaux sont : engins air-air, mer-air, mer-sol, sol-air, air-sol et sol-sol. Dans chaque cas, ces engins doivent être parfaitement au point pour jouer pleinement leur rôle dans leur secteur de défense respectif. Ils doivent être absolument sûrs et insensibles à toutes les contre-mesures, tout en se soumettant simultanément aux dispositifs de commande et de guidage sur objectifs incorporés. Ils doivent être extrêmement rapides, d'une grande portée, d'une étonnante précision, et d'une manœuvrabilité incomparablement supérieure à celle de tout appareil à commande humaine. Outre toutes ces exigences, en une période de progrès technique rapide, ils doivent remplir une condition d'ensemble : être en service avant de se périmer.

3. Il est facile de comprendre que le dessin, la mise au point et la production de ces engins a entraîné la naissance d'une nouvelle industrie au Royaume-Uni. En raison des innombrables manières d'aborder le problème, il a fallu construire des calculateurs électroniques d'une grande complexité, les plus perfectionnés qui aient jamais existé.

4. Au Royaume-Uni, on estime qu'il vaut mieux évaluer toutes les possibilités d'un type d'armement avant de se lancer dans un programme de

construction. Tout ceci évidemment prend du temps, coûte beaucoup d'argent, mais le développement des engins téléguidés s'accélère en progression logarithmique.

5. Tous les engins téléguidés ont certains traits fondamentaux qui leur sont communs :

- (a) La propulsion qui peut avoir une des origines suivantes, où les combiner :
- (i) moteur à carburant solide ;
 - (ii) moteur à carburant liquide ;
 - (iii) turbine à gaz ;
 - (iv) statoréacteur.

Chaque système présente des avantages qui lui sont propres en portée, en coût et en sûreté de fonctionnement :

Ce qui nous donne 4 possibilités.

- (b) Un fuselage aérodynamique stable. Il existe naturellement un grand nombre de « profils » aptes à voler, mais il existe trois profils fondamentaux :

Ce qui nous donne 3 possibilités.

- (c) Un système de commandes pour exécuter les ordres donnés. Ce système doit comprendre les moyens de donner au fuselage les axes de références selon lesquels il doit obéir aux ordres reçus, les moyens de réception de ces ordres et

1. Voir Recommandation n° 10 (mai 1957).

2. Membres de la Commission : Marchese Lucifero d'Aprigliano (président); MM. Erlor, Fens (vice-présidents); MM. Biesheuvel, Boggiano Pico, Brooman-White,

Broughton, Corniglion-Molinier, Galletto, Gerns, Goedhart, Jannuzzi, Janssens, Le Bail, Lefèvre, Legendre, Leverkus, Margue, Paul, Ramsden, Lord Rea, MM. Reif, Teitgen, Temple, Treves, Van Remoortel, Younger.

at least twelve possible combinations of systems :

Giving 12 possibilities.

- (d) In all but the most elementary a system to collect information as to targets.

There are at least two physical principles which can be used and for each search process about three means of sorting out and using the information given :

Giving 5 possibilities.

- (e) A special sensitive device to tell it when to explode.

This can easily be built into (d) so is not counted as an extra possibility.

- (f) A warhead capable of destroying the target.

Including the fuse there are about four possible types :

Giving 4 possibilities.

Of course a great many possibilities can be eliminated at once when considering a particular weapon. However, originally they had to be assessed, and it was well worth while spending half a million pounds on TRIDAC, the large electronic brain, to sort out these 2,880 combinations of possibilities and determine which were worthy of further study.

6. Guided missiles are rapidly developing. The first application envisaged was the replacement of the gun, a comparatively trivial technical task and typified by the American "Corporal" now in service. They must now be regarded as, and are being developed in the United Kingdom and America as, a replacement for bomber and fighter. So much for the guided missile itself. It is useless to consider the weapon by itself without considering the radar environment in which the weapon must work and the threat it is designed to meet.

7. The threat is, of course, changing all the time with the advance of science. At present

a typical but by no means the only threat is a sonic bomber flying at 40,000 feet just below the speed of sound. After 1960 this threat may be supersonic bombers at 60,000 feet. Sometime after that might come unmanned aircraft flying at Mach 3 and 80,000 feet. Probably overtaking the winged threat is the ballistic missile. It seems probable that all major powers will be equipped with ballistic missiles of adequate range in the foreseeable future.

8. The means of defence have to be reshaped in an endeavour to meet this threat. Before the last war defence was based on the largely freelance pursuit fighter, and during the war, on broadcast control of large numbers of fighters. In the post-war period it became apparent that the fighter was only effective under close ground control and is becoming increasingly less effective and must be replaced by guided missiles.

9. The controlling factor in all this, both in the field of offence and defence, but particularly defence, is the radar environment, the volume of atmosphere and type of control employed within which one can detect a moving object. While the speed of "objects" has enormously increased, the radar environment in space has remained bounded by the visual horizon. Hence the time between warning and attack has become less and less and there is little time for manned aircraft to scramble, climb and manoeuvre into position to attack. It is worth noting that an electronic computer used to intercept an "attacking" guided missile would have to perform nearly 3,000 calculations, feed the information to the "defending" missile and guide it to the target in a little over two minutes.

10. As guided weapons both offensive and defensive have to be superlative in their designed sphere, they are becoming less and less adaptable to other rôles. They are not a replacement for transport or reconnaissance, or, excepting weapons of the "Corporal" type, strike support of mobile ground forces.

11. The operational value of a guided weapon is, of course, determined by the quality of the

de leur exécution matérielle. Il existe au moins douze combinaisons possibles de systèmes :

Ce qui nous donne 12 possibilités.

- (d) Dans tous les engins, sauf les plus primitifs, un système permettant de recevoir les données relatives aux objectifs. Il existe au moins deux principes de physique qui peuvent être appliqués, et pour chaque opération de détection, environ trois moyens de sélectionner et utiliser les données reçues :

Ce qui nous donne 5 possibilités.

- (e) Un appareil ultra-sensible de déclenchement de l'explosion.

Il peut être facilement incorporé à (d) et ne constitue donc pas une possibilité supplémentaire.

- (f) Une charge capable de détruire l'objectif.

En comptant le détonateur, il y a environ quatre types possibles :

Ce qui nous donne 4 possibilités.

On peut évidemment éliminer sur-le-champ un grand nombre de possibilités lorsqu'on examine un type d'arme particulier. A l'origine cependant, il a fallu évaluer ces possibilités, et ce n'est donc pas en pure perte qu'un demi-million de livres sterling a été consacré à TRIDAC, le cerveau électronique géant, utilisé pour trier ces 2.880 combinaisons de possibilités et déterminer lesquelles exigeaient des recherches plus poussées.

6. Les engins téléguidés font de rapides progrès. La première utilisation envisagée fut celle d'un remplaçant du canon, mission technique relativement secondaire, que symbolise l'engin américain « Corporal » actuellement en service. Ces engins doivent maintenant être considérés comme se substituant au bombardier et au chasseur, et c'est à cette fin que l'on poursuit leur mise au point au Royaume-Uni et en Amérique. Voilà pour l'engin téléguidé lui-même. Il est inutile de considérer l'engin isolément sans tenir compte du champ radar dans lequel il doit se mouvoir et de la menace qu'il est appelé à affronter.

7. Cette menace, bien entendu, change constamment à mesure que progresse la science. C'est

ainsi qu'un bombardier subsonique, volant à 40.000 pieds d'altitude à une vitesse à peine inférieure à celle du son constitue à présent pour l'engin une menace typique, mais pas la seule. A partir de 1960, cette menace pourrait consister en un bombardier supersonique volant à 60.000 pieds d'altitude, et plus tard en un avion sans pilote volant à Mach 3 et à 80.000 pieds d'altitude. L'engin balistique est probablement le successeur de la menace ailée. Il apparaît probable que toutes les grandes puissances seront équipées d'engins balistiques de portée adéquate dans un relativement proche avenir.

8. Il faut réviser les méthodes de défense pour tenter de faire face à cette menace. La défense reposait avant la guerre sur les chasseurs de poursuite relativement indépendants, et pendant la guerre sur le contrôle par radio d'un grand nombre de chasseurs. Il est apparu dans l'après-guerre que le chasseur ne peut être efficace que s'il est étroitement contrôlé du sol, qu'il perd de plus en plus de son efficacité et doit céder la place aux engins téléguidés.

9. L'élément de contrôle dans tout ceci, tant sur le plan de l'offensive que sur celui de la défensive, et surtout sur le plan de la défense, c'est le champ radar, le volume de l'atmosphère et le type de contrôle utilisé dans le cadre duquel on peut détecter un objet mouvant. Cependant que la vitesse des « objets » allait énormément croissant, le champ radar spatial est demeuré limité au champ visuel, ce qui a entraîné une réduction du laps de temps s'écoulant entre l'alerte et l'attaque, d'où il s'ensuit que les avions à commande humaine disposent de peu de temps pour décoller, prendre de l'altitude et se placer en position d'attaque. Il est intéressant de noter qu'un calculateur électronique utilisé pour intercepter un engin téléguidé « attaquant » devrait en guère plus de deux minutes accomplir plus de 3.000 calculs, transmettre les données à l'engin « défendant » et le guider sur l'objectif.

10. Etant donné que les engins téléguidés tant offensifs que défensifs doivent être parfaitement adaptés au rôle qui leur est imparti, ils deviennent de moins en moins adaptables à d'autres rôles. Ils ne sauraient servir de remplacement pour le transport ou la reconnaissance, ou, à l'exception des engins du type « Corporal », pour l'appui des unités terrestres mobiles.

11. La valeur opérationnelle d'un engin téléguidé est naturellement fonction de l'aptitude

radar environment in withstanding counter measures and by the accuracy of guidance and computing, more than the more obvious mechanics of the weapon itself. All radar is potentially jammable. The first stage of guided weapons was based on last war pulse radar. During the post-war period radar powers have increased by a factor of about 10 and the United Kingdom is now embarking on much more refined radar techniques, far more difficult to jam. It would have been possible to have re-equipped all three fighting services with British Mark I guided weapons which would have been most impressive in peace time. It was a wise decision not to do so and wait for Mark II or III weapons. All the more so as the earlier generations or Marks of American weapons are available to N.A.T.O.

12. Techniques available both to offence and defence are advancing all the time. There seems little chance of any one country enjoying a particular technical superiority for very long. Between countries of comparable technical and industrial development generally discovery and development are nearly simultaneous, provided the research impetus is maintained. For example, in the last war Germany and the United Kingdom both developed radar and both developed jet engines and aircraft. It is surprising that America was a long way behind in both fields. It is probable she concentrated her effort on the atomic bomb. America and Russia have both developed the H-bomb. The Russian achievement was helped by treachery but was by no means dependent on it. They would have developed the H-bomb long before America expected anyway.

13. There is a great deal of evidence to show that the interval from the time of conception to the time of availability in the front line of a new weapon is in the order of 10 years, a notable exception being the United Kingdom effort of designing, manufacturing and testing an H-bomb in 3 years. This indicates that technical planning must be geared to a strategy 5 to 10 years ahead.

14. The security of Europe lies much more in those countries, which are technically and industrially able, maintaining the *momentum of military research*, than in vague military political formulae of irreducible numbers of

divisions where neither the numbers in the division nor their equipment or arms are defined. The key to maintaining this momentum is *continuity of the research and development teams in Government establishments and in particular in industry*. For example in the United Kingdom a typical team consists of 100-200 scientists, engineers and technicians actively engaged on a project for 5-7 years. Only very large firms can adequately support these teams.

15. The development of a guided missile can require the firing of between 200 to 300 rounds. The development in the United Kingdom of an electronic simulator which can simulate the conditions of guided missiles' flight after firing greatly simplified and cheapened this work. Nevertheless before an air-to-air or air-to-ground missile can be regarded as safe between 50 and 100 complete rounds must be fired from an actual flying aircraft. However, the total flying time necessary is about 40 minutes whereas it took 900 hours flying to establish the Valiant bomber.

16. The United Kingdom started her guided weapon programme in 1947. No attempt is being made to equip the services with Mark I type weapons. Later Marks are now available and will be introduced shortly.

17. As far as can be ascertained the present state of guided weapons is set out in Table I.

18. Although the divisions are not rigid or cut and dried, each type can be regarded as a family and each family has several generations or Mark classifications, e. g. Corporal Mark III could be a third generation Corporal. Each generation is really an improved version of its predecessor.

19. Research, production and supply in the guided missile field can be broken down into the following categories :

- Complete and jealously guarded secrecy.
- Interchange of basic information.
- Interchange of basic research information.
- Making available specialized research equipment.

The American nuclear weapon field is still covered by excessive secrecy. In the guided

du radar à résister aux contre-mesures et de la précision du guidage et des calculs, beaucoup plus que des qualités mécaniques intrinsèques de l'arme elle-même. Tout radar est brouillable en puissance. La première étape de la mise au point des engins téléguidés reposait sur le radar à pulsations de la dernière guerre. L'efficacité du radar a décuplé dans l'après-guerre et le Royaume-Uni adopte actuellement des techniques radar beaucoup plus perfectionnées, beaucoup plus difficiles à brouiller. Il eût été possible de rééquiper les trois armes avec des engins téléguidés britanniques du type Mark I, qui auraient été très impressionnants en temps de paix. Très sagement on a décidé de n'en rien faire et d'attendre les engins du type Mark II ou Mark III, ceci d'autant plus que les premières générations ou types d'engins américains sont à la disposition de l'O.T.A.N.

12. Les techniques disponibles dans le domaine de l'attaque comme dans celui de la défense progressent sans cesse. Il semble peu probable qu'aucun pays puisse s'assurer une supériorité technique particulière avant longtemps. La découverte et la mise au point sont en général presque simultanées dans les pays d'avancement technique et industriel comparable, à condition que les recherches conservent leur dynamisme. Ainsi, au cours de la dernière guerre, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont tous deux perfectionné le radar, ainsi que les moteurs et avions à réaction. Chose étonnante, l'Amérique était très en retard dans ces deux domaines. Sans doute concentrait-elle ses efforts sur la bombe atomique. L'Amérique et la Russie ont toutes les deux mis au point la bombe H. La trahison est venue en aide aux Russes mais elle n'a été nullement déterminante. De toute manière, ils auraient fabriqué la bombe H bien plus tôt que l'Amérique ne s'y attendait.

13. L'expérience démontre que le temps qui s'écoule entre l'invention d'une arme nouvelle et sa présence sur la ligne de front est de l'ordre de 10 années. Exception remarquable à ce point de vue : l'effort fourni par les Britanniques qui ont conçu, fabriqué et essayé la bombe H en l'espace de 3 ans. Il faut donc que le planning technique soit établi en raisonnant sur la base d'une stratégie prévue 5 à 10 ans à l'avance.

14. La sécurité de l'Europe repose bien plus sur les nations capables de soutenir le *rythme de la recherche en matière militaire* que dans de vagues formules de politique militaire prévoyant un minimum irréductible de divisions

dont on ne définit ni les effectifs, ni l'équipement, ni les armes. Le seul moyen de conserver ce rythme est la *continuité des travaux de recherche et de perfectionnement en équipe dans les services gouvernementaux et en particulier dans l'industrie*. Ainsi, au Royaume-Uni on a constitué des équipes composées de 100 à 200 savants, ingénieurs et techniciens qui s'attachent à réaliser un projet pendant 5 à 7 ans. Seules de très grandes sociétés peuvent s'offrir ce luxe.

15. La mise au point d'un engin téléguidé peut nécessiter de 200 à 300 essais. La mise au point au Royaume-Uni d'un simulateur électronique, qui reproduit les conditions de vol des engins téléguidés après lancement, a beaucoup simplifié la tâche tout en réduisant les frais. Toutefois, avant qu'un engin air-air ou air-sol puisse être considéré au point, il faut en avoir lancé entre 50 et 100 d'un avion en vol. Mais 40 minutes de vol en tout sont suffisantes, alors qu'il a fallu 900 heures pour régler le bombardier Valiant.

16. Le Royaume-Uni a mis en route son programme d'armes téléguidées en 1947. L'on n'a pas essayé d'équiper les troupes en armes du type Mark I. Des types de Mark plus récents sont à présent au point et seront bientôt mis en service.

17. Les armes téléguidées dont l'existence nous est connue figurent au tableau I.

18. Bien que les distinctions ne soient pas rigides, chaque type peut être considéré comme une famille et chaque famille comporte plusieurs générations ou subdivisions en Mark, par exemple : le Corporal Mark III serait un Corporal de la troisième génération. Chaque génération est en fait une version améliorée de son prédécesseur.

19. L'étude, la fabrication et la mise en service des engins téléguidés peut être subdivisée en catégories, de la façon suivante :

Secret complet et jalousement gardé.

Echange d'informations essentielles.

Echange d'informations essentielles concernant la recherche.

Fourniture du matériel de recherche spécialisé.

Les Américains sont encore d'une discrétion excessive dans le domaine des armes nucléaires.

missile field, when through leakage or for reasons which seem good to them, such as superabundance or financial advantage, or other countries being ahead of America in some aspects of research, they are prepared to enter into bilateral agreements if amongst other considerations they consider their security is not diminished. Nevertheless it would be churlish not to pay grateful tribute to the Americans for the assistance they have given the United Kingdom in the guided missile field even if the exchanged information has, in the opinion of some, been excessive. Interchange of basic information and research data can lead first to bilateral research and production agreements and later when the national defence rôle and common interest has been more clearly defined into multilateral agreements for research and production.

20. The following agreements have been reached between countries to date :

- (i) The United Kingdom has arranged for the British firms concerned to seek sale agreements or to arrange manufacturing under licence agreements with any WEU country for four weapons and their associated radar equipment. They are :

Fireflash — air-to-air, Fairy Aviation Co.

Firestreak — air-to-air, de Havilland.

Bloodhound — ground-to-air, Bristol Aeroplane Co.

Thunderbird — ground-to-air, English Electric.

- (ii) America is making available to the United Kingdom ground-to-ground missiles "Corporal".

- (iii) Exchange of basic research is going on between :

America and the United Kingdom.

France and the United Kingdom.

Germany and the United Kingdom.

Germany and France.

- (iv) Agreements to manufacture under licence certain ground-to-ground weapons and parts are under active discussion and

negotiation between the United Kingdom and America.

21. Some of the methods adopted to bring agreements into effect are as follows. The United Kingdom has set up two steering committees within the framework of W.E.U., one Anglo-French and one Anglo-German. These committees have in turn set up working parties to study and report on individual projects in the contexts of availability of technical personnel, technical equipment, stage of technical development, industrial capacity, industrial know-how, availability of finance.

22. The actual main types of research in the guided missile field can also be defined (as has been stated, they are common to the development of all types of guided missiles and to that extent parcelling out of single weapons to individual countries would not necessarily result in as great savings as is sometimes thought) :

1. Aerodynamic.
2. Guidance and control systems.
3. Engines and propellants.
4. Warheads.
5. Assessment.

1. Requires :

- (a) Supersonic wind tunnels.
(English Electric have built two new tunnels, one giving a speed of Mach 6 or 4,000 m.p.h. with arrangements to automatically register stresses and feed this information on punched cards into an electronic computer.)

- (b) Metallurgical laboratories.

- (c) Specialist and experienced personnel.

2. Requires :

- (a) Electronic laboratories and access to 1 (a).
- (b) Very specialised radar and infra-red equipment.
- (c) Extremely specialized equipment to deal with the design of instruments associated with inertia guidance such

En matière d'engins téléguidés, en cas de fuites par exemple, ou pour d'autres raisons qui leur semblent bonnes, telles que la surproduction ou certains avantages financiers, ou si d'autres pays sont en avance sur eux dans certains domaines de recherche, les Américains sont prêts à conclure des accords bilatéraux, si toutefois ils estiment que cela ne porte pas atteinte à leur sécurité. Mais il serait grossier de ne pas témoigner de gratitude aux Américains pour l'aide qu'ils ont fournie au Royaume-Uni dans le domaine des engins téléguidés, même si certains jugent que ces échanges d'information ont été trop poussés. L'échange d'informations essentielles et des résultats des recherches peut mener d'abord à des accords bilatéraux sur la recherche et la fabrication et ensuite, quand le rôle de la défense nationale et l'intérêt commun seront plus clairement définis, à des accords multilatéraux aux fins de recherche et de fabrication.

20. A l'heure actuelle, les accords suivants ont été conclus entre les divers pays :

- (i) Le Royaume-Uni a demandé aux firmes britanniques intéressées de conclure des accords commerciaux ou des accords de production sous licence avec les pays de l'U.E.O. pour quatre armes et leur équipement radar respectif. Il s'agit de :

Fireflash — air-air, Fairy Aviation Co.

Firestreak — air-air, de Havilland.

Bloodhound — sol-air, Bristol Aeroplane Co.

Thunderbird — sol-air, English Electric.

- (ii) L'Amérique se propose de fournir au Royaume-Uni des engins téléguidés sol-sol « Corporal ».

- (iii) Les échanges d'informations essentielles concernant la recherche se poursuivent entre :

L'Amérique et le Royaume-Uni.

La France et le Royaume-Uni.

L'Allemagne et le Royaume-Uni.

L'Allemagne et la France.

- (iv) Des accords en vue de fabriquer sous licence certains engins et parties d'engins sol-sol font actuellement l'objet de pour-

parlers et de négociations entre le Royaume-Uni et l'Amérique.

21. Voici quelques-unes des méthodes employées pour la mise en œuvre des accords. Le Royaume-Uni a constitué deux groupes d'étude dans le cadre de l'U.E.O., un anglo-français et un anglo-allemand. Ces groupes ont constitué à leur tour des groupes de travail pour étudier les projets individuels du point de vue des possibilités de recruter le personnel technique, du matériel technique disponible, ainsi que du degré de développement technique, de capacité industrielle, des possibilités industrielles et des moyens financiers.

22. On peut également définir les principaux types actuels de recherche en matière d'engins téléguidés (comme on l'a dit, ils sont communs à la mise au point de tous les types d'engins téléguidés, de sorte qu'assigner séparément des engins isolés aux divers pays ne représenterait pas, comme on l'estime parfois, une grande économie) :

1. Aérodynamique.
2. Systèmes de guidage et de commande.
3. Moteurs et charges propulsives.
4. Ogives.
5. Calculs.

1. Requiert :

- (a) Des souffleries supersoniques.
(English Electric a construit deux nouvelles souffleries, dont l'une produit une vitesse de Mach 6 soit 6.500 km-h et munie d'appareils automatiques enregistrant les tensions et communiquant les données sur cartes perforées transmises à un calculateur électronique).
- (b) Des centres de recherche sur métaux.
- (c) Un personnel spécialisé et expérimenté.

2. Requiert :

- (a) Des laboratoires d'électronique et l'accès à 1 (a).
- (b) Un matériel radar et infra-rouge très perfectionné.
- (c) Un matériel de spécialisation poussée pour l'étude des instruments utilisés en vue de l'application des principes de

as advanced gyros, accelerometers and stabilized platforms.

- (d) Specialist and experienced personnel in these fields.
- (e) Advanced plastics research.
3. Requires free access to secret aero-engine data and engine design equipment and laboratories. The three main British aero-engines without question are among the leaders of the world and clearly this type of research can profitably be carried out by the firms with this information and development experience available.
4. —
5. Requires elaborate electronic calculating machines and great quantities of "punched" data. TRIDAC is a United Kingdom example.
23. Above all continuity of effort over long periods is essential, with unrestricted access to accumulated data and experience.
24. Against this background or largely factual survey of the British guided missile field one can consider some political, service and economic problems.
25. Politically the United Kingdom will honour and live up to all and any political commitments she has with all her allies. The differences which can and do arise are those of interpretation and it is for that reason, before passing judgment, that the availability of accurate factual information is so desirable. Quite clearly the nature of this information must in no way damage security.
26. Within the last year in the United Kingdom the principle has been adopted that in Western European Union security must not be considered in isolation but should be balanced against the strategic and economic advantages of closely controlled releases of information.
27. If, as seems probable for some time to come, peace can only be secured under the shield of

the deterrent threat, the more the deterrent is put in the shop window the better. Very little of how a car works can be gathered from looking at it without opening the bonnet.

28. This is not a sudden change of thinking on the part of those responsible, but the logical outcome of the continual weighing of evidence and events as they become available. Clearly, any decision on matters of this nature affect our American friends and allies and for reasons of friendship and mutual agreements the United Kingdom would where appropriate undertake no steps without prior discussion and agreement with the United States.¹

29. Having obtained agreement the next step is implementation. The United Kingdom is not immune from the complications and shortcomings which bedevil all democracies. There are a multitude of people with a finger in the pie. The Minister of Defence and his Ministry, the Minister of Supply and his Ministry and the Service Chiefs and their departments all have to be consulted and convinced. All these bodies contain to varying degrees established departments with departmental heads whose established customs may have to be upset and re-orientated. These customs and outlooks have grown up for good and sufficient reasons and their validity for retention in part or whole has to be carefully assessed. All this takes time but is proceeding smoothly and as rapidly as possible.

30. Economic considerations : faced as we are with the vast expense of producing a multitude of weapons all of which are extremely complicated, an obvious solution seems to lie in parcelling out the research and development and manufacture of individual weapons to individual countries. This seems such a beautifully simple theory that it is perhaps worth while trying to set down some of the reasons why this Utopia is no easier to reach than any other and why it is strenuously opposed by a large number of people actively connected with guided missiles.

1. There have been occasions when the United States has obtained a commercially competitive advantage by suddenly releasing secret information to customers without giving due notice to the United Kingdom of her intentions.

guidage par inertie, tels que gyroscopes, accéléromètres et plates-formes stabilisées de modèle perfectionné.

(d) Un personnel spécialisé et expérimenté dans ces domaines.

(e) Une recherche poussée dans le domaine des matières plastiques.

3. Requierit le libre accès aux informations secrètes concernant les moteurs d'avions, au matériel de réalisation des modèles et aux laboratoires. Sans aucun doute, les trois principaux moteurs britanniques sont parmi les meilleurs du monde et il est évident que les firmes retireront un grand profit, dans leurs recherches, des renseignements et de l'expérience mis à leur disposition.

4. —

5. Requierit des machines calculatrices très perfectionnées et une grande quantité de données sur cartes perforées. TRIDAC en est un exemple au Royaume-Uni.

23. La continuité de l'effort durant de longues périodes est avant tout nécessaire, ainsi que le libre accès à l'ensemble des informations et de l'expérience.

24. Dans cette perspective ou avec cette vue d'ensemble concrète de la situation en Grande-Bretagne dans le domaine des engins téléguidés, l'on peut aborder certains problèmes de politique, d'organisation et d'économie.

25. Sur le plan politique, le Royaume-Uni honorera et respectera tous les engagements politiques quels qu'ils soient, qu'il a conclus avec tous ses alliés. Les différends qui peuvent surgir, et surgissent quelquefois, sont affaire d'interprétation, c'est pourquoi il est tellement souhaitable, avant de juger, d'être en possession d'informations exactes et concrètes. Il est évident que la nature de ces informations ne doit en aucune façon compromettre la sécurité.

26. Au cours de l'année dernière, le Royaume-Uni a adopté le principe qu'au sein de l'Union de l'Europe Occidentale, la sécurité ne devait pas faire l'objet de mesures prises isolément mais qu'il fallait l'envisager au contraire du point de vue des avantages stratégiques et économiques de communication d'informations strictement contrôlés.

27. Si, comme cela semble probable, la paix ne peut être assurée, pour quelque temps encore,

que sous le bouclier de la menace préventive, plus les moyens de prévention seront exhibés, mieux cela vaudra. L'on ne comprend pas grand'chose à la marche d'une voiture tant qu'on n'a pas soulevé le capot.

28. Ce point de vue ne représente pas un changement soudain d'attitude chez les responsables, il est au contraire la conséquence logique d'une étude soutenue des faits et des événements à mesure qu'ils se présentent. Il est évident que toute décision en cette matière affecte nos amis et alliés américains et que pour des raisons d'amitié et en vertu des accords conclus, le Royaume-Uni ne prendrait aucune des mesures qui pourraient s'imposer sans en discuter avec les États-Unis et avoir obtenu leur accord préalable.¹

29. L'accord une fois réalisé, il faut ensuite l'exécuter. Le Royaume-Uni n'est pas à l'abri des complications et des imperfections inhérentes aux démocraties. Quantité de gens ont leur mot à dire. Le ministre de la Défense et son ministère, le ministre de la Production industrielle et son ministère, ainsi que l'Etat-Major et ses départements, doivent tous être consultés et convaincus. Tous ces corps constitués comprennent dans une plus ou moins grande mesure des départements bien établis sous les ordres d'un chef dont il faudrait éventuellement bouleverser ou réorienter les habitudes solidement ancrées. Ces habitudes et cette optique sont suffisamment justifiées pour qu'il faille peser soigneusement les raisons de les conserver en tout ou en partie. Tout ceci prend du temps mais les choses évoluent sans à-coup et aussi rapidement que possible.

30. Considérations économiques : face aux frais énormes qu'entraîne la fabrication d'une multitude d'engins tous d'une complexité extrême, on pourrait juger naturel de répartir l'étude, la mise au point et la fabrication des divers engins entre les divers pays. Cette théorie est si belle dans sa simplicité qu'il n'est peut-être pas inutile d'énoncer quelques-unes des raisons pour lesquelles cette utopie, qui n'est pas plus facile à réaliser qu'une autre, rencontre une opposition acharnée dans certains milieux qui s'occupent activement des projectiles téléguidés. Les

1. Il est arrivé que les États-Unis s'assurent un avantage commercial en matière de concurrence en fournissant à brûle-pourpoint des renseignements secrets à certains clients sans en avoir dûment averti le Royaume-Uni.

From considerations set down in paragraphs 12 to 16, it can be realised that a country with defence commitments, which has entered the guided missile field, will be in a state of development proportional to the number of projects undertaken and the time, money and effort expended to date. Because America has undertaken more projects than the United Kingdom and because she was a pioneer in the guided missile field, she is not as far ahead of the United Kingdom as might be expected. The information bartered in exchange for information, not only in the guided missile field, which the United States coveted from the United Kingdom, has been of the greatest assistance to the United Kingdom and worth the pound of flesh demanded. For these reasons, coupled with the fact that the United Kingdom is only concentrating on the missiles in which she is interested, the United Kingdom is slowly overtaking the American lead in this limited sphere. This state of affairs would immediately be reversed if adequate finance was not forthcoming or the research momentum relaxed.

31. Put quite brutally and frankly, if, as is the case, we all wish to ensure the most rapid possible progress, this cannot be done by parcelling out research and development, or indeed the manufacture of particular weapons to countries which have no background of effort in these highly specialized fields. Co-operation, to be effective, must be between countries that can contribute in resources or experience. Re-

ference to Table I may give an indication of the scope of co-operation in the guided missile field.

32. If and when a satisfactory answer to this problem is found, one is confronted with the next formidable obstacle. It has been authoritatively stated, and there is a great mass of case history to support it, that if a project were to be handed over to a country, however well developed and equipped in other ways, but starting from scratch on that particular project, it would take ten years to bring it to fruition. Western European Union would thus lose ten years' lead in the international race. Not only that but, as the United Kingdom would have to disband and re-employ her research teams and re-tool and redeploy her displaced industrial capacity, she would virtually be committing her research and development and manufacture of some possibly vital weapons for practically all time to another country and be dependent on that country's defence budget through all changes of government a pretty severe request to put before any electorate.

33. Nevertheless none of these difficulties alters the fact that no one country can today bear this whole financial burden of defence. Nor in the case of the United Kingdom can she afford to employ all the necessary scientists and engineers on commercially unproductive work. Something must be done.

considérations exposées dans les paragraphes 12 à 16 permettent de comprendre qu'un pays qui, ayant souscrit des engagements de défense, s'est attaqué à la production des engins téléguidés, atteindra un degré de développement proportionnel au nombre de projets entrepris ainsi qu'au temps, à l'argent et à l'effort consentis.

Les Etats-Unis, parce qu'ils ont mis en chantier un plus grand nombre de projets que le Royaume-Uni et ont joué le rôle de pionnier dans le domaine des engins téléguidés, n'ont pas pris sur le Royaume-Uni l'avance à laquelle on pouvait s'attendre. La communication aux Etats-Unis de renseignements qu'ils convoitaient, et ceci dans d'autres domaines que celui des engins téléguidés, n'a pas été sans profit pour le Royaume-Uni qui a reçu à son tour des Etats-Unis des renseignements très précieux. Pour ces raisons, associées au fait que le Royaume-Uni ne concentre ses efforts que sur les engins téléguidés qui l'intéressent, le Royaume-Uni rattrape lentement l'avance américaine dans ce domaine limité. Le renversement de la situation serait immédiat si les moyens financiers faisaient défaut ou si le rythme de la recherche ralentissait.

31. Pour dire les choses franchement et brutalement, si, comme c'est le cas, nous souhaitons tous assurer la marche la plus rapide du progrès, on ne saurait y arriver en répartissant la recherche et la mise au point, ni même la fabrication de certains types d'engins particuliers entre des pays qui n'ont pas un certain actif dans ce domaine hautement spécialisé. Pour être efficace, la coopération doit

s'établir entre des pays qui peuvent apporter des ressources ou de l'expérience. En se reportant au tableau I, on peut se faire une idée des possibilités de coopération en matière d'engins téléguidés.

32. Au cas où l'on trouverait une solution satisfaisante à ce problème, l'on aborderait aussitôt une autre difficulté redoutable. L'on sait de source autorisée, et avec de nombreuses preuves à l'appui, que si l'on fournissait un projet à un pays qui, quoique très avancé et bien équipé dans d'autres domaines, devrait, sur ce projet, partir à zéro, il lui faudrait dix ans pour le mener à bien. L'Union de l'Europe Occidentale, aurait donc, dans la course internationale, un retard de dix ans. En outre, comme le Royaume-Uni devrait dissoudre et reclasser ses équipes de recherche, rééquiper et redéployer son potentiel industriel déplacé, il confierait virtuellement pour un temps indéterminé son effort de recherche, de mise au point et de fabrication d'armes qui sont peut-être pour lui d'une nécessité vitale à un autre pays, et dépendrait du budget que celui-ci consacre à la défense à travers tous les changements de gouvernement. Proposition assez drastique à présenter à des électeurs.

33. Aucune de ces difficultés ne change rien au fait qu'aucun pays ne peut, à l'heure actuelle, supporter seul tout le poids financier de la défense. Quant au Royaume-Uni, il ne peut se permettre d'employer le nombre nécessaire de savants et d'ingénieurs à un travail commercialement improductif. Il faut faire quelque chose.

TABLE I

Fundamental Groups

TACTICAL 1

- "A" Anti-tank
 "B" Short-range
 "C" Medium-range

STRATEGIC 2

"D" Long-range ICBM

NOTE: United Kingdom V-Bomber Force and H-bomb take place of ICBM at present.

AMERICA	UNITED KINGDOM	FRANCE	FED. REP. OF GERMANY	ITALY	BENELUX
Anti-tank "A"					
(1) ? Name (2) ? Name (3) LACROSSE	(1) ? Name (2) ? Name	(1) SFECMAS 5200 (2) ENTAC (3) SFECMAS 5210	None known	(1) ? Name (reported)	None known
I. Ground-to-ground "B"					
(1) HONEST JOHN (2) CORPORAL	None	(1) SE 4200 (2) SS 10	None known	(1) V-2 type project	None
II. Ground-to-air					
(1) LARK (2) NIKE AJAX (3) NIKE HERCULES	(1) BLOODHOUND (2) THUNDERBIRD	(1) PARCA (2) SE 4100 (3) SE 4300	None known	(1) THUNDERBIRD type project	None
III. Air-to-Air					
(1) FALCON (2) SPARROW	(1) FIRESTREAK (2) FIREFLASH	(1) MATRA ROSI (2) SFECMAS 5103	None known	None known	None known
IV. Air-to-ground					
(1) PETREL (2) RASCAL (3) BULLDOG	Skylark ? (1) ? Name under development		None known	None known	None known
V. Ship-to-air					
(1) TERRIER (2) TARTAR (3) TALOS	(1) SEA SLUG	(1) MASALEA (2) MARICA	None known	None known	None known
VI. Ship-to-shore					
? Name	? Name	? Name	None known	None known	None known
VII. Various rôles "C"					
(1) BOMARC (2) REGULUS (3) MATADOR (4) TM 61B (5) REDSTONE (6) JUPITER C	? Name	None known	None known	None known	None known
VIII. Ground-to-ground (Strategic) "D"					
(1) SNARK (2) NAVAHO (3) HERMES (4) ATLAS (5) TITAN (6) THOR	? Name (English Electric)	None known	None known	None known	None known

TABLEAU I

Groupes fondamentaux

TACTIQUE 1

- ‘A’ Anti-char
 ‘B’ Courte portée
 ‘C’ Moyenne portée

STRATEGIQUE 2

‘D’ ICBM à longue portée

N.B.: Au Royaume-Uni les Unités de bombardiers ‘V’ et la bombe H jouent à présent le rôle de l’ICBM (fusée balistique intercontinentale).

AMÉRIQUE	ROYAUME-UNI	FRANCE	RÉP. FÉD. d'ALLEMAGNE	ITALIE	BENELUX
Anti-char “A”					
(1) ? Nom (2) ? Nom (3) LACROSSE	(1) ? Nom (2) ? Nom	(1) SFECMAS 5200 (2) ENTAC (3) SFECMAS 5210	Aucun connu	(1) ? Nom (signalé)	Aucun connu
I. Sol-sol “B”					
(1) HONEST JOHN (2) CORPORAL	Aucun	(1) SE 4200 (2) SS 10	Aucun connu	(1) Projet type V2	Aucun
II. Sol-air					
(1) LARK (2) NIKE AJAX (3) NIKE HERCULES	(1) BLOODHOUND (2) THUNDERBIRD	(1) PARCA (2) SE 4100 (3) SE 4300	Aucun connu	(1) Projet type THUNDERBIRD	Aucun
III. Air-air					
(1) FALCON (2) SPARROW	(1) FIRESTREAK (2) FIREFLASH	(1) MATRA ROSI (2) SFECMAS 5103	Aucun connu	Aucun connu	Aucun connu
IV. Air-sol					
(1) PETREL (2) RASCAL (3) BULLDOG	Skylark ? (1) ? Nom - en cours de mise au point		Aucun connu	Aucun connu	Aucun connu
V. Mer-air					
(1) TERRIER (2) TARTAR (3) TALOS	(1) SEA SLUG	(1) MASALEA (2) MARICA	Aucun connu	Aucun connu	Aucun connu
VI. Mer-sol					
? Nom	? Nom	? Nom	Aucun connu	Aucun connu	Aucun connu
VII. Divers rôles “C”					
(1) BOMARC (2) REGULUS (3) MATADOR (4) TM 61B (5) REDSTONE (6) JUPITER C	? Nom	Aucun connu	Aucun connu	Aucun connu	Aucun connu
VIII. Sol-sol stratégique “D”					
(1) SNARK (2) NAVAHO (3) HERMES (4) ATLAS (5) TITAN (6) THOR	? Nom (English Electric)	Aucun connu	Aucun connu	Aucun connu	Aucun connu

TABLE II

Breakdown by countries**America**

« A »

Anti-tank

- | | |
|----------------|---|
| (1) ? Name. | Short range anti-tank controlled by troops. |
| (2) ? Name. | Longer range automatic homing anti-tank. |
| (3) LACROSSE ? | Longer range still, automatic homing. Believed to be in production. |

« B »

Short-range

- | | | |
|-----|-------------------------|---|
| I | <i>Ground-to-ground</i> | |
| | (1) HONEST JOHN | Range : 25 miles. Rocket motor. No guidance. Made by Douglas. In production. |
| | (2) CORPORAL | Rocket motor. Range : 100 miles. Guidance beam rider. Made by Firestone. In production. |
| II | <i>Ground-to-air</i> | |
| | (1) LARK | Range : 10 miles. Speed : Mach 2. Made by Fairchild. |
| | (2) NIKE | Range : 25 miles. Speed : Mach 3. |
| | | NIKE AJAX } Improved performance. |
| | | NIKE HERCULES } |
| III | <i>Air-to-air</i> | |
| | (1) FALCON | Range : 4 miles. Speed : Mach 3. Made by Hughes. |
| | (2) SPARROW | Range : 4 miles. Speed : Mach 3. Made by Sperry. |
| IV | <i>Air-to-ground</i> | |
| | (1) PETREL | Range : 20 miles. Speed : subsonic. Turbo-jet. Made by Fairchild. |
| | (2) RASCAL | Range : 100 miles. Speed : Mach 2.5. Made by Bell. |
| | (3) BULLDOG | Range : ? Speed : supersonic. Made by Martin. |
| V | <i>Ship-to-air</i> | |
| | (1) TERRIER | Range : 25 miles. Speed : Mach 3. Made by Convair. |
| | (2) TARTAR | |
| | (3) TALOS | Supersonic ram-jet. |
| VI | <i>Ship-to-shore</i> | |
| | ? | |

« C »

Medium-range

- | | | |
|-----|----------------------|--|
| VII | <i>Various rôles</i> | |
| | (1) BOMARC | Range : 250 miles. Speed : Mach 2. Made by Boeing. |
| | (2) REGULUS | Range : 300 miles. Subsonic speed. Turbo-jet engines. Radar and inertial guidance. Made by Chance Vought. In production. |

TABLEAU II

Répartition par pays**Etats-Unis**

« A »

Anti-char

- (1) ? Nom. Anti-char à courte portée contrôlé par les troupes.
 (2) ? Nom. A plus longue portée, guidé automatiquement sur char.
 (3) LACROSSE ? A portée encore supérieure, auto-guidé. Probablement en production.

« B »

Courte portée

- I *Sol - sol*
 (1) HONEST JOHN Portée : 40 km. - Moteur fusée. Pas de guidage. Fabriqué par Douglas. En production.
 (2) CORPORAL Moteur fusée. Portée : 160 km. Guidé sur faisceau. Fabriqué par Firestone. En production.
- II *Sol - air*
 (1) LARK Portée : 16 km. Vitesse : Mach 2. Fabriqué par Fairchild.
 (2) NIKE Portée : 40 km. Vitesse : Mach 3.
 NIKE AJAX } Performance améliorée.
 NIKE HERCULES }
- III *Air - air*
 (1) FALCON Portée : 7 km. Vitesse : Mach 3. Fabriqué par Hughes.
 (2) SPARROW Portée : 7 km. Vitesse : Mach 3. Fabriqué par Sperry.
- IV *Air - sol*
 (1) PETREL Portée : 37 km. Vitesse : subsonique. Turboréacteur. Fabriqué par Fairchild.
 (2) RASCAL Portée : 160 km. Vitesse : Mach 2,5. Fabriqué par Bell.
 (3) BULLDOG Portée ? Vitesse supersonique. Fabriqué par Martin.
- V *Mer - air*
 (1) TERRIER Portée : 40 km. Vitesse : Mach 3. Fabriqué par Convair.
 (2) TARTAR
 (3) TALOS Statoréacteur supersonique.
- VI *Mer - terre*
 ?

« C »

Moyenne portée

- VII *Divers rôles*
 (1) BOMARC Portée : 400 km. Vitesse : Mach 2. Fabriqué par Boeing.
 (2) REGULUS Portée : 470 km. Vitesse subsonique. Turboréacteurs. Guidage radar et par inertie. Fabriqué par Chance Vought. En production.

- | | |
|---------------|---|
| (3) MATADOR | Range: 600 miles. Speed: subsonic. Turbo-jet engines. Radar and inertial guidance. Made by Martin. In production. |
| (4) TM 61 B | — |
| (5) REDSTONE | Range: 300 miles. Rocket motor. Inertial guidance. Made by Chrysler. In production. |
| (6) JUPITER C | — |

« D »

*Long-range ICBM*VIII *Ground-to-ground (strategic)*

- | | |
|------------|---|
| (1) SNARK | Range: 4,000 miles. Ram-jet engines. Celestial guidance. Made by Northrop. Under development. |
| (2) NAVAHO | Range: 5,000 miles. Ram-jet. Celestial guidance. Made by North American. Development abandoned. |
| (3) HERMES | (A1, A2, B and C). Test vehicle and design studies. 2,000 miles range. Rocket propelled; guidance unstated. |
| (4) ATLAS | Range: 5,000 miles. Rocket motor. Inertial guidance. Made by Convair. Under development. |
| (5) TITAN | Improved version of ATLAS. Under development. |
| (6) THOR | Smaller ATLAS. Under development. |

*United Kingdom**Missiles**Anti-tank*

- | | |
|-------|---|
| (1) ? | Visually guided. Remote control. Range ? |
| (2) ? | Self-homing. Guided anti-tank weapon. Range ? |

I *Ground-to-ground*

- | | |
|---|--|
| ? | Intermediate range. Under development. Name ? Speed ? Range ? Engine ? Guidance - probably inertial. |
| ? | ICBM. Range: 2,000 miles. Name ? Guidance reportedly celestial. Speed ? |

II *Ground-to-air*

- | | |
|-----------------|---|
| (1) BLOODHOUND | Semi-active homing. Range ? Speed: Mach 4.5 ? Radar controlled. In production. Launching from small platform. Ram-jet engine. |
| (2) THUNDERBIRD | Range ? Speed: Mach 4 + . Guidance - radar. Launching ? Engine: rocket booster and ram-jet. |

III *Air-to-air*

- | | |
|----------------|--|
| (1) FIRESTREAK | Infra-red homing device. Range: 5 miles. Speed: Mach 3. |
| (2) FIREFLASH | Beam rider. Range: 4 miles. Speed: Mach 3. Rocket engines. |

IV *Air-to-ground*

- | | |
|---|--|
| ? | Avro. Under development. Name ? Range ? Guidance ? |
|---|--|

V *Ship-to-air*

- | | |
|----------|---|
| SEA SLUG | Range ? Engine ? Speed: Mach 3-5. Guidance radar. |
|----------|---|

VI *Ship-to-shore*

- | | |
|---|---|
| ? | Under development. Name ? Range ? Engine ? Speed ? Guidance ? |
|---|---|

- (3) MATADOR Portée : 980 km. Vitesse subsonique. Turboréacteurs. Guidage radar et par inertie. Fabriqué par Martin. En production.
- (4) TM 61 B —
- (5) REDSTONE Portée : 470 km. Moteur fusée. Guidage par inertie. Fabriqué par Chrysler. En production.
- (6) JUPITER C —

« D »

Longue portée ICBM

- VIII *Sol - sol* (stratégique)
- (1) SNARK Portée : 6.500 km. Statoréacteurs. Guidage à référence astronomique. Fabriqué par Northrop. En cours de mise au point.
- (2) NAVAHO Portée : 8.000 km. Statoréacteur. Guidage à référence astronomique. Fabriqué par North American. Mise au point abandonnée.
- (3) HERMES (A1, A2, B et C). Véhicule d'essai et étude de modèles. Portée : 3.600 km. Propulsion à fusée. Guidage non précisé.
- (4) ATLAS Portée : 8.000 km. Moteur fusée. Guidage par inertie. Fabriqué par Convair. En cours de mise au point.
- (5) TITAN Version améliorée d'ATLAS. En cours de mise au point.
- (6) THOR ATLAS petit modèle. En cours de mise au point.

*Royaume-Uni**Projectiles**Anti-char*

- (1) ? Guidage visuel. Télécommandé. Portée ?
- (2) ? Auto-guidé. Engin anti-char guidé. Portée ?

- I *Sol - sol*
- ? Moyenne portée. En cours de mise au point. Nom ? Vitesse ? Portée ? Moteur ? Guidage : probablement par inertie.
- ? ICBM. (fusée balistique intercontinentale). Sol-sol. Portée : 3.300 km. Nom ? Guidage à référence astronomique. Vitesse ?

- II *Sol - air*
- (1) BLOODHOUND Système de guidage semi-actif. Portée ? Vitesse : Mach 4,5 ? Guidage par radar. En cours de production. Lancement sur petite rampe. Statoréacteur.
- (2) THUNDERBIRD Portée ? Vitesse : Mach 4 (+). Guidage radar. Lancement ? Moteur : Départ fusée et statoréacteur.

- III *Air - air*
- (1) FIRESTREAK Système auto-guidage à l'infra-rouge. Portée : 8 km. Vitesse : Mach 3.
- (2) FIREFLASH Guidage par rayon. Portée : 7 km. Vitesse : Mach 3. Moteur fusée.

- IV *Air - sol*
- ? Avro. En cours de mise au point. Nom ? Portée ? Guidage ?

- V *Mer - air*
- SEA SLUG Portée ? Moteur ? Vitesse : Mach 3 à 5. Guidage : radar.

- VI *Mer - terre*
- ? En cours de mise au point. Nom ? Portée ? Moteur ? Vitesse ? Guidage ?

France

- Anti-tank*
- (1) SFECMAS 5200 Range : 6,500 feet. Made by SNCA du Nord. Visual wire control.
- (2) ENTAC For « engin tactique anti-char ». Designed by Armament Research and Production Directorate. Wire Control.
- (3) SFECMAS 5210 Longer range than (1) and (2) and believed to have true remote guidance system.
- I *Ground-to-ground*
- (1) SE 4200 Ram-jet. Made by SNCA du Sud-Est. Surface-to-surface. Launched from mobile ramps with aid of powder propellant fuelled rockets. Range : 60+ miles.
- II *Ground-to-air*
- (1) PARCA Range : 5 to 25 km. Speed : Mach 2.5. Weight : 100 kgs. Explosive beam rider with homing device.
- (2) SE 4100 }
(3) SE 4300 } 2,200 lbs and 11'2" span. Made by SNCA du Sud-Est.
- III *Air-to-air*
- (1) MATRA ROSI Made by Société Générale de Mécanique Aviation Production, Paris. Two-stage solid fuel rocket. 10 ft. long, 3' 3" span. Weight : 350 lbs.
- (2) SFECMAS 5103 Two-stage solid fuel rocket. Made by SGNA du Nord. 8ft. long, 2'6" span. Weight : 287 lbs.
- IV *Air-to-ground*
- (1) SS 10 Wire-guidance. Range : 2 miles. SFECMAS. Explosive guided bomb.
- V *Ship-to-air*
- (1) MASALEA }
(2) MARICA } Under development for French Navy.
- VI *Ship-to-shore*
- VII *Various rôles*
- (1) VERONIQUE LRBM. Ballistic high altitude rocket (but could be a missile for warfare). Range : about 150 miles.
- VIII *Ground-to-ground (strategic).*

Italy

Reported to be developing :

- (a) Ground-to-ground missiles of improved V 2 or CORPORAL type ;
- (b) Ground-to-air missile of PARCA or THUNDERBIRD, type.

France**Anti-char**

- (1) SFECMAS 5200 Portée : 2 km. Fabriqué par SNCA du Nord. Commandé par fil visuel.
 (2) ENTAC Engin tactique anti-char. Mise au point par Direction de la Recherche et de la Production d'armements. Commandé par fil.
 (3) SFECMAS 5210 A plus longue portée que (1) et (2). On le croit doté d'un authentique système de téléguidage.

I Sol - sol

- (1) SE 4200 Statoréacteur. SNCA du Sud-Est. Surface-surface. Lancé de rampes mobiles à l'aide de fusées à carburant-poudre-liquide. Portée: 100 km (+).

II Sol - air

- (1) PARCA Portée : 5 à 25 km. Vitesse : Mach 2,5. Poids : 100 kg.
 (2) SE 4100 1.100 kg. et 3,70 m. d'envergure, fabriqué par SNCA du Sud-Est.
 (3) SE 4300

III Air - air

- (1) MATRA ROSI Fabriqué par Société Générale de Mécanique Production Aviation. Paris. Fusée à carburant solide à deux temps. Longueur : 3,30 m. Envergure : 1,10 m. Poids : 100 kg.
 (2) SFECMAS 5103 Fusée à carburant solide à deux temps. Fabriqué par SGNA du Nord. Longueur : 2,50 m. Envergure : 80 cm. Poids : 140 kg.

IV Air - sol

- (1) SS 10 Guidage par fil. Portée : 4 km. SFECMAS. Bombe explosive guidée.

V Mer - air

- (1) MASALEA }
 (2) MARICA } En cours de mise au point par la Marine française.

VI Mer - terre**VII Rôles divers**

- (1) VERONIQUE LRBM. Fusée balistique à haute altitude. Mais pourrait servir à des fins militaires. Portée : environ 240 km.

VIII Sol - sol (stratégique).**Italie**

Signalés comme en cours de mise au point :

- (a) Engin sol-sol du type V 2 ou CORPORAL amélioré.
 (b) Engin sol-air du type PARCA ou THUNDERBIRD.

TABLE III

*Russian missiles*¹

Name	Fuel	Guidance system	Weight and Range
<i>Air-to-air</i>			
R.S. 82	Solid fuel	—	—
M 100	Solid fuel	Infra-red	900 lbs - 2-3 miles
—	Solid fuel	Radar and infra-red	3 + miles
<i>Ground-to-air</i>			
Improved Wasserfall	Liquid fuelled	Radio and radar	300-400 lb warhead. 40,000-60,000 ft.
Improved Rheintochter 2-stage missile	Solid plus liquid fuel	Radio controlled	Several hundred pounds; 30-60 miles.
—	Liquid fuel	Radar	Several hundred pounds; 40-70 miles.
<i>Sea-to-air</i>			
Anti-aircraft weapon	—	Radar	—
Shipborne offensive weapon	—	Inertial	300-700 miles
Underwater offensive weapon	Liquid fuel	—	150 + miles
<i>Air-to-ground</i>			
Guided bomb	—	Infra-red	—
<i>Ground-to-ground</i>			
Improved V 2 type	Liquid fuel	Inertial	12.5 tons ; 500-mile range
Two-stage missile	Liquid (possibly plus solid)	Inertial	50 tons ; 2,000 miles.

1. According to a table published by the *Financial Times* on 3rd September, 1957.

TABLEAU III

*Engins russes*¹

Nom	Carburant	Guidage	Poids et portée
<i>Air-air</i>			
R.S. 82	Solide	—	—
M. 100	Solide	Infra-rouge	450 kg - 3,5/5 km.
	Solide	Radar et infra-rouge	5 km (+).
<i>Sol-air</i>			
Wasserfall amélioré	Liquide	Radio et radar	150-200 kg - Ogive. 13/20.000 m.
Rheintochter amélioré 2 étages	Solide-liquide	Télécommandé radio	Plusieurs centaines de kg. 55/100 km.
—	Liquide	Radar	Plusieurs centaines de kg. 65/110 km.
<i>Mer-air</i>			
Engin anti-aérien	—	Radar	—
Engin offensif basé sur navires	—	Inertial	500/1.100 km.
Engin offensif sous-marin	Liquide	—	230 km (+)
<i>Air-sol</i>			
Bombe guidée	—	Infra-rouge	—
<i>Sol-sol</i>			
Type V 2 amélioré	Liquide	Inertial	12,5 T. - 800 km.
Engin 2 étages	Liquide (plus solide peut-être)	Inertial	50 T. - 3.200 km.

1. D'après un tableau paru, le 3 septembre 1957, dans le *Financial Times*.

**MOTION TO APPROVE THE FINAL ACCOUNTS OF THE ASSEMBLY
FOR THE FINANCIAL YEAR 1956**

*presented by Mr. Edwards,
Chairman of the Committee on Budgetary Affairs and Administration*

The Assembly,

Having examined the Final Accounts of the Assembly for the financial year 1956, together with the Auditor's Report, in accordance with Article 16 of the Financial Regulations,

Approves the Accounts as submitted and discharges the President of the Assembly of his financial responsibility.

**MOTION D'APPROBATION DES COMPTES DÉFINITIFS DE L'ASSEMBLÉE
POUR L'EXERCICE FINANCIER 1956**

*présentée par M. Edwards,
président de la commission des Affaires budgétaires et de l'Administration*

L'Assemblée,

Ayant examiné les comptes définitifs de l'Assemblée pour l'exercice financier 1956, ainsi que le rapport du Commissaire aux comptes, conformément à l'article 16 du Règlement financier,

Approuve les comptes ainsi présentés et donne au Président de l'Assemblée quitus de sa gestion.

Administration of Western European Union¹

REPORT²

**submitted on behalf of the Committee on Budgetary Affairs and Administration³
by M. Molter, Rapporteur**

TABLE OF CONTENTS

DRAFT RECOMMENDATION

EXPLANATORY MEMORANDUM

CONCLUSIONS

Draft Recommendation

The Assembly,

Considering that both N.A.T.O. and the Council of Europe have now appointed to their respective Secretary-Generals political figures with European experience,

Considering undesirable the nomination of members of national foreign services to the post of Secretary-General of European Organisations on the basis of secondment,

RECOMMENDS TO THE COUNCIL

That candidates considered for the position of Secretary-General of Western European Union, at such time as this post may eventually become vacant, should possess either parliamentary or European civil service experience.

1. See Document 49 (May 1957), Amendment No. 1.
2. Adopted in Committee by 11 votes to 1, with no abstentions.

3. *Members of the Committee* : Mr. Edwards (Chairman); MM. Pünder, Radies, (Vice-Chairmen); MM. Basile, Bichet (Substitute: Moutet), Cerulli Irelli, Conte, Cunningham,

Explanatory Memorandum

(submitted by M. Molter, Rapporteur)

1. At its Sitting on 9th May the Assembly referred back to the Committee an amendment which had been tabled by Mr. Willey in relation to the Assembly's Reply to the Annual Report of the Council, with a request to table a report thereon for consideration at the Assembly's October Session.

2. Your Committee first examined the competence of the Assembly in relation to the matter raised by Mr. Willey's amendment, namely, the qualifications desirable with regard to the appointment of the Secretary-General.

The view of your Committee is that the position in Western European Union is not the same as that in the Council of Europe, where the Statute lays down that the Secretary-General cannot be appointed without the approval of the

De Vita, Duynstee (Substitute: Fens), Finch, Haasler, Kalenzaga, Kirk, le Hodey, Marx (Substitute: Mommer), Metzger, Molter, Schaus, Storchi (Substitute: Ebner).

N. B. — *The names of the Representatives who voted are printed in italics.*

Administration de l'Union de l'Europe Occidentale¹

RAPPORT²

**présenté au nom de la commission des Affaires budgétaires et de l'Administration³
par M. Molter, rapporteur**

TABLE DES MATIERES

PROJET DE RECOMMANDATION

EXPOSÉ DES MOTIFS

CONCLUSIONS

Projet de recommandation

L'Assemblée,

Considérant que l'O.T.A.N. et le Conseil de l'Europe ont nommé au poste de Secrétaire Général des personnalités politiques d'expérience européenne ;

Estimant que la désignation, au poste de Secrétaire Général d'organisations européennes, de fonctionnaires détachés des ministères des Affaires étrangères nationaux n'est pas souhaitable,

RECOMMANDE AU CONSEIL

Que les candidats pris en considération pour le poste de Secrétaire Général de l'Union de l'Europe Occidentale, dans l'éventualité d'une vacance dudit poste, possèdent une expérience parlementaire ou une formation de fonctionnaire européen.

Exposé des motifs

(présenté par M. Molter, rapporteur)

1. Lors de sa séance du 9 mai, l'Assemblée a renvoyé à la Commission un amendement présenté par M. Willey, relatif à la réponse de l'Assemblée au rapport annuel du Conseil, à charge pour la Commission de lui soumettre à ce sujet un rapport aux fins d'examen par l'Assemblée durant la session d'octobre.

2. Votre Commission s'est tout d'abord demandé si l'Assemblée est compétente pour discuter la question soulevée par l'amendement de M. Willey, à savoir celle des qualités requises des candidats au poste de Secrétaire Général.

Votre Commission estime qu'à cet égard la situation de l'Union de l'Europe Occidentale n'est pas la même que celle du Conseil de l'Europe, dont le Statut stipule que le Secrétaire Général ne peut être nommé sans l'approbation

1. Voir Document 49 (mai 1957), amendement n° 1.

2. Adopté en Commission par 11 voix contre 1, sans abstentions.

3. Membres de la Commission : M. Edwards (président) ; MM. Pünder, Rádus (vice-présidents) ; MM. Basile, Bichet (suppléant : Moutet), Cerulli Irelli, Conte, Cunningham,

De Vita, Duynstee (suppléant : Fens), Finch, Haasler, Kalenzaga, Kirk, le Hodey, Marx (suppléant : Mommer), Metzger, Molter, Schaus, Storchi (suppléant : Ebner).

N.B. — Les noms des Représentants ayant pris part au vote sont imprimés en italique.

Assembly. In Western European Union there is not a single Secretariat but two Secretariats, one serving the Ministerial organs and a parliamentary staff serving the Assembly. It is therefore normal that in Western European Union the final responsibility for the appointment of the Secretary-General should lie with the Council. On the other hand, it is the Assembly's function and duty to exercise parliamentary supervision over all the activities of Western European Union, and the Council therefore communicates to the Assembly each year a detailed Report on the administrative arrangements within its Secretariat, together with a detailed breakdown of the budget with regard to staff.

In view of this the Assembly is entitled to make any general Recommendation it may deem fit concerning the administration of Western European Union, including the position of the Secretary-General. Such Recommendations should be taken by the Council as indications of the Assembly's wishes.

3. The first difficulty in front of your Committee in considering the text proposed by Mr. Willey is that in matters of this kind it would be difficult, and indeed inimical to the European interest, to lay down hard and fast rules. It is certainly the case that as our European institutions develop, there should develop at the same time a genuine European civil service. But in the early years there must clearly be great elasticity. Secondment from national civil services can be useful in certain special circumstances. When it is a matter of the highest appointments, the matter is made yet more difficult because of the importance of personal qualifications. It is much more important to appoint the right man to the highest position than it is to observe the general rule of promotion from within the Secretariat, however justified this may be in normal circumstances.

Nevertheless, having entered this caveat, your Committee was unanimous in considering that it would be in the European interest for certain principles to be borne specifically in mind by the Council in considering the appointment of the Secretary-General of Western European Union.

4. The first principle is that the Secretary-General is genuinely able to fulfil his rôle independently of national considerations. The Secretary-General represents the focal point of the European interest, and he must be in a position to

recall this interest to the Council and, if necessary, be able to criticise a position incompatible with the European interest which might be taken up by a member government. The Secretary-General is the highest political appointment of the Ministerial side of the Organization, and it follows from this that he must be able to take a political position within the Council. The Secretary-General is not merely an administrator; he should be able to act as a motor element within the Council, and be able to take initiatives to promote "the progressive integration of Europe" which the Council is under solemn Treaty obligation to ensure.

It follows from this that careful examination must be given to the question of whether a civil servant should be asked to fill this post. Experience has shown the difficulty of a national civil servant fulfilling this rôle in a fully European fashion. It is for this reason no doubt that both N.A.T.O. and the Council of Europe have appointed political figures, rather than civil servants, to the office of Secretary-General. Your Committee did not wish to prejudge whether this should necessarily be the case in Western European Union, but it is of the opinion that the Secretary-General should have sufficient political stature to take political initiatives to promote unity; as in N.A.T.O., should have direct access to governments; and be in a position to act as the effective Chairman of the Council both on the ministerial and ambassadorial levels.

5. If the political stature of the Secretary-General is evidently of primary importance, no less so is the need for him to be, and to be seen to be, working entirely in the European interest and in no way being influenced by national considerations. This his oath of allegiance should in principle ensure. But if we get away from high-sounding principles and look at the way that things work in practice, it has been shown that such independence is almost impossible for a national civil servant on secondment. Too many human factors militate against it.

6. In the Staff Regulations of the United Nations Specialized Agencies it is laid down that:

"Without prejudice to the recruitment of fresh talent at all levels, the fullest regard should be had, in filling vacancies, to the requisite qualifications and experience of persons already in the service of the United Nations."

de l'Assemblée. L'Union de l'Europe Occidentale est dotée non pas d'un, mais de deux secrétariats : l'un pour les organes ministériels et un secrétariat parlementaire à la disposition de l'Assemblée. Il est donc normal que pour l'Union de l'Europe Occidentale, le Conseil statue en dernier ressort sur la nomination du Secrétaire Général. Toutefois, l'Assemblée a pour fonction et pour devoir d'assurer le contrôle parlementaire de toutes les activités de l'Union de l'Europe Occidentale. Le Conseil lui communique un rapport annuel détaillé du fonctionnement de son secrétariat, accompagné d'un relevé détaillé du budget relatif au personnel.

Il s'ensuit que l'Assemblée est habilitée à présenter toute recommandation d'ordre général qui lui paraît indiquée concernant l'administration de l'Union de l'Europe Occidentale, y compris la situation du Secrétaire Général. Le Conseil voudra voir dans une telle recommandation uniquement l'expression des vœux de l'Assemblée.

3. La première difficulté à laquelle s'est heurtée votre Commission lorsqu'elle a examiné le texte proposé par M. Willey, c'est qu'il serait malaisé, voire nuisible à l'intérêt de la cause européenne, d'énoncer des dispositions intangibles en des questions de cet ordre. Certes, au fur et à mesure du développement des institutions européennes, il faut qu'une véritable fonction publique européenne soit mise sur pied, mais une grande souplesse s'impose dans les premières années. Le détachement de fonctionnaires nationaux peut rendre service en des circonstances bien déterminées. Lorsqu'il s'agit de pourvoir aux postes les plus élevés, les qualités personnelles interviennent. Il est beaucoup plus important de désigner l'homme qui convient au sommet de la hiérarchie que d'observer le règlement général de promotion au sein du secrétariat, aussi justifié soit-il en des circonstances normales.

Néanmoins, ces réserves faites, votre Commission a estimé à l'unanimité que, dans l'intérêt européen, le Conseil devrait tenir compte de certains principes lors de l'examen des candidatures au poste de Secrétaire Général de l'Union de l'Europe Occidentale.

4. Le premier de ces principes est que le Secrétaire Général doit être à même de remplir ses fonctions indépendamment de considérations d'ordre national. Le Secrétaire Général doit servir l'intérêt européen. Il doit veiller à ce que le

Conseil serve également uniquement cet intérêt. Il doit garder la liberté de juger éventuellement une attitude adoptée par un gouvernement membre qui à ses yeux ne respecterait pas cet intérêt. Le Secrétaire Général est au sommet de la hiérarchie des organes ministériels de l'organisation, il en résulte qu'il doit pouvoir prendre position au sein du Conseil. Le Secrétaire Général n'est pas seulement un administrateur, exécutant les décisions prises. Il convient qu'au Conseil il soit un élément moteur, générateur d'initiatives, en vue de promouvoir « l'intégration progressive de l'Europe », obligation solennelle qu'impose le Traité.

Dès lors, il convient d'examiner si seul un fonctionnaire doit être appelé à ce poste. L'expérience prouve qu'il est difficile pour lui de remplir ce rôle dans un esprit européen. C'est sans doute la raison qui a amené l'O.T.A.N. et le Conseil de l'Europe à nommer des personnalités politiques plutôt que des fonctionnaires au poste de Secrétaire Général. La Commission n'a pas voulu préjuger une telle question dans le cadre de l'Union de l'Europe Occidentale : mais elle admet que le Secrétaire Général devrait disposer de l'expérience et de l'autorité requises pour être à même de prendre des initiatives politiques de nature à promouvoir l'unité européenne. Comme le Secrétaire Général de l'O.T.A.N., il doit pouvoir contacter directement les gouvernements et obtenir le mandat de présider effectivement les travaux du Conseil à l'échelon des ministres comme à celui des ambassadeurs.

5. Si la compétence politique du Secrétaire Général est importante et évidente, il est tout aussi nécessaire qu'il soit, aux yeux de tous, entièrement dévoué à la cause européenne, et nullement influencé par des considérations nationales. Ceci résulte en principe de la prestation du serment d'allégeance. Mais si nous passons du plan des principes à celui de la réalité, l'expérience a prouvé qu'il est extrêmement difficile pour un fonctionnaire national détaché de manifester une entière indépendance. Il y a trop de raisons humaines qui ne garantissent pas cette indépendance.

6. Dans le règlement du personnel des Nations Unies, il est stipulé que :

« Sans entraver l'apport de talents nouveaux aux divers échelons, il doit être pleinement tenu compte, pour les nominations aux postes vacants, des aptitudes requises et de l'expérience de personnes qui sont déjà au service de l'Organisation ».

This is clearly of the greatest importance for the development of a cadre of able civil servants. But the question is whether or not promotion from below is satisfactory in present circumstances in the case of the highest appointment of all, that of the Secretary-General. The answer is clearly that it should be so and it should be unnecessary to appeal to outside persons. But this presupposes that the Organisation has been established for a number of years and that there is a wide range of talent available. It may therefore still be necessary in this decade to call on fresh talent from outside. Clearly, however, this should be strictly limited, in view of the prejudice it causes to the development of the European civil service.

7. The question of promotion from within the Organisation raises the question of the kind of experience required. It would be generally agreed that it would be untrue to assume that the qualifications and experience of diplomats automatically fit them for the very different post of Secretary-General.

8. The last principle which is of sufficiently major importance to draw to the particular attention of the Council: must there be an absolute caveat against the appointment to the post of Secretary-General of a person of the same nationality as his predecessor? Your Committee is conscious that at this stage of European development it would be undesirable to make appointment without regard to nationality. What must be sought is an appropriate balance between the different contributions which officials of different nationalities can make, and the essential rule that these appointments should not

become the appanage of any one country, but are in fact *European appointments in the genuine sense of this word*. As a practical rule it may be taken that :

- (i) there should be no automatic rotation between the nationals of Member States, but that ability must be the first criterion;
- (ii) a Secretary-General should not necessarily have the same nationality as his predecessor.

9. The term of office of the Secretary-General should be limited to five years, though with the possibility of renewal of contract for a further period.

Conclusions

10. The preceding ideas do not seek to constitute immutable rules. They are general indications and should be regarded in the light of what has been said at the beginning of this Report in paragraph 3. They form part of the progressive development of the concept of the European Civil Service and reflect experience both in the wider framework of the United Nations and in the other European Organisations. Particularly helpful was Recommendation No. 49 adopted by the Consultative Assembly in 1953.

In general the Committee considered that the draft Recommendation tabled by Mr. Willey summarises the essential points. The Committee submits Mr. Willey's draft Recommendation to the Assembly.

C'est là une disposition extrêmement importante, de nature à assurer la formation d'un cadre de fonctionnaires capables. Mais il reste à savoir si l'accès par voie d'avancement au tout premier poste, celui de Secrétaire Général de l'Union de l'Europe Occidentale, est souhaitable dans les circonstances actuelles. Il ne fait aucun doute qu'en principe il ne devrait pas être nécessaire de faire appel à des gens de l'extérieur. Mais ceci présuppose une administration fonctionnant déjà depuis plusieurs années et offrant de grandes possibilités de sélection ; il se peut donc que, pendant la prochaine décennie, il soit nécessaire de faire appel à des talents extérieurs, évidemment de façon strictement limitée pour ne pas nuire au développement de la fonction publique européenne.

7. Le problème de l'avancement hiérarchique dans le cadre de l'organisation pose la question de l'expérience requise. On serait généralement d'accord pour ne pas estimer que des diplomates peuvent automatiquement occuper le poste, très différent, de Secrétaire Général, ceux-ci n'étant pas préparés à ce genre de travail.

8. Dernier principe suffisamment important pour être soumis à l'attention du Conseil : une disposition impérative doit-elle interdire la nomination au poste de Secrétaire Général d'une personne de la même nationalité que son prédécesseur ? Votre Commission accepte le fait qu'au stade actuel de l'évolution européenne, il n'est pas souhaitable de procéder à des nominations sans tenir compte de la nationalité. Il faut chercher un équilibre entre les diverses contributions que peuvent apporter des fonctionnaires de diverses nationalités, veiller à ce que les nominations ne soient pas la prérogative d'un seul pays.

Il faut veiller à ce que ces nominations aient un caractère véritablement européen. En termes concrets, ceci revient à dire :

- (i) qu'il ne devrait pas y avoir de roulement automatique entre nationaux des Etats membres, la valeur personnelle constituant le critérium principal ;
- (ii) qu'un nouveau Secrétaire Général ne devrait pas nécessairement avoir la même nationalité que son prédécesseur.

9. La durée du mandat du Secrétaire Général devrait être limitée à cinq ans, en prévoyant la possibilité d'un renouvellement de ce mandat.

Conclusions

10. Les idées émises ci-dessus ne tendent pas à établir des règles immuables, et ne contiennent que des indications générales qu'il faut lire dans le contexte de ce qui a été dit au début de ce rapport, au paragraphe 3. Ces principes s'intègrent dans la genèse de la fonction publique européenne, étant le fruit de l'expérience acquise sur un plan plus large aux Nations Unies et dans le cadre d'autres organisations européennes. La Recommandation n° 49 adoptée en 1953 par l'Assemblée Consultative en particulier a facilité cette tâche.

Dans l'ensemble, la Commission estime que le projet de recommandation présenté par M. Willey résume les points essentiels, et la Commission soumet donc le projet de recommandation de M. Willey à l'Assemblée.

**Action taken in national Parliaments
in support of the Recommendations adopted by the Assembly
during the First Part of the Third Ordinary Session¹**

REPORT²

**submitted on behalf of the Working Party for liaison with national Parliaments³
by M. Moutet, Rapporteur**

TABLE OF CONTENTS

INTRODUCTION
ACTION TAKEN IN NATIONAL PARLIAMENTS
Belgium,
France,
Federal Republic of Germany,
Italy,
Luxembourg,
Netherlands,
United Kingdom.

Introduction

1. Action in national Parliaments between the First and Second Part of the Third Ordinary Session has been handicapped for several reasons :

- (i) Government crises in Italy and France immediately after the May Session of the Assembly;
- (ii) the debate and vote of the Treaties creating the European Economic Community and the European Atomic Community, in the French, German and Italian Parliaments;
- (iii) the end of the legislature in the German Federal Parliament;
- (iv) the parliamentary recess.

2. This explains why few results were recorded in Parliaments between May and September.

Conversely, it must be hoped that more important results can be achieved after the October Session.

3. On the other hand, the Working Party considers that in view of the fact that it was not created until last May, it has not had the time necessary to undertake action in all national Parliaments. One should not besides underestimate the difficulty which action of this kind has to overcome : the procedure varies from one Parliament to another ; on the Continent, parliamentary work is done by Committees, contrary to what happens in the British Parliament. The Government, in some cases, political parties, in other cases, fix the time-table, and the adoption of an adequate procedure common to all Parliaments is a long-term undertaking.

4. On the proposal of the Working Party, the Assembly had decided, in the course of its last

1. See Document 39 (May 1957).

2. Adopted unanimously by the Working Party.

3. *Members of the Working Party* : M. Mommer (Chairman); M. Fens (Vice-Chairman); MM. De Kinder,

de la Vallée Poussin, van Kauenbergh, Lawson, Legendre, Leverkusuhn, Montini, Moutet, Ramsden (Substitute : Kirk), Santero, Schaus, Vos.

N.B. — *The names of the Representatives who voted are printed in italics.*

**Action entreprise au sein des parlements nationaux
afin d'assurer la mise en œuvre des recommandations adoptées par l'Assemblée
pendant la première partie de la troisième session ordinaire¹**

RAPPORT²

**présenté au nom du groupe de travail chargé de la liaison avec les parlements nationaux³
par M. Moutet, rapporteur**

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

ACTION ENTREPRISE DANS LES PARLEMENTS NATIONAUX :

Belgique,
France,
République Fédérale d'Allemagne,
Italie,
Luxembourg,
Pays-Bas,
Royaume-Uni.

Introduction

1. L'action dans les parlements nationaux entre la première et la deuxième partie de la troisième session ordinaire a été désavantagée par plusieurs facteurs :

- (i) les crises gouvernementales en Italie et en France, au lendemain de la session de mai de l'Assemblée ;
- (ii) la discussion et le vote des traités instituant la Communauté économique européenne et la Communauté européenne de l'Energie atomique dans les parlements de France, d'Allemagne et d'Italie ;
- (iii) la fin de la période législative du parlement fédéral allemand ;
- (iv) les vacances parlementaires.

2. Ces facteurs expliquent le peu de résultats obtenus dans les parlements entre mai et septem-

bre. Inversement, il est à espérer que des résultats plus importants pourront être obtenus après la session d'octobre.

3. Par ailleurs, le Groupe de Travail considère que, n'existant que depuis le mois de mai, il n'a pas encore disposé du temps nécessaire pour entreprendre une action dans tous les parlements nationaux. Il ne faut pas, en outre, sous-estimer les difficultés auxquelles se heurte toute action de cet ordre : chaque parlement a sa procédure propre : sur le Continent, les travaux parlementaires sont confiés à des commissions, ce qui n'est pas le cas pour le parlement britannique ; dans certains cas, c'est le gouvernement qui fixe l'emploi du temps, dans d'autres ce sont les partis. La mise au point d'une procédure appropriée applicable dans tous les parlements est un travail de longue haleine.

4. Sur proposition du Groupe de Travail, l'Assemblée avait décidé, lors de sa dernière séance

1. Voir Document 39 (mai 1957).

2. Adopté à l'unanimité par le Groupe de Travail.

3. Membres du Groupe de Travail : M. Mommer, (président) ; M. Fens (vice-président) ; MM. De Kinder,

de la Vallée Poussin, van Kauenbergh, Lawson, Legendre, Leverkuehn, Montini, Moutet, Ramsden (suppléant : Kirk), Santero, Schaus, Vos.

N.B. — Les noms des Représentants ayant pris part au vote sont imprimés en italique.

Sitting, in May, to transmit to national Parliaments the texts of Recommendations Nos. 8, 9, 10, 11 and 12. In a letter dated 16th May, 1957, the President of the Assembly transmitted those Recommendations, together with the accompanying Explanatory Memoranda, to the Presidents of each Chamber of the national Parliaments of Member States.

**Action taken
in national Parliaments**

5. Here is now a summary of the action taken in each Parliament :

BELGIUM

Senate :

The President stated that the texts have been transmitted to the Chairman of the Committee on Foreign Affairs.

House of Representatives :

Written question put by M. Heyman on 20th June, 1957, and reply on 2nd July, by the Foreign Minister :

"Could the Minister of Foreign Affairs tell me what is the point of view of the Belgian Government regarding Recommendations 8 and 10 adopted by the Assembly of Western European during its last Session, in May 1957, on the subject of the present state of European Security, taking into account the joint production of guided missiles, and, *inter alia*, the aims listed in the above-mentioned Recommendations :

1. Equipment of all Armed Forces of W.E.U. with tactical atomic weapons.
2. Introduction by the Standing Armaments Committee of Western European Union, before 1st October, 1957, of a plan for the joint research and production of guided missiles particularly important for the defence of Europe, especially in the field of the very-short and short-range ground-to-ground missiles, and for the air-to-air and ground-to-air missiles.
3. The maintenance on the mainland of Europe of at least 30 land divisions by the Member States of N.A.T.O. ?"

Reply :

- "1. Steps are being taken towards implementation.
2. The Belgian Government took part in the work of the Standing Armaments Committee of Western European Union. The Committee have defined a procedure whereby certain problems of a complex nature relating to guided missiles should be solved. In view of this complexity, it is however unlikely that the time-limits suggested by the Assembly of Western European Union can be observed.
3. According to the political instructions of the NATO Council, the Supreme Commander, Allied Forces, Europe, has fixed the minimum number of active divisions necessary to the defence of Europe at 30.

At the end of 1956, the Belgian contribution to land forces was fixed at two divisions : one infantry and one armoured division, plus supporting units. This commitment has been strictly observed."

FRANCE

Council of the Republic :

The President stated that the texts have been transmitted to the Chairman of the Committee on Foreign Affairs.

National Assembly :

No information available as to the action undertaken.

FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY

Bundestag :

(i) The President of the Bundestag stated that the texts of the Recommendations had been distributed to each Member of Parliament, together with the accompanying letter of the President of the Assembly of Western European Union, which has been published as an official document of the Bundestag.

(ii) During its meeting on 29th June, the Bundestag took note of Recommendations Nos. 5, 6 and 7 adopted in October 1956 by the Assembly of Western European Union. The Bundestag acted on a Report of its Foreign Affairs Com-

du mois de mai, de communiquer aux parlements nationaux les textes des Recommandations n^{os} 8, 9, 10, 11 et 12. Par lettre du 16 mai 1957, le Président de l'Assemblée avait adressé ces recommandations, ainsi que les exposés des motifs les accompagnant, aux présidents de chaque Chambre des parlements nationaux des Etats membres.

**Action entreprise
dans les parlements nationaux**

5. Dans le relevé figure l'action entreprise dans chacun des parlements :

BELGIQUE

Sénat :

Le Président a fait savoir qu'il avait communiqué les textes au président de la commission des Affaires étrangères.

Chambre des Députés :

Question écrite de M. Heyman en date du 20 juin 1957 et réponse du ministre des Affaires étrangères (2 juillet) :

« M. le ministre des Affaires étrangères voudrait-il me faire connaître le point de vue adopté par le gouvernement belge à l'égard des Recommandations 8 et 10, adoptées par l'Assemblée de l'U.E.O. au cours de sa dernière session, en mai 1957, au sujet de l'état actuel de la sécurité européenne, compte tenu de la production commune d'engins téléguidés, et notamment des objectifs indiqués dans les recommandations précitées :

1. Equipement de toutes les forces armées de l'U.E.O. en armes atomiques tactiques.
2. Introduction par le Comité permanent des Armements de l'U.E.O. avant le 1^{er} octobre 1957, d'un plan de recherche et de production en commun d'engins téléguidés qui revêtent une importance particulière pour la défense de l'Europe, notamment les engins terre-terre à faible et à très faible rayon d'action, les engins air-air et terre-air.
3. Le maintien, par les Etats membres de l'O.T.A.N. de 30 divisions de terre au moins sur le continent européen ? »

Réponse :

- « 1. Des mesures d'exécution sont à l'étude.
2. Le gouvernement belge a participé aux travaux du Comité permanent des Armements de l'U.E.O. Le Comité a mis au point une procédure qui doit permettre de résoudre un certain nombre de problèmes complexes qui concernent les engins téléguidés. En raison de cette complexité, il est cependant peu probable que les délais suggérés par l'Assemblée de l'U.E.O. puissent être observés.
3. Selon les directives politiques du Conseil de l'O.T.A.N., le Commandant suprême des Forces alliées en Europe a fixé à 30 le nombre minimum des divisions d'active nécessaires à la défense de l'Europe.

En fin 1956, la contribution de la Belgique a été arrêtée, en ce qui concerne les forces terrestres, à deux divisions : une d'infanterie et une blindée, plus des unités de soutien. Cet engagement est tenu intégralement. »

FRANCE

Conseil de la République :

Le Président a fait savoir qu'il avait communiqué les textes au Président de la commission des Affaires étrangères.

Assemblée Nationale :

Aucune information n'a été communiquée au sujet d'une éventuelle action entreprise.

RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

Bundestag :

(i) Le Président du Bundestag a fait savoir qu'il a fait distribuer les textes des recommandations à chacun des membres du parlement, sous couvert de la lettre de transmission du Président de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale, qui a été publiée comme document officiel du Bundestag.

(ii) Au cours de la séance du 29 juin, le Bundestag a pris connaissance des Recommandations n^{os} 5, 6 et 7 adoptées par l'Assemblée de l'U.E.O. au mois d'octobre 1956. Le Bundestag avait été saisi d'un rapport de sa commission des Affaires

mittee drafted on the proposal of several Members of the German Representation to the Assembly.

(iii) The German Representation has submitted Recommendations Nos. 11 and 12 to the Special Committee of the Bundestag whose task was to prepare the Reports on the Common Market and Euratom. The Special Committee reproduced these Recommendations in an Appendix to its Report.

(iv) M. Pünder, spokesman of the German Representation, indicated that he would ask for a debate on the Recommendations adopted in May as well as in October, immediately after the Autumn Session.

ITALY

Senate :

No information available as to the action undertaken.

Chamber of Deputies :

Mention was made of the work of the Assembly in the Report on the Budget of the Foreign Affairs Ministry.

LUXEMBOURG

State Council :

No information available as to the action undertaken.

Chamber of Deputies :

No information available as to the action undertaken.

NETHERLANDS

First Chamber of the States-General :

No information available as to the action undertaken.

Second Chamber of the States-General :

(i) Written question put by M. Fens on 18th June, 1957, and reply of the Prime Minister on behalf of the Minister for Foreign Affairs .

1. "Can the Minister tell us whether it is true that the Belgian Government after prior consultation with N.A.T.O. has decided

to reduce the term of military service from 18 to 15 months ?

2. If so, can the Minister tell us whether the phrase 'after prior consultation' means that the NATO Council has given its sanction to the decision of the Belgian Government ?

3. If question 2 should be answered in the affirmative :

(a) Is not then the Minister of the opinion that this sanction is not in conformity with the spirit of the decision, taken by the Council of the Ministers of W.E.U. in London on 18th March, 1957, and with the decision taken by the NATO Council in Bonn in May 1957, to draw up a report which is to give a new general survey of the whole complex of allied problems in various fields, which report is to be issued in October of this year and which will enable the Governments and Parliaments to take their decisions with an intimate knowledge of the facts ?

(b) Is the Minister then prepared to communicate the grounds on which this sanction was granted ?

4. If the sanction mentioned in question 2 has not been given, would the Minister then be prepared to ask the NATO Council to use its influence with the Belgian Government so as to postpone its — in that case — clearly unilateral decision until the report referred to in question 3 will have appeared and the allies will have had the opportunity to consult with one another on its contents ?"

Reply by M. Drees, Minister for Foreign Affairs a. i. :

1. "It is true that the Belgian Government after prior consultation with N.A.T.O. has decided to reduce its term of military service from 18 to 15 months, except for special categories of conscripts for whom the service time of 18 months will be maintained. The Belgian Government has stated that for the time being this measure is only in legal preparation and will not become valid before the autumn.

2. During the consultation in the NATO Council the Belgian Minister of Defence

étrangères établi sur proposition de la plupart des membres de la Représentation allemande de l'Assemblée.

(iii) La Représentation allemande a soumis les Recommandations n^{os} 11 et 12 à la Commission spéciale du Bundestag chargée de préparer les rapports sur le marché commun et l'Euratom. La Commission spéciale les a fait reproduire en annexe à son rapport.

(iv) Le porte-parole de la Représentation allemande, M. Pünder, a fait savoir qu'il demanderait l'organisation d'un débat sur les recommandations adoptées tant en mai qu'en octobre, et cela immédiatement après la session d'automne.

ITALIE

Sénat :

Aucune information n'a été communiquée au sujet d'une éventuelle action entreprise.

Chambre des Députés :

Dans le rapport sur le budget du ministère des Affaires étrangères, une section a été consacrée aux travaux de l'Assemblée.

LUXEMBOURG

Conseil d'Etat :

Aucune information n'a été communiquée au sujet d'une éventuelle action entreprise.

Chambre des Députés :

Aucune information n'a été communiquée au sujet d'une éventuelle action entreprise.

PAYS-BAS

Première Chambre des Etats-Généraux :

Aucune information n'a été communiquée au sujet d'une éventuelle action entreprise.

Deuxième Chambre des Etats-Généraux :

(i) Question écrite posée par M. Fens, le 18 juin 1957, et réponse du Premier Ministre au nom du ministre des Affaires étrangères.

1. « Le Ministre peut-il nous dire s'il est exact que le gouvernement belge a décidé, après consultation préalable de l'O.T.A.N.,

de réduire de 18 à 15 mois la durée du service militaire ?

2. Si c'est exact, le Ministre peut-il nous dire si les termes « après consultation préalable » signifient que le Conseil de l'O.T.A.N. a donné son consentement à la décision du gouvernement belge ?

3. Au cas où la question 2 recevrait une réponse affirmative :

(a) Le Ministre n'estime-t-il pas que ce consentement est contraire à l'esprit de la décision prise, le 18 mars 1957 à Londres, par le Conseil des Ministres de l'U.E.O. et de la décision prise en mai 1957 à Bonn par le Conseil de l'O.T.A.N., de rédiger un rapport revoyant l'ensemble des problèmes alliés dans les divers domaines, rapport qui doit être publié en octobre prochain et qui permettra aux gouvernements et aux parlements de prendre leurs décisions en toute connaissance de cause ?

(b) Le Ministre est-il disposé à nous faire connaître les raisons qui auraient pu motiver ce consentement ?

4. Si le consentement mentionné à la question 2 n'a pas été donné, le Ministre serait-il disposé à demander au Conseil de l'O.T.A.N. d'obtenir que le gouvernement belge reporte cette décision manifestement unilatérale jusqu'au moment où le rapport mentionné à la question 3 aura été publié et où les Alliés auront eu la possibilité d'examiner ensemble son contenu ? »

Réponse de M. Drees, ministre des Affaires étrangères par intérim :

- « 1. Il est exact que le gouvernement belge, après avoir au préalable consulté l'O.T.A.N., a décidé de réduire de 18 à 15 mois la durée du service militaire, sauf pour certaines catégories spéciales de conscrits qui demeureront astreints au service de 18 mois. Le gouvernement belge a précisé que les modalités juridiques sont encore à l'étude et que cette mesure n'entrera pas en vigueur avant l'automne.
2. Au cours des consultations au sein du Conseil de l'O.T.A.N., le ministre belge de

and the Belgian Permanent Representative to the Council have explained the measures to be taken from the Belgian side to compensate the weakening of the Belgian forces as a result of the reduction of the first training period. Some members, on the grounds of reports of the NATO military advisers, continued to have misgivings as to the possibility of avoiding unfavourable quantitative and qualitative effects. These misgivings have been brought to the attention of the Belgian Government. The answer of the Belgian Government was that it is determined not in any way to weaken the Belgian contribution to the Atlantic defence. It wishes to dispel all the doubts about the real significance of the proposed compensatory measures.

The Belgian Government further stated that the proposed reduction of the term of military service in no way implies a pre-judgment on the conclusions of the report to be issued by the NATO commanders early this autumn. The NATO Council has only been informed of these explanations and guarantees as the Council does not have a formal right of sanction.

3. The questions 3a and 3b have already been dealt with in the above. As to question 3c — whether the sanction to a reduction of the term of military service renders it possible for the other Allies to reduce their terms of military service — it may be repeated that there is no question of sanction in this connection. This matter is closely related, however, to the commitments assumed by the allies to supply the necessary contribution, to the common NATO Defence and is as such subject to a procedure of consultation. No conclusions must be drawn from the Belgian step with respect to possible similar measures elsewhere. The duration of the first training period is only one of the factors, which — together with the factors strength of levy and number of professional personnel — determine the strength of the NATO troops and the territorial defence, which on the Continent of Europe must be considered as a part of NATO's military effort.

From the Belgian statements and explanations it should be concluded that the Belgian Government will continue to fulfil its NATO commitments, but that the Belgian military effort as regards territorial defence will be reduced.

From the above it may be concluded that the introduction of similar measures with respect to the term of military service in the other countries will have effect on either NATO commitments or territorial defence.

4. Taking into account the statement at the end of sub-paragraph 2, the Netherlands Government can for the moment take no further steps in the NATO Council on this matter.

It should be noted that the NATO Council will in the course of time form an opinion on the effect of the Belgian compensatory measures and that it will at the same time check — after the report of the NATO Commanders has been completed — whether the reduction of the term of military service as decided upon by the Belgian Government is in conformity with this report. The Netherlands Government will naturally be included in this consultation."

- (ii) The Reports on the Budgets of the Ministries of Foreign Affairs and National Defence will contain a study of the Recommendations adopted in May by the Assembly.

UNITED KINGDOM

House of Lords :

No information available as to action undertaken.

House of Commons :

- (i) Question put by Mr. Kenneth Younger on 20th May, 1957, and reply of the Under-Secretary of State for Foreign Affairs :

Mr. Younger asked the Secretary of State for Foreign Affairs what steps Her Majesty's Government are taking to remedy the state of affairs revealed by the report of the Defence Committee of Western European Union, especially the failure to secure adequate standardization of equipment, mobilisation

la Défense et le représentant permanent de la Belgique auprès du Conseil ont expliqué que les mesures que leur gouvernement se dispose à prendre compensent l'affaiblissement des forces belges par suite de la réduction de la première période d'instruction. Ayant pris connaissance des rapports des conseillers militaires de l'O.T.A.N., certains représentants continuent à avoir des doutes sur la possibilité d'éviter les conséquences défavorables, tant sur le plan quantitatif que qualitatif. Ces doutes ont été signalés à l'attention du gouvernement belge. Le gouvernement belge a répondu qu'il était résolu à n'affaiblir en aucune manière la contribution belge à la défense atlantique. Il souhaite dissiper tous les doutes quant à la portée réelle des mesures compensatoires proposées.

Le gouvernement belge a déclaré en outre que la réduction envisagée de la durée du service militaire ne préjuge en rien les conclusions du rapport que les commandants de l'O.T.A.N. doivent publier au début de l'automne. Le Conseil de l'O.T.A.N. a seulement été informé de ces explications et de ces garanties puisqu'il n'est pas officiellement habilité à sanctionner la décision.

3. Les questions 3 a et 3 b ont déjà été traitées plus haut. Quant à la question 3 c — à savoir si le fait d'approuver une réduction de la durée du service militaire autorise les autres Alliés à opérer une réduction semblable — l'on se bornera à répéter que la question de l'approbation ne se pose pas. Toutefois cette question, étroitement liée aux engagements pris par les Alliés de fournir la contribution nécessaire à la défense commune de l'O.T.A.N., est de ce chef soumise à une procédure de consultation. Rien n'autorise à penser que la décision belge doit entraîner une réaction en chaîne; la durée de la première période d'instruction n'est qu'un facteur auquel s'ajoute l'importance des contingents appelés et de l'armée de métier, pour déterminer l'efficacité des troupes de l'O.T.A.N. et de la défense territoriale qui, sur le continent européen, doivent être considérées comme faisant partie de l'effort militaire de l'O.T.A.N.

Des déclarations et explications du gouvernement belge il ressort que celui-ci continuera à remplir ses engagements envers l'O.T.A.N., mais que l'effort militaire de la Belgique en matière de défense territoriale sera réduit.

Ce qui a été dit plus haut permet de conclure que l'introduction de mesures similaires portant sur la durée du service dans d'autres pays se répercutera soit sur les engagements envers l'O.T.A.N., soit sur la défense territoriale.

4. Compte tenu de la déclaration figurant à la fin du paragraphe 2, le gouvernement des Pays-Bas ne peut, en ce moment, entreprendre aucune nouvelle démarche en cette matière auprès du Conseil de l'O.T.A.N.

Ajoutons que le Conseil de l'O.T.A.N. se formera peu à peu une opinion sur les conséquences des mesures compensatoires prises par la Belgique et vérifiera, quand le rapport des commandants de l'O.T.A.N. sera achevé, si la réduction de la durée du service militaire décidée par le gouvernement belge est conforme à ce rapport. Le gouvernement des Pays-Bas participera, bien entendu, à cette consultation.

- (ii) Les rapports sur le budget des ministères des Affaires étrangères et de la Défense nationale contiendront un examen des recommandations votées par l'Assemblée au mois de mai.

ROYAUME-UNI

Chambre des Pairs :

Aucune information n'a été communiquée au sujet d'une éventuelle action entreprise.

Chambre des Communes :

- (i) Question posée le 20 mai 1957 par M. Kenneth Younger et réponse du sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères :

M. Younger demande au ministre des Affaires étrangères quelles mesures le gouvernement de Sa Majesté compte prendre afin de remédier à l'état de choses décrit dans le rapport de la commission de Défense de l'Union de l'Europe Occidentale, et notamment à la lenteur du programme de standardisation du matériel, des

plans or logistic systems of the various national contingents.

Mr. IAN HARVEY : "The Recommendation and Report of the Defence Committee have been received by the Western European Union Council today. They will be considered by the Permanent Representatives shortly. It would not be proper for me to anticipate their conclusions.

Standardization of equipment is not a field in which spectacular results can be quickly achieved, but I can tell the right hon. Gentleman that good progress is already being made as to standardization in the appropriate organs of the Western European Union and the North Atlantic Treaty Organization, namely the Standing Armaments Committee and the Defence Production Committee.

Mr. YOUNGER : While welcoming that statement from the Joint Under-Secretary, may I ask him whether he is aware that what is alleged in this Report is not a failure to make spectacular progress but virtually an allegation of a failure to make any progress at all? As this is spelled out in black and white and has been before a Parliamentary Assembly in Europe, with no answer of any kind being given by any Minister of the Member States, it had a very damaging effect. Is it not extremely important, if these things are true, that they should be put right and that, if they are not true, they should be denied?

Mr. IAN HARVEY : One readily accepts the views of the right hon. Gentleman on the second part of his Question, but I think, at the same time, that possibly the picture he has painted is rather more black than it actually is. As I have stated, this is being considered, and it would be improper, at this stage to anticipate any conclusion.

Mr. P. NOEL-BAKER : Will the Government give us a White Paper on the result of this discussion, so that we can see where we are?

Mr. IAN HARVEY : I do not think it is necessary to call for a White Paper, but certainly a statement will be issued in due course and when the proper proceedings have taken place.

Mr. ROBENS : Will the hon. Gentleman say how it is possible to have something more black than black?

Mr. NICHOLSON : Can my hon. Friend say whether his right hon. and learned Friend has read this Report, because it is so shocking that, if it is true, it is plain that the defence of Western Europe is nothing more or less than a mockery? It is a very serious Report which deeply shocked all members of the Western European Union Assembly.

Mr. IAN HARVEY : I admit that the Report does contain some very disturbing details. My right hon. and learned Friend has, of course, read it; but it is being considered at the moment and it would be premature for any statement to be made."

(ii) Adjournment debate initiated by Sir James Hutchison¹ on 2nd August, 1957. There took part in the debate: Mr. Kenneth Younger, Mr. Gilbert Longden, Mr. Frederick Willey, Dame Florence Horsbrugh, Mr. David Jones, Mr. Peter Kirk, Mr. Leslie Hale.

The Joint Under-Secretary of State for Foreign Affairs, Mr. Ian Harvey, made the following statement on behalf of the Government:

"Perhaps not the least remarkable part of this very valuable debate has been the fact that it has drawn from the hon. Member for Oldham West (Mr. Hale) what must be one of the shortest speeches that he has ever made, but it was none the less valuable for that.

I am very glad to have the opportunity in this debate of saying, first, something about the Report of the Council and of the W.E.U. Recommendations which have been referred to, and of saying exactly what is the attitude of Her Majesty's Government to W.E.U. Before I do so, however, I should like to associate myself with the congratulations that have already been tendered to my hon. Friend the Member for Scotstoun (Sir James Hutchison) on his election as President and also to thank him for the very careful way in which he deployed his arguments. I think I have been able to foreshadow, largely due to his own co-operation, what he was proposing to say in his speech, and I trust that he will find that as I proposed I shall deal with the points that he has made. I would at once confirm the point that my hon. Friend made, which has been sustained throughout the debate, that if we are to have

1. See Official Report, Vol. 574, No. 155, cols. 1668-1705.

plans de mobilisation et des systèmes logistiques des divers contingents nationaux.

M. IAN HARVEY : « Le Conseil de l'Union de l'Europe Occidentale a reçu aujourd'hui la recommandation et le rapport de la commission de Défense. Les représentants permanents les étudieront sous peu. Il ne serait pas convenable que j'anticipe leurs conclusions.

La standardisation du matériel n'est pas un domaine dans lequel on peut obtenir rapidement des résultats spectaculaires ; je puis néanmoins affirmer à mon honorable collègue que les organismes compétents de l'Union de l'Europe Occidentale et de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, en l'espèce le Comité permanent des Armements et le Comité de Production d'Armements ont déjà réalisé des progrès notables en cette matière.

M. YOUNGER : J'enregistre avec satisfaction cette déclaration du sous-secrétaire d'Etat ; puis-je toutefois lui demander s'il se rend compte que, dans ce rapport, il n'est pas tellement question de l'absence de progrès spectaculaires, que de l'absence de progrès tout court ? C'est en noir sur blanc, une assemblée parlementaire européenne en a discuté, sans qu'aucun ministre d'aucun Etat membre ait répondu, cela a fait le plus mauvais effet. N'est-il pas extrêmement important, si pareille allégation est vraie, d'agir en conséquence, et si elle est fausse, de la démentir ?

M. IAN HARVEY : L'on admettra volontiers l'opinion qu'exprime mon honorable collègue dans la seconde partie de sa question, mais je pense, néanmoins, qu'il a peut-être dépeint la situation sous des dehors trop noirs. Ainsi que je l'ai dit, la question est examinée en ce moment et il ne serait pas convenable d'anticiper les conclusions de cet examen.

M. P. NOEL-BAKER : Le Gouvernement publiera-t-il un Livre Blanc sur le résultat de cette discussion, afin que nous puissions savoir où nous en sommes ?

M. IAN HARVEY : Je ne vois pas la nécessité d'un Livre Blanc, mais soyez assuré qu'une déclaration sera faite en temps utile, quand les consultations nécessaires auront eu lieu.

M. ROBENS : Mon honorable collègue me dira-t-il comment on peut concevoir quelque chose de plus noir que le noir ?

M. NICHOLSON : Mon honorable ami me dira-t-il si son honorable et éminent collègue a lu ce rapport, parce que, s'il est exact, la défense de l'Europe Occidentale ne serait qu'une plaisanterie ? C'est un rapport très sérieux et qui a profondément choqué tous les membres de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale.

M. IAN HARVEY : Je reconnais que le rapport contient certains détails inquiétants. Mon honorable et éminent ami l'a évidemment lu ; mais ce rapport est actuellement à l'étude et toute déclaration à ce propos serait prématurée. »

(ii) Débat de clôture du 2 août 1957 ¹ introduit par Sir James Hutchison ; au cours de ce débat ont pris la parole : M. Kenneth Younger, M. Gilbert Longden, M. Frederick Willey, Dame Florence Horsbrugh, M. David Jones, M. Peter Kirk, M. Leslie Hale.

M. Ian Harvey, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, a fait la déclaration suivante au nom du Gouvernement :

« L'un des aspects les plus remarquables de ce très utile débat, c'est qu'il nous a valu l'un des discours les plus brefs que l'honorable député d'Oldham West (M. Hale) ait jamais prononcés, ce qui n'enlève rien du reste aux mérites de cette intervention.

Je suis très heureux de l'occasion qui m'est donnée dans ce débat de vous parler tout d'abord du rapport du Conseil et des recommandations de l'Assemblée de l'U.E.O. dont il a été question, et de vous dire exactement quelle est l'attitude du gouvernement de Sa Majesté envers l'U.E.O. Je voudrais toutefois auparavant ajouter mes félicitations à celles qui ont été adressées à mon honorable ami le député de Scotstoun (Sir James Hutchison) à l'occasion de son élection à la présidence. Je voudrais aussi le remercier du soin qu'il a apporté à la présentation de son point de vue. Je crois que dans une certaine mesure, et en grande partie grâce à son bon vouloir, j'ai pu prévoir ce qu'il allait dire lors de son intervention, et j'espère donc pouvoir répondre aux divers points qu'il a soulevés. Je voudrais tout d'abord me déclarer en plein accord avec ce qu'a dit mon honorable ami, ce qui a été répété tout au long du débat, à savoir qu'une assem-

1. Voir Official Report, vol. 574, n° 155, col. 1668-1705.

an Assembly of this kind it must have the necessary information on which to debate, if its debates are to be useful. I trust that in some of the information which I shall be able to give to-day I shall indicate that Her Majesty's Government have taken that point carefully into consideration; we fully realise that this is one of the underlying problems with which W.E.U. is undoubtedly confronted.

I think that, possibly, there has been a tendency in this debate rather to underestimate the importance of the achievements of W.E.U. — there have been quite a number of achievements — and also to exaggerate the attitude of Her Majesty's Government towards W.E.U. There has never been any suggestion, so far as I know, in any of the observations on the conduct of Her Majesty's Government that we regard W.E.U. as a collection of children or that we do not regard their deliberations as extremely responsible and useful. In fact, we look upon W.E.U., in the words of President Eisenhower, as a "core of unity at the heart of N.A.T.O." It is in fact, as has been stated in this debate, a special meeting place between the members of the United Kingdom and the Six.

As has been emphasised in a recent statement in the Report, the Governments represented in the Council are well satisfied with the progress made so far by W.E.U. in fulfilling the mandate that they have given it. The administrative framework has now been largely constructed. The arms control system is now in being, which is no mean task, considering that it covers ground hitherto scarcely touched by international co-operation. The Standing Armaments Committee is functioning usefully. A good deal of solid work of co-operation has already been achieved in the social and cultural sections, and the Council, for its part, is developing as a valued forum for political consultations on matters of common interest to the seven member countries.

The right hon. Member for Grimsby (Mr. Younger) was very modest in his claim to the attention of the House. He has, in fact, a profound understanding of foreign affairs, and I should like to say at once that I entirely endorse what he said about the danger of pretending to be what one is not, and his definition of the position of W.E.U., how it came into being, and how it now stands.

Perhaps the truest of the things to which he drew attention was the long process of rationalisation. In fact, the problem here is the difficulty of the length of time that any of these negotiations must take and at the same time the great desirability of maintaining the enthusiasm and interest of those who are devoted to the cause of European co-operation. Of course, that is one of the dangers here, that if that enthusiasm were to wane, then the whole process which, as the right hon. Gentleman says, is a long one, would be endangered.

I endorse his remarks on the importance of Ministers taking a closer personal interest in the function of W.E.U. That is of great importance and is something which Her Majesty's Government not only support but, I trust, will do everything to implement, although I do not think that on that particular issue we are so vulnerable as are others.

The right hon. Gentleman referred to the Fens Report. That is dealt with by inference in the answers to the various recommendations, and I thought it would be useful if I were to deal with those recommendations point by point. I shall, therefore, deal with the right hon. Gentleman's remarks about the Fens Report in the course of my observations.

My hon. Friend the Member for Gravesend (Mr. Kirk) asked how we stood in the matter of the Grand Design and I shall deal with that, too, in the course of my speech.

My right hon. Friend the Member for Moss Side (Dame Florence Horsbrugh) referred to Recommendation No. 11. This touches on cultural and social aspects. It is still under consideration, but it affects very much the future operation of W.E.U. on its non-defence side. While I could not at this moment give my right hon. Friend any particular satisfaction on her direct questions, I assure her that this matter is being considered carefully and that a statement is likely to be made before long.

On Recommendation No. 8, which is concerned with the level of forces in Europe, the Fens Report poses a large number of pressing problems which are common to all those who make up the NATO organisation. Before dealing with the actual Recommendation, I

blée de ce type doit disposer des renseignements nécessaires à ses travaux, si l'on veut que ses débats soient utiles. J'espère, grâce aux éléments que je vais vous communiquer aujourd'hui, vous montrer que le gouvernement de Sa Majesté a pris bonne note de ce problème; nous comprenons parfaitement que c'est là une des difficultés fondamentales qui confrontent l'U.E.O.

Je crois que l'on a eu un peu tendance dans ce débat à sous-estimer l'importance de l'œuvre de l'U.E.O. — elle a obtenu nombre de résultats tangibles — et aussi à exagérer l'attitude du gouvernement de Sa Majesté envers l'U.E.O. Pour autant que je sache, on ne peut reprocher au gouvernement de Sa Majesté aucun propos, aucun geste de tendance à faire croire que nous considérons l'U.E.O. comme un jardin d'enfants, et que nous ne reconnaissons aucune utilité, aucune valeur à ses délibérations. La vérité c'est que, pour reprendre les propos du Président Eisenhower, nous considérons l'U.E.O. comme « le noyau source d'unité au cœur de l'O.T.A.N. ». C'est en fait, comme il a été dit au cours de ce débat, le lieu de rencontre entre les députés du Royaume-Uni et ceux des Six.

Comme il a été souligné dans une récente déclaration figurant au rapport, les gouvernements représentés au Conseil sont très satisfaits des progrès réalisés jusqu'ici par l'U.E.O. dans l'exécution du mandat qui lui a été confié. La structure administrative est maintenant à peu près en place. Le système de contrôle des armements existe, ce qui représente quelque chose quand on pense que c'est là un terrain ayant pratiquement échappé jusqu'ici à la coopération internationale. Le Comité permanent des Armements fait œuvre utile, la coopération a abouti à des résultats tangibles dans les domaines social et culturel, et le Conseil pour sa part est le cadre précieux de consultations politiques sur des questions d'intérêt commun aux sept pays membres.

L'honorable député de Grimsby (M. Younger) est vraiment trop modeste. Il a une grande compréhension de la politique étrangère, et je tiens à dire d'emblée que je suis entièrement d'accord avec lui quant au danger de vouloir se faire passer pour ce que l'on n'est pas, quant à la définition qu'il donne de la position de l'U.E.O., comment elle a vu le jour, et où elle en est aujourd'hui.

Cependant, ce qu'il y a de plus vrai dans les propos qu'a tenus le député de Grimsby, c'est que le processus de rationalisation sera long. C'est là le problème principal : toutes négociations prendront beaucoup de temps alors qu'il est éminemment souhaitable de ne pas décourager l'enthousiasme et l'intérêt de ceux qui sont dévoués à la cause de la coopération européenne. Il y a là évidemment un danger : si cet enthousiasme perd de son élan, c'est toute l'opération qui, comme l'a dit l'honorable gentleman, sera longue, c'est l'opération qui sera menacée.

Je reconnais comme lui combien il est important que les Ministres suivent personnellement de plus près le fonctionnement de l'U.E.O. Ceci me paraît essentiel, le gouvernement de Sa Majesté le reconnaît et fera son possible pour y veiller, encore que je ne pense pas qu'on puisse lui adresser sur ce plan autant de reproches qu'à certains autres gouvernements.

L'honorable gentleman a mentionné le rapport Fens. Dans les réponses données aux diverses recommandations, il est indirectement répondu à ce rapport; je vais donc, si vous le voulez bien, examiner ces recommandations point par point, et ce faisant, répondre aux remarques de mon estimé collègue concernant le rapport Fens.

Mon honorable ami le député de Gravesend (M. Kirk), m'a demandé quelle était notre attitude à l'égard du Grand Dessein et je lui répondrai également au cours de cette intervention.

Mon honorable amie députée de Moss Side (Dame Florence Horsbrugh) a évoqué la Recommandation n° 11 qui concerne les aspects culturel et social. Cette recommandation est actuellement à l'étude et intéresse directement le fonctionnement futur de l'U.E.O. dans les domaines autres que la défense. Je ne suis pas actuellement en mesure de répondre directement aux questions que m'a posées mon honorable amie, mais je puis l'assurer que cette recommandation fait l'objet d'un examen attentif et qu'une déclaration sera faite prochainement à son sujet.

En ce qui concerne la Recommandation n° 8 qui a trait au niveau des forces en Europe, le rapport Fens pose un certain nombre de problèmes urgents communs à tous les pays qui constituent l'organisation de l'O.T.A.N. Avant d'en venir à la recommandation proprement

should like to deal, first, with the point that has been made, and which was referred to by the right hon. Member for Grimsby, on the subject of the suggested unilateral decision of Her Majesty's Government to alter the level of our defence forces in Europe.

It is not true that this decision was made without consultation with our allies in Europe. It is, I think, a fact well known to all concerned and others that the views of SACEUR, which were subsequently expressed when these recommendations were made known, did affect our decisions in that direction and we have considerably adjusted the arrangements that were originally proposed. It is not, in fact, true to say that these were a unilateral decision presented as a « fait accompli » to our allies in W.E.U. or in N.A.T.O.

On the subject of Force levels, which is dealt with very effectively in the Fens Report, it is important to remember that what matters basically with any Armed Forces is their capability of dealing with situations which may arise rather than the actual question of their levels. As has been emphasised by the hon. Member for Oldham West, an unarmed Army is not particularly useful, but an Army armed with the wrong equipment is also not particularly useful. This radically affects the views of Her Majesty's Government on future defence planning.

It would not be appropriate for me to enter deeply into that subject this morning, but it is relevant to this discussion because static mindedness in defence planning is a militarily dangerous quality. To commit oneself to levels and formations without any possibility of the adjustment of the content of those formations is not a realistic policy.

Our defence plans for the future depend on the creation of forces which are highly mobile, flexible and equipped with the most modern weapons. That demands a radical readjustment of the whole system. The forces which are at present in Europe form a considerable part of the defence structure.

Mr. HALE : They are mostly in Algeria.

Mr. HARVEY : I think that the hon. Member is slightly misinformed on that. I shall deal with some of the other aspects in a moment if he will not deflect me from the argument I am deploying.

The whole defence mechanism must be taken as a whole. Therefore, unless we can be in a position to make certain adjustments in the nature of our forces in Europe, we cannot effectively carry out the complete adjustment of the whole of our defence contribution.

In the arguments which have been going on on the subject of defence, I think slightly too much attention has been paid to the comparison of the amount that is being spent upon nuclear weapons as against conventional weapons and too little attention has been paid to the comparison between the amount that is being spent upon effective defence and on the civil side of our national economy. That is a balance which we have to consider in numerous defence debates in this House. The consideration of that other balance is radical to the consideration of the present arrangements we are making in the field of defence which, of course, must have their bearing upon the European situation.

The right hon. Member rightly asked me about the Fens Report, about its contents and what has been done about it. That impinges on what I said earlier and what was said by my right hon. Friend the Member for Moss Side, which was very much to the point. The value of any report depends largely on the sources available to those who make it and the authority with which the statements are produced. The Recommendations and the Fens Report have been forwarded to Member Governments of W.E.U. and are being closely considered here, but it would be untrue to say that all those Recommendations can be upheld in the light of the full defence picture. It is perfectly true that this underlines the problem with which W.E.U. is faced at present.

I wish to deal with this question of information available to W.E.U. which is referred to in Recommendation No. 9 of the Report. As was clearly underlined in the debate, one of the problems of W.E.U. is that the North Atlantic Council is, and will remain so long as present arrangements apply, the proper forum in which to discuss strategic planning and defence policies. It is in no way due to any lack of good will on the part of Her Majesty's Government that any information is withheld or not made available to W.E.U. It is simply for the very straightforward rea-

dite, je voudrais tout d'abord relever l'argument auquel a fait allusion l'honorable député de Grimsby, concernant la prétendue décision unilatérale du gouvernement de Sa Majesté, de modifier le niveau de nos forces de défense en Europe.

Il n'est pas vrai que cette décision ait été prise sans consulter nos alliés en Europe. C'est, je crois, un fait bien connu de tous les intéressés et des autres, que nous avons tenu compte du point de vue du SACEUR, ultérieurement exprimé lorsque ces recommandations ont été présentées ; nous avons considérablement modifié les dispositions que nous entendions prendre à l'origine, compte tenu de ce point de vue. On ne peut donc parler de décision unilatérale présentée comme un fait accompli à nos alliés de l'U.E.O. ou de l'O.T.A.N.

En ce qui concerne le niveau des forces armées, question que le rapport Fens traite à fond, il est important de se souvenir que ce qui compte surtout, c'est de savoir dans quelle mesure les forces armées en question seront à même de faire face aux tâches qui peuvent se présenter, plutôt que la question de leur niveau. Comme l'a souligné l'honorable député d'Oldham West, une armée sans armes ne sert pas non plus à grand'chose. C'est là la conviction qui anime le gouvernement de Sa Majesté lorsqu'il envisage l'organisation future de notre défense.

Il ne m'appartient pas d'approfondir cette question ce matin, mais je ne pouvais la passer sous silence car c'est un fait que l'immobilisme en matière de politique de défense est une qualité militairement dangereuse. Ce n'est pas une politique réaliste que de s'engager au maintien de tels ou tels niveaux et formations sans se réserver la possibilité de modifier le contenu de ces formations.

L'organisation future de notre défense repose sur la création d'unités extrêmement mobiles, flexibles et équipées du matériel le plus moderne, ce qui implique un changement radical de l'ensemble du système. Les unités qui sont actuellement en Europe constituent un élément important de la structure défensive.

M. HALE : La plupart sont en Algérie.

M. HARVEY : Je crois que les renseignements de l'honorable député ne sont pas tout à fait exacts sur ce point. J'aborderai certains autres aspects de la question dans un instant, mais qu'il veuille bien me permettre de poursuivre mon exposé.

Nous devons considérer globalement le mécanisme de notre défense. Il en résulte que si nous ne sommes pas en mesure de procéder à certains remaniements dans la composition de nos forces en Europe, nous ne pourrions effectivement mener à bien la révision d'ensemble de notre contribution à la défense commune.

Je crois que dans les discussions relatives à la défense, on a eu tendance à attribuer trop d'importance à la comparaison entre les crédits consacrés aux armes nucléaires et ceux consacrés aux armes conventionnelles, tout en ne prêtant pas suffisamment attention à la comparaison entre les crédits consacrés à la défense effective et ceux consacrés aux besoins civils de notre économie nationale. Il y a là un équilibre que nous ne devons pas perdre de vue dans les nombreux débats que la Chambre consacre à la défense. Et cette comparaison : dépenses civiles — dépenses militaires, s'impose lorsqu'on examine les mesures que nous prenons actuellement en matière de défense, mesures qui naturellement auront des répercussions sur la situation en Europe.

L'honorable député m'a interrogé à juste titre sur le rapport Fens, sur son contenu, et sur la suite qui lui a été donnée. Cela empiète sur ce que j'ai dit précédemment et sur ce qu'a dit mon honorable amie la députée de Moss Side, remarques d'ailleurs fort pertinentes. Il est évident que la qualité du rapport quel qu'il soit est dans une large mesure fonction des sources de renseignements et de la compétence des milieux consultés par ses auteurs. Les recommandations et le rapport Fens ont été transmis aux gouvernements membres de l'U.E.O. et le gouvernement de Sa Majesté les étudie avec soin, mais il serait inexact de dire que toutes ces recommandations résistent à l'examen si on les confronte avec une vue d'ensemble de la situation en matière de défense. Ceci ne fait d'ailleurs que souligner le problème qui se pose actuellement à l'U.E.O.

J'en viens ainsi à la question des renseignements à la disposition de l'U.E.O., question qui fait l'objet de la Recommandation n° 9 du rapport. On l'a dit au cours du débat : une des difficultés auxquelles se heurte l'U.E.O., c'est que le Conseil de l'Atlantique Nord est et restera, tant que les dispositions actuelles demeureront en vigueur, le cadre approprié de discussions relatives à l'organisation stratégique et à la politique de défense. Si l'U.E.O. se voit refuser l'accès à certains renseignements, ce n'est nullement en raison de la mauvaise volonté du gouvernement de Sa Majesté. C'est simplement parce que, comme

son which has already been touched on in the debate, that although Her Majesty's Government would like to help the Assembly in the matter, W.E.U. touches only part of a bigger defence picture and it is not always possible to give it information which affects other countries which are not members of W.E.U. This problem of information on defence goes right to the roots of the whole question of the future organisation of these Assemblies. The hon. Member for the Hartlepoons (Mr. D. Jones) brought that out very clearly and forcibly.

Mr. D. JONES : What is difficult to understand is that if, as a Member of this House, I address a Question to the Foreign Secretary I can get an Answer as a Member in this House of Commons, but, when officials of W.E.U. ask for precisely the same information in a collective capacity, he declines to give it.

Mr. HARVEY : Although that is a cogent way of putting it, I think that there are certain questions on defence matters which, if the hon. Member put them to the Minister of Defence, for security reasons he would not get answered, even in this House.

It is that type of information about which my right hon. Friend is most concerned. This involves the question which was raised by my hon. Friend the Member for Gravesend (Mr. Kirk) — the whole future, the present position and the actual intention of the Government. Reference has been made to the Grand Design. I think that the right hon. Member for Grimsby agreed in principle with the Grand Design and the idea of a general reorganisation although, perhaps, he did not entirely agree with the way in which it was done.

As a result of the initiative being taken in this matter, as my hon. Friend the Member for Gravesend clearly indicated, other countries have reacted and brought forward their proposals. I do not think that anyone in this House, however partisan he might be, would suggest that it is for this country alone to impose on the European scene a solution which everyone ought to accept — nor would there be much hope of them doing so. If, as a result of introducing the ideas from the Grand Design, a reaction has been obtained from other countries and the recognition that the present position is not entirely satisfactory, some considerable progress has been made.

As hon. Members know, we shall be meeting before very long. We shall persevere with the ideas in line with the Grand Design which, if I may say so, have found expression in the debates today, namely, a desire for a new form of expression, the elimination of the frustrations which are at present inherent in the system, and a more comprehensive organisation of all the various assemblies which exist in Europe today.

Now I turn to Recommendation No. 10 and the reply to it, because, on that subject, there are things which I can, I think, usefully tell the House which indicate that Her Majesty's Government are by no means unaware of the problems which have been outlined in discussion today. As the House is well aware, the Council of W.E.U. agreed to set in train an urgent study of further steps to stimulate and extend the co-operation between various countries in research, development and production of armaments within the framework of the Standing Armaments Committee of W.E.U.

I say at once that this was an initiative to which Her Majesty's Government attach particular importance, for two reasons, first, its intrinsic merits, and, secondly, the opportunity given to co-operate closely with our allies in W.E.U. and in N.A.T.O. There is no question of limiting co-operation in this respect to two or three, or seven, countries. But it is, of course, the W.E.U. side which we are considering this morning.

Over the past year, Her Majesty's Government have, as I have already explained, been active in setting on foot various measures of co-operation within W.E.U., through the machinery of the Standing Armaments Committee. Before this initiative, the work of the Standing Armaments Committee was largely confined to the discussion of traditional weapons, though we did include some of our more advanced aircraft. Now, Her Majesty's Government have indicated their readiness to make available modern weapons of the most advanced kind. We have recently made it known in the S.A.C. that we are prepared to make available information on certain guided weapons, including both surface-to-air and air-to-air types, and their associated radars, to those WEU countries which have a genuine interest in adopting them. The interest of those countries which do not wish to produce these weapons is not being overlooked.

on l'a dit dans le débat et bien que le gouvernement de Sa Majesté soit prêt à aider l'Assemblée sur ce point, l'U.E.O. ne concerne qu'un secteur d'une organisation de défense plus large, et il n'est pas toujours possible de lui communiquer des renseignements intéressant d'autres pays qui ne sont pas membres de l'U.E.O. Ce problème d'information en matière de défense soulève dans toute son ampleur la question de l'organisation future de ces assemblées, comme l'a clairement souligné l'honorable député de Hartlepoons (M. D. Jones).

M. D. JONES : Ce qui est difficile à comprendre, c'est que si, en tant que membre de cette Chambre, j'adresse au ministre des Affaires étrangères une question écrite, j'obtiens une réponse en ma qualité de député à la Chambre des Communes, alors que lorsque les représentants de l'U.E.O. demandent précisément les mêmes renseignements à titre collectif, il refuse de les leur donner.

M. HARVEY : C'est là une façon convaincante de raisonner, mais je crois que si l'honorable député posait au ministre de la Défense certaines questions du ressort de son département, même en cette enceinte il n'obtiendrait pas de réponse pour des raisons de sécurité. C'est à ce type d'informations que mon honorable ami s'intéresse principalement. Ceci nous amène à la question posée par mon honorable ami député de Gravesend (M. Kirk) : la question de la situation d'ensemble dans l'avenir, de la situation actuelle et des intentions du Gouvernement. On a fait mention du Grand Dessein. Je crois que l'honorable député de Grimsby accepte en principe le Grand Dessein et l'idée d'une réorganisation générale, encore qu'il ne soit peut-être pas entièrement d'accord avec la façon dont l'idée a été lancée.

Suite à l'initiative prise en la matière par le gouvernement de Sa Majesté, comme l'a indiqué mon honorable ami député de Gravesend, d'autres pays ont présenté à leur tour des propositions. Je ne crois pas que l'un quelconque d'entre vous, quelle que soit la force de l'esprit partisan qui pourrait l'animer, pense un seul instant qu'il nous appartient d'imposer en Europe une solution que chacun doit accepter ; d'ailleurs pareille attitude serait vouée à l'échec. Si par suite de la présentation du Grand Dessein on a enregistré des réactions dans les autres pays, si ces pays reconnaissent que la situation actuelle n'est pas entièrement satisfaisante, c'est tout de même là un progrès important.

Comme vous le savez, nous allons nous réunir prochainement et reprendre les idées contenues dans le Grand Dessein, idées qui, me semble-t-il, se sont fait jour dans nos débats d'aujourd'hui, à savoir le désir d'une nouvelle formule pouvant faire disparaître les mécontentements inhérents au système actuel, et le désir d'une organisation plus rationnelle des diverses assemblées existant actuellement en Europe.

J'en viens maintenant à la Recommandation n° 10 et à la réponse qui lui correspond, car je crois que je puis apporter à la Chambre en ce domaine certains éléments utiles d'appréciation, montrant que le gouvernement de Sa Majesté est pleinement conscient des problèmes qui ont été évoqués au cours des débats d'aujourd'hui. Vous le savez, Messieurs : le Conseil de l'U.E.O. a décidé d'entreprendre immédiatement une étude des mesures à prendre pour encourager et développer la coopération entre les divers pays en matière d'étude, mise au point et production des armements dans le cadre du Comité permanent des Armements de l'U.E.O.

Je dirai tout de suite que c'est là une initiative à laquelle le gouvernement de Sa Majesté attache une grande importance, pour deux raisons : d'abord à cause de ses mérites intrinsèques, ensuite à cause de l'occasion qui nous est ainsi offerte de coopérer étroitement avec nos alliés de l'U.E.O. et de l'O.T.A.N. Il n'est nullement question de limiter la coopération dans ce domaine à deux, trois ou sept pays, mais bien entendu nous examinons la question ce matin sous l'angle de l'U.E.O.

Au cours de l'année écoulée, le gouvernement de Sa Majesté a, comme je l'ai indiqué précédemment, contribué à l'adoption de diverses mesures de coopération dans le cadre de l'U.E.O. par l'intermédiaire du Comité permanent des Armements. Jusque là, le Comité permanent des Armements limitait ses travaux principalement à l'examen des armes classiques, bien que nous ayons inclus certains de nos avions les plus modernes. Le gouvernement de Sa Majesté vient de se déclarer disposé à confier au Comité des armes du type le plus récent. Nous avons récemment fait savoir au C.P.A. que nous sommes disposés à communiquer des renseignements concernant certains engins téléguidés, y compris les engins sol-air et air-air et les dispositifs radar correspondants, aux pays de l'U.E.O. qui en envisageraient l'adoption. Nous n'ignorons pas non plus que les pays qui ne désirent pas fabriquer ces armes peuvent également s'y intéresser.

We have suggested, following those offers, that a working group of representatives from all the member countries should discuss the philosophy of air defence with reference to both interceptor aircraft and guided weapons. We are, naturally, willing to make a full contribution to such a discussion. My hon. Friend the Member for Scotstoun asked me to be specific, perhaps, about the various spheres of activity here, and I must ask him to excuse me on that matter at this stage, because it would not be possible for me to make a very clear statement about it now. That, no doubt, is something which will be forthcoming.

We proposed last year that the S.A.C. should be used as a clearing house for co-operation between the member countries on research and development in fields where several were willing and able to make a contribution. We and some other member countries put in the specific items of research on which we would welcome co-operation. Other member countries have shown interest in some of the items we have put forward, and we have indicated interest in some of the other items which they have put forward. Talks between experts on these items have been taking place.

As hon. Members know, Her Majesty's Government also have entered into bilateral arrangements with the West German and French Governments for co-operation in armaments research and development. These arrangements were made following talks between my right hon. Friend the Minister of Defence and his French and German colleagues. Anglo-French and Anglo-German steering committees have been set up to supervise these arrangements and to select those fields in which co-operation is most likely to be fruitful. I am glad to be able to state that considerable progress is being made. I think that it will be of interest that one of the matters selected for examination by both steering committees, in which progress during meetings of experts has been very satisfactory, is that of guided weapons, about which the right hon. Member for Grimsby asked me.

The Standing Armaments Committee has been kept informed in general terms of the progress of these arrangements. We have assured the Committee that it will be informed when any specific projects for co-operation in research,

development or production emerge; and that any other member country which is willing to co-operate and is in a position to make a contribution will be free to do so, and welcome. That is, in fact, where we stand at present.

The WEU Assembly, in its Recommendation No. 10, suggested that we should draw up a plan for the pooling of research and joint production of guided missiles. The Council has carefully considered this Recommendation and has just replied, explaining what we are doing. I hope that hon. Gentlemen who are members of the Assembly will find that reply helpful, taken with the explanations given in joint committee and what I have said today. If the Council has not felt it proper to adopt an actual timetable for its plans, that is because we do not believe that the formidable difficulties of security, commercial interests, and finance involved in this particular work of co-operation can be overcome by writing blueprints and setting a time limit. However, what the Assembly intended, I feel sure, was to emphasise the urgency of the matter and the need to maintain the present initiative with all vigour. On that issue, I believe that it can be reassured. Her Majesty's Government, for their part, have put a great deal into this initiative and set store by the important contribution it can make to their co-operation with Europe.

I regard it as important that we have had this debate at this particular juncture, before the meetings which are to take place in the autumn. I reiterate what I have said as to the importance we attach to W.E.U. At the same time, we fully realize, as we have indicated in the proposals contained in the Grand Design and other observations, particularly the speech of my right hon. Friend the Minister of State when he last spoke in the Assembly, that we do not regard as final the present arrangement, nor do we believe that it is by any means entirely satisfactory. But, in a very complex situation it forms the basis for operations, a basis which needs to be examined, but which can be effectively examined only with the co-operation not only of those directly concerned but of those also whose interests are affected.

To try to rush forward with any definite plans which did not receive general support would be a disastrous course. On the other hand,

Nous avons proposé, à la suite de ces offres, que soit constitué un groupe de travail de représentants de tous les pays membres, qui serait chargé d'analyser les principes de la défense aérienne sur le plan du rôle respectif du chasseur d'interception et des engins téléguidés. Nous sommes naturellement disposés à contribuer pleinement à la réussite de tels travaux. Mon honorable ami député de Scotstoun, m'a demandé d'être précis, je suppose en ce qui concerne les diverses sphères d'activité en ce domaine ; je le prie de bien vouloir m'excuser sur ce point, mais je ne suis pas actuellement en mesure de lui apporter toutes les précisions désirables. Nous ne manquerons pas de le faire par la suite.

Nous avons proposé l'an dernier que le C.P.A. soit utilisé comme centre d'échanges de renseignements entre les pays membres en matière de recherche et de mise au point en des domaines où plusieurs pays sont en mesure de fournir des éléments de travail et désireux de le faire. Le Royaume-Uni ainsi que certains autres pays membres ont indiqué dans quel domaine de recherche ils souhaiteraient la coopération d'autres pays. D'autres pays membres se sont intéressés à certains sujets de recherche que nous avons présentés, et inversement. Il y a eu en ce domaine des rencontres d'experts.

Comme vous le savez, Messieurs, le gouvernement de Sa Majesté a également conclu des accords bilatéraux avec le gouvernement de l'Allemagne fédérale et le gouvernement français aux fins de coopération en matière de recherche et mise au point d'armements. Les accords ont été conclus à la suite de conversations entre mon honorable ami le ministre de la Défense et ses collègues allemand et français. Des groupes d'experts, anglo-français et anglo-allemand, ont été créés pour superviser l'application de ces accords et étudier les domaines où la coopération pourrait se montrer le plus profitable. Je suis heureux de pouvoir vous dire que des progrès importants ont été réalisés, et qu'un des domaines retenus aux fins d'examen par les deux groupes d'experts est précisément celui des engins téléguidés, au sujet duquel le député de Grimsby m'a interrogé tout à l'heure, qui a donné lieu à des conversations d'experts évoluant de façon satisfaisante.

Le Comité permanent des Armements a été tenu au courant du progrès de ces accords, tout au moins dans les grandes lignes. Nous avons donné au Comité l'assurance qu'il sera informé de tous projets précis de coopération en matière

de recherche, mise au point ou fabrication ; nous l'avons assuré que tout autre pays membre désireux de coopérer à tel ou tel projet et à même de le faire, serait le bienvenu. Telle est en fait la situation actuelle.

Dans sa Recommandation n° 10, l'Assemblée de l'U.E.O. propose la préparation d'un plan de mise en commun de l'étude et de la production des engins téléguidés. Le Conseil a sérieusement étudié cette recommandation et vient, en réponse, d'expliquer ce que nous faisons. J'espère que les députés membres de l'Assemblée trouveront cette réponse satisfaisante, compte tenu des explications données à la réunion commune et de ce que je viens de dire aujourd'hui. Si le Conseil n'a pas jugé bon d'adopter un emploi du temps précis pour son programme, c'est parce que nous ne croyons pas qu'il suffira de préparer des plans et de se fixer un délai pour vaincre les difficultés considérables dues aux exigences de la sécurité, aux intérêts commerciaux en cause et au financement. Quoi qu'il en soit, l'Assemblée voulait certainement souligner le caractère pressant du problème et la nécessité de ne pas ralentir l'effort entrepris. Je puis la rassurer sur ce point : le gouvernement de Sa Majesté a, pour sa part, collaboré puissamment à cette initiative et attache beaucoup de prix à la contribution importante qu'elle peut apporter à sa coopération avec l'Europe.

J'estime qu'il était particulièrement approprié de tenir pareil débat avant les réunions qui auront lieu en automne. Je répète ce que j'ai dit quant à l'importance que nous attachons à l'U.E.O. Simultanément, comme nous l'avons indiqué dans les propositions contenues dans le Grand Dessein et en d'autres circonstances, particulièrement dans le cadre du discours prononcé par mon ami le ministre d'Etat lors de la dernière session de l'Assemblée, nous comprenons parfaitement que l'on ne saurait considérer le système actuel comme définitif, nous ne le croyons pas non plus parfaitement satisfaisant. Cependant, en présence d'une situation très complexe, le système actuel constitue une base de fonctionnement, qu'il convient de reviser, mais qui ne peut être réexaminée qu'avec la coopération non seulement des pays membres, mais également de ceux dont les intérêts sont en cause.

Vouloir aller trop vite sur la base de plans précis ne jouissant pas de l'appui général serait risquer le désastre. Je comprends parfaitement

I accept very fully the spirit which has prevailed throughout this debate, a spirit which indicates that there is a sense of frustration and a demand that changes should be made, but a spirit, nevertheless, which indicates the very real interest of hon. Members in W.E.U.

That interest is entirely endorsed by Her Majesty's Government, and I hope that, in the few remarks which I have been able to make today, I have shown where the problems lie and the course of action which we believe ought to be taken in the future.

l'humeur qui s'est manifestée au cours de ce débat, humeur traduisant un sentiment de frustration et l'exigence d'un changement, mais qui exprime néanmoins l'intérêt que vous portez, Messieurs, à l'U.E.O. Cet intérêt, le gouvernement de Sa Majesté le partage, et j'espère vous

avoir montré dans cette brève intervention la nature des problèmes qui se posent et indiqué quelle ligne de conduite il y aurait, à notre avis, lieu de suivre à l'avenir.

Nuclear Explosions¹

REPORT²

**submitted on behalf of the Committee on Defence Questions and Armaments³
by General Corniglion-Molinier, Rapporteur**

TABLE OF CONTENTS

DRAFT RESOLUTION
EXPLANATORY MEMORANDUM

Draft Resolution

expressing an opinion on nuclear explosions, at the request of the Consultative Assembly of the Council of Europe

The Assembly,

Having studied the request for an opinion on nuclear explosions addressed to it by the Consultative Assembly of the Council of Europe,

I

Supports Recommendation 140 (1957) of the Consultative Assembly asking that a Conference of Experts be convened to draw up a report on the nature and magnitude of the risk of radiation which may result from the carrying out of nuclear tests;

Considering that the study at present being undertaken by the United Nations Scientific Committee of the effects of ionizing radiations on human health can in no way dispense the countries of Europe from asking that their most eminent scientists undertake a similar work

1. See Documents 52 and 55 (May 1957).
2. Adopted in Committee by 12 votes to 0, with 2 abstentions.

3. *Members of the Committee: Marchese Lucifero d'Aprigliano (Chairman); MM. Erler, Fens (Vice-Chairmen); MM. Biesheuvel, Boggiano Pico (Substitute: Montini), Brooman-White (Substitute: Viscount Stonehaven), MM. Broughton, Corniglion-Molinier, Galletto, Gerns (Substitute: Höfler), Goedhart (Substitute: de*

in order to reach unbiased conclusions within the shortest possible time,

EXPRESSES THE OPINION

1. That the experts should also study ways and means of protecting the population of the world from dangerous radiation resulting from atomic piles, cyclotrons and all other installations based on nuclear fission or nuclear fusion;

2. That Member States should be requested to accept this Recommendation in its present amplified form.

II

Having considered the proposal to invite atomic Powers to cease nuclear tests for a limited period, during which proposals tending to control and limit those tests would be examined;

Gou), Janssens, Jannuzzi, Le Bail, Lefèvre (Substitute: de la Vallée Poussin), Legendre, Leverkuehn, Margue, Paul, Ramsden (Substitute: Dame Florence Horsbrugh), Lord Rea, MM. Reif (Substitute: Fürst von Bismarck), Teitgen (Substitute: Alric), Temple, Treves (Substitute: Matteotti), Van Remoortel, Younger.

N.B. — *The names of Representatives who voted are printed in italics.*

Explosions nucléaires¹**RAPPORT**²

présenté au nom de la commission des Questions de Défense et des Armements³
par le général Corniglion-Molinier, rapporteur

TABLE DES MATIÈRES

PROJET DE RÉSOLUTION
 EXPOSÉ DES MOTIFS

Projet de résolution

portant avis sur les explosions nucléaires, à la demande de l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe

L'Assemblée,

Ayant étudié la demande d'avis que l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe lui avait adressée au sujet des explosions nucléaires,

I

Se rallie à la Recommandation 140 (1957) de l'Assemblée Consultative tendant à la convocation d'une Conférence de savants chargés d'établir un rapport sur la nature et l'importance du risque causé par les radiations pouvant résulter de la poursuite des essais nucléaires ;

Considérant que l'étude entreprise actuellement par le Comité scientifique des Nations Unies sur les effets des radiations ionisantes sur l'être humain ne peut aucunement dispenser les pays européens de confier, de leur côté, aux savants européens les plus éminents, un travail

1. Voir Documents 52 et 55 (mai 1957).

2. Adopté en Commission par 12 voix contre 0, et 2 abstentions.

3. *Membres de la Commission*: Marchese Lucifero d'Aprigliano (président); MM. Erler, Fens (vice-présidents); MM. Biesheuvel, Boggiano Pico (suppléant: Montini), Brooman-White (suppléant: Viscount Stonehaven), Broughton, Corniglion-Molinier, Galletto, Gerns (suppléant: Höfler), Goedhart (suppléant: de Gou),

analogue afin d'arriver, dans les délais les plus courts, à des conclusions exemptes de toute partialité,

EMET L'AVIS

1. Que les savants devraient également étudier la façon de protéger les populations du monde contre les radiations dangereuses qui sont les résultats des piles atomiques, cyclotrons, et toutes autres installations à base de désintégration ou de fusion atomiques ;

2. Qu'il y aurait lieu d'inviter les Etats membres à accepter la Recommandation 140 de l'Assemblée Consultative sous cette forme élargie.

II

Ayant examiné la proposition tendant à inviter les puissances atomiques à suspendre les expériences nucléaires pendant une période d'une durée limitée, au cours de laquelle des propositions en vue de leur contrôle et de leur limitation devraient être examinées ;

Janssens, Jannuzzi, Le Bail, Lefèvre (suppléant: de la Vallée Poussin), Legendre, Leverkuehn, Margue, Paul, Ramsden (suppléant: Dame Florence Horsbrugh), Lord Rea, MM. Reif (suppléant: Fürst von Bismarck), Teitgen (suppléant: Alric), Temple, Treves (suppléant: Matteotti), Van Remoortel, Younger.

N. B. — *Les noms des Représentants ayant pris part au vote sont imprimés en italique.*

Considering that all measures relating to disarmament in the conventional as well as in the nuclear fields should be closely linked;

Considering that the defence of Western Europe at present mainly depends on the deterrent effect of the nuclear weapons in the possession of the United States of America and Great Britain;

Conscious of the risk that the West may fall behind the U.S.S.R. in the development of these weapons during an uncontrolled suspension of the tests which might remain unilateral;

Considering that a suspension of tests not followed in the near future by the cessation of the production of fissile materials for military purposes would in no way stop the armaments race, owing to the fact that producing countries could continue stockpiling bombs,

EXPRESSES THE OPINION

1. (a) that an agreement on the suspension of nuclear tests must be concluded within the framework of a general settlement on the limitation and control of armaments, although it could enter into force prior to other provisions of such a general settlement ;
 - (b) that any suspension of tests must be subject to an efficient international control system;
 - (c) that a suspension of tests must be linked to the cessation of the production of fissile materials for military purposes, coming into force at the latest at the end of the period of suspension;
 - (d) that the cessation of production likewise must be strictly controlled.
2. That the Powers represented at the Disarmament Sub-Committee of the United Nations should make as many concessions as possible in order to achieve agreement before the end of 1957, the principle of which should be that any measure taken should tend to increase the security of all parties concerned and not lead to greater security for some at the expense of the security of others.

Explanatory Memorandum

(submitted by General Corniglion-Molinier, Rapporteur)

1. The text in reply to the request for an Opinion addressed to the Assembly by the Consultative Assembly, which was presented by the Committee on 9th May, 1957 (Document 55), could not, in the absence of a quorum, be adopted at the end of the May Session. In these circumstances, and at the request of the Bureau of the Assembly, the Committee have re-examined the text in the light of events between May and October. In the course of this examination, your Committee concluded that certain of the provisions of the draft called for amplification.

2. The subject of the request for an Opinion received from the Consultative Assembly (Document 52) concerned Recommendation 140, requesting that a Conference of Experts be convened to draw up a Report on the nature and magnitude of the danger to human health from ionizing radiations, as well as Amendment No. 1 presented by Mr. Edwards asking for a general unconditional suspension of nuclear experiments pending a study of the means of control and limitation. With reference to those two distinct problems, the Committee had subdivided the draft into two Sections which will be considered separately.

Section I

3. In Section I, the Committee proposed that the Assembly support Recommendation 140 (1957) of the Consultative Assembly, and also invites scientists to examine ways of protecting populations against dangerous radiations in centres where nuclear energy is being used for peaceful ends. Although the Committee have not yet received the official reply from the Committee of Ministers of the Council of Europe to that Recommendation, it appears from the statement made by the British Prime Minister in the House of Commons on 9th July, 1957, that it is likely to be rejected in view of the fact that the United Nations have already organized such a Conference.

4. One can question whether transmission to the United Nations, without further study, of a question which is very much in the mind of European public opinion is satisfactory. A Committee under United Nations auspices, comprising scientists from Argentina, Belgium, Brazil, Canada, Egypt, the United States,

Considérant que toutes les mesures de désarmement, tant dans le domaine conventionnel que nucléaire, doivent être étroitement liées ;

Considérant que la défense de l'Europe occidentale dépend principalement, à l'heure actuelle, de l'effet préventif de l'existence des armes nucléaires en possession des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne ;

Consciente du fait que l'Occident risque de subir un retard par rapport à l'U.R.S.S. dans le développement de ces armes au cours d'une suspension non contrôlée des expériences dont il faut craindre qu'elle ne reste unilatérale ;

Considérant qu'une suspension des essais qui ne serait pas suivie, à brève échéance, d'une suspension de la production des matières fissiles à des fins militaires, n'arrêtera nullement la course aux armements, les pays producteurs pouvant continuer à accumuler leurs stocks de bombes,

EMET L'AVIS

1. (a) qu'un accord sur la suspension des essais nucléaires doit être conclu dans le cadre d'un règlement général de la limitation et du contrôle des armements, mais qu'il pourrait être rendu applicable avant même que d'autres dispositions de ce règlement n'entrent en vigueur ;
 - (b) que toute suspension des essais doit être contrôlée par un système international efficace ;
 - (c) qu'une suspension des explosions doit être liée à l'arrêt de la production des matières fissiles à des fins militaires, entrant en vigueur au plus tard à la fin de la période de suspension ;
 - (d) que cet arrêt doit également être rigoureusement contrôlé.
2. Que chacune des puissances représentées au sous-comité du Désarmement des Nations Unies devrait faire les concessions maxima pour arriver, avant la fin de 1957, à un accord en partant du principe que toute mesure prise doit se traduire par un accroissement de la sécurité de toutes les parties intéressées et non pas par plus de sécurité pour les unes au détriment de la sécurité des autres.

Exposé des motifs

(présenté par le général Corniglion-Molinier, rapporteur)

1. Le texte portant réponse à la demande d'avis adressée à l'Assemblée par l'Assemblée Consultative, et qui avait été présenté par la Commission le 9 mai 1957 (Document 55) n'a pas pu, faute de quorum, être voté à la fin de la session de mai. Dans ces circonstances et à la demande du Bureau de l'Assemblée, il a semblé nécessaire à la Commission de réexaminer le texte à la lumière des événements intervenus entre mai et octobre. Au cours de cet examen, elle a constaté qu'une partie des dispositions du projet appelait des précisions.

2. La demande d'avis de l'Assemblée Consultative (Document 52) portait tant sur la Recommandation 140 tendant à convoquer une conférence de savants éminents, chargés d'établir un rapport sur la nature et l'importance du danger des radiations ionisantes pour la santé humaine, que sur l'amendement n° 1 présenté par M. Edwards et prévoyant une suspension générale inconditionnelle des explosions nucléaires pour permettre une étude des moyens de contrôle et de limitation. Pour répondre à ces deux problèmes distincts, la Commission avait subdivisé son projet en deux titres qui seront examinés séparément.

Titre I

3. Dans le titre I, la Commission avait proposé à l'Assemblée de se rallier à la Recommandation 140 (1957) de l'Assemblée Consultative et de demander que les savants étudient également la façon de protéger les populations contre les radiations dangereuses des centres d'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Bien que la Commission ne connaisse pas encore la réponse officielle du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe à cette recommandation, la déclaration faite par le Premier Ministre britannique à la Chambre des Communes, le 9 juillet 1957, laisse prévoir le rejet de la recommandation, étant donné qu'une conférence de cette nature a déjà été instituée par les Nations Unies.

4. Or, on peut se demander si le renvoi pur et simple devant les Nations Unies d'une question qui préoccupe fortement l'opinion publique européenne est pleinement satisfaisant. Un comité réunissant, sous les auspices des Nations Unies, des savants de l'Argentine, de la Belgique, du Brésil, du Canada, de l'Egypte, des

France, India, Japan, Mexico, the United Kingdom, Sweden, Czechoslovakia and the U.S.S.R., could hardly avoid becoming a forum for propaganda. The conclusions of its work, if any, might be rejected by one State or another on the grounds that they are not objective. It is also worth remembering that the Committee will not issue its first Report before 1st July, 1958, and that it comprises only four European countries among its fourteen Members.

5. The question whether radioactivity engendered by nuclear explosions is dangerous to mankind raises too grave a moral issue to be dealt with purely on such a basis and at so slow a pace. It is interesting to note that besides the study undertaken by the United Nations in this field, several countries such as the United States of America and Switzerland have done the same work on a national basis, and nothing therefore prevents Member States of the Council of Europe from creating a Committee of European experts.

6. The Committee, therefore, while adding a new paragraph after the first paragraph, proposes to the Assembly to maintain Section I of the draft.

Section II

7. In Section II of the draft the Committee rejected the idea of a temporary unconditional suspension of all nuclear experiments. The Committee considers that, failing a system of control, such a decision would risk remaining a unilateral one. It is indeed a fact that there does not seem at the present moment to be any adequate means of checking from the outside whether explosions are taking place in the U.S.S.R. No government could, in the opinion of the Committee, allow the deterrent effect of the existence of the "A" and "H" weapons, which is the best guarantee for the defence of Europe, to be so weakened.

8. The Assembly in its majority shared this point of view when it rejected, at the sitting of 9th May, Amendments 1, 2 and 3 to Section II.

9. Since then the Western Powers have made their attitude in this matter clear at the United Nations Disarmament Subcommittee in London. Their overall plan relating to measures of partial disarmament, presented on 29th August, links measures relating to conventional weapons

closely to those applying to nuclear armaments because, as M. Jules Moch phrased it :

"If a given State thinks itself more powerful than another in the conventional field and less powerful in the nuclear field, it will never agree to a plan providing for the reduction of classical forces as a first step, while leaving untouched the nuclear stockpile, and conversely."

10. Under this plan the Western Powers accept the Soviet proposal calling for a 24-month suspension of test explosions, subject to two conditions :

- (a) that an agreement be concluded instituting a control system providing for points of control on the territories of the U.S.S.R., the United Kingdom, the United States, as well as in the Pacific Ocean area; and that such a system should work satisfactorily during the first twelve-months period;
- (b) that the production of fissile materials for military purposes should also cease, and that within the second twelve-month period progress be made in the setting up of an inspection system judged satisfactory by each party.

11. The gap between the two theses is narrowing insofar as it concerns the necessity of a control system for the suspension of test explosions, accepted by the U.S.S.R. on 14th June, 1957; and the suspension period, the duration of which, as originally suggested by the Soviets, should be two years. The same does not apply to the relationship between the cessation of tests and the cessation of the production of fissile materials for military purposes, which is demanded by the Western Powers but refused by the U.S.S.R. However important the suspension of tests may be to the health of mankind, such a measure alone would not put an end to the armaments race. The Powers who have already carried out tests would still be in a position, thanks to the results obtained, to continue developing their weapons, increasing their stockpiles, and even supplying these to their Allies. The U.S.S.R. might catch up with the United States in stockpiling, while America would be compelled to stop work on the development of new types of nuclear weapons which would have otherwise resulted from further test explosions. The gap would widen between pro-

Etats-Unis, de la France, de l'Inde, du Japon, du Mexique, du Royaume-Uni, de la Suède, de la Tchécoslovaquie et de l'U.R.S.S. pourrait difficilement éviter l'écueil de la propagande. Les conclusions de son travail, s'il arrivait à en formuler, risqueraient d'être rejetées par l'un ou l'autre des Etats, sous prétexte qu'elles ne sont pas objectives. Par ailleurs, le comité ne fera son premier rapport que le 1^{er} juillet 1958, et ne compte que quatre pays européens parmi les quatorze pays membres.

5. La question de savoir si la radioactivité due aux explosions nucléaires est dangereuse pour l'espèce humaine pose un problème de conscience trop grave pour être traitée uniquement sur ce plan et dans ces délais. Il est intéressant de noter qu'outre l'étude entreprise en cette matière par les Nations Unies, plusieurs pays, tels les Etats-Unis et la Suisse, ont accompli ce travail pour leur propre compte. Rien n'empêche donc les pays membres du Conseil de l'Europe d'instituer un comité d'experts européens.

6. La Commission propose, par conséquent, à l'Assemblée de maintenir le titre I du projet tout en ajoutant un nouveau paragraphe à la suite du premier.

Titre II

7. Dans le titre II de son projet, la Commission a rejeté l'idée d'une suspension momentanée inconditionnelle de tous les essais. Elle estime qu'en l'absence d'un système de contrôle, le danger subsisterait que cette mesure ne restât unilatérale. Il semble, en effet, qu'il n'existe à l'heure actuelle aucun moyen sûr de vérifier de l'extérieur si des explosions ont lieu en U.R.S.S. Aucun gouvernement ne pourrait, de l'avis de la Commission, permettre que l'effet préventif de l'existence des armes « H » et « A », meilleure garantie de la défense de l'Europe, soit ainsi affaibli.

8. La majorité de l'Assemblée s'était ralliée à ce point de vue en rejetant, lors de la séance du 9 mai, les amendements 1, 2 et 3 au titre II.

9. Depuis lors, les puissances occidentales ont précisé leur position sur cette question au sous-comité du Désarmement des Nations Unies, à Londres. Leur plan d'ensemble relatif aux mesures partielles de désarmement, présenté le 29 août, prévoit une interdépendance étroite

entre les mesures se rapportant aux armements conventionnels et celles se rapportant aux armements nucléaires parce que, selon M. Jules Moch :

« Si un Etat s'estime plus puissant qu'un autre dans le domaine conventionnel et moins fort dans le nucléaire, il n'admettra aucun plan commençant par réduire les forces classiques en laissant intact l'arsenal nucléaire ; et réciproquement, dans l'hypothèse inverse. »

10. En vertu de ce plan, les Occidentaux acceptent la proposition soviétique de suspendre les essais pour une durée de vingt-quatre mois, à une double condition :

- (a) qu'un accord ait été conclu sur l'établissement d'un système de contrôle, comprenant des points de contrôle sur les territoires de l'U.R.S.S., du Royaume-Uni, des Etats-Unis et dans la région de l'Océan Pacifique ; et que ce système fonctionne de façon satisfaisante au cours de la première période de douze mois ;
- (b) que la production des matières fissiles à des fins militaires soit également arrêtée et qu'au cours de la deuxième période de douze mois, des progrès jugés satisfaisants pour chacune des parties aient été réalisés dans l'établissement d'un système d'inspection.

11. Un rapprochement des thèses existe quant à la nécessité d'un système de contrôle de la suspension des essais, accepté par les Soviets le 14 juin 1957, et au délai de suspension, pour lequel les Soviets avaient primitivement proposé deux ans. Il n'en est pas de même du lien entre l'interruption des expériences et celle de la production des matières fissiles à des fins militaires, qui est exigé par les Occidentaux et refusé par l'U.R.S.S. En effet, si importante pour la santé humaine que puisse être la suspension des essais, cette mesure seule n'arrêtera pas la course aux armements. Les Etats qui ont déjà effectué des expériences pourraient, grâce aux résultats obtenus, continuer à mettre au point leurs armes, accroître leurs stocks et même, le cas échéant, en livrer à leurs alliés. L'U.R.S.S. pourrait notamment rattraper son retard sur les Etats-Unis dans la constitution de stocks, alors que ceux-ci seraient forcés d'interrompre leurs travaux en vue de diversifier, grâce à de nouveaux essais, les types d'armes nucléaires. L'écart entre Etat producteur et Etat n'ayant ni commencé la production, ni effectué des expériences, augmenterait. Ce problème est particulièrement grave

ducing States and States not yet having started production or carried out tests. This is a particularly serious problem for States of the second category, amongst which is France.

12. If the nuclear Powers agree to cease production of nuclear weapons, France has declared herself ready to stop work in connection with the production of her nuclear bomb. Otherwise France will possess it within two years, according to a statement made by M. Jules Moch. Other countries would reach the same stage of development within the next four years.

13. Although the present-day nuclear Powers admit the danger of seeing their number increase to the point where an agreement on nuclear disarmament would become practically impos-

sible, the Sub-Committee ended its Session in London without achieving any result in this respect. The important concessions granted by the Western Powers have been in vain — acceptance of the twenty-four-month period; the postponement of the cessation of the production of fissile materials for military purposes to the end of the second twelve-month period; the setting-up of a system of control of this cessation, but not before the second period. The Western Powers were not able to go further and were entitled to expect concessions in their turn by the Soviet Union.

14. The Committee has therefore tabled an entirely new text for Section II.

pour les Etats de la deuxième catégorie, et notamment la France.

12. Si les puissances nucléaires s'entendent pour arrêter la production d'armes nucléaires, la France s'est déclarée prête à interrompre ses travaux en vue de produire sa bombe. Sinon la France, d'après une déclaration de M. Jules Moch, aura d'ici deux ans mis au point une bombe. D'autres pays arriveraient au même point dans les quatre ans.

13. Bien que toutes les puissances nucléaires actuelles reconnaissent le danger de voir leur nombre augmenter, au point où un accord sur le désarmement nucléaire deviendrait presque

irréalisable, la session du Sous-Comité à Londres s'est terminée sans résultat sur ce point. Les concessions importantes que les Occidentaux avaient faites ont été vaines : acceptation du délai de vingt-quatre mois, renvoi à la fin de la deuxième période de douze mois de l'arrêt de la production des matières fissiles à des fins militaires, installation du système de contrôle de cet arrêt seulement au cours de cette deuxième période. Les Occidentaux sont allés très loin dans la voie des concessions et ils étaient en droit de s'attendre à une contre-partie soviétique.

14. La Commission propose, par conséquent, à l'Assemblée une rédaction entièrement nouvelle du titre II.

Activities of the Standing Armaments Committee

**REPLY TO THE COMMUNICATION FROM THE COUNCIL
RELATING TO RECOMMENDATION No. 10¹**

REPORT²

*submitted on behalf of the Committee on Defence Questions and Armaments³
by M. P. H. Teitgen, Rapporteur*

1. The Assembly welcomes the reply given by the Council to Recommendation No. 10 adopted at its last Session. The Council has communicated the information which it possessed concerning the United Kingdom and French proposals, and on the constitution of two working groups in order to keep the other Member States informed concerning developments in respect of :

- anti-tank guided weapons :
- anti-aircraft weapons.

2. The Assembly recognises the difficulty, expressed by the Council, of Governments examining the proposals relating to guided missiles in accordance with the schedule suggested in Recommendation No. 10. The Assembly is conscious of the need to await the results of the definition research at present in progress. Nevertheless the Assembly regrets that the same reply has been given in September as during the joint meeting on 2nd July between the Committee on Defence Questions and Armaments and the Council.

Concerning the scope of the manufacturing programme of guided missiles, it may be correct that definition research should be conducted on a limited number of missiles and not on the more extensive list set out in Recommendation No. 10.

3. Present developments are likely to alter the outlines of the problem as envisaged by the Council in their reply to Recommendation No. 10.

First the reduction of military expenditure makes it unrealistic to look for the production of guided missiles by individual Member States in acceptable conditions of time and rentability. More than ever close programme co-operation is necessary if Western European countries are to be provided in time with weapons capable of ensuring effective defence in this field.

A second element of this evolution is represented by reports from the Soviet bloc con-

1. See Document 65 (May 1957).

2. Adopted unanimously by the Committee.

3. *Members of the Committee: Marchese Lucifero d'Aprigliano (Chairman); MM. Fens, Erler (Vice-Chairmen); MM. Biesheuvel, Boggiano Pico, Brooman-White, Broughton (Substitute: Finch), Corniglion-Molinier, Gal-*

letto, Gerns, Goedhart, Janssens (Substitute: de la Vallée Poussin), Jannuzzi, Le Bail, Lefèvre, Legendre, Leverkus, Margue, Paul, Ramsden (Substitute: Marquess of Lansdowne), Lord Rea (Substitute: Viscount Stonehaven), MM. Reif, Teitgen, Temple, Treves, Van Remoortel, Younger.

N. B. — *The names of the Representatives who voted are printed in italics.*

Activités du Comité permanent des Armements

**RÉPONSE A LA COMMUNICATION DU CONSEIL
RELATIVE A LA RECOMMANDATION n° 10¹**

RAPPORT²

**présenté au nom de la commission des Questions de Défense et des Armements³
par M. P. H. Teitgen, rapporteur**

1. L'Assemblée accueille avec intérêt la réponse apportée par le Conseil à la Recommandation n° 10 adoptée à la session dernière. Le Conseil notamment a fait parvenir les informations qu'il possédait sur les propositions du Royaume-Uni et de la République française ainsi que la constitution de deux groupes de travail pour l'information des autres pays membres et traitant respectivement :

- des armes antichars téléguidées ;
- de la défense aérienne.

2. L'Assemblée reconnaît la difficulté, notée par le Conseil, de faire examiner par les gouvernements, dans les délais qu'elle avait impartis dans sa Recommandation n° 10, les propositions relatives aux engins téléguidés. Elle est donc consciente de la nécessité d'attendre le résultat des travaux de définition qui sont actuellement en cours. Cependant, l'Assemblée s'étonne que la même réponse lui soit donnée en septembre qui avait été apportée le 2 juillet dernier à sa commission des Questions de Défense et des Armements, lors de la réunion commune.

En ce qui concerne l'étendue du programme de fabrication des engins téléguidés, il est également possible que, pour bonne méthode, les travaux de définition soient menés sur certains engins téléguidés plutôt que sur la gamme qui était visée par la Recommandation n° 10.

3. L'évolution actuelle est cependant de nature à modifier les données du problème tel que l'envisage le Conseil dans sa réponse à la Recommandation n° 10.

En premier lieu, la réduction des crédits militaires dans les pays membres rend illusoire la production dans des délais et des conditions économiques raisonnables d'engins téléguidés, par les pays membres pris isolément. Plus que jamais est nécessaire une coopération étroite des programmes de travaux si l'on veut que les pays d'Europe occidentale soient dotés d'armements susceptibles d'assurer leur défense effective dans ce domaine particulier.

Un second élément de cette évolution provient des informations relatives à l'état d'avancement

1. Voir Document 65 (mai 1957).

2. Adopté par la Commission à l'unanimité.

3. Membres de la Commission : *Marchese Lucifero d'Aprigliano* (président) ; MM. *Fens*, *Erlor* (vice-présidents) ; MM. *Biesheuvel*, *Boggiano Pico*, *Brooman-White*, *Broughton* (suppléant : *Finch*), *Corniglion-Molinier*, *Gal-*

letto, *Gerns*, *Goedhart*, *Janssens* (suppléant : *de la Vallée Poussin*), *Jannuzzi*, *Le Bail*, *Lefèvre*, *Legendre*, *Leverkuehn*, *Margue*, *Paul*, *Ramsden* (suppléant : *Marquess of Lansdowne*), *Lord Rea* (suppléant : *Viscount Stonehaven*), MM. *Reif*, *Teitgen*, *Temple*, *Treves*, *Van Remoortel*, *Younger*.

N. B. — Les noms des Représentants ayant pris part au vote sont imprimés en italique.

cerning their guided missile programme. Without drawing premature conclusions from these reports, it may be stated that the situation which led the Assembly to adopt Recommendation No. 10 last May has since deteriorated.

4. It is for this reason that the reply of the Council, stating that it would "be vain to hope that the time-table envisaged in the Assembly's Recommendation (No. 10) can be implemented", is not satisfactory. Indeed, it would be dangerous not to draw the attention of the Member Governments solemnly to the serious way European countries are lagging behind. The slowness of consultation risks casting doubt on the effectiveness of all co-operation within the Standing Armaments Committee.

5. Furthermore, the Assembly wishes that the consultation which at present obtains on a bilateral basis between three Member States be conducted in future on a multilateral basis. Once the preliminary exchange of information bet-

ween the working parties is completed, common action should start with the definition of military characteristics, as otherwise the aim of production in common of types of weapons approved by all Member States will be impossible to achieve. Moreover, the Assembly asks the Council to inform it whether the fact that bilateral working parties function "in the framework of the Standing Armaments Committee" is, or is not, a guarantee of complete and regular exchange of information with other Members.

6. The Assembly also wishes Member States to give definite instructions to all departmental services involved, and especially to their representatives to the Standing Armaments Committee, that priority be given to the production of missiles by the Standing Armaments Committee, which should concentrate on this question in order to go beyond the state of definition and produce concrete proposals in the shortest possible time. In due course the Committee on Defence Questions and Armaments should be informed of the results obtained.

des programmes d'engins téléguidés dans les pays du bloc soviétique. Sans vouloir anticiper sur ces informations, il est permis de dire que la situation qui avait conduit l'Assemblée à adopter la Recommandation n° 10 au mois de mai dernier, s'est aggravée dans les derniers mois.

4. C'est pourquoi le Conseil, en indiquant qu'il serait vain « d'espérer que le calendrier prévu dans la recommandation (n° 10) de l'Assemblée puisse être observé », ne donne pas une réponse satisfaisante. En effet, il y aurait un danger à ne pas attirer solennellement l'attention des gouvernements membres sur le retard que les pays d'Europe occidentale ont déjà pris. La lenteur de ces consultations risque d'entraîner un doute sur l'efficacité de toute la coopération au sein du Comité permanent des Armements.

5. De plus, l'Assemblée souhaiterait que les discussions qui ont eu lieu sur une base bilatérale entre trois des Etats membres de l'Union de l'Europe Occidentale soient menées rapidement sur une base multilatérale. Les travaux des grou-

pes de travail d'information préalable terminés, l'action commune doit commencer à partir de la définition des caractéristiques militaires, sinon le but de production commune de types approuvés par tous les pays membres est irréalisable. Egalement elle désirerait savoir si le fait que les groupes de travail bilatéraux fonctionnent dans le « cadre du C.P.A. » garantit oui ou non un échange régulier et complet d'informations avec les autres membres.

6. L'Assemblée souhaite enfin que les gouvernements membres donnent des instructions précises à tous leurs services intéressés et particulièrement à leurs représentants au Comité permanent des Armements pour que la production des engins téléguidés reçoive une attention prioritaire de cet organisme qui devra concentrer ses efforts sur cette question afin que soit dépassé le stade de la définition et que des propositions concrètes soient faites dans un délai rapproché. La commission des Questions de Défense et des Armements devra être tenue informée des résultats concrets dans les meilleurs délais.

Modification of Rule 27 of the Rules of Procedure¹

REPORT²

submitted on behalf of the Committee on Rules of Procedure and Privileges³
by M. Wahl, Rapporteur

TABLE OF CONTENTS

DRAFT RESOLUTION
EXPLANATORY MEMORANDUM

Draft Resolution

The Assembly

AGREES

That paragraph 5 of Rule 27 of the Rules of Procedure be drafted as follows :

“5. At the end of the general debate, the Assembly shall refer back the Annual Report, if necessary by chapters, to the competent Committees, which shall submit a final report thereon to the Assembly *as soon as possible and, at the latest, before the end of the Session.*”

That paragraph 7 of Rule 27 of the Rules of Procedure be deleted.

Explanatory Memorandum

(submitted by M. Wahl, Rapporteur)

During the first part of the Third Ordinary Session of the Assembly on 7th May, 1957, Mr. Edwards requested the President to examine whether a more “methodical and efficient” pro-

cedure should not be adopted in future with regard to the application of paragraphs 5 and 7 of Rule 27 of the Rules of Procedure.

His first remark was concerned with the procedure laid down for the examination of the Annual Report. With regard to paragraph 7 he considered that this had not been applied.

On 9th May the President agreed that the Bureau had not kept to the exact wording of paragraphs 5 and 7 of Rule 27 but explained to the Assembly that, had it so done, it would have become impossible to discuss the Reply to the Annual Report before the autumn Session. Nevertheless, the President announced that he would request the Committee on Rules of Procedure and Privileges to consider the question and perhaps propose an amendment to the paragraphs concerned.

On 13th May the President of the Assembly wrote to the Chairman of the Committee on Rules of Procedure and Privileges as follows :

“It appears clear that the provisions of this paragraph of the Rules are not strictly

1. See A/WEU (3) CR 4.

2. Adopted unanimously by the Committee.

3. *Members of the Committee: M. Van Cauwelaert (Chairman); MM. Moutet, Hay (Vice-Chairmen); MM. Azara, Bennett, Bohy, Canevari, Codacci Pisanelli,*

Gaborit, van der Goes van Naters, de Gou, Jacobs, van Kauenbergh, Lawson, Lückner, Nacucchi, Pernot (Substitute: Mme Pierre-Brossolette), Pezet (Substitute: Radius), Seidl, Wahl, Wilkins.

N.B. — *The names of the Representatives who voted are printed in italics.*

Modification de l'article 27 du Règlement ¹

RAPPORT ²

**présenté au nom de la commission du Règlement et des Immunités ³
par M. Wahl, rapporteur**

TABLE DES MATIERES

PROJET DE RÉSOLUTION
EXPOSÉ DES MOTIFS

Projet de résolution

L'Assemblée

DÉCIDE

De rédiger ainsi le paragraphe 5 de l'article 27 du Règlement :

« 5. A la fin de la discussion générale, l'Assemblée renvoie le rapport annuel ou des parties du rapport aux commissions compétentes qui déposent un rapport définitif sur le Bureau de l'Assemblée *aussitôt que possible et au plus tard* avant la fin de la session. »

De supprimer le paragraphe 7 de l'article 27 du Règlement.

Exposé des motifs

(présenté par M. Wahl, rapporteur)

Au cours de la première partie de la troisième session ordinaire de l'Assemblée, le 7 mai dernier, M. Edwards intervint pour prier le Président d'examiner s'il n'y aurait pas lieu de fixer pour

l'avenir une procédure « méthodique et efficace », en application des paragraphes 5 et 7 de l'article 27 du Règlement.

Sa première observation visait la procédure prévue pour l'examen du rapport annuel ; sa seconde observation visait la non-application du paragraphe 7 dudit article.

Le 9 mai, le Président, tout en admettant que le Bureau ne s'était pas strictement conformé aux dispositions des paragraphes 5 et 7 de l'article 27, expliquait à l'Assemblée que si l'article 27 avait dû être strictement appliqué, il lui aurait été impossible de discuter la réponse au rapport annuel avant la session d'automne. Le Président annonçait cependant qu'il allait soumettre la question à la commission du Règlement et des Immunités en vue d'une modification éventuelle des dispositions critiquées.

Le 13 mai, le président de la commission du Règlement et des Immunités était saisi d'une lettre du Président de l'Assemblée, rédigée dans les termes ci-après :

« Il semble évident que les dispositions de ce paragraphe du Règlement n'ont pas été

1. Cf. A/UEO (3) CR 4.

2. Adopté par la Commission à l'unanimité.

3. Membres de la Commission : M. Van Cauwelaert (président) ; MM. Moutet, Hay (vice-présidents) ; MM. Azara, Bennett, Bohy, Canevari, Codacci Pisanelli,

Gaborit, van der Goes van Naters, de Gou, Jacobs, van Kauwenbergh, Lawson, Lückner, Nacucchi, Pernot (suppléant : Mme Pierre-Brossolette), Pezet (suppléant : Radius), Seidl, Wahl, Wilkins.

N.B. — Les noms des Représentants ayant pris part au vote sont imprimés en italique.

observed by the practice which has developed during the past two years. On the other hand, this practice has grown up in order to avoid there being a long period without contact between the Assembly and the Council, as would occur if the Annual Report of the Council, prepared two months before the spring Session, were not replied to until October or November."

The Committee on Rules of Procedure and Privileges was requested to reconsider the drafting of paragraphs 5 and 7 of Rule 27 in the light of the remarks made by Mr. Edwards, of the reply given by the President of the Assembly and of the following considerations :

1. Paragraph 5 lays down that at the closure of the general debate following the presentation of the Report of the Council by the Chairman of the Council "the Assembly shall refer the Annual Report, if necessary by chapters, to the competent Committees, which shall make a final report thereon to the Assembly before the end of the Session".

In 1956 during the first part of the Second Session, after the general debate on the Report of the Council and on the Report of the Committee on Defence Questions and Armaments, the Assembly adopted a draft Resolution of which the Explanatory Memorandum laid down that.

"in order to maintain the closest contact possible between the Assembly and the Council, it is desirable that at the first part of its Session the Assembly should communicate to the Council a preliminary reply to the latter's first Report".

This preliminary Report was subsequently transmitted to the Council, which was requested "to communicate to the Committee its replies to the supplementary questions put in the Report". Finally the Assembly requested the Defence Committee to prepare a report, on the basis of the Council's Report and of the debate on it in the Assembly, which was to be tabled at least two weeks before the opening of the second part of the Session. During this second part of the Session the Committee on Defence Questions and Armaments tabled two Reports which contained draft replies to Chapters II, III and IV of the supplementary Report of the Council which had been communicated to the Assembly. These Reports were debated in the Assembly on Friday,

12th October and the Assembly approved the two draft Recommendations which the Committee had submitted.

Thus the "contact" between the Assembly and the Council, recommended in the Explanatory Memorandum to the Assembly's Resolution, was ensured.

On the basis of this precedent it had been hoped that, after approval of the Recommendations by the Assembly last May and their transmission to the Council, the dialogue between the Assembly and the Council would be continued during the inter-Session, and that the Council would have communicated a supplementary Report in order to permit the Assembly to open an even wider debate.

In fact the Council has not been able to submit a supplementary Report to the Assembly. What is, therefore, to be done ?

Assuming that the Council does not in future intend to transmit more than an annual Report, should there be a single debate in May on the final Reports of the Committees replying to this Report, or should there be a debate on their preliminary Reports in May and a final debate in October ?

On the other hand, it is by no means certain that the Council will not wish to send the Assembly a supplementary Report in future and this was only not done this year because the NATO Review had not been completed in time.

The Committee considers that these two alternatives should be catered for and that a flexible procedure should enable the Assembly to state its views, as the case may be, either as early as the May Session in a provisional or final Report, or in October in a final Report, but in any case as soon as possible. What matters is that the Assembly should be in a position, while multiplying the occasions of contact between the Council and itself, to discuss the present problems in full knowledge of the facts and of the opinions of the Committees concerned before the end of the Session, particularly taking into account the provisions of Rule 28 of the Rules of Procedure which provides Representatives with the opportunity to submit proposals on which the Assembly has to pronounce during the current Session. That is why the Committee on Rules of

strictement observées dans la pratique des deux dernières années. D'un autre côté, cette pratique s'est développée de façon à éviter une longue période sans aucun contact entre l'Assemblée et le Conseil, ce qui se produirait si le rapport annuel du Conseil, préparé deux mois avant la session de printemps, ne recevait pas de réponse avant octobre ou novembre. »

La commission du Règlement et des Immunités était priée de revoir la rédaction des paragraphes 5 et 7 de l'article 27 du Règlement à la lumière des observations faites par M. Edwards, de la réponse du Président de l'Assemblée et des éléments de faits qui sont exposés ci-après :

1. Le paragraphe 5 dispose qu'à la fin de la discussion générale ouverte après la présentation à l'Assemblée du rapport du Conseil par le Président du Conseil, « l'Assemblée renvoie le rapport annuel ou des parties du rapport aux commissions compétentes qui déposent un rapport définitif sur le Bureau de l'Assemblée avant la fin de la session ».

En 1956, au cours de la première partie de la deuxième session, après la discussion générale du rapport du Conseil et du rapport de la commission des Questions de Défense et des Armements y relatif, l'Assemblée adoptait un projet de résolution dont l'exposé des motifs précisait que

« en vue de maintenir un contact aussi étroit que possible entre l'Assemblée et le Conseil, il est souhaitable que l'Assemblée communique au Conseil, lors de la première partie de la session, une réponse préliminaire au premier rapport de celui-ci. »

Ce rapport préliminaire était ensuite transmis au Conseil qui était invité « à bien vouloir communiquer à la Commission ses réponses aux questions supplémentaires, posées dans ledit rapport ». L'Assemblée chargeait enfin la Commission d'établir, sur la base du rapport du Conseil et du débat dont il avait été l'objet, un rapport qui devait être déposé au moins deux semaines avant l'ouverture de la deuxième partie de la session. Au cours de la deuxième partie de la session, la commission des Questions de Défense et des Armements présentait deux rapports portant projet de réponse aux chapitres II, III, IV du rapport complémentaire du Conseil qui avait été communiqué à l'Assemblée entre temps. Ils

étaient discutés le vendredi 12 octobre et l'Assemblée adoptait les deux projets de recommandation que la Commission lui soumettait dans ces deux rapports.

Ainsi s'était institué entre l'Assemblée et le Conseil le « contact » que souhaitait l'exposé des motifs de la résolution de l'Assemblée.

Se basant sur ce précédent, on pouvait espérer que, après le vote des textes des recommandations de mai dernier et leur transmission au Conseil, le dialogue entre l'Assemblée et le Conseil se serait poursuivi pendant l'interruption de la session et qu'un rapport complémentaire du Conseil aurait permis d'avoir un nouveau débat sur des bases plus larges.

En fait, le Conseil n'a pas été en mesure de présenter à l'Assemblée un rapport complémentaire et dès lors que faut-il souhaiter : dans l'hypothèse où le Conseil n'entend transmettre qu'un rapport annuel à l'Assemblée, un seul débat annuel (en mai) sur les rapports définitifs des commissions compétentes, en réponse au rapport du Conseil, ou un débat sur rapport préliminaire en mai et un second débat sur rapport définitif en octobre ?

D'autre part, il n'est pas certain qu'à l'avenir le Conseil ne souhaite pas faire des rapports complémentaires à l'Assemblée : aucun rapport complémentaire n'a été communiqué cette année-ci, parce que la revue des effectifs par l'O.T.A.N. n'était pas terminée à temps.

La Commission estime qu'il faut réserver les deux hypothèses et qu'une procédure souple doit permettre à l'Assemblée de se prononcer selon les circonstances, soit dès la session de mai de façon définitive ou provisoire, soit en octobre de façon définitive, mais en tout cas aussitôt que possible. Ce qui compte surtout, c'est que l'Assemblée soit en mesure, tout en multipliant les occasions de contact entre le Conseil et elle-même, de discuter, en pleine connaissance de cause et pourvue des avis des commissions intéressées, les problèmes actuels avant la fin de la session, eu égard en particulier aux dispositions de l'article 28 du Règlement qui autorise les Représentants à déposer des propositions sur lesquelles l'Assemblée doit statuer pendant la session en cours. C'est pourquoi la commission du Règlement et des Immunités propose de modifier le paragraphe 5 de

Procedure and Privileges proposes amending paragraph 5 of Rule 27 of the Rules of Procedure in such a way as to require the appropriate Committees to submit their reports as soon as possible, if need be before the end of the first part of the Session.

2. Paragraph 7 lays down that "the Clerk shall co-ordinate the texts of the reports of the Committees, and the co-ordinated text, containing the reply to the Annual Report, shall be submitted to the Assembly".

This provision was included in the Rules of Procedure to avoid divergencies of presentation in the reply of the Committees to the different Chapters of the Council's Report referred back to them for examination.

The procedure as such is not a new one and has been used in the Consultative Assembly where the different replies to the sections of the Report of the Committee of Ministers are brought together in a single text. In like manner in the Common Assembly, the practice has been established of requesting a Committee of Rap-
porteurs to bring together into one single docu-

ment the Reports of the different Committees to the sections referred to them of the Annual Report of the High Authority.

On the other hand the Common Assembly has modified its procedure and now usually votes separately on the individual Reports and Resolutions in reply to the High Authority's Report.

It would seem that the provisions of paragraph 7 are difficult to apply. In fact the co-ordination of texts is not simply their juxtaposition, nor a question of their presentation: co-ordination could mean that the Clerk would have to modify, clarify or simplify the text in cases, for instance, of repetition between texts voted by different Committees. If subsequently criticism were to be made of this proceeding of the Bureau in the Assembly, on the grounds that certain passages had been omitted, the Clerk should be able to explain the reasons publicly, which of course is completely contrary to parliamentary traditions.

For these reasons the Committee on Rules of Procedure and Privileges suggests that the simplest method is to suppress paragraph 7 of Rule 27 completely.

l'article 27 du Règlement en faisant obligation aux commissions compétentes de déposer leur rapport aussitôt que possible, éventuellement avant la fin de la première partie de la session.

2. Le paragraphe 7 dispose que « le Greffier coordonne les textes du rapport des commissions et le texte coordonné portant réponse au rapport annuel est soumis à l'Assemblée ».

Cette disposition avait été inscrite au Règlement pour éviter des divergences de forme ou de présentation dans les réponses des commissions aux différents chapitres du rapport du Conseil, qui leur avaient été renvoyés pour examen.

Cette procédure n'est pas nouvelle et elle a été utilisée à l'Assemblée Consultative où les textes des différentes réponses aux différentes parties du rapport du Comité des Ministres sont coordonnés en un texte unique. De même, à l'Assemblée Commune la procédure a été longtemps admise de confier à un Comité de rapporteurs le soin de fondre en une seule réponse les rapports

des différentes commissions auxquelles étaient renvoyées les parties du rapport annuel de la Haute Autorité.

Il faut cependant reconnaître que l'Assemblée Commune a modifié sa procédure et qu'elle tend à voter actuellement des rapports présentés séparément et des résolutions séparées en réponse au rapport de la Haute Autorité.

Il apparaît que les dispositions du paragraphe 7 sont d'une difficile application. En fait, la coordination de textes n'est pas simplement une juxtaposition des textes, ni une question de mise en forme : la coordination pourrait amener le Greffier à devoir modifier et préciser ou simplifier, en cas de répétition, par exemple, des textes qui ont été adoptés par des commissions. Si dans l'Assemblée des critiques devaient être émises à l'endroit du Bureau, sur certaines omissions, le Greffier devrait pouvoir être à même de s'en expliquer publiquement, ce qui n'est pas conforme aux traditions parlementaires.

C'est pourquoi la commission du Règlement et des Immunités suggère de supprimer purement et simplement le paragraphe 7 de l'article 27.

Examination of Credentials

REPORT¹

submitted on behalf of the Credentials Committee²

by M. Pünder, Chairman and Rapporteur

The Federal Republic of Germany, Luxembourg, the Netherlands and the United Kingdom submitted the credentials of new Representatives and Substitutes nominated as a result of death or resignation between the two parts of the Session.

These credentials were examined by the Credentials Committee set up under Rule 6 B of the Rules of Procedure of the Assembly of Western European Union.

- The Federal Republic of Germany nominated M. *Furler* as Representative, in place of M. *Lenz*, deceased.

- Luxembourg nominated M. *Grégoire* as Substitute in place of M. *Loesch*, resigned.
- The Netherlands nominated M. *Korthals* as Representative in place of Mme *Stoffels van Haaften*, resigned, and M. *Patijn* as Substitute in place of M. *Ruygers*, resigned.
- The United Kingdom nominated Mr. *Armstrong* as Substitute in place of Mr. *Grosvenor*, resigned.

No objection having been raised, the Committee proposed to the Assembly that it should confirm the credentials of the following Representatives and Substitutes :

REPRESENTATIVES

MM. *Furler*, Federal Republic of Germany ;
Korthals, Netherlands.

SUBSTITUTES

MM. *Grégoire*, Luxembourg ;
Patijn, Netherlands ;
Armstrong, United Kingdom.

1. Adopted unanimously by the Committee.

2. Members of the Committee : M. *Pünder* (Chairman) ;
MM. *Erlor*, *Fens*, *Dame Florence Horsbrugh*, M. *Radius*.

N. B. — *The names of the Representatives who voted are printed in italics.*

Vérification des pouvoirs

RAPPORT ¹

présenté au nom de la commission de Vérification des Pouvoirs ²
par M. Pünder, président et rapporteur

La République Fédérale d'Allemagne, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Royaume-Uni ont transmis les pouvoirs certifiés des nouveaux Représentants et Suppléants désignés par suite de décès ou de démission pendant l'intersession.

Ces pouvoirs ont été examinés par la commission de Vérification prévue à l'article 6 B du règlement de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale.

— La République Fédérale d'Allemagne a désigné M. *Furler* comme Représentant en remplacement de M. *Lenz*, décédé.

— Le Luxembourg a désigné M. *Grégoire* comme Suppléant en remplacement de M. *Loesch*, démissionnaire.

— Les Pays-Bas ont désigné M. *Korthals* comme Représentant en remplacement de Mme *Stoffels van Haften*, démissionnaire, et M. *Patiijn* comme Suppléant en remplacement de M. *Ruygers*, démissionnaire.

— Le Royaume-Uni a désigné M. *Armstrong* comme Suppléant en remplacement de M. *Grosvenor*, démissionnaire.

Aucune objection n'ayant été formulée, la Commission propose à l'Assemblée de confirmer la validité des pouvoirs des Représentants et Suppléants dont les noms suivent :

REPRÉSENTANTS

MM. *Furler*, République Fédérale d'Allemagne ;
Korthals, Pays-Bas.

SUPPLÉANTS

MM. *Grégoire*, Luxembourg ;
Patiijn, Pays-Bas ;
Armstrong, Royaume-Uni.

1. Adopté par la Commission à l'unanimité.

2. Membres de la Commission : M. Pünder (président) ;
MM. *Erlar*, *Fens*, *Dame Florence Horsbrugh*, M. *Radius*.

N. B. — *Les noms des Représentants ayant pris part au vote sont imprimés en italique.*

State of European security¹**REVISED DRAFT RECOMMENDATION**²**submitted on behalf of the Committee on Defence Questions and Armaments**³**by M. Fens, Rapporteur**

The Assembly,

Having discussed the state of European security at a time when the U.S.S.R. has just announced new progress in the development of intercontinental ballistic missiles and artificial satellites ;

Reaffirming its desire for the conclusion in the immediate future of an international agreement ensuring the honest and mutually controlled limitation of armaments, covering both conventional and nuclear weapons, as a first step toward general disarmament, which is the only way of lightening the heavy financial, economic and social burden which armaments impose on our peoples ;

Considering that, pending the conclusion of such an agreement, the Western countries must, through the maintenance of their retaliation forces, be able to prevent generalized aggression as well as any limited aggression ;

I

Considering that the latest Soviet progress, notwithstanding its psychological repercussions, does not immediately change the balance of forces between the East and the West, each side still having available retaliatory weapons borne either by aircraft or by rockets,

RECOMMENDS TO THE COUNCIL

1. To examine urgently the conclusion to be drawn from Soviet progress apparent both in the

field of general technology and in that of modern weapons ;

2. To consider what further steps may be practicable to achieve the fullest possible exchange of information and co-operation in the production and development of guided missiles and counter-measures ;

3. To bring these steps to the notice of the Committee on Defence Questions and Armaments.

II

Considering that only a joint effort by all European countries, closely associated together and also within the framework of N.A.T.O., can enable them to build up the forces necessary to prevent both generalized and limited aggression ;

Considering that the decision to use strategic nuclear weapons imposes on the country possessing these weapons too grave a responsibility to bear alone,

RECOMMENDS TO THE COUNCIL

To establish directives concerning the utilization of strategic nuclear weapons in the possession of member countries. The application of these directives shall in the event of emergency be the responsibility of the Member States in possession of these weapons.

Goedhart, Janssens (Substitute: Bohy), Jannuzzi, Le Bail, Lefèvre, Legendre, Leverkushn, Margue, Paul, Ramsden (Substitute: Armstrong), Lord Rea, MM. Reif, Teitgen, Temple, Treves, Van Remoortel (Substitute: de la Vallée Poussin), Younger.

N. B. — *The names of the Representatives who voted are printed in italics.*

1. See Document 64 (October 1957).

2. Adopted in Committee by 17 votes to 4, with no abstentions.

3. *Members of the Committee: Marchese Lucifero d'Aprigliano (Chairman); MM. Erler, Fens (Vice-Chairmen); MM. Biesheuvel (Substitute: Patijn), Boggiano Pico, Brooman-White, Broughton (Substitute: Finch), Corniglion-Molinier (Substitute: Moutet) Galletto, Gerns,*

Etat de la sécurité européenne ¹**PROJET DE RECOMMANDATION REVISÉ ²****présenté au nom de la commission des Questions de Défense et des Armements ³****par M. Fens, rapporteur**

L'Assemblée,

Ayant discuté l'état de la sécurité européenne à un moment où l'U.R.S.S. vient d'annoncer de nouveaux progrès dans le développement de fusées balistiques intercontinentales et de satellites artificiels ;

Réaffirmant son désir de voir conclure, dans le plus proche avenir, un accord international sur la limitation loyale et mutuellement contrôlée des armements, tant conventionnels que nucléaires, au titre de premier pas vers un désarmement général, accord qui est le seul moyen d'arriver à un allègement des lourdes charges financières, économiques et sociales, que l'armement impose aux peuples ;

Considérant qu'en attendant la conclusion de cet accord, les pays occidentaux doivent être en état de prévenir, par l'existence de leurs forces de représailles, une agression généralisée, aussi bien qu'une agression limitée ;

I

Estimant que les derniers progrès soviétiques, abstraction faite de leurs répercussions psychologiques, ne modifient pas immédiatement l'équilibre des forces entre l'Est et l'Ouest, chacun continuant à disposer d'armes de représailles transportées ou par avions ou par fusées,

RECOMMANDE AU CONSEIL

1. D'examiner d'urgence les conclusions à tirer des progrès soviétiques qui se manifestent aussi

bien sur le plan technique général que sur le plan des armements modernes ;

2. D'examiner quelles autres mesures peuvent être adoptées pour aboutir aux plus larges échanges d'information et à la coopération la plus étroite en matière de production et de mise au point d'engins téléguidés et de moyens de protection ;

3. De les porter à la connaissance de la commission des Questions de Défense et des Armements.

II

Considérant que seul un effort commun de tous les pays européens, étroitement associés entre eux et également dans le cadre de l'O.T.A.N., leur permet de mettre sur pied les forces nécessaires pour prévenir une agression généralisée, aussi bien qu'une agression limitée ;

Considérant que la décision d'employer les armes nucléaires stratégiques impose à tout pays possesseur une responsabilité trop grave pour qu'il puisse la supporter seul,

RECOMMANDE AU CONSEIL

De fixer les directives relatives à l'emploi des armes nucléaires stratégiques en possession des pays membres. L'application de ces directives est confiée en cas d'urgence aux pays membres qui disposent de ces armes.

1. Voir Document 64 (octobre 1957).

2. Adopté en Commission par 17 voix contre 4, sans abstentions.

3. Membres de la Commission : Marchese Lucifero d'Aprigliano (président) ; MM. Erler, Fens (vice-présidents) ; MM. Biesheuvel (suppléant : Patijn), Boggiano Pico, Brooman-White, Broughton (suppléant : Finch), Corniglion-Molinier (suppléant : Moutet), Galletto, Gerns,

Goedhart, Janssens (suppléant : Bohy), Jannuzzi, Le Bail, Lefèvre, Legendre, Leverkuehn, Margue, Paul, Ramsden (suppléant : Armstrong), Lord Rea, MM. Reif, Teitgen, Temple, Treves, Van Remoortel (suppléant : de la Vallée Poussin), Younger.

N. B. — Les noms des Représentants ayant pris part au vote sont imprimés en italique.

**Installation of the organs of Western European Union
whose seat is in Paris¹**

REPORT²

**submitted on behalf of the Committee on Budgetary Affairs and Administration³
by M. Bichet, Rapporteur**

TABLE OF CONTENTS

DRAFT RECOMMENDATION
EXPLANATORY MEMORANDUM

Draft Recommendation

The Assembly,

Noting the Reply of the Council to Recommendation 15 of the Assembly,

Without prejudice to any decision which may be taken establishing a single seat for European organizations,

RECOMMENDS TO THE COUNCIL

That measures be taken forthwith for the construction of an independent wing attached to the new building of N.A.T.O. to house the organs of Western European Union whose seat is in Paris, to be completed by such time as the present accommodation in the Palais de Chaillot is destroyed.

Explanatory Memorandum

(submitted by M. Bichet, Rapporteur)

1. The accommodation at the Palais de Chaillot is scheduled for destruction in the spring of 1959. The delays involved in preparing plans, laying foundations and proceeding with the

actual construction are such that it is a matter of urgency that building be undertaken as soon as possible to ensure that the organs of Western European Union have accommodation available in time.

2. The possibilities considered by your Committee included the purchase of ground separate from that of N.A.T.O. and the erection of a building, and the rent or purchase of an existing building. Neither of these solutions seems so satisfactory as that of using part of the ground allocated by the French Government to N.A.T.O. It was emphasized in your Committee that there should be formal separation between the buildings of N.A.T.O. and Western European Union for political and administrative reasons, but this would in no way prevent the use of common services such as post office, restaurant and car-parking facilities, etc., concerning which an equitable division should be established as between Western European Union and N.A.T.O.

3. Your Committee understands that, as the shape of the new NATO building is in a V-form, it would be architecturally possible to construct a wing to change the shape into that of a triangle and to provide for separate entrances.

1. See Recommendation No. 15 and Document 65 (October, 1957).

2. Adopted unanimously by the Committee.

3. *Members of the Committee*: Mr. Edwards (Chairman); MM. Pünder, Radius (Vice-Chairmen); MM. Basile, Bichet (Substitute: Moutet), Cerulli Irelli, Conte,

Cunningham, De Vita, Duynstee (Substitute: Fens), Finch, Haasler, Kalenzaga, Kirk, le Hodey, Marx (Substitute: Mommer), Metzger, Molter, Schaus, Storchi (Substitute: Ebner).

N.B. — *The names of the Representatives who voted are printed in italics.*

**Installation des organes de l'Union de l'Europe Occidentale
dont le siège est à Paris ¹**

RAPPORT ²

**présenté au nom de la commission des Affaires budgétaires et de l'Administration ³
par M. Bichet, rapporteur**

TABLE DES MATIERES

PROJET DE RECOMMANDATION
EXPOSÉ DES MOTIFS

Projet de recommandation

L'Assemblée,

Prenant acte de la réponse du Conseil à la Recommandation n° 15 de l'Assemblée,

Sous réserve de toute décision ultérieure fixant un siège unique pour les organisations européennes,

RECOMMANDE AU CONSEIL

Que des mesures soient prises immédiatement en vue de la construction d'une aile indépendante rattachée au nouveau bâtiment de l'O.T.A.N., pour loger les organes de l'Union de l'Europe Occidentale dont le siège est à Paris, aile dont la construction devra être achevée avant la destruction des locaux actuels du Palais de Chaillot.

Exposé des motifs

(présenté par M. Bichet, rapporteur)

1. Il est prévu que les locaux du Palais de Chaillot seront détruits au printemps de 1959. Les retards qu'impliquent la préparation des plans, la pose des fondations et l'exécution des

travaux de construction sont tels que les travaux doivent commencer le plus tôt possible si l'on veut que les organes de l'Union de l'Europe Occidentale disposent à temps des locaux nécessaires.

2. Entre autres possibilités, votre Commission a envisagé l'achat d'un terrain distinct de celui de l'O.T.A.N. et la construction d'un immeuble, et la location ou l'achat d'un immeuble existant. Aucune de ces solutions ne paraît aussi satisfaisante que l'utilisation d'une partie du terrain alloué à l'O.T.A.N. par le gouvernement français. Il a été souligné au cours des travaux de votre Commission que, pour des raisons politiques et administratives, l'immeuble de l'Union de l'Europe Occidentale devrait être distinct de l'immeuble de l'O.T.A.N., mais que ceci n'empêcherait nullement l'existence de services communs, tels que le bureau de poste, le restaurant, le parc à automobiles, etc., qui pourraient faire l'objet d'une répartition équitable entre l'Union de l'Europe Occidentale et l'O.T.A.N.

3. Votre Commission croit savoir qu'étant donné que le nouvel immeuble de l'O.T.A.N. épouse la forme d'un V, il serait architecturalement parlant possible d'y adjoindre une aile lui donnant une forme triangulaire, et de prévoir des entrées séparées.

1. Voir Recommandation n° 15 et Document 65 (octobre 1957).

2. Adopté par la Commission à l'unanimité.

3. Membres de la Commission : M. Edwards (président) ; MM. Pünder, Radies (vice-présidents) ; MM. Basile, Bichet (suppléant : Moutet), Cerulli Irelli, Conte,

Cunningham, De Vita, Duynstee (suppléant : Fens), Finch, Haasler, Kalenzaga, Kirk, le Hodey, Marx (suppléant : Mommer), Metzger, Motter, Schaus, Storchi (suppléant : Ebner).

N. B. — Les noms des Représentants ayant pris part au vote sont imprimés en italique.

